«Initiatives»: le télétravail

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 14954 - 7 F --

**MERCREDI 24 FÉVRIER 1993** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## M. Clinton défle l'Europe

扁手盔 乳酸化

\$80 11 (20 a 1 amoublement

BILL CLINTON est bon
boxeur. D'abord, il défie
un adversaire à sa portée, l'Europe, avec laquelle les échanges
commerciaux sont grosso modoéquilibrés. Prudemment, il fait l'égard du Japon, an dépit du déficit commarcial da 60 milfiards de dollers qua lae Etats-Unis enregistrent vis-à-vis de ce

Contre la challanger désigné, le président des Etats-Unis joue de sa s'droite » : la protection-nisma. On laisse dire à Washington que la projet d'accord egri-cole conclu, en novembre 1992, avec la CEE est déséquilibré et qu'on n'aurait jamais du accepter que calla-ci pulssa produira 11 milliona da tonnes d'oléaginaux par an alors qu'alla ne ssait pas 3 millions il y a dix ans. En matière da marchés publics, Washington a'insurga contre la préférence accordée par les Douza à laurs antraprises lorsque les prix de celles-ci n'excédent pas de plus de 3 % ceux dea entraprisas des autres pays... même si le Buy American Act protège depuis 1933 encore plus efficacement les entreprises

VOICI la président, lui-mêma, boxant Alrbue devant is personnel de Boeing, ravi d'entendre qua, si l'avion européen n'existelt pas, e'il n'était pas outrageusement subventionné, le premier avionneur mondial na serait pas obligé de as séparer de 28 000 de ses

En réalité, les difficultés de Boeing tiennent aux annulations maceives de commendes d'avions par des compagnias mises en difficulté par la politique de libaralisation sauvaga d'un autra président démocrate, M. Jimmy Carter, qui e plongé les transporteurs américains dans une guarre tarifaira sulcidaire et dans des pertes de plus da 8 milliards de dollars an 1992. Le numéro un, American Airlines, parle de vendre sa flotte pour se consacrer à des activités plus rentables | Avant ds s'en prendre à l'svion européen, pourquoi M. Clinton ne réformerait-il pas la loi sur les faillites qui permet le dumping à des compa-gnies comme Continantal Airlines ou TWA en redressement

ON vnit aujourd'hul la ton se préparer : l'intervantion-nisme. Esquissant une politique industrielle, il annonçait, lundl 22 février, des eides fiscales à l'investissemant dans les secteurs de pointe et des subventions en faveur d'une « autoroute de l'information ». Il y a gros à parier qu'il se servira, dema l'accord signé an juillat 1992 avec la CEE sur le financement

Ce texte prévoit la limitation des prêts publics aventageux à 25 % (auxquels s'ajouteront 9 % à un taux un peu plus élevé) du coût de chaque programme ainsi qua la plafonnement des aldes publiques indirectes, par le blais de la recherche, à 3 % du chiffre d'affaires du secteur aéronautique. Plutôt que de lancer des représailles contre les Européens, avec lesquels les Américains étudient un supar-Concorde et un avion géant, M. Clinton est en passe d'aider son aéronautique. Lui aussi.

L'Amériqus, qui n'est plus Impériele eur le plan économique, redécouvre les mérites d'une politique industrielle.

Lire page 18 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



judicialre et, à ce titre, dispensées de paver leurs dettes?

🚹 🖒 Voici un livre avec des arguments lourds puisés à la meilleure des sources celle des archives soviétiques. 77

François Turet, Le Vouvel Observateur



## THIERRY WOLTON

DOCUMENT

LE GRAND RECRUTEMENT Grasset Dans l'attente des décisions de Bruxelles

# Les marins-pêcheurs bretons manifestent leur colère

La colère des marins-pêcheurs bretons e franchi un nouveau degré dans la nuit du lundi 22 eu mardi 23 février, evec la destruction de plusieurs centeines de kilos de poissons et coquillages au Marché d'intérêt national de Rungis.

Jeudi 25. février, les directeurs de la pêche des douze pays de la CEE doivent se réunir. La Commission européenne pourrait décider d'instaurer des prix minima sur les poissons



L'enauête

en Italie

«Mains propres»

Fiat ont été arrêtés.

Les Français

et la solidarité

Rodin à Pékin

Deux importants dirigeants de

Lire page 24 l'articla de MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le «baromètre » du CCFD sou-

ligna une plus granda préoccu-pation pour la chômaga qua pour la faim dans le monde.

Una exposition boudée par la

Lire page 11 l'article

Lire page 15 l'articla de FRANCIS DERON

de CHARLES VIAL

## Créé par le Conseil de sécurité pour juger les crimes de guerre

# Le tribunal international pourrait avoir un rôle dissuasif dans l'ex-Yougoslavie

A l'unanimité de ses quinze membres, le déteillées concernant le fonctionnement de Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, lundi cette cour, la première du genre depuis le 22 février, à New-York, de créer un tribunal international chargé de juger les responsables de deux mois, remettre des propositions contribuera à rétablir la paix.

tribunal militaire de Nuremberg, qui jugea en 1946 les criminels de guerre nazis. Les diploprésumés de violations graves du droit huma- mates espèrent que cette nouvelle démarche nitaire dens l'ex-Yougoslevie. Le secrétaire de l'ONU, entreprise à l'initiative de la France, général des Nations unies devra, dans un délai jouera un rôle de dissuasion sur le terrain et

## L'improbable châtiment

par Jean-Pierre Langellier

En politique, prétend le vieux précepte des eyniques, seul l'échec est impardonnable, jamais l'immoralité. Il n'empêche: mardi 23 février, à New-York, Machiavel a concédé une rare et précieuse - défaite posthume. Face à l'internationale des tortioonaires, la communauté des Etats a enfin osé se porter partie civile. Comme pour prendre date, dans l'attente d'un procès qui a pourtant peu de chances d'être amais instruit.

Provoqué par les drames de l'ex-Yougoslavie, le vote du Conseil de sécurité a une portée saos precedent. En 1946, à Nuremberg et en 1948, à Tokyo, le eamp des alliés vainqueurs avait puni, devant des juridictions militaires, celui des vaincus.

Puis les tentatives d'instituer un Lire aussi La création d'un tribunal

par AFSANÉ BASSIR POUR La résolution 808 du Conseil de aécurité.

pénal International.

Washington examine un plan de parachutage de

L'axtrêma droite sarbe per FLORENCE HARTMANN

■ Point de vue : « Humanitaire neutre ou juste?» PER BERNARD KOUCHNER Diegonelas : « On

DAY BERTRAND POROT-DELPECH pages 3 et 4

POINT

La Corée face à la réunification Echaudé par l'exemple alle-mand, Séoui hésite à franchir le pas. page 8 tribunal permaoent, chargé de juger les crimes contre l'humanité, échouèrent sur la banquise de la guerre froide.

Pendant près d'un demi-siècle, les borreurs de l'Histoire sont ensuite restées impuoies. De la Corée au Cambodge, des massa-eres de Hama, en Syrie (20 000 morts) à ceux de Sabra et Chatila - pour ne citer que les drames les plus notoires, – nul n'a répondu des nombreux crimes commis contre des populations sans défense.

De conflit international en guerre eivile, personne n'eut la volonté – et rarement les moyens - de faire respecter les conventions de Genève, ces nouvelles lois de la guerre que le monde s'était données en 1949 avant de les violer aussitôt. Seul le lieutenant américain William Calley, condamné à la prison à vie, passa

propre pays pour avoir participé, au Vietnam, à la tristement celèbre tuerie de My- Lal.

Cette fois, e'est la communauté internationale tout entière qui se donne les moyens, par l'entre-mise du Conseil de sécurité, d'instaurer une «justice bumanitaire». Après s'être recoonu un devoir d'ingérence, mis en œuvre au Knrdistan irakien puls en Somalie, les Nations unies franchissent une étape inédite. Dans un moode nouveau, en quête de repères juridiques, elles inventent une sorte de diplomatie judiciaire, dont les décisions ont force obligatoire, conformément au chapitre 7 de la Charte. Ainsi émerge un consensus naguère impensable sur ce qui n'est pas ou plus - acceptable, fût-ce an plus fort des guerres civiles.

Lire la suite page 3

# Pakistan: la fin du «grand jeu»

L'éclatement de l'Union soviétique laisse place à d'autres menaces

PASSE DE KHYBER

de notre envoyé spécial

A part la présence des quatrevingt-douze viadues et des trentequatre tunnels du petit chemin de fer, pour le moment désaffecté, qui grimpe bravement ses pentes dénudées, l'aspect de la esse de Khyber n'a pas dû beaucoup changer depuis l'époque où Victoria régnait sur les Indes. Les emblèmes, gravés dans le roc, des régiments dont les bommes se sont fait massacrer pour elle sont toujours là, et ceux qu'y ont ajoutés leurs successeurs pakistanais n'en diffèrent guère.

Quant aux officiers qui, fort obligeamment, vous reçoivent dans des mess et des fortins à l'allure toute britannique, ils mettent leur point d'honnenr à briquer chaussures et buffleteries et à tailler leurs martiales moustaches sussi hien que leurs pelouses. Après s'être fait ouvrir, en montrant patte blanche, les vague portail, grand ouvert, est trois portes métalliques qui harrent successivement la ronte venue de Peshawar, le visiteur

pénètre dans un bastion d'apparence modeste, juché à I 100 mètres d'altitude au-dessus dn passage, large de seize mètres sculement, où s'étrangle le défilé. Le regard y découvre, dans l'air transparent, nn grandiose paysage: au premier plan, quelques centaines de mètres en contrebas, nn bout de plaine parsemé d'une verdnre pâlotte; derrière, à perte de vue, une profusion de pics montagneux, dont l'alignement en quinconce évoque un gigantesque camp de tentes: plus baut. bien plus haut, tout à fait à droite, une barre de glace qui

étincelle au soleil : le Karakorum. La barre separe le Pakistan de la Chine. Tout le reste est afghan. La frontière est à nne vingtaine de kilomètres, dans la plaine. Un

teau en anglais informe les voyageurs qu'ils entrent sur le territoire de la République islamique d'Afghanistan, appellation que les Nations unies n'ont toujours pas, sauf erreur, enregistrée. C'est que la zone où nous faisons quelques pas est sous le contrôle non pas du gouvernement de Kaboul, mais de moudjahidins islamistes Deux ou trois sont là, à côté d'une guérite, kalachnikny à l'épaule, manifestement sans instractions, et les explosions de mines ou de roquettes que l'on entend dans les parages ne semblent troubler personne.

A pied ou en bus, des hommes passent nonchalamment la frontière. Lesquels sont Afghans, les-

ANDRÉ FONTAINE Lire la suite page 6

## SCIENCES MÉDECINE

■ Les parasciences, raison et passions ■ Drogués a'abstenir ■ La sexualité empoisonnéa Pages 13 et 14

Le sommire complet se trouve page 24

Manœuvres et surenchères dans un marché déprimé

La guerre de la « pub » est relancée. Tout laisse même prévoir que la vieille rivalité des différents médias et la remise en cause des anciens équilibres du marché publicitaire vont provoquer, dans les deux prochaines années, certains bouleversements.

La conjonction de deux certitudes rendait cette perspective inéluctable. D'une part, la crise que le marché publicitaire coonsit depois deux ans, à la

suite du ralentissement de l'activité économique, a réduit le gâteau disponible et cela provoque dans les milieux professionnels des surenchèrea et des manœuvres qui enveniment les rapports entre les rivaux - les agences, les centrales d'achat d'espaces publicitaires - servaot d'intermédiaires entre les annooceurs et les médias.

> **ARIANE CHEMIN** at YVES-MARIE LABÉ Lire la suite page 22

# Pour une nouvelle donne franco-allemande

par Pierre Lellouche

OMME on pouvait le erain-dre, la célébration du tren-tième anniversaire du traité de l'Elysée à la fin du mois dernier n'a été l'occasion que de quelques discours pompeux au cours de diners solennels à Bonn, sans grand écho dans les opinions publiques des deux pays.

C'est que la situation de l'Eu-mpe est aujourd'hui tellement sérieuse – de la guerre yougoslave à la crise monétaire, en passant par les soubresauts de l'Europe de l'Est et de la Russie – que les peuples attendaient autre chose que la lita-nie habituelle des satisfecit officiels. Dans ce contexte-là, la célé-hration du traité de l'Elysée aurait sur l'avenir de notre continent tout catier, de la paix et de la prospé-rité de nos peuples. Sur le rôle aussi que daivent jouer nos deux pays dans la construction d'une Europe tout autre - eelle de l'après-guerre froide. Et puisque ceux qui nous gouvernent encore ne l'ont pas fait, livrons-nous ensemble à cette réflexion.

Un bref regard sur le passé d'abord. Pour souligner combien nnus sommes tous redevables au courage visionnaire du chancelier Adenauer et du général de Gaulle : e'est à eux que l'Europe entière doit la réconciliation franco-allemande qui fut, trente années durant, la clé de voûte de la reconstruction curopéenne, comme de son système de paix. Comment oublier l'audace avec laquelle ces deux hommes d'Etat exceptionnels osèrent tourner une nouvelle page de l'Histoire et mettre fin à des années d'affrontements et de suspi-

Cette leçon éclatante est aujour-d'hui plus actuelle que jamais : elle jamais être prisonniers du passé et qu'il nous appartient, au moment où à nouveau le cours de l'histoire de l'Europe vient de changer si brusquemeot, d'imaginer des solutions nouvelles pour un monde en plein changement, Lucidité, audace et détermination entre nous, Francais et Allemands, tel est le choix qui a été fait en 1963 et qui s'im-pose à nous encore plus aujour-

Je regrette done d'autant plus que ces exigences aient été trop souvent oubliées au cours de ces dernières années. Et qu'en particulier la voix de la France ait pu paraître hésitante, voire négative, au moment où s'exprimait le vœu faveur de sa réunification.

Pour ma part, je déplorai au moment de la cbute du mur de Berlin certains gestes ou certaines déclarations qui, du côté français, furent interprétés par nos voisins allemands comme la négation de leurs légitimes aspirations. Je fus parmi ceux qui soulignèrent alors combien la réunification de l'Allemagne, conforme à notre philosomagne, conforme à notre philosophie de l'autodétermination des pcuples, conforme à toute l'ambi-tion européenne de la France depuis 1963 constituait un facteur posititif pour l'Europe tout entière. J'affirmai en toute occasion que cette réunification ne pouvait que benéficier à la dynamique de la construction européenne.

Mais le malheur voulut que notre politique étrangère ne prit pas alors toute la mesure de l'am-pleur des changements en cours, et ou'il devait en résulter des divergences plus que regrettables entre nos deux pays dans des dossiers capitaux de l'après-guerre froide. J'en citerai trois exemples. Tout d'abord, vis-à-vis du sort des nou-velles démocraties de l'Est, Paris et Bonn ont développé ces dernières années des approches trop discor-dantes. D'un eôté, les dirigeants français ont paru réagir avec retard et sans beauenup de compréhen-sion pour les souhaits de nos nouveaux partenaires. De l'autre côté, l'Allemagne supportait l'essentiel du fordeau de l'assistance à ces pays. Et que dire alors du conflit yougoslave où, des mois durant, nos deux pays adoptèrent des posi-tions diamétralement opposées : la France soutenant la Serbie, l'Alle-magne, la Slovénie et la Croatie. Comme ce divorce-là fut lourd de tragiques conséquences dans cette

Second dossier de divergence : les questions de défense. L'Alle-magne appuyait sans réserve la démarche de nos autres alliés tendant à maintenir un rôle majeur pour l'alliance atlantique. La France, pour sa part, s'enfermait dans une attitude d'obstruction d'autant plus incompréhensible pour nos partenaires que nous avions taujours été les premiers à préconiser une évolution de l'alliance. Au-delà des initiatives communes pour renforcer l'identité européenne de défense, subsis-taient ainsi des positions incompatibles concernant l'axe central de la sécurité européenne.

En troisième lieu enfin, une contradiction similaire pouvait être relevée quant à la démarche franco-allemande en matière communautaire. Si le traité de Maastricht, aujourd'hui si mal en point, consaerait sans nul doute une volonté partagée de faire avancer l'Europe, que d'ambiguités sur la nature, la structure, la finalité de l'autre! Des ambiguîtés qui finalement aboutirent non seulement à compromettre le traité lui-même, mais surtout le nécessaire aiustement de la Communauté à l'Europe de l'après-guerre froide!

L'explication ultime de ces différents malentendus nous ramène à la fois au présent et à une donnée essentielle pour comprendre notre avcoir : à partir des années 89-90, le monde ancien a basculé. L'Eu-rope tout entière – mais pas seulement elle! - est entrée dans une phase proprement révolutionnaire où les nations, les idéologies, les economies et les armes vont profondément changer. Contraints de parer au plus pressé et de piloter à vue, nos gouvernants n'ont pas su mesurer l'ampleur des change-ments intervenus. Du côté francais, l'illusion a longtemps existé çais, l'illusion a longtemps existé que l'on pouvait faire face à la situation nouvelle par de simples ajustements. On s'est ainsi conforté dans l'idée que l'URSS parviendrait à survivre et, avec elle, l'essentiel du jeu traditionnel de l'équilibre de la terreur nueléaire, du partage en blocs idéologiques et, en définitive, des « commodités » du statu que. Or c'est un monde radicalement nouveau qui a surgi des décombres de veau qui a surgi des décombres de la chute inéluctable de l'empire soviétique. Un monde où certains clivages historiques ont recouvré actualité et pertinence; un monde

où les passions nationales tendent à se déchainer sur un arrière-plan d'effondrement économique et de recherche de nnuveaux modèles : un monde où la menace nucléaire directe s'estompe, mais où les risques réels se multiplient, du fait notamment de la prolifération des armements; un monde, enfin, nù l'Allemagne retrouve tnute sa place cn Europe et nû le visage de l'Est lointain se redessine à grand peine.

Le monde change donc, à nnuveau. En son temps, le général de Gaulle l'avait compris et en avait tiré toutes les conséquences - en 1963 en particulier. Il est impératif de le comprendre à nauveau aujuurd'hui et d'oser encore.

Les piliers de l'ordre européen

qui avaient été conçus à l'ère de la guerre froide - OTAN, CEE ou CSCE - doivent tous être réexaminés et redéfinis à la lumière de ce nouveau enntexte. L'entente franeo-allemande, sans laquelle il ne saurait exister de système de sécurité stable en Europe, n'échappe pas à cette règle. C'est pourquoi, dès février 1992, à l'occasion du centenaire de la naissance de Mauriee Baumont, Jacques Chirae avait suggéré que nos deux pays entament une réflexion de fond en vue d'adapter leurs relations aux réalités européennes et mondiales actuelles. La perspective d'un nou-veau traité de l'Elysée était notamment proposée à notre partenaire, afin d'approfondir et d'élargir le champ des politiques en munes prévues par l'accord signé il y a trente ans, le 22 janvier 1963, par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer.

Comment procéder aujourd'hui à cette nécessaire rénovation? La sagesse recommande de progresser pas à pas, en distinguant les pro-blémes essentiels. Quatre de ceux-ci me paraisseot devoir nature, la structure, la finalité de construire : fédérale d'un côté, intergouvernementale de l'Allemagne.

1. Les questions économiques et monétaires. Le moment est venu où, au plan national comme au plan européen, des initiatives de croissance, mûrement préparées, doivent être prises en conformité avec les indispensables disciplines budgétaires et monétaires. L'Allemagne sait que, sur ce dernier point, la France fait désormais preuve d'une rigueur au moins égale à la sienne. Elle peut être assurée que le cap sera maintenu. Mais il importe, en contrepartie,

que notre principal partenaire enmprenne qu'il doit prendre en compte, dans la définition de la politique monétaire, nos impératifs en matière de croissance et d'emploi. Il ne suffit pas de se proclamer « européen » si l'on reste, en même temps indifférent aux conséquences de ses actes sur ses partenaires. Il y va du redressement de nns deux pays, et, au-delà du maintien du SME, de l'objectif d'une mannaie commune, bref du cœur même du dispositif de Maastricht. La France est aujourd'hui asphyxiée par les errements de l'économie socialiste, caractérisée notamment par l'extraordinaire inflation des dépenses de l'Etat, mais aussi par la politique des taux d'intérêt de l'Allemagne. Sortir de cette double ornière est donc essentiel, cela dépend en grande partie de nous, mais en partie également de décisions raisnnnées qui devront être prises à Bonn.

2. La défense de l'Europe. L'une des consequences du nouveau contexte stratégique en Europe est d'offrir une plus grande marge de manœuvre, en même temps que des obligations plus contraignantes, pour nos deux pays. Les gaullistes, pour leur part, entendent aborder la question de la future architecture de sécurité en Europe sans a priori et avec tout le pragmatisme nécessaire. La France doit rompre définitivement avec une approche purement idéologique de l'OTAN ou encore de l'UEO. Je veux croire qu'elle trouvera alors chez les dirigeants allemands des partenaires déterminés à dégager en commun les solutions les plus efficaces en matière de sécurité européenne. Au moment où les crises se multiplient, où les risques d'un embrasement général dans les Balkans se précisent, menaçant l'ensemble de la paix sur notre continent, il est désormais évident que la vitalité de notre coopération en ce domaine doit aller de pair avec l'élargissement des moyens d'action extérieure de l'Allemagne. J'ai pour ma part soutenu les initiatives réceotes prises en la matière ces dernières années, qu'il s'agisse de la brigade franco-allemande, ou de l'Eurocorps, Mais le temps des discours est révolu : alors que la guerre menace dans les Balkans, où est l'Europe ? Où est

l'Eurocorps et pourquoi ne pas déployer ces unités à titre dissuasif en Macédoine? Que l'Alicmagne (comme le Japon) puisse revendiquer un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, il n'y a rien là qui me surprenne ou qui me choque. Mais un tel privilège va de pair avec des devoirs, et des enga-gements précis. Il serait souhaitable que ces derniers soient précisés rapidement par nos partenaires.

3. La politique à l'Est. Notre devoir le plus urgent consiste évi-demment à tirer les conséquences de l'affaire yougoslave. Nous devrions ainsi mettre en place sur un plan franco-allemand, dès que possible, des instruments communs d'analyse et d'évaluation des dangers que comporte l'instabilité des situations à l'Est. Plus généralement, la réduction

de cette instabilité passe par un effort impliquant de nombreuses organisations multilatérales comme le G7, le FMI ou le Club de Paris et, au premier chef, les institutions européennes. Les actions spécifiquement nationales restent cependant importantes. Il en résulte, à mes yeux, que le couple franco-allemand devrait, sur ce sujet parti-culièrement sensible, s'assigner une double finalité : une meilleure coordination des politiques propres à chacun de nos deux pays; une mise en commun de nos influences réciproques dans les enceintes multilatérales, de manière à orienter l'attitude des grandes institutions internationales. Ainsi pourrionsnous nous rapprocher de l'objectif éminemment souhaitable d'une politique commune à l'Est, telle qu'elle avait été souhaitée par le chancelier Kohl en janvier 1988.

4. La constructioa européenne. Je souhaite pour ma part la ratifica-tion et la mise en œuvre du traité de Maastricht. Il y a un an, avant que ne commence en France le très vif débat sur la ratification de ce traité, nous avions indiqué que cet accord nous paraissait modeste quant au fond, contestable à cer-tains égards, mais qu'il allait dans la bonne direction : celle du renforcement de l'Europe. Cette analyse demeure valable aujourd'hui : les peuples ont rejeté les excés fédéralistes et technocratiques du traité, mais ils continuent, j'en suis convaincu, à adhérer à ses objec-tifs. C'est à ce titre qu'il convient de saluer les résultats du sommet d'Edimbourg, tout en constatant qu'une fois de plus le débat sur les enjeux majeurs liés à l'avenir même de l'Europe - l'emploi, l'élargissement aux pays de l'AELE

et au-delà, les mécanismes de décision relatifs à une Europe élargie ont été remis à plus tard.

Il ne pourra en être taujours ainsi. Lors de la conférence de révision, prévue pour 1996, l'Europe aura rendez-vous avec ellememe. Il n'est pas trop tôt pour eommencer à préparer ce rendez-vous sur un plan hilatéral francoallemand. C'est à cette condition que la coopération entre nos deux pays, telle que l'ont voulue le général de Gaulle et le chancelier Adenauer avec le traité de l'Elysée, continuera à jouer pleinement son

Lucidité, audace, détermination. Savnir comprendre le monde en mutation, oser en relever les défis, proposer des solutions nouvelles. Voilà la tâche difficile mais exaltante qui nous attend, nous, Français et Allemands, inséparablement unis par la volonté de deux hommes et par l'adhésion de deux

Au cours de toutes ces années. j'ai pu relever tous les signes attestant la permanence de la coopération franco-allemande. Celle-ci est demeurée sans ennteste l'élément moteur de la construction communautaire. Elle a permis des développements positifs en matière de sécurité comme le renforcement de l'UEO ou encore l'initiative, aujourd'hui en voie de concrétisation, d'un corps européen. Du point de vue économique, nos entreprises ont beaucoup travaillé, et souvent avec succès, pour améliorer leur compétitivité sur le marché allemand,

De tout ceci, je tire deux conclusions. Tout d'abord, le pessimisme parfois de mise en France quant à 'évolution future du couple franco-allemand n'a pas d'autre raison d'être que notre propre frilosité. Il est aussi absurde de vouloir faire l'Europe par suspicion à l'égard de l'Allemagne que de refuser les progrès de l'Europe par crainte de cette même Allemagne. La scule réponse adaptée au développement de la puissance allemande, c'est le redressement économique et moral de la France, gage d'un partenariat équilibré et dénué d'arrière-pensée. C'est là, l'un des objectifs essentiels que j'assigne à la majorité nouvelle qu'éliront les Français dans un mois.

▶ Pierre Lelloucha est conseillar de Jacques Chirac.

# Du visage de la France en Afrique

par Erik Orsenna

T si certaines régions d'Afrique étaient atteintes d'une maladie grave : le Espace? maladie grave : la France? La politique française. Cet inextri-cable mélange de dévouement et de clientélisme, celui-ci annihilant celui-là malgré tous les efforts des fonctionnaires de notre coopération, des associations, des religieux, de certains entrepreneurs : tout un peuple de passionnés, de généreux; tout un peuple d'écœures. Et si la France officieuse, celle des réseaux secrets, était une malédiction pour le continent? Cette façon de prendre l'Afrique pour nos coulisses, une annexe commode, propice à tous les détournements. Et si la France officielle ne valait guére mieux? La complaisance du gouvernement de la France face aux trafies les plus cyniques. La manière française, inimitable, de dénoncer en soutenant. De soutenir les dictateurs en

dénonçant les dictatures. Bien sûr, la France n'est pas coupable de tous les maux dont souffre le monde noir. Loin s'en faut. Mais qui niera sa responsahilité engagée? On connaît la chan-son du chantage, la rengaine favorite des dictateurs du tiers-monde : «moi ou le chans». On ennnaît aussi la fausseté de l'alternative : les dietateurs, en assassinant toute vie publique, sont des bâtisseurs de chaos. Et qu'on ne parle pas de non-ingérence pour justifier la passivité. Trop souvent on appelle « non-ingérence» la pure et simple poursuite des mauvaises babitudes coloniales. La «non-ingérence», il fallait commencer par elle et ne pas armer ces messieurs, année après année, sans rechigner à la dépense ni à l'envoi de mereenaires officiels émargeant au bud-

get français. A l'évidence, il ne s'agit pas d'imposer des modéles. On n'oblige personne à la liberté. Et l'Afrique inventera, à son rythme, sa forme propre de démocratie. Pour nous, il s'agit seulement d'écouter cet appel à la dignité, de l'aecompagner. Et de ne pas conforter ceux qui l'écrasent dans

Trois beaux pays: Zaīre, Togo, Rwanda, nussi divers que trois pays peuvent l'être. Trois pays hien dotés par la nature et qui pourraient vivre dans l'aisance, voire dans l'abondance pour l'un d'entre eux. Et pourtant, partout des morts, des morts en grand nombre, des morts prévisibles. Trois beaux pays, trois exemples, trois mêmes chroniques du drame

> Le silence de Paris

Depuis quelques mois, je me demandais quel était pour la jeu-nesse africaine le visage de mon pays. De retour de voyage, j'ai la

C'est d'abord un visage de cari-cature. Celui d'un ancien et peutêtre futur ministre de l'intérieur elamant à Lomé, lors d'une peu ragoutante tournée des popotes, son admiration pour un dictateur. Chacun ses opinions. Celles de Charles Pasqua a le mérite de la

L'autre visage de la France ne vaut guere mieux. C'est eclui du silence de Paris, ou, tout au plus, du soureil froncé. Le soureil froncé français qui fait si peur aux dictateurs, comme chacun sait...

Silence, trente années durant, et aide massive de toute sorte au président du Zaïre, malgré ses exactions diverses, ses pillages massifs. sans compter quelques massacres. Qui a oublié les étudiants égorgés à Lubumbashi au printemps 1990? Il aura fallu la pression intercationale pour que la France se résigneà abandonner ce président-maré-

Silence ou sourcils à peine froncés quand, dans le nord du Togo, Gilchrist Olympio, opposant de grande stature, tombe dans une embuscade dont il sort vivant par miracle mais la hanche fracassée et huit gardes du corps tués. Comme par basard, le fils du chef de l'Etat togolais se promenait dans le voisinage. Silence ou petit frémissement de cils quand, à Lomé, l'armée du président Eyadéma investit l'immeuble du pouvoir exécutif légitime.

Nous aurons du attendre les horreurs de janvier dernier pour qu'enfin la France réagisse. Il aura fallu cette manifestation pacifique sur laquelle a tiré l'armée. Trente morts. Toujours la même triste chronique de trente morts annon-

Silence face aux monstruosités commises au Rwanda. Notre armée là-bas présente avait pour rôle, que je sache, d'empêcher les massacres. Noble et utile mission, qui en douterait? Mais doit-elle, pour ce faire, continuer à soutenir un personnage qui, pour n'être pas serbe, n'en pratique pas moins la purification ethnique comme va l'établir, sans contestation possible, le terrifiant rapport de la Commission internationale des droits de l'homme. Ces atrocités

seront-elles suffisantes ou faudrat-il patienter encore?

Depuis trois ans, up grand vent de liberté et de dignité souffle sur l'Afrique. C'est la seule bonne nouvelle venue depuis longtemps du sud du Sahara. Et, pour ce enntinent dévasté, c'est la seule racine de l'espoir.

Mais liberté veut dire chahuts, surtout après tant d'années d'nppression. Et le remur à la dignité entraîne le besoin de renvendi-

Alors? J'espère sans trop y eroire que la nouvelle majorité (Charles Pasqua n'est pas toute la droite) ne tombera pas dans le piège de l'appui aux répressions. J'espère qu'elle ne sera pas complice de restaurations, illusoires et meurtrières. En un mot, j'espère qu'elle fera ce que nous, socialistes, malgré quelques progrès depuis le disenurs de François Mitterrand à La Baule en juin 1990, n'avons su faire : refuser, une fois pour toutes, de prêter la main à l'insupportable. C'est la seule façon de renouer avec la jeunesse, avec l'avenir de l'Afrique. Autrement s'agrandira la déchi-rure. Les dictateurs n'auront qu'un temps. D'autres générations montent, qui nous observent et nous jugent sans bienveillance. On fait volontiers fi de la fierté noire. La misère n'exclut pas le mépris.

La France verse chaque année au sud du Sahara une bonne trentaine de milliards. On pourrait doubler la somme, in tripler. Avec tout l'argent du monde, on ne

s'achète pas un visage.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Combé da direction : s Lesgurne, gérant directeur de la public iruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de le gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

> Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

**Daniel Vernet** 

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet [1969-1982) André Laurens [1982-1985], André Fontaine (1985-1991]

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: 40-85-25-99

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1] 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10

---

---

1/ 1984

\*\*\*

or committee

.....

and the second

---

A-84

9 44

1.00

16.

41 g of Assessa . . . . . . . . . 1. A. A. a triang

► Erik Orsenna est écrivain.

## L'ONU a décidé la création d'un tribunal pénal international pour juger les responsables de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie

Pour la première fois depuis le procás de Nuremberg en 1945, la communauté intarnationale a décidé le création d'un tribunal pour juger les criminels de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Avançant en terre inconnue, le Conseil de sécurité a adoptá, lundi 22 février, á l'unanimité, une résolution décidant «la création d'un tribunal pénel international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 ».

Ce tribunal sera concrètement mis en place par une deuxième résolution à la suite du rapport du secrétaire général, qui sera préparé dans las

**NEW-YORK (Nations unies)** 

correspondance

La résolutioo 808 e été présentée eu Conseil de sécurité à l'initiative de la France, En janvier dernier, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait demandé è uo groupe de Durias, avait demandé e uo groupe de juristes d'établir un rapport sur la constitution d'un tribunal pénal ad hoc. Ce rapport suggère par ailleurs la possibilité de juger les suspects par contumace. Un entre rapport proposant un jury de dix-luit personnes e été présenté par la délégation italienne. Selon ces deux documents, la peine de mort serait exclue. La Communenté européenne estime que l'épuration ethnique a en pour conséquence l'exode de plus de trois millions de personnes dans l'ex-Yougoslavic; plus de vingt mille femmes auraient été violées. Prenant la parole après le vole et parlant des atrocités commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, l'ambassa-deur français, M. Jean-Bernard Mérimée, a dit : «La mémoire collective de nos peuples

a retrouvé l'horreur de temps que l'on croyait révolus. » En expliquant le vote favorable de la France, M. Mérimée a poursuivi : « Pour-suivre les responsables, c'est répondre à une exigence de justice vis-à-vis des victimes et vis-à-vis de la société internationale. Poursui-vre les responsables c'est aussi envoyet à ceux qui continuent à se livrer à ces crimes un message clair: ils auront à répondre de leurs actes. »

e Il y a un écho dans cette salle aujour-d'hui. Les principes de Nuremberg ont été-réaffirmés, a rappelé l'ambassadrice améri-caine, M= Madeleine Albright. Cect ne sera pas un tribunal de vainqueurs. Le seul vain-queur sera la vérité. » Citant le secrétaire d'Etat, M. Werreo Christopber, elle a déclaré par ailleurs: «Les tyrans impudents et des ininorités apeurées guettent dans l'at-tente de savoir si lo communauté internatio-nale tolérera l'épuration ethnique. Si nous espérons pronouvoir l'extension de la paix et esperons promouvoir l'extension de la paix et encourager l'émergence de démocraties paci-fiques et cauli-ethniques, notre réponse doit être un non massif.»

Pour l'ambassadeur de Russie, la résolurion 808 doit ramener « des aujourd'hui les responsables des erimes ò lo raison ». M. Iouli Vorontsov a ajouté que l'établissement du tribuoal péoel est uo « ferme avertissement à ceux qui sont responsables de crimes dans d'autres régions du monde».

Félicitant la France pour cette initiative, le président du Conseil de sécurité, M. Ahmed Saoussi, a assorti l'établissement d'un tribunal d'un message cleir. « Dès aujourd'hui, les criminels savent qu'ils vont

Pour l'instant, en effet, les diplomates espèrent que la décision de mettre sur pied un tribunal pénal servira à dissuader les crimioels en Yougoslevie. Un juriste nous explique que, « pour juger ces gens, il faut d'obord les arrêter, et, sans leur propre coopération, je vois mal les personnels de lo FORPRONU les cherchant de foyer en foyer ». Ce juriste rappelle par ailleurs que le tribunal de Nuremberg e pu se réunir parce que l'Allemagne était veincue et occupée par les alliés, « tondis que les Serbes, vrai-

semblablement les plus coupables dans ce conflit, n'ont pas perdu lo guerre, loin de là». Il ajoute que si le but du tribunal est de persuader les combattants de faire la paix, « on peut être sûr que chaque gouverne-ment créera son propre tribunal pour juger

Uo autre problème est que certains en mi-nels déjà désignés, en l'occurrence par le gouvernement des Etats-Unis, sont des res-ponsables politiques de haut niveau tront lu liste ci contre), sur qui comptent les coprésideots de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, MM. Vance et Owen, pour mener à bien leur plan de paix.

Le secretaire général de l'ONU a été chargé de soumettre un rapport analysant toutes ces questions et de faire « des propositions concrètes » pour la mise sut pied du tribunal. Cette question devait être notam-ment discutée, mardi 23 février à Washington, par M. Boutros-Ghali et le président américain M. Bill Clinton,

AFSANÉ BASSIR POUR

## L'improbable châtiment

Il revient meintenent à M. Boutros-Ghali, sectéteire général de l'ONU, de fixer avant deux mois, sur la base du travail des experts, les règles de fonctionnement du tribunal dont le compétence s'étendra à l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, - les mécanismes de sélection des magistrats, les procédures d'enquête et de

Ce projet de tribunal ud hoc faisait l'objet depuis quelques semaines d'un accord quasi unanime. M. Bill Clinton le réclamait; M. Boutros-Ghali avait nommé une commission crimes de guerre, et M. Roland Dumas désigné, ovec l'appui des Douze et de la CSCE, une autre commission de huit juristes, présidée par M. Pierre, Truche, qui préconise a nomination de qoinze juges et exclut la peine de mort.

En Bosnie, le gouvernement 'a affiche les visages, bordes de ooir, de ceux – et celles – qu'il tient pour des «criminels de guerre» et créé sa propre commission d'enquête qui tient à jour le catalogue des viols, meurtres, tortures, prises d'otages, charniers, destructions, inccodics et exactions en tout genre qu'on lui rapporte. Même chose en Croatie, où les autorités ont mis en tête de de quelque deux cents maiedes à l'hôpital de Vukovar, en novembre

1991. Et les Serbes ne devraient pas tarder à imiter leurs ennemis.

Hélas, selon toute vraisemblance, ces «crimioels de guerre» – qu'é-pargne, semble-t-il, toute velléité de repentir – ne répondront pas de leurs forfaits devant des juges internationaux et ne purgeront - a fortiori - aucune peine. A moins de tomber, à la suite d'on ne sail quelle malchance, entre les mains de leurs adversaires et d'être ensuite livrés à la justice, ils n'oot cure des éven-tuels mandats d'errêt et des procès par contumace. Au pire verront-ils leur liberté de circulation réduite à leur propre pays.

#### Un certificat de respectabilité

En outre, certains d'entre cux ont d'ores et déjà acquis un certificat de respectabilité, comme Vojislav Seselj, ôtefi de guerre ditranationaliste «légitime» par le bon score de soo parti – 30 % des sièges – aux récentes élections législatives yougoslaves, ou comme Radovan Karadzie, le sièges partin des Septen de Sec le suave patron des Serbes de Bosnie, qui n'e pas cu de mai à obtenir un visa américain pour participer eux pourpariers sur le plan Vacce-Owen, parrainés à New-York par les Nations unics. On ne passe pas les menoties à des négociateurs.

Comment ne pas songer irrésisti-blement au funeste précédent créé à



propos des Khmers rouges? Coupables envers leur peuple d'un crime infini. Pol Pot et ses complices gardèreot, pour des raisons de haute politique, un siège dans le coocert des nations. Et leur participation eux accords de paix, voire à un futur gouvernement cambodgien, leur assure l'impunité. On voit bien à ce propos l'embarras où le crea-

Le 2 eoût 1966, le philosophe britannique Lord Bertrand Russel ennonça la création d'un etribunal pour juger les crimes de guerre » destiné à instruire notamment le procès des dirigeants américains pour leur « agression » au Viet-nam. Ce tribunal, présidé è l'ongine par Jeen-Paul Sartre, tim ses premières séances au printempa da 1967 à Stockholm. Un second tribunel Russell consacra aes travaux à

En juin 1979, il céda la place à un « tribunal permanent des peuples » qui ee pencha sur les aouffrancas des peuples mai heureux. Ces « juridictions », dont les objectifs étaient claire-mant politiques, et dont les trevaux donnèrent liau è da multiples polémiques, étaiant composées d'universitairee. le houlette d'un juriste. Meia leur «vardict» n'avait natu-

opposable à tous - projet à l'étude depuis 1945 - plongerait la communauté des Etats. Au demeurant, comme en témoigne le sourire trompeur qu'affiche en permanence un Khieu Samphan, il n'est pas si commode de distinguer les bourreaux, en dehors du service. Mais celui-là o'e rien à craindre : le vote de lundi ne concerne que l'ex-Yougoslavie. Cc o'est pas une raison, au

contraire, pour en sous-estimer l'importance. Eo renforcant le crédit de la loi internationale, la décision des Nations unies a valeur dissuasive. Elle peut amener les « nettoyeurs zhoiques» de tous bords à tempérer leur erdeur «purificatrice». Elle indique oux criminels de guerre que le monde désormais se souvicodra d'eux. Avec l'espoir de feire reculer un peu la barbarie.

tico d'un tribunal pénal permanent,

JEAN-PIERRE LANGELLIER

## La résolution 808 du Conseil de sécurité

Voicí les principaux points de la résolution 808 du Conseil de sécurité de l'ONU, edoptée lundi 22 . á l'unenimité et qui a décide la création d'un tribunal pour juger les responsables présumés de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

«Le Conseil de sécurité, rappelant le peragraphe 10 de sa résolution 764 du 13 juillet 1992, dens leguel il a réaffirmé que toutes les parties sont tenues de se conformer aux obligations découlant du droit humanitaire internetional, at en particulier des conventions de Genève du 12 août 1949, er que les parsonnes dui commettent ou ordonnent de commettre de graves violations de ces conventions sont individuailement rasponsebles à l'égerd de telles violetions,

» Rappalant également sa résolution 771 du 13 août 1992 dans laquella il axigeait notemmant qua toutes les pattias et les eurree intéraesés dens l'ex-Yougoslevie, einsi que toutes les forces militaires en Bosnia-Herzégovine, mettent immédietement fin à toutae violations du droit humanitaira international,

» Rappelant eusei sa résolution 780 du 6 octobre 1992, dane laquelle il priait le secré-taire général [de l'ONU] de constituer d'urgance une com-mission impertiele d'experts chargée d'examiner et d'analyser l'information fournia en vertu das résolutions 771 et 780 [1992] einai que toute autre information qua la com-

mission d'experts pourre obte-

taire général ses conclusions sur les violations graves des conventions de Genèva et las autres violations du droit humanitaire International dont on aurait la preuve qu'elles ont été commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie,

» Se déclarant une nouvella fols gravement alermé par les informations qui continuent de faire état de violations généralisées du droit humanitaire international sur le territoire de l'ex-Yougoslavia, notammant celles qui font état de tueries massives et de la poursuite de le pretique du « nettoyege ethniqua אייי על אייי

Constatant que cette situetion constitue une menace à la paix et à le sécurité internatio-

> 1. Décide la création d'un tribunal international pout jugar las personnes présumées responsables da violations graves du droit humaniteire International commisas sur la tarritoire da l'ex-Yougoslevia depuia

> 2. Prie le secrétaire général da soumettre le plus tôr possible à l'examen du Coneeil de sécurité, et si possible au plus tard eoixente jours eprèe l'adoption de la présente résolution, un repport analyeent cette question soue toue see espects, comportent des propositions concretas et, le caa échéent, des options, pour le misa en œuvre efficeca et rapide de la décision.

a 3. Décide de rester activement saiei de la question. »

# ice en Afrique

3-allemande

## Les procès de Nuremberg et de Tokyo

La 20 novembre 1945 s'ouvrait dans la ville de Nuremberg, haut lieu du nazisme, le procès internationel des criminels da guerre du III- Reich. Près d'une année de débat, quatre cems audiences, dee dizaines de milliers de documents furent nécessairas pour juger vingt et un anciens dirigeants nazis, parmi leequele plusieurs intimee d'Adolf Hitler (1). Dàs 1943, Staline, Roosevelt et Churchill avelent prévenu les militaires amands et les membres du parti nezi qu'ils seraient tenue pour rasponsables des atrocités commises durant la conflit. En eoût 1945, les statuts du tribunel militeire international étaient promulgués pour donner force de loi à l'intention générale formulée trois ans plus tôt.

Les images demeurent de cea chefs nazis, civils ou militaires, venent à tour de rôle plaider «non coupable» au micro eprès a'être abrités derrière le «Führerprinzip» (le principe du chef). Le vardict fut prononcé le 1= octobre 1946. Dix pendeisone aurent lieu (Goering s'ast suicidél, aept eccueés furent condemnés à dae peines de réclusion et trois acquittés.

Moine connu, le procès da Tokyo (juin 1946-novsmbre 1948) devait aboutir à le condamnation à mort de sept grands criminels de guerre japo-nais et à la condamnation à des peines de prison pour dix-huit outres. Tout evait été fait pour éviter que la responsabilité de l'empereur . : int pas misa en causa, signa que le politiqua n avait pas complètement cédé le pas devant le judiciaire...

(?) Le Monde a publié dans ses éditions du 19 novembre 1990 une page « Dates » consacrée au procès de Nuremberg.

### Le tribunal Russel

l'Amérique latine.

rallement eucune valaut jun-

## Washington examine un plan de parachutage de vivres en Bosnie

Washington envisage de déployer des équipex d'assistance au sol dans le cadre de son plao de parachutage de vivres sur des localités bosniaques assiégées par les Serbes el d'engager ainsi des soldots américains sur le terrain pour la première fois depuis le début do conflit en Bosnie, a indiqué, lundi 22 février, un responsable du département d'Elat. « lucrine décision finale n'u cité prise», a déclaré un porte-parole du meme.

Mais « la question la plus importonte maintenant est de savoir comment neus allons procéder et si nous sommes prêts à le foire

comme nous savons faire les choses lorsqu'elles nous tiennent à cœur », a poursuivi ce responsable, citant l'exemple de la Somalie. L'edministration Clioton no veut, en effet, pas s'engager dans cette affaire a d'une façon qui mène à l'échec».

L'envoi de militaires américains se justifierait par les difficultés prévisibles. A la différence du Kurdistan irakien, les larguages devraient en effet être délimités avec precision pour éviter qu'ils oc tombent sur des habitations ou chez les assiégeaots. Par ailleurs, toujours seion le département d'État, « nous arons besoin d'une zone d'exclusion

oérienne», ce qui justifierait une relacce du débat au Conseil de sécurité des Nations uoies sur l'usage de la force pour faire respecter cette mesure

D'autre part, à l'ONU, ML Boutros Boutros-Gbali a dit, loodi, qu'il était favorable « en principe » au plao américaio, mais que celui-ci devait se feire sous la supervision de l'organisation internationale. Enfio, le Grande-Bretagne, sans être opposée à ce plan, o'y participera pas, iodique le Financial Times de mardi, citaot des responsables du Foreign Office.

## POINT DE VUE

## **Humanitaire neutre ou juste?**

par Bernard Kouchner

N ne doit jamais arrêter l'aide humanitaire aux populations civiles. On peut comprendre les raisons opposées qui animèrent le préaidant Alia Izetbegovic et M- Sadako Ogata, sans pour autant les approuver. Le premier, dans Sarejevo ravagée, manait, au nom d'une population contrainte, une opération de désespoir. La seconde, haut-commissaire aux réfuglés des Nations unies, entendait protester contre les diverses milices - et très singulièrament les serbee – qui interdissient le passage aux convois de ravitaillement vers les enclaves de l'est de la Bosnia.

Il y a quelques jours, à Sarajevo. le président bosniaque nous affirmait qu'il autoriserait de nouveau le ravitaillement de sa ville dès que les convois de secours parviendraient à Zepa ou à Gorazde. C'est, heureusement, chose faite; et des parachutages e'annoncent. Le secrétaire général des Netione unles a demandé au HCR de reprendre son soutien aux populations. Un tribunal international contre las violations des droits de l'homme doit être mis en place sur initiative française.

Les louenges comma les que-

relles, les avancées comme les dérobedes ee nouent souvent n'est pas un hasard. L'ection humanitaira est un des algnes de notre temps. Il se dessine timidement, frileusement, une méthode humanitaire internationale, née du refus de la barbarie et fondée sur la persévérance. Si alle ne comptabilise pas les résultats, elle requiert une intention et exige une obstination. Si elle ne choisit pas ses victimes, si elle ne désigne pas les bons et les mauveis morts, ai elle aa doit d'équilibrer ses prestations, elle refuse la neutralité et procure la justice. C'est eussi pour cala que nous avons poursuivi, au nom du gouvernement français, avec notre ambassadeur. M. Jacolin, et avec M. Guidi, de la Commission européenne, les échanges de prisonniers, qui se sont traduits il y a dix jours par la libération de soixante-cinq d'entre eux, et avent-hier de cant hult autres. Nous en attendons le même nombre dans les jours suivants, et nous continuerons dans l'esprit souheité par la Croix-Rouga internationale, qui exiga justement la libéra-

tion de tous les prisonniers. Mais les chiffres et les réalités sont encore trop éloignéa. Les Serbes déclarent avoir libéré plus de 5 040 prisonniers contre 400 chez leurs adversaires, et devant le nombre officiel de 1 225 détenus dans la prison serbe le président lzetbegovic nous e confié une liste da 16 000 noma. Qui sont-ils? Des réfugiés? Des disparus? Des parsonnes déplacées? Des détenus?

Comme le prouve la récente évolution des résolutions du Conseil de sécurité à New-York, l'humanitaire, au sens moderne, est un catalyseur. On ne pourra sauver dee hommea et des femmas qui eurvivent en Bosnie qu'en rapprochant plus encore l'humanitaira de la politique et de la diplomatie. Il conviendra également d'y inclure les droits de l'homma, sans lesquels l'humanitaire ne serait que le service aprèsvente des guerres.

▶ M. Barnard Kouchner est ministre de le santé et de l'ac-

de décembre 1992 en Serbie. merquées par la montée de l'extrême droite ultranationaliste, le Parti radical de Vojslav Seeelj. - 30 % des slèges du Perlement serba - s'impose face à une opposition démocratique favorable è un règlement pacifique de la crise dans l'ex-Yougoelavie. En dénoncant la conspiration internationale contre la Serbie et en prônant des méthodes musclées pour régler la question nationale serbe, M. Seselj ast devenu l'idole d'une partie de la population.

#### BELGRADE

de notre correspondante Dans les années 80, certaius dirigeants communistes de l'ex-Yougoslavie, marquant leur volonté de conserver à tout prix le monopole du pouvoir, ont exploité la fibre nationalism pour canaliser la contestation contre le régime socia-liste. En Serbie, c'est le leader de la Ligue des communistes (devenue, depuis, Parti socialiste), Slobodan Milosevic, qui a exalté le sentimunt national de ls population au moment où elle cherchait à retrouver son histoire.

Les Serbes étaient convaineus demi-siècle de communisme, vic-times d'une politique titiste visant à les affaiblir au sein de la fédération. Ce mitionalisme postcommu-niste est devenu d'autant plus dan-gereux qu'il s'est greffé sur un système autoritaire qui, en dépit de l'apparition du pluralisme politique, n'n pas vraiment admis le plu-ralisme d'idées. La question « nationale » s'est done retrouvée au centre de la vie politique serbe. Tout parti qui ne s'y réfère pas est voué à la marginalité. Même dans l'opposition démocratique.

C'est vrai pour l'Alliance civique (GS) et pour la Parti démocrate (DS) de M. Micunovic. Ce dernier n'e pas donné la priorité à la ques-tion nationale serbe et e essuyé un échec aux élections de décembre dernier. La fièvre nationaliste, qui va en s'amplifiant au fur et à mesure que se prolonge le guerre dans l'ex-Yougoslavie, donne des eiles aux extrémistes.

A trente-huit ans, Vojslav Seselj a le vent en poupe. Avec un score misérable de 100 000 voix à l'élection présidentielle de décembre 1990, il s'impose deux ans plus tard en recueillant, comme tête de liste de son Parti radical, plus de de voix. Son succès, i doit à son discours provocateur et à l'image du Serbe orgueilleux et guerrier qu'il s'est forgée, en se réclament du mouve-crise et de l'isolement de la Serbie, eherchent refuge dans un sentiment ment «tchetnik» serbe.

Aneien responsable de la Jeunesse communiste en Bosnie, dont il est originaire, puis condamné dans les années 80 à sept ans de prison enmme opposant au régime, Vojslav Seselj est le premier politicien a nvoir utilisé en publie le terme de « purification ethnique » pour décrire les actions de ses ilices en Croatie puis en Bosnie.

#### Une idole parmi les desperados

Ce grand blond au visage juvé-nile – il n'a rien du «tehetnik» barbu, bardé de cocardes à tête de mort – se réjouit de figurer « aux côtés d'autres patriotes » sur la liste des criminels de guerre établie par le département d'Etat américain. Les méthodes musclées qu'il pré-conise pour régler, « une fois pour toutes », la question serbe et réunir le penple serbe dans une Grande Serbie incorporant la moitié de la Croatie, la Bosnie, la Macédoine et le Monténégro lui ont attiré des sympathisants de tous bords. S'il ne jouit du soutien d'aucun intellectuel de renom, il est eussi vrai que la elasse intellectuelle ne le boude pas.

Mais Seselj fait figure d'idole parmi les desperados et les nou-veaux pauvres qui, faute de pou-

au chef de l'armée serbe de Bos-

noms de plusieurs auteurs présu-

més de erimes contre l'hume-

commandent « Arken »), dont les

milices «Tigres» ont été liées à

des opéradons de « purification

ethnique a à Zvomik, Srebrenica,

Bratunae et Grobnice, et eu mas-

sacre, qui pourrait evoir porté

Nuremberg >:

de grandeur et de force que leur procure lenr leader, qui aime à défier la communauté internationale. Il recueille également la sympathie des gens proches du pouvoir, fonctionnaires et apparatchiks, policiers et officiers. Pour les réfugiés serbes de Bosnie et de Croatie, il apparaît comme un sauveur qoi, en cas d'échec de la Grande Serbie, leur trouvera sur les terrres fertiles de la Voïvodine (Nord) une maison d'où ses milices auront expulsé des non-Serbes.

Populiste à outrance. Seseli plaît par son langagn simple, clair et direct. Tranchant sur la langue de bois des nutres politiciens, il ose dire tout hant, sans détour, ce que les autres pensent tout bas. L'année deroière, devant le Parlement, il evait lancé : « Il faut expulser tous les Croates et les Slovènes de Serbie. » Défiant la communauté internationale de l'en empêcher, il était passé aux ectes. Sous l'œil complice de la police, ses milices sèment, depnis lors, la terreur permi les populations bongroise, croate, slovaque et ruthène de Voi-vodine (nord de la Serbie) et musulmane du Sandjak (sud de la Serbie, nord du Monténégro). Bilan : plus dn cent mille non-Serbes ont quitté ces régions.

Mais l'intolérance dn M. Seselj

## Les criminels de guerre présumés cités par M. Eagleburger

Le 16 décembre dernier, sur 3 000 civils, près de Brcko. devant la conférence internatio-- Vojislev Seselj, dont les nele ministérielle sur l'ax-You-« Aigles blancs » ont commis des goslavie réunie à Genàve, etrocités dens nombre de villes M. Lawrence Eagleburger, alors bosniaques, dont Brcko; secrétaire d'Etat américain, avait, tout en demandent des comptes - Drago Prese, commandent du camp d'Omerske, où ont eu au président serbe, M. Slobodan

Milosevic, au chef des Serbes de lieu des exécutions da masse et Bosnie, M. Radovan Karadzic, et des tortures. Sa nationalité n'est pas précisée; nie, Mr. Ratko Miscilc, eité les Ez. - Adem Delic, commendant du camp de Calebiel, où eu

moins quinze Serbes ont été batnité, en majorité serbes. Il estitus à mort en soût. Sa nationameit que pourraient comparaître lité n'est pas précisée ; devant un « second tribunal de - Borislav Herak, Sarbe bos-

niaque qui e admis avoir tué plus - Zeljko Raznjatovic (alles de 230 civils ; - « Adil » et « Arif », deux paramilitaires croates qui ont tué une

cinquantaine de femmes et d'en-

qui il mène une véritable chasse nux soreières, dressant des listes noires, les interpellant eo public, les menaçant de représailles et même de prison. Appelant systé-matiquement à rejeter « le chanage et les ultimatums » de l'Occident, préconise la rupture du dia logue avec l'étranger et réclame que la Setbie officialise immédiatement l'union de tous les territoires tenus par les forces serbes. « Les Serbes ne capitulent pas », répète-t-il sans cesse, se moquant des menaces d'intervention militaire

considère enmme «trastres» à la

cause nationale. Ce sont avant tout

les libéraux et les pacifistes, contre

#### Combats en première ligne

Vojslav Seselj est, certes, devenu le plus puissant leader de l'extrême droite ultranationaliste grâce à son alliance ouverte avec le président Slobodan Milosevic, mais il n'est pas le seul. De nombreux partis se sont maintenus sur la scène politisont maintenis sur la scene ponti-que, en marge du Parti radical, comme ln Parti du renouveau populaire serbe (SNO) de Mirko Jovic, le Parti populaire (NS) de M. Paroski et le Parti démocrati-que serbe (SDS, filiale des pertis au pouvoir dans les Républiques autopociamées par les indépendan-tistes serbes de Bosnie et de Croa-

Mais il existn également de groupuscules qui se sont feit remarquer par les violences enmmises par leurs milices, comme notamment celles dirigées par un intellectuel belgradois, Dragoslav Bokan, et celln des Jeunesses roya-listes serbes de Sinisa Vucinic. Le plus célèbre d'entre eux reste néanmoins Zeljko Raznjatovic, alias commandant Arkan, chef d'one groupe paramilitaire de choc, spécialisé dans les coups de main et les combats en première ligne.

Recherché dans plusieurs pays occidentaux pour délits de droit commun. Arkan figure, aux cotés de M. Seselj, sur la liste des criminels de guerre (tablie par Washing-ton (lire encadre); qui le soupconné d'avoir commis de combreuses exactious dans l'est de la Croatie et en Bosnic. Profitant de le sureochère nationaliste, Arkan s'est imposé sur la scène politique serbe en promettant du défendre les Serbes du Kosovo et d'expulser 90 % des quelque deux millions d'Albanais de souche qui peuplent cette province do sud de la Serbie. Ces promesses lui ont valu d'être élu député du Kosovo en décembre.

### FLORENCE HARTMANN

BERTRAND POIROT-DELPECH

### DIAGONALES

ÉTAIT l'été damier, en Bosnie centrale. A la faveur d'un convoi humanitaire, nous étions une vingteine de journalistee à vouloir vérifier des informations concordentae sur l'existence de camps criminels à Doboj. Après nous evoir détoumés et gardés à vue, un colonel serbe de l'état-major de Banja Luka e'était engagé sur l'honneur à nous laisser vieiter la ville suspecte. Sens doute n'était-il pas obél sur place, ou avait-il passé discrètement des contrordres. Le fait est que las miliciene du cru nous interdirent le moindre regard, avant de nous reconduire sane ménagement vers les lignes bosniaques.

Qu'nurait-il fallu faire? Tromper la surveillance de gardiens prêts à tirer, nous fondre dans une ville déserte et quadrilée, en espérant le mirnola romanesque de la femme de puine qui vous clisse dans la noche des preuves du crime, ou l'aubaine du bourreau ou soulage sa conscience? Faute de cette intrépidité, nous avons peut-être longé un nouveeu Dachau sane le voir, at concouru à ce que le monde, une fois encore, ignore Dachau...

Ce doute revient en mémoire, an même temps qu'il s'apaise, à la lecture du Livre noir établi par le Nouvei Observateur et Reporters sans frontières (Editions Arléa).

Pour Doboj, le document signale seulement la caseme où la Croix-Rouge n'aureit compté, nn novembre demier, que 97 détenus. Les geòliers avaient dù faire la ménaga. Qu'en est-il de la discothèque et de l'usine de jus de fruit où des rescapés nous ont dit avoir vu plusieurs centaines da prisonniers martyrisés, tués à petit fau?

De toute façon, la dossier suffit tel qu'il est. Chaque foyer de France, chaque école de France, devrait se la procurer. Ce faisant, ils feront œuvre utile, car contrairement aux parlementaires ou sux grands commis qui fabriquent des «bast sellers» pour leur compte avec des enquêtes effectuées à noe fraie. ou des sacrets d'Etat qui sont notre bien, lon

## On savait!

euteurs du Livre noir enverront les droits de ces dossiers officiels au quotidien de Sarajevo Oslobodenje. Mieux : parents et professeurs empêcheront - par une lecture quotidienne à haute voix, pourquoi pas? - qu'à l'égard de la Yougoslavie on ose jamais prétendre, comme c'est eneore le cae à propos des atrocités nazies, qu'e on ne savait pas ».

Témoignages partiels et partiaux, dire-t-on, propagandes croisées | Je sais, la tendance est à ne plus croire personne, pour dormir tranquille, et à voir de la manipulation partout an invoquant le précédent-prétexte de Timiscera. « Nul ne ment autant qu'un homme indigné », dit Nietzsche. Alors, comparez vous-même. Si vous vous méfiez de la Croix-Rouge, écoute lae experts de l'ONU. Si M. Mazowiecki vous laisse perplexe, voyez Amnesty, Médecine sann frontières ou le Coneeil de l'Europe. Toutes les sources possibles sont regroupées, recoupées. Les témoinn eignent, quend le sécurité n'exige pas l'anonymat, is Livre noir précisa leur âge, leur histoire, la date de leur récit. Déjà den noms de camps acquièrent, à force d'être citén, la lugubre renommée des lieux de supplice aszie. Il y e eu Buchenwald, Ravensbrück, Neuengamme ; il y nura eu l'usine de céramique Keraterm, à Prijedor, la mine de fer d'Omeraka, Trnopolje, Kotor-Veros, Brcko...

Qu'y pouvons-nous, simples citoyens, alors que les gouvernants d'Europa et du monde, eyent eu conneissance de ces horreurs, s'avouent désarmés?

Nous sommes encore plus démunis qu'eux, évidemment, et on comprend misux que len opinions d'il y e cinquante ans aient fermé les yeux nur l'Holocauste, noumisen qu'elles étaisnt aux privations da la guerre qui nivelaient les épreuves, à la censure et à la terreur

da l'occupant. L'ignorance volontaire nous aide à oublier notra impuissance et à andormir nos consciencee. Meie ce n'est pae una raison, aujourd'hui, pour se cechar l'ebomineble et le banaliser, en rabachant les idées reçues sur la fatalité des intricadons ethniques ou l'incorrigible férocité dont les Balkans auraient la epécialité. Le mai qui e'abat sur l'ex-Yougoslavie est notre mal. Ce Livre noir est notre honte, à nous eussi. Nous avone notre part directe dans l'enchaînement des ceusalités. Les leçons de la demière guerre devraient noue convaincre que notre confort et notre paix provisoires ne nous garantissent pae, «à deux heuree da vol» comme II ast tant rappelé, contre la contagion. Auschwitz e permin Drancy, lequel e foumi Auschwitz. Cette foie, nous nn pourrons pas tricher avec l'Histoire. On savait, ON SAVAIT, ON SAIT!

Place au sourire l Figurez-voue qua nos soldats de Yougoslavie manquent de gilets parebniles I

C'est le chef d'état-major particulier de la présidenca de la République qui vient de l'affirmer, dans une lettre du 17 février, pour justifier le refun de ce genre d'équipement à un mouvement humanitaire qui en faisait le demande. ■ Nos armées ne disposent pas aujourd'hui d'un nombre suffisant de gilets pour équiper l'ensemble de nos unités déployées à l'extérieur, notemment en Yougoslavie », a fait savoir au général de l'Elysée le ministère de la

Le Clémenceau et ses avions sillonnant l'Adriatique moyennent le prix de centaines de gilets à l'heure, et nos « casques bleus », ainsi que les convoyeurs bénévoles qu'ils sont censés protégar, risquant d'être livrés, poitrina nue, à la fantaisie des francs-tireurs.

Consolons-nous comme nous pouvons : les blindeges des chara promis aux Emirats du Golfe sont, paraît-il, à toute épreuve.

#### **ESPAGNE**

## Le gouvernement marque des points importants dans la lutte contre l'ETA

L'organisation indépendantiste basque ETA semble moribonde après les coups qui lui ont été portés depuis un an. L'arrestation la plus récente, celle d'un de ses responsables présumés. a eu lieu, samedi 20 février, à Toulouse (ie Monde du 23 février).

MADRID

de notre correspondant

«L'ETA a déja cessé d'exister comme référence politique», a assunt, le week-end dernier, M. José Antonio Ardanza, président du gouvernement autonome basque, devant l'assemblée du Parti nationaliste basque (PNV). Le plus haut responsable politique du pays basque espagnol a voulu frapper les esprits. Il n'a formulé qu'un truisme : tout le monde sait que le mouvement indépendantiste basque est moribond.

Les têtes sont tombées, le 29 mars dernier en France, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Les réseaux ont été démantelés dans la foulée tant en Espagne qu'en France. La sécurité des Jeux olympiques de Barcelone et de l'Exposition universelle de Séville était en jeu. Elle a été assurée. Restait à couper les vivres et à découvrir les caches d'armes et de munitions. Des victoires ont été obtenues égaloment sur ce terrain. La découverte de la fubrique d'armes de Bidart la naine dernière (le Monde du 16 février) est un autre coup sérieux ponté à l'ETA. Les arrestations opé-rées ont encore fait des coupes claires

au sein de cette organisation. Au mois de janvier pourtant, le mouvement n encore frappé à deux reprises, tuant d'une balle dans la tête le tenancier d'une boîte de nuit et un éducateur de prison. Au même moment, un apprenti terroriste s'est fait sauter en manipulant une bombe à Guernica, Ses obsèques ont encore donné lieu à une large manifestation de soutien à l'ETA. Certes, le mouvement est dislogné, désemparé, en phase de liquidation, mais pas

Le dernier attentat à l'explosif e été commis le 30 novembre à Madrid. Le précédent avait en lieu le 9 juin. Entre temps, le mouvement séparatiste avait proposé, le 10 juillet, une trêve de deux mois en échange de l'ouverture de négociations politiques dans un pays neutre. Le gouvercemect s'y est officiellement refusé.

Selon des informations révélées par le quotidien *El Pais* le 19 février, l'ETA aurait à nouveau proposé au gouvernement, en novembre, une trève de deux mois contre une amorce de dialogue. Le ministère de l'intérieur aureit à nouveau dit non en exigeant une trêve indéfinie.

Petit à petit eu cours des derniers mois, le terrain du débat, si l'on peut dire, s'est déplacé sur les prisonniers de l'organisation, au nombre de six cents environ. D'un côté, le pouvoir sait qu'il peut en jouer pour accroître les divisions et porter des coups au moral : la divulgation récente de conversations entre des prisonniers et leurs nvocats a montre que ces derniers servaient de messagers mais a révélé aussi que les détenus doutaient du soutien de l'organisation. Dans les imois à venir, des libérations bien orchestrées scront vraisemblablement utilisées pour tenter de renforcer le courant de la démobilisation. D'un autre côté, ces prisonniers, dissémi-nés à travers tout le pays, sont utilisés par les forces nationalistes comme un facteur de cohésion au sein du mouvement. Ils restent le ciment d'une cause qui, en même temps, revendique une amnistie générale et l'ouverture de négocia-

#### Eviter I'« humiliation » des nationalistes

Il est indéniable que des discussions ont lieu au sein de l'ETA, d'Herri Batasuna, considéré comme sa branche légale, ou de KAS (Coordination basque socialiste) – le noyau fédérateur netionaliste de plus en plus considéré comma l'autorité suprême - sur l'opportunité de conti-nuer la lutte armée. Des conversations euraient eu lieu sur ce thème dans la banlieue parisienne entre, notammant, plusieurs des etarras arrêtés la semaine dernière. Des démentis ont été publiés dans le quotidien pro-nationaliste Egin. Toujours est-il qu'après l'échec de l'ETA, dar sa tentative d'utiliser l'ennée 1992 comme moyen de chantage pour amener le pouvoir à la table des négociations, la cause indépendan-tiste se pose des questions sur le devenir de la lutte et sur les meilleures chances de ne pas perdre tota-lement la face. Il faut, a dit M. Ardanza, «obtenir une victoire [qui ne soit] humiliante pour per-sonne». Reste à trouver la formule,

MICHEL BOLE-RICHARD

### SUISSE: la succession de M. Felber

## M™ Brunner est la candidate officielle du PS pour diriger la diplomatie

Le groupe parlementaire du Perti socieliste suisse e donné, vendredi 19 février, son investiture à Mr Christiane Brunner, député de Genàve, pour succéder, à la tête de le diplomatie helvétique, à M. René Felber, démissionnaire du conseil fédéral pour raison de senté (le Mondé du 15 jenvier). Déjà désignée per les heutes instances du parti, M- Brunner devient ainsi la candidate socialiste officielle à l'élection, prévue pour le 3 mars.

RERNE

de notre correspondant

Si le siège de M. Felber au conseti fédéral n'est pas contesté eu Parti socialiste, il appartiendra aux deux Chambres réunies en Assemblée fédérale de décider en dernier ressort quelle personnalité remplacera l'actuel ministre des affaires étrangères : dans ce véritable parcours du combattant que représente la course au gouvernement helvétique, la barre est placée plus bnut des lors qu'il s'agit d'une

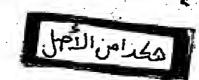
Les socialistes en avaient déjà fait l'expérience en 1983, quand les trois partis «bourgeois» majoritaires au Parlement avaient sèchement recalé leur candidate officielle, M= Liliane Uchtenhagen, de Zürich, lui préférant un socialiste moins remuant, M. Otto Stieh. C'est finalement une radicale, elle aussi de Zurich, M= Elisabeth Kopp, qui devait être, une année plus tard, la première femme à accéder au gouvernement. Mais, en 1988, M= Kopp, alors ministre de la justice, fut acculée à démissionner, éclaboussée par une affaire de narcodollars mettant en cause une société dont son mari avait occupé la vice-orésidence

Les circonstences paraissant aujourd'bui un peu plus propices eu retour d'une femme au conseil fédéral, les socialistes ont donc décidé de teoter à nouveau leur chance. Selon la subtile alchimie du consensus helvétique, le successeur de M. Felber devrait, en prineipe, être socialiste comma lui, francopbonn et issu d'un canton non représenté eu gouvernement. Elue de Genève, qui n'a plus eu de représentant an conseil fédéral depuis soixente-treize ens, Mª Branner remplit ces conditions.

Agée de quarante-oeuf ens et première femme à diriger un syndicat suisse, celui de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), M= Brunner suscite la méfiance des partis de droite, notamment en raison de ses prises de position pour l'avortement et en faveur de l'abolition de l'nrmée. Ces dernières semaines, elle a été, en outre, l'objet d'une campagne de dénigrement à propos de sa vie privée. Mais les euteurs d'une lettre anonyme publiée en suisse alémanique en ont été pour leurs frais. Après avoir porté plainte pour diffamation, M- Brunner n tranquillement répliqué au cours d'une conférence de presse, témoignant ainsi qu'elle savait garder son calme. Les messages de sympathic se sont multipliés, et son parti a fait bloc autour d'elle.

Le comité directeur et le comité central l'ont plébiscitée, et e'est par 32 voix contre 10 à son concurrent, M. Matthey, que in groupe parlementaire l'a désignée comm candidete officielle. Si ce choix n'était pas entériné par l'Assemblée fédérale, certains socialistes seraient enclins à reconsidérer la participation de leur parti eu gouvernement, où ils disposent de deux sièges sur sept.

J.-C. B.



2 10-7 - منتهد 

.....

---

. . . . . . . . . .

10.00

LES CAMIER LES PERES NEWTO

EINSTEH HOUVEL

## **AFRIQUE**

## RWANDA: fuyant la guerre civile

# Plus de six cent mille paysans ont été contraints de quitter leurs villages

La reprise des combats entre les rebelles du Front patriotique rwandeis (FPR) et les troupes regulières, début février, dans le nord du pays, e poussé des centaines de milliers de paysans à fuir leurs villages. Au total, la population « déplacée » serait aujourd'hui de plus de six cent mille personnes, selon les estimations des organismes hume-

Lorsqu'ils ont lancé l'offensive, le 8 février, contre les principales villes du nord, les rebelles du Front patrio-tique rwandais n'imaginaient sans doute pas qu'ils étaient en train de commettre une de leurs plus graves erreurs. En fuyant, par centaines de milliers, les znnes de combats, les populations déplacées ont, comme le résume un jnurnaliste de Kigali, «voté avec leurs jambes». La «libéra-tion» du Rwanda, façon FPR, ne fait pas plus recette que la «défense du territoire national» pour laquelle est censée se battre l'armée régulière.

A l'issue de quinze jours d'affrontements, et d'exactions meurtrières à l'encontre des populations civiles, le chef de la délégation du Cnmité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), M. Walter Stocker, estimait, lumid 22 fèvrier, à plus de part cett milles la combre des parties de la combre de la c neuf cent mille» le nombre des per-sonnes «affectées par la guerre». Un chiffre considérable pour ce petit pays de seulement 7,5 millions d'ha-

Quant au nombre des « déplacés ». évalué à plus de trois ceot milie en janvier, il aurait pratiquement doublé: au total, «entre six cent double : au total, «entre six cent mille et sept cent mille personnes» – presque un dizième de la population – ont dù déserter leurs villages, aban-donnant parcelles et troupeaux. Près de deux cent mille d'entre eux sont aujourd'hui réfugiés à une dizaine de kilomètres au nord de Kirali

les premiers secours. Un avinn affrèté par le Programme alimentaire mondial (PAM) devrait quitter, mercredi, l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) à destination de Kigali: «Théoriquement, cet avion pourra apporter 3 000 à 4 000 tonnes de nourriture chaque mois», précise M. Stocker. mois», précise M. Stocker.

Les troupes du FPR, malgré quel-tions de «massacres», lancées par les milieux proches de la présidence, ont été «sans doute exagérées», nous a affirmé, lundi après-midi, le premieri ministre, M. Dismas Nsengiyaremye. Le camp de déplacés de Rebero (prodes cibles des magnisards, a reçu la visite d'une équipe du CICR, le 19 février : « Le camp était complètement vide et, s'il y a eu des violences, nous n'en avons pas relevé la moindre trace», rapporte M. Stocker,

#### Deux cents soldats arrêtés

Le Comité de liaison des associations rwandaises de défense des associa-tions rwandaises de défense des droits de l'homme (CLADHO) o'en a pas moins dénoncé, dans un docu-ment publié à Kigali, le 16 février, les «expéditions punitives» perpétrées par les maquisards du FPR, notam-ment dans la ville de Ruhengeri, où «plusieurs dizaines des moisons et mostre. regroupés dans des maisons et massacrès», pour la simple raison qu'eils appartenaient aux partis MRNDD et CDR» – c'est-à-dire au «clan» du président Juvénal Habyarimana, fon-dateur du Mouvement républicain oational pour la démocratie et le développement (MRNDD, ex-parti unique) et que soutient la Coalition pour la défense de la République (CDR).

En atteodant qu'une éventuelle commission d'enquête puisse confir-mer ou démentir les exactions du Aux côtés du CICR, qui travaille en étroite collaboration avec le ministère des affaires sociales, la Croix-Rouge remandaise, la Croix-Rouge remandaise qui fait, la Croix-Rouge remandaise, la Croix-Rouge remandaise qui fait, la Croix-Rouge remandaise, la Croix-Rouge remandaise, la Croix-Rouge remandaise qui fait, la Croix-Rouge remandaise qui

et des crimes commis par les troupes régulières. « Depuis une semaine, nous avons procédé à l'arrestation d'environ deux cents soldats », souligne le premier ministre.

Conscient du « discrédit » jeté sur Conscient du « discrédit » jeté sur l'armée nationale, le chef du gouvernement – qui est aussi un des dirigeants du Mouvement démocratique républicain (MDR, opposition) et se 
pose, à ce titre, en adversaire, voire 
en futur rival, du président Habyarimana – prône une vigoureuse « restructuration » des Fnrces armées 
rwandaises (FAR). Et il confirme, 
bien volontiers, que c'est « sur la 
demande conjointe du souvernement demande conjointe du gouvernement et de la présidence» que sont arrivés, samedi, les nouveaux renforts mili-taires français (le Monde du 22 étiend

Etre contraint d'appeler Paris à la rescuse est «un aveu de faiblesse», reconnaît M. Nsengiyaremye. Mais c'est surtout, ajoute-t-il aussitôt «la preuve de l'échec du régime Habyarimana, qui n'aura pas été capable, plus de trente ans après l'indépendance, de défendre nos frontières».

□ ANGOLA: vers une reprise des rpariers entre le gouvernement et runtta. - Les pourparlers entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'UNITA devraient reprendre vendredi 26 février afin de conduire à une cessation des combats, qui se sont intensifiés depuis deux mois.

L'annonce de la reprise des négocia-tions, qui auront lieu à Addis-Abeba,

est intervenue alors que des forces

gouvernementales tentaieot de se

porter au secours de Huambo, la deuxième ville du pays, assiégée depuis six semaines. — (Reuter, AFP.) ALGÉRIE : La Cour spéciale d'Oran a prononcé cinq peines capitales. - Alors que le procureur n'en avait requis que quatre, la Cour spéciale d'Oran a prononce lundi 22 levrier, an lendemain de l'ouver-

du conflit, les trois principaux partis de Popposition, membres du gouver-nement de transition, espèrent visiblement tirer leur épingle d'un jeu où s'épuisent, depuis plus de deux ans, les affidés Hutus du chef de l'État et les guérilleros, généralement Tutsis, du FPR Trop habiles pour accuser ouvertement, eux-mêmes, leur puis-sant voisin ougandais — soupçonné de soutenir la rébellion —, ils en lais-sent le soin à leur nouvel allié fran-cie lle Monde du 17 Sergie)

Les représentants du FPR, de la présidence et du gouvernement devaient se retrouver, mardi, à Bujumbura (Burundi), pour discuter – et peut-être signer – les protocoles d'accord, élaborés ces derniers mois à Arusha (Tanzanie). L'un de ces protncoles prévoit un cessez-le-feu immédiat, un autre l'entrée du FPR dans le futur gouvernement : une façon de mettre un frein à la dange-reuse «politique tribale», et de faire, enfin, de la politique tout court.

çais (le Monde du 17 février).

**CATHERINE SIMON** 

ferme, et quatre ont été acquittés. Les condamnés, qui étaient notamment accusés de « complot contre la sureté de l'Etat», ont la possibilité de se pourvoir en cassation. - (AFP.)

D MADAGASCAR: la défaite de président sortant se confirme. - Le professeur Albert Zafy a recueilli dimanche 21 février, au second tour de l'élection présidentielle, le double des voix de son rival, le président sortant M. Didier Ratsiraka. Même soriant M. Didier Raistraka. Meme s'il reste soixante burcaux de vote (sur les 14 137 de la Grande Ile) dont les résultats ne sont pas encore connus, il semble impossible qu'un renversement de tendance puisse se manifester. La victoire de l'homme fort du mouvement «du 13 mai» devrait être acquise avec un score tournant autour des 60 %. - (AFP.)

paux partis de l'appositino marocaine, groupés au sein du Bloc démocratique, ont annoncé lundi 22 février qu'ils présenteraient des candidats et un programme communs. Ils devaient soumettre mardi un mémoraodum au gouvernement pour faire part de leurs doléances. De la réponse du gouvernement déprendra leur participation au scru-tin, le premier depuis buit ans, qui doit conduire au Parlemeot 327

 Amnesty international dénonce le comportement de Rabat et du Polisa-rio ao Sahara occidental. – Renvoyant dos à dos le Maroc et le Front Polisario à propos des violations des droits de l'Homme ao Sahara occidental, Amnesty Interna-tional a iovité, mardi 23 février, les

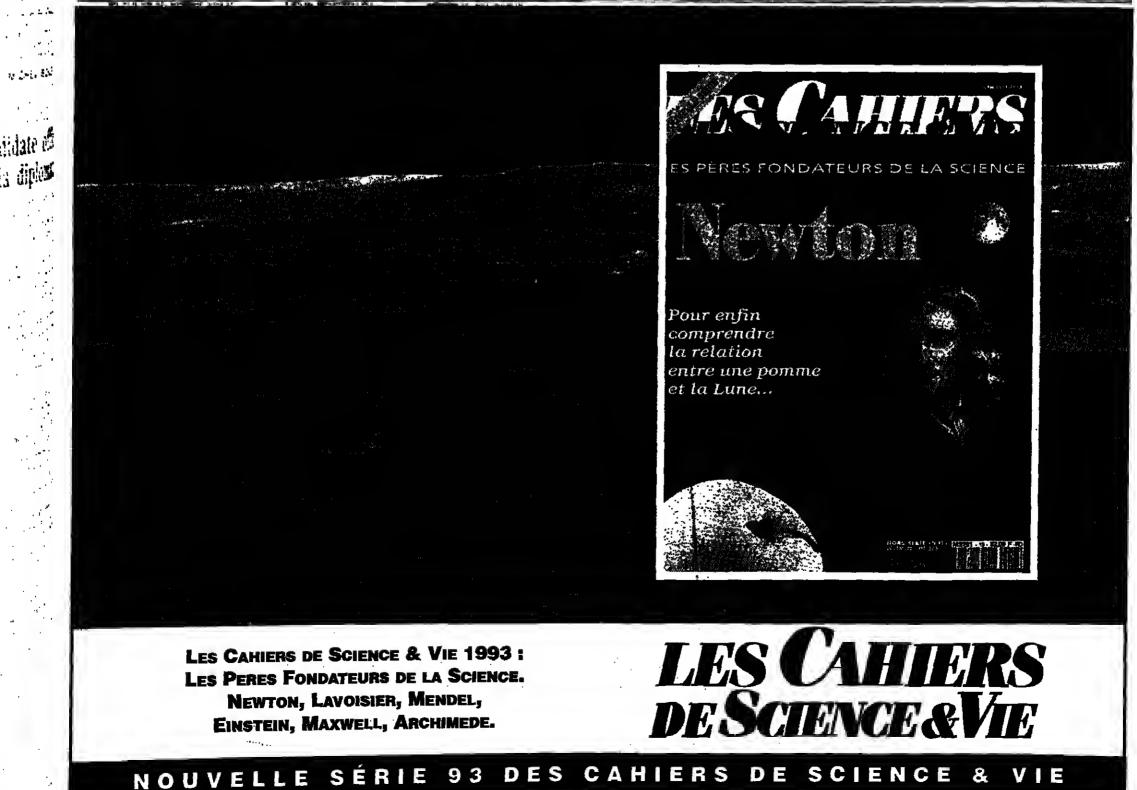
députés contre 306 dans la précé-

dente assemblée. - (Reuter.)

harcelement de centaines de personnes d'origine sahraouie parce qu'elles étaient soupçonnées d'être favorables à l'indépendance du Sahara occidental». Le Front Polisario est accusé de détenir des « prisonniers de conscience», parfois «longtemps au secret», et de pratiquer la «torture». - (AFP.)

□ SOMALIE : une infirmière irlandaise tuée. - Des bandits somaliens ont tué, lundi 22 février, une infirmière irlandaise de vingt-trois ans au cours de l'attaque d'un convoi de véhicules d'aide humanitaire. L'attaque s'est déroulée près de Baidos, l'une des villes au centre de la zone touchée par la famine. La jeune Irlandaise, Valerie Place, était en poste depuis six mois à Mogadiscio D'autre part, sept Somaliens ont été tués au cours des combats qui ont eu tieu lundi matin à Kismayo (sud de la Somalie) entre troupes rivales. -





## Pakistan: la fin du « grand jeu »

ils portent pour la plupart le même hannet rond et le même péplum d'étoffe beige, et ils parlent la même langue. D'un côté on les appelle Pashtnuns, de l'autre Pathans, mais il s'agit d'un même peuple, dont les structures tribales, dans la région frontalière, demeudans la région frontalière, demeu-rent intaetes : d'ailleurs, les mots « Afghan » et « Pashtoun » ont été longtemps synnaymes (1). Ici, eo tnut cas, ce sont les ehefs coutu-miers qui font la loi et rendent la justice : ce qui explique peut-être la hauteur des murs de pisé, flan-qués de tourelles d'angle aux visi-bles meutrières, derrière lesquels les grands propriétaires – dont, à ce qu'il paraît, nn gros baron de la ce qu'il paraît, un gros baron de la drogue – enferment leurs vastes demeures.

Il est plus facile de repérer la nationalité des camions : les pakis-tanais se reconnaissent aux pittoresques polyehromies de leur car-rosserie, nu se mêlent fleurs, niseaux, et créatures joufflues à l'œil enjòleur, les afghans à leur peinture délabrée et aux chiffres arabes de leurs plaques minéralogi-ques. Les uns et les autres franchissent la frontière sans que quiconque apparemment s'avise, dans cette région vouée depuis helle lurette aux contrebandes les moins avouables, de jeter un regard sur leur chargement. Pour compléter le tableau, des conteneurs venus de Karachi, à près de 2 000 kilnmè-tres au sud, s'entassent au bord de la route dans l'attente du jour où ils pourront atteindre Kaboul en

#### Des lieux chargés d'histoire

Ces lieux sont charges d'histoire, Premier avant-poste hritannique remier avant-poste nritannique sur la route des Indes, la passe de Khyber était l'une des positions-clés de la lutte qui, pendant plus d'un siècle, a opposé les trônes de Londres et de Saint-Pétersbourg pour le courôle de l'Asie centrale; ca agent issu a dont Kinling a fait ce "grand jeu" dont Kipling a fait le thème de son Kim. Lnrsqu'en décembre 1979 les Soviétiques envahirent l'Afghanis-tan, un diplomate américain qui avait des lettres déclara péremptoirement que, cette fnis, le « grand jeu » – dans lequel les Etats-Unis avaient entre-temps remplacé la Grande-Bretagne – était terminé et que Moscou l'avait gagné (2). Il était difficile de se tromper davan-tage : à hien des égards la guerre d'Afghanistan aura eu sur l'empire soviétique le même effet déstabilisateur que celle d'Espagne sur l'Empire napoléonien.

Il n'est pas un pays de la région qui n'ait été affecté de quelque manière par l'éclatement de l'URSS. Mais aucun davantage que le Pakistan. Malgré toutes les ten-tatives d'intimidation du Kremlin, il n'a cessé, avec le concours, principalement, des Etats-Unis, de

d'armer et d'entraîner les résistants afghans. Il a aceneilli et nnurri dans des camps, hier de toile, aujourd'hui de bone séchée, des réfugiés dont le nombre a dépassé un moment les trois millions. Un peu plus de la moitié sont repartis. Mais, avec la reprise des combats à Kaboul, la tendance s'est inversée, et il en est arrivé récemment 60 000 nnuveaux, dnnt beaucoup de citadins occidentalisés, allergiques au courant islamiste avec lequel le pouvoir officiel a bien du mal à s'entendre.

Le Pakistan est lui-même une « République islamique ». On dif-fuse dans ses avions, au décollage. une prière enregistrée. La vente d'alcool y est en principe réservée aux nnn-musulmans – dix ponr cent de la population, dont l'existence est symbolisée par la présence d'une étroite bande blanche sur le drapeau vert national. Son est pas qui partiel grapeau partiel grapeau par la presence d'une extrate grapeau partiel grapeau par la passe de la passe d'alcondition de la passe de la passe de la passe d'alcondit de la passe de la pa actnel gouvernement n'en est pas pour autant à soubaiter une vicpour autant a soubatter une vic-toire pure et simple des islamistes afghans, dunt beaucoup sont trop proches à ses yeux des vues de Tébéran. Aussi bien le général Hamid Gul, ex-chef de ses services secrets, a t-il juné un rôle essentiel dans le cessez-le-fen intervenu à la se féries estre la paigneral dans mi-février entre le principal chef islamiste, M. Gulhuddin Hekmatyar, et le pouvoir théoriquement « central » du président Rahbani. De même est-il significatif que le général nuzbek Dostnm, transfuge du pouvoir communiste, à la chute duquel sa défection avait l'an dernier fortement contribué, ne se soit rallié, avec ses fortes troupes, au gouvernement de Kabonl qu'après avoir fait le voyage d'Islamabad.

Le risque n'est pes pour autant écarté d'une « yougoslavisation » dont le Pakistan pourrait hien suhir la contagion. République fédérale, il rassemble en effet des provinces ethniquement très diverses. Si la plus peuplée et la plus riehe, le Pendjab, a réussi à faire de son propre parler, l'nurdnu, la langue officielle du pays (3), les trois autres, celle dite «de la frontière du nord-ouest» qu'nn se garde bien d'appeler Pash-tounistan, ou Pathanistan, de peur d'encourager le longtemps vivace irrédentisme des Pashtouns d'Af-ghanistan, - le Baloutchistan et le ind, regimbent facilement contre sa predominance.

Des troubles graves se sont produits à plusieurs reprises dans le passé, et il est difficile de faire la part, dans ceux qu'a connus récem-ment encore la vallée de l'Indus, de ce qui relève du séparatisme et du banditisme traditionnel des dacoits, spécialisés untamment dans les contre rancon cas, les uns et les autres ont fortement modernisé leur armement, grâce à la contrebande venue d'Afghanistan, et le gouvernement du Sind a du faire appel, pour les réduire, à l'intervention de l'armée. Celle-ci a eu pour effet une réduction considérable de la vinlence. Mais le numbre des brigands, ou supposés tels, qui ont trouvé la

mort au cours des npérations plusieurs centaines – amène tnut de même à se poser quelques ques-tinns sur la manière dont elles unt été conduites.

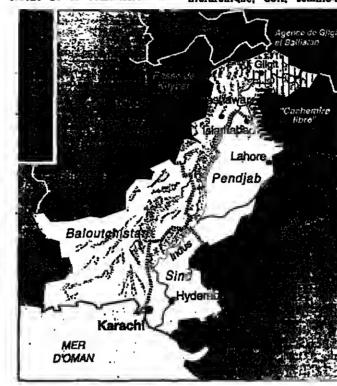
Vieux de hientôt un demi-siècle, le Pakistan en a vécu plus de la muitié sous une dietature mili-taire : le chef de l'Etat, pour que personne ne s'y trompe, portait ainrs, comme son himologue du Bangladesh, le titre

Bangladesh, le titre d'administrateur de la loi mar-tiale». Aujourd'hui, il existe à Isla-mabad un gnuvernement civil de coalitina dont deux formatinas islamistes viennent de se retirer; un Parlement où les représentants des divers partis discutent et s'indes divers partis disculent et s'insultent copieusement; une opposition, conduite par la rayonnante
M= Benazir Bhutto, qui a repris
tellement de poil de la bête qu'après avoir été évincée de son poste
de premier ministre, il y a trois
ans, par le chaf de l'Etat, elle a été
élue à l'unanimité, en janvier, président de la commission desident de la commission des

munitions dirigées par un général. Jusqu'à ces tout derniers temps d'ailleurs, il était admis que le pays était en fait gonverné par une trolka, composée du président de la République, M. Ghulam Ishaq Khan, que ses soixante-dix-huit ans ne découragent pas de se préparer à briguer un nouveau mandat, du premier ministre a islamo-democrates, M. Nawaz Charif, homme d'affaires détermioé à libéraliser autant que faire se peut l'écono-mie, et du chef d'état-major de l'armée, le général Asif Nawaz, sur lequel personne ne tarit d'éloges.

#### Washington et les «Etats terroristes»

Ce dernier est mort subiten en janvier. Son successeur, qui n'était que le septième dans l'ordre hiérarchique, doit, semble-t-il,



affaires étrangères de l'Assemblée; une presse écrite de qualité, qui oc "menage personne."

> La démocratie et l'armée

Est-ce pour autant la démncratie? Sûrement davantage que dans les quelques autres républiques qui se proclament elles aussi «islamiques » et que dans beaucoup d'autres pays de ce que l'nn continue d'appeler, par habitude, le tiers-monde. Aussi bien le très volubile porte-parole de l'armée s'artachet-il surtout, devant le journaliste français de passage, à le convaincre qu'elle est désormais rentrée dans le rang.

Moyennant quni, elle est très présente, avec ses casernements impeccables, ses postes disséminés le long des rontes et jusqu'aux

d'avoir été choisi au fait qu'il appartient à la même tribu pathane que le président de la République Du coup, on va répétant qu'il n'y a plus de troika. Mais les plus futés rappellent qu'Ali Bhntto, lorsqu'il devint president après la guerre du Bengale, en 1971, avait lui aussi mis un second couteau à la tête des finces armées, en la personne du général Zia ul-Haq : ce qui n'empêcha pas ce dernier non seulement de prendre sa place, mais le le faire pendre.

L'histoire n'ayant pes l'habitude de se répéter, la plupart des obser-l'ateurs seraient sans doute d'accord pour conclure, avec le séna-teur américain Charles Percy, qu'il paratt improbable c reprenne nuvertement le pouvoir, mais qu'elle demeure « l'institution la plus durable du Pakistan » (4) tant il est vrai que celui-ci, en l'an III de l'après-guerre froide, ne se sent pas sensiblement plus en sécurité que lorsque, après l'invasinn de l'Afghanistan, il semblait voué à principaux carrefnurs de Karachi, devenir la prochaine proie de et ses usines d'armements et de l'Ours.

Le temps n'est plus en effet où les États-Unis étaient hien aises de trouver le Pakistan, démocratique ou pas, pour les aider à contenir la poussée de l'URSS vers le sud et à se rapprocher de la Chine. Où celle-ci était en conflit larvé avec une Inde en trop bons termes, à ses yeux, avec Moscou. Les deux géants asiatiques unt enterré la hache de guerre et la menace soviéhache de guerro et la menace sovié-tique s'est évannuic. Les Améri-cains ont mal vécu l'évietion de M= Bhutto, dont le charme se trouve encore rehaussé à leurs yeux par son passage à Harvard. L'inde juuit auprés d'eux du prestige de ses institutions démocratiques et de la libéralisation en cours de son de la libéralisation en cours de son économie. Ils prêtent une oreille plus attentive que par le passé au reproche adressé par New-Delhi à islamahad d'armer ses adversaires

Du coup, la Maison Blanche a évoqué, dans les derniers temps de M. George Bush, la possibilité de faire figurer le Pakistan sur la liste des « États terroristes », ce qui a fait naturellement avaler de travers dirigeants et dirigés. Elle a également multiplié les pressions pour empêcher Islamabad de se doter de l'arme atomique : c'est ainsi que M. François Mitterrand a du revenir sur sa promesse de faire retrai-ter par la France les déchets radioactifs du Pakistan. Ce qui n'a pas empêché le ministre des affaires étrangères de ce dernier de déclarer à la fois, il y a un an, que la production de la bombe était a définitivement gelée », et que le pays avait désormais les moyens de s'en doter (5).

On n'a guere conscience, sons nos latitudes, de la gravité de la tensinn entre New Delhi et Islamabad, qui a pourtant provoqué trois guerres en trente ans, pour ne pas parler des massacres qui ont accompagné en 1947 la partitinn de l'empire. Même si l'on ne voit pas bien ce que pourrait rapporter à l'Inde une agressinn contre le Pakistan, on peut comprendre que celui-ci ait instinctivement peur d'un voisin dont le hudget de défense, grêce à un nombre d'ha-hitants sept fois supérieur, est largement le double du aien. Même s'il tombe sous le sens que c'est par crainte d'une Chine alors onvertement hustile que New Delhi a entrepris de se doter d'une capacité nucléaire, on peut également com-prendre que les militaires pakistanais soient tentés de faire confiance an « pouvoir égalisateur de l'atnme» pour réduire le dés-équilibre existant entre le potentiel indien et le leur.

#### Le com de tonnerre d'Ayodhya

Reste qu'il est navrant de vnir ces deux nations au niveau de vie encore si faible (330 dollars de PNB par tête pour l'Inde, 400 pour le Pakistan) affecter aux dépenses 7 % de ses revenus. C'est énorme, surtout pour le Pakistan, dont le taux de fertilité est l'un des plus élevés du monde, et où la popula-tion demeure aux trois quarts anai-La croissance de l'économie

encouragée par une politique de libéralisation et d'encouragement à l'investissement qui ne paraît pas trop tenir compte de la condamnation par certains religieux du prêt à intérêt, se maintient certes an nivean impressionnant de 6 %. Mais les appels du pied en direc-tion des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale pour qu'elles consi-dérent Karachi comme le point de passage naturel de leur commerce extérieur n'ont en jusqu'à présent qu'un impact assez limité. Enfin, malgré les spleadeurs de ses mon-tagnes et de son architecture moghole - les mosquées de Lahore et de Thatta sont parmi les plus belles du munde, - le Pakistan hésite visiblement à s'ouvrir à un neste visiblement à s'ouvrir à un tourisme de masse dont il redoute l'impact sur une société sans doute déjà mnins prode qu'on ne veut bien le dire. Il ne paraît done pas près de sortir du sous-développement. Rien d'étonnant à ce que la corruption soit partout ni à ce que progressent à vive allure la produc-tion, le trafie et maintenant la consommation de drogne : un navire ture a intercepté en janvier un chargement de dix tonnes d'hé-

D TIMOR-ORIENTAL: appel du pape en faveur d'une « solution équitable ». — Jean-Paul tI a lancé, samedi 20 février, un appel en faveur d'une « solution équitable et pacifique » de la question de Timnr opposant le Portugal à l'Indonésie S'adressant au nouvel ambassadeu du Portugal près le Saint-Siège, le pape a souhaité que « les difficultés actuelles » puissent être surmontées dans l'île - ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976 et où, depuis lors, se poursuit une résistance indépendantiste – et que l'on en arrive « à une amélio ration rapide des conditions de vie permettant aux Timorais d'accèdes à l'harmonie sociale ». - (AFP.)

roïne eo provenanee de Karachi; du coup, le Parlement se prépare à instituer la peine de mort pour les trafiquants.

C'est dans ce climat qu'a éclaté comme un coup de tonnerre, le 6 décembre, la nouvelle de la destruction par des fanatiques hindouistes, sous prétexte qu'elle avait été hâtie - au seizième siècle! sur l'emplacement de la naissance du dieu Rama, de la mosquéc d'Ayndhya, dans la province indienne d'Uttar-Pradesh. Le gouvernement d'Islamabad a pris sur lui de patronner une manifestation de protestation qui a dégénéré, comme nn pouvait s'y attendre, faisant une trentaine de morts, dont six enfants lapides. Des dizaines de temples bindous om été détruits, que les autorités ont été détruits, que les autorites ont sagement promis de reconstruire. De l'autre côté de la frontière, ce sont au mnins mille huir cents musulmans qui ont été massacrés, y compris à Bombay, ville moderne que l'on croyait au-dessus des affrontements « communau-

un n

rwoi

THE REAL PROPERTY.

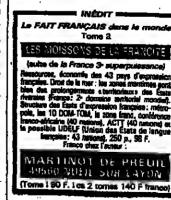
Du coup a commence de prendre corps l'idée que beancoup de leurs coreligionnaires – ils sont plus de cent millions en Inde – pourvaient essayer de gagner le Pakistan, dont la mission était précisément, dans l'esprit de son fondateur Jinnah, de fnurnir un refuge aux fidéles du Prophète persécutés. Des slogans enmme « le Pakistan ou le cimetière », de récents sondages, selon lesquels les fondamentalistes hin-douistes l'emporteraient aisément si l'on votait aujourd'hui au pays de Gandhi et de Nehru, ont encore avivé cette crainte. D'autant plus qu'au Pakistan comme en Inde et dans tout le monde baigné par l'islam se développe aujourd'hui, à la faveur notamment du drame bosniaque, de l'affaire d'Irak, et de celle des Palestiniens relégués dans le nn man's land israélo-lihanais, nn très fort sentiment de frustra-tion, d'exclusion, auquel l'Occident ne prend pas assez garde.

De ce tableau, très schématique il résulte à l'évidence que l'intérêt commun des denx grands Etats successeurs de l'empire des Indes serait de tout faire pour aplanir leurs différends et arrêter une course aux armements qui handicape terriblement leur développement. Le point principal de leur
contentieux a un nom, toujours le
même: le Cachemire, Etat à majorité musulmane que le chuix de son maharadjab a place, en 1947, pour sa plus grande partie, sous la souveraineté de New-Delhi. Chacun des deux gouvernements en présence vnudralt mobiliser l'opi-nion mondiale à l'appui de sa thèse : maintien du statu que pour l'Iode, application des résolutions des Nations unies prévoyant un référendum d'autodétermination pour le Pakistan.

C'est nublier que l'opinion vnit trop de conflits se développer à la surface de la Terre pour se passion-ner pour celui-là. Et que le meiltainement de faire le maximum de gestes de bonne volonté. Il y en a eu dans le passé, de part et d'autre, qui avaient sait naître certains espoirs. Tout devrait être sait aujourd'hui, maintenant que la guerre froide n'est plus la pour exciter les passions, en vue de relancer ce processus. Qu'aurait à perdre le Pakistan, par exemple, à signer le traité de non-proliféra-tion? Quitte, si l'Inde ne se décidait pas à suivre son exemple dans un délai raisonnable, à invoquer ultérieurement la clause de retrait dont il est assorti?

## ANDRÉ FONTAINE

(1) Pakistan ne signifie pas sculement « pays des purs ». Le mot, qui apparaît pour la première fois dans un livre publié en 1932 à Cambridge par trois intellectuels musulmans de l'inde sous la forme « Pakstan», veut résumer la composition géographique du pays : P pour Pendjah, A pour Afghanistan, K pour Cachemire, S pour Sind et tan pour Baloutchistan.



## **AMÉRIQUES**

CUBA: élections législatives et provinciales

# Un scrutin sans risque pour le régime de M. Fidel Castro

Sept millions et demi d'électeurs cubains sont appelés à se rendre eux urnes, mercredi 24 février, pour élire 589 députés et 1 190 candidats briquent un siège dans les quatorze assemblées régionales du pays.

«Plebiscite» pour les inconditionnels du régime ou « larce» pour les anticastristes, la préparation des élec-tions n'a pas déclenché la passion des Cubains, qui savent bien que les candidats uniques sont assurés d'être élus grâce au nouveau système électoral. La loi adoptée le 29 octobre 1992 prévoit en effet, pour la première fois, l'élection au suffrage universel direct des députés et des délégués régionaux, jadis choisis au second degré par les conseillers municipaux.

Le nombre des candidats est identique à cetui des sièges à pourvoir, et les candidats uniques on été désignés à partir d'une liste de «pré-candidatures», présentées par les organisations de base officielles, en fonction de leur « patriotisme » et de leurs « valeurs éthiques ». Pour être élus, les candidats, parmi lesquels figurent les vingt-six membres du bureau politique du Parti communiste, devront obtenir plus de la moitié des votes

La campagne, lancée au début du mois, interdit la propagande et les promesses électorales afin de décourager « toute forme d'apportunisme, de démagogie et de politicaillerie». Elle se limite à la présentation des candidats, dont la photo et la biographie out été placarifée dans les lieux phie ont été placardées dans les lieux publics. Selon M. Fidel Castro, candidat à Santiago de Cuba, ce proces-sus constitue eun exemple de démo-

a Le vote d'unité n'est pas une consigne, c'est une stratégie révolu-tionnaire. Ce n'est pas un acte de discipline, c'est une preuve de conscience», a déclaré le chef de l'Etat dans une lettre ouverte au peu-ple cubain, publiée en première page de *Iuventud Rebelde*, l'hebdomadaire de la jeunesse communiste, «Il faut une victoire énergique et frappante qui montre notre force et notre unité à l'ennemi, alors que celui-ci veut nous diriser, nous affaiblir et nous démora-liser», a ajouté M. Castro, en appelant à ne pas «jouer», à ne pas «tirer» contre «les valeurs sacrées, la patrie, la révolution, le socialisme».

La priorité de la nouvelle Assemblée, qui tient normalement deux ses-

sions nedinaires de trois jours chaque année, sera d'élire en son sein les membres du Conseil d'Etat et le pré-sident de cette institution. M. Castro préside le Conseil d'Etat, qui exerce le pouvoir législatif entre les courtes sessions parlementaires, et devrait donc se succéder à lui-même.

Pour les milieux d'opposition, le nouveau système électoral et le vote nouveau système électoral et le vote glinhal dinineront « un masque d'unité» au régime et occulteront le mécontentement populaire qui s'exprimera par les votes nuis et blancs. Lors des municipales de décembre dernier, dans lesquelles la participation avait atteint 98 %, seion les chifferent des les chiffes de les commissions retionales. fres officiels, la commission national électorale n'avait pas divulgué le pourcentage de ces bulletins blancs et

Ce double scrutin s'inscrit dans un contexte socin-économique extremement difficile. Cube a perdu 75 % de ses capacités d'importation depuis la désintégration du camp socialiste, son principal formisseu d'aide au cours des trente dernières années. Fante de ressources, de car-hurant et de pièces détachées, de nombreux secteurs sont paralysés. C'est le cas de l'industrie sucrière, qui fournissait 80 % des revenus du pays. La population est confrontée à droits de l'homme. - (AFP.)

de nourriture, de produits de pre-mière nécessité, de médicaments, les coupures d'électricité, de gaz et le rationnement de l'essence, sont main-tenant une constante dans l'île. Jusqu'à présent, la grogne diffuse n'a pas abouti à la contestation globale du castrisme, la nature du régime et la sévère repression exercée contre les rares mouvements de dissidents ou organisations de défense des droits de l'homme y étant pour beaucoup.

— (AFP, Reuter.)

D PEROU : le chef du gouverne admet que les forces de l'ordre unt violé les droits de l'homme. – Le président du conseil des ministres péruvien, M. Oscar de la Puente Raygada, a reconnu, lundi 22 février, à Genève, que «sans aucun doute (...) certains membres des forces de l'ordre ont été impliqués dans des violations des droits de l'homme», attribuant ces faits à la « contrepartie négative » créée par la «violence terroriste». Lima e décidé de sanctionner ces bavures, selon le chef du gouvernement, qui a souligné la volonté du président Fujimori de coopérer avec les Nations unies et l'Organisation interaméricaine pour la défense des

(2) Cité par Michael Barry dans le loyaume de l'insolence, Fiammarion. (3) L'ourdnn est proche de l'hiudi, avec de nombreux apports persans et accessoirement arabes, et s'écrit en carac-(4) Charles Percy, «South Asia's Take-off », dans Foreign Affairs, hiver 1992-1993. (5) Vnir Alex Queval et Christian Leverchy, «Asie Pacifique», dans l'An-née stratégique 1993, Dunod.

Découvrez un nouveau terrain d'opportunités touristiques.



Depuis le jour où les pianniers firent leurs premières incursions dans le Rio de la Plata et baptisèrent l'Argentine "pays de l'argent", elle est torre d'opportunités pour les voyageurs des quatre coins du monde.

Depuis quelques années, ces opportunités se sont multipliées, à la fois pour les touristes et pour œux qui investissent dans le tourisme.

Aujourd'hui, l'Argentine attire plus de visiteurs par en que tout autre pays d'Amérique du Sud. Depuis dix ans, le nombre d'étrangers se

rendant en Argentine a doublé. Le tourisme représente actuellement environ 14% du total des revenus d'exportation, dans une économie qui a augmenté de 8,5% en 1991 et de 9% en 1992.

Quand un considère la formidable variété qu'offre le nourisme en Argentine, on comprend facilement les raisons d'une croissance aussi spectaculaire. Vie trépidante et cosmopolite à Boenos Aires, ski dans les Andes, tourisme écologique dans la Péninsule Valdés, séjours dans les ranchs de la Pampa et plages de la côte atlantique – l'Argentine offre toutes les formules de vacances sous tous les climats.

Découvrez cette nouvelle terre de voyages et de tourisme. Et faites des affaires en or au "pays de l'argent".

Pour en suroir ples sur les opportunités d'investissament ou sur les formules de voyages ou touristiques que l'Argentine vous propose acheoliement, contactex l'Ambussade d'Argentine, 6 rue Chaprosa, 75116 Paris, France. Tel: (33 1) 45 53 31 56. Fax: (33 1) 45 53 46 33.

LARGENTINE

# POINT / LA CORÉE FACE A LA RÉUNIFICATION

# Séoul hésite à franchir le pas

Jamais, sana doute, depuie la division da la Corée en 1945 et la sangiante guerre qui s'en est suivie, les conditions de la réunification de la péninsule n'ont paru aussi propices. Le Sud se rapproche de l'âge adulte de le démocratie et du développement économique. Le Nord, qui fait le preuve de la fallite de l'idéologie kimilsunguienne d'eutarcie fanatique, a été lâché par ses protecteurs russes et n'est plus soutenu que du bout des lèvres par les Chinois. Les premiers contacts directs intercoréens, aussi difficiles et lents soient-ils, rendent plus éloignés les risques d'une nouvelle guerre, même si l'obstination de Pyongyang è se doter d'une capacité nucléaire demeure pré-

Pourtant, c'est au moment où le premier civil élu démocratiquement, M. Kim Youngsam, s'installe, jeudi 25 février, à la Meison Bleue à Séoul et où Pyongyang s'enfonce dans le crise économique et l'isolement international que les Coréens du Sud rechignent, tout à coup, à franchir le pes. La stratégie diplomatique du président sortant Roh Tae-woo evait réussi à acculer Pyong-

yang dans les cordes. Mais le prix économique d'une réunification fait frémir les dingeants du Sud, qui préfèrent, paredoxalement, aider à consolider un régime rival qu'ils ont tant rêvé de détruire pendant des décennies. Car, estimant-ils en se référant au précédent ellemend, le coût de l'effondrement serait prohibitif.

Le meréchel Kim II-sung et son fils et héritier désigné, le « cher dirigeent » Kim Jong-il, y ont gegné un sursis. Sauront-ils en profiter?

## Le mauvais exemple allemand

SÉOUL

de notre envoyé spécial

C'est peredoxelement à Séoul que l'on est le plus confiant dans la stebilité du régime nord-coréen. Isolée, victime d'une détérioration grave de son économie, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), «royaume ermite» de l'octogénaire président Kim Il-sung et l'un des derniers bastions du communisme, passe souvent en Occident pour une future Roumeoie. Un destin que les Coréens du Sud sont les derniers à souhaiter : hien que leur « væu le plus cher » soit toujours le réunification, l'exemple allemand a suscité plus d'eppréhension que d'envie.

« On ne peut certes éliminer l'hypothèse d'un effondrement soudain du Nord mais, selon mol, il ne faut pas s'attendre à une répétition du cas roumain, nous dit le vice-ministre pour la réunification, M. Lim Doo-won. Le pouvoir du fils de Kim Il-sung s'est consolidé et, bien qu'une lutte de pouroir soit prévisible à la disparition du père, le régime devrau se maintenir quel-

Divisée depuis quarante-sept ans à la suite de l'occupation du nord du pays par les Soviétiques et du sud par les Américains lors de la reddition japonaise, puis meurtrie par une guerre civile (1950-1953), la péninsule coréenne garde les stigmates, de la guerre froide : de part et d'autre du 38º parallèle, deux armées sont sur le pied de guerre et, derrière elles, se profilent les graodes puissances (l'URSS eyant disparu, restent la Chine et les Etats-Unis).

#### 400 milliards de dollars

Des progrès remarquables ont été accomplis dans le dialogue inter-coréen, qui se sont traduits un accord général de réconciliation, de non-agressioo et de coopératioo, signé en décembre 1991. En dépit du raidissement actuel, le cadre est en place pour une évolutioo graduelle. Des plans d'urgence, secrets, ont certes été élaborés dans l'bypotbèse d'une implosion du Nord, mais une réu-nification non planifiée demeure la hantise de Scoul. La ligne d'armistice, l'une des zones les plus milita-risées du monde, truffée de mines, risées du monde, truffée de mines, paraît uoe garantie plus sûre que le Pékin et Moscou, Pyongyang sut se

Forces armées

Source : IISS.

Population ... PNB .....

PNB/habitant

Soldats ......Piècea d'artillarie .....

Economie (en dollars)

Croissance PNB .....

Source Banque de Corée (Séoul].

Exportations ......Importations .....

• Commerce intercoréen (1991)

mur de Berlio : protection cootre une attaque, elle est perçue aussi désormais comme uoe sauvegarde contre un afflux de réfugiés.

«L'exemple allemand a été une bonne leçon», estime le directeur de l'Institut de recherche pour l'uoification nationale, M. Perk Young-kyu: « Auparavant, nous avions une vue idéaliste et nous souhaitions un changement radical et une réunification immédiote. Plus personne n'est de cet ovis

Bien que l'évaluation du coût d'une ebsorptioo du Nord par le Sud soit plus indicative que rigoureuse, les chiffres avancés soot assez impressioooants pour être dissuasifs : 400 milliards de dollars sur dix ans pour élever l'économie nord-coréenne eu oiveau des deux tiers de celle du Sud. Alors que le PNB par habitaot du Sud (6 498 dollars) croît, celui do Nord, voisin de I 000 dollars, décline. Lorsque Sécul fait valoir que le Nord est plus solide que ne le pensent les Occideotaux, uoe part d'eutopersuasioo n'est sans doute pas à exclure. Cette analyse n'est pas réaliste et Séoul paraît prête, sans le dire ouvertement, à faire son possible pour meioteoir en vie un régime autrefois voué oux gémo-

Bieo que le division de l'Alle-magne et de la Corée ait été la. conséquence de la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS, leur situation est très différente : dans le cas de la Corée, uoe confrontatioo militaire, fratricide et meurtrière, qui s cause un million de morts, s'est ajoutée au jeu des grandes puissances. La fin de la confrontation idéologique globale s'est bien traduite par une plus grande flexibilité tant de la part du Sud – evec ls «Nordpolitik» du président Roh Tae-woo lancée en 1989 - que du Nord, qui s vu s'effriter son réseau d'alliances, mais le rapprochement n'e pas dépassé un certain seui de tolérance et de recoonaissance

Il o'existe pas en Asie du Nord-Est d'instance régionale (telles que la CEE ou l'OTAN) qui eurait pu attéouer les eotagooismes. En revanche, le degré d'intégratioo, et partant de dépendance, de l'Allemagne de l'Est et la Corée du Nord à l'égard de l'URSS était différent :

Sud

633 000 (1) 1 840 455

Sud

43 millione 281 milliards 8 498 + 8,4 % 71 milliarda 81 milliards

Nord

1 132 000

Nord

22 millions 23 milliards

103B

Repères chiffrés

(1) Il faut ajouter à ces forces les 40 000 soldats américains stationnés au Sud. On estime que les deux Corées dépensent chaque année conjointement 15 miliards de dollars pour l'entretien de leurs armées.

Exportetion du Sud vers le Nord (en millions de dollars) :

Importetions du Sud en provenance du Nord :

Produits miniars .....

Produits chimiques .......

Source : ministère du commerce et de l'industrie (Séoul).

Produits chimiquee ...... 11

Textila Equipemente ménagers .....

Produits de la mer
Produits elimentéires

RDA o'e jemais bénéficié. Aussi l'effondrement de l'URSS eut-il un moindre effet déstabilisant sur le RPDC que sur le RDA: « Tant que la Chine restera socialiste, le régime du Nord peut se mainte-nir », estime M. Lim.

La Corée du Nord a mis en place un régime plus fermé que ne l'était la RDA et qui lui permet de filtrer l' « tdéologie hostile » : il o'existe pratiquement eucune informetion extérieure oi courrie entre le Nord et le Sud. La stabilité d'un régime eutoritaire, enfin, oe dépend pas sculement de ses capacités coercitives mais eussi d'une certaine acceptatioo populaire. Or, avencent les experts sud-coréens, faisant preuve d'une liberté d'esprit impensable il y e quelques années,

joot fait leur apparitioo : le première préconise d'attendre que le Nord change de lui-même, et la seconde de favoriser soo évolution. « La capacité d'influence du Sud est très limitée », fait valoir M. Cha Young-koo, directeur de la division d'étude des problèmes de sécurité nationale à l'Institut d'analyse pour la défense. « Mais, ce que l'on peut espèrer, c'est une « révolution par le haut», une mutation de l'élite au pouvoir en faveur d'une ouverture».

Le durcissement de le position ide Séoul, qui e mis comme conditioo à un déblocage du dialogue l'acceptation par le Nord d'une ins-pectioo mutuelle des sites oucléaires, pourrait evoir aussi une dimension tactique : accélérer le changement. « Des trois difficultés

## L'échec économique du «Grand Dirigeant»

SÉOUL

de notre envoyé spécial L'économie nord-coréenne va mel. Depuis deux ans, elle enre-gistre une croiesance négative. En Mendehourie, les Chinois d'origine coréenne font étet du dénuement de leurs perents de l'autre côté de le frontière. Des coupures de courent sont fréquentes à Pyongyang et, la nuit, le ville est noire : signel d'uns criae de l'énergle. Selon des sources jeponaises, les usinea toument è 40 % ds leur capacité. Plue pessimistes encore, las

d'autosuffisance, le Corée du Nord e coneidéré lee exportations comme un moyen d'obtenir les deviees nécessaires pour acheter des matières premières aussi les industries exportatrices sont-elles retardataires. Ce n'est qu'avec is Pien eeptennal (1987-1993) qu'elle e décidé d'eugmenter la production de produits destinés à l'étranger.

La vie des Nord-Coréena s'en ressent. Selon Sécul, le production de céréales e chuté en 1991 à 4,4 millions de tonnes; elle est donc inférieure de 2 MT à la demende. La concommation annuelle de céréales par individu sereit tombée à 370 kilos (contre 500 kilos jugés nécessairea). L'échec de la politique économi-que eereit à l'origine du limogeege du premier lyong-muk,

#### Impasse

Oene l'impasse, le RPDC ne peut que suivre l'exemple chinois at faire appel aux capitaux et aux technologies étrangers. Le remanlement du cebinet, le 11 décembre, sous la direction de M. Kang Song-san, écono-miste formé à Moscou, est un autre signe de la réorientation en coure ; M. Kang est entouré de deux jeunes technocrates, MM, Kim Dal-hyon, vice premier ministre pour les effaires écono-miquea, et Kim Young-sun, responsable des relations internationales au sein du PC.

M. Kang, un cousin de M. Kim Il-sung, e été premier ministre de 1984 à 1986 : à l'époque, la Corée du Nord edopta une loi-pllote sur les investissements étrangers, en dépit de l'opposition des conserveteurs. Ces mesures s'evérècent asna effet sur les investisseurs et M. Kang quitta ses fonctions. Par la sulte, à la tête de la province de Hamgyong, il lança l'idée de zones de libre-échange à l'estueire de la rivière Tumen, qui sépere le Rus-eie, la Chine et le Corée du Nord, et dans le région de Sonbong.

Pour l'instant, la projet titanesque de 621 kilomètres carrés de Tumen leisse sceptiques les prin-cipaux bailleurs de fonda, Japo-naia et Coréena du Sud. Dee investissements de felble ampleur paraissent plus vraisem-biables. Une région-pilota sere cella de Najin-Sonbong, où pourront s'installer dea entreprises étrangères. La RPDC e présenté pour les zones spéciales de Sonbong et de Nempo iprèe de Pyongyang) une liste de 88 pro-jets néceasitant 1,5 millierd de dollare d'investissements, dont 887 millions étrangers, dena l'électronique, le fabrication de téléviseurs, de batteries, de réfrigérateurs et dana le confection.

Lea circonstances politiques et l'infrastructure économique ne sont cependant guère encoureréens sont les investisseurs les plus probablea, pour des reisona eutent politiques – donner un peu d'oxygène eu régime -qu'économiquee : la RPDC pour-reit, théoriquement, permettre à certaines industries du Sud de retrouver une compétitivité enta-mée par les hausses salarieles.

Pyongyang cherche enfin à devenir membre de le Sengue esietique de développement (BAD) efin d'obtenir des crédits et compte, pour relencer eon économie, eur l'aide de Tokyo, une fois les relations entre lee deux capitales normalisées.

(1) Korean Development Institute, Working paper, janvier 1992.

#### un respect à l'égard de la première génération de révolutionnaires persiste eu Nord.

« Un choc par l'information n'est pas à exclure lorsque, comme cela paraît inévitable, la RPDC s'ouvrira à l'extérieur pour se dégager de la crise économique, estime M. Chun Hong-tak, spécialiste de l'économie nord-coréenne à l'Institut de développement écocomique de Sécul.
Mais on néglige un facteur en spéculant sur l'effondrement du
régime. Celui-ci bénéficie d'une certaine «légitimité»: non seulement. il n'o pas été imposé de l'extérieur mais encore, en dépit de lo crise actuelle, l'idéologie d'autosuffisance ciuche, i ideologie à autosujisance (juche) es fonctionné: au regard de critères occidentoux, le niveau de vie est bas, mais les Coréens du Nord sont habitués à cette austé-

#### « Une révolution par le haut»

Le système de cootrôle social repose en outre sur un comparti-mentage de la société suffisamment poussé pour qu'une ouverture limi-tée à certaines régions ne «contamine pas le reste du corps social; du moins pendont quelques onnées », estime, pour sa part, M. Jeung Young-tai, de l'tostitut pour la réunification nationale. Selon M. Won Chul-koo, directeur du Ceotre de recherches sur l'unification netionale de l'uoiversité Yeungham à Taegu, le pouvoir de M. Kim Jong-il ne devrait pas être entamé par la disparition de son père. La révision de la Constitu-tion de 1992 e contribué à renforcer soo eutorité : il cumule les fooctioos de secrétaire général du Parti du travail et de premier viceprésident de le commission de défense, présidée par son père.

Partant de l'hypothèse de main-tien du régime - l'inconnue reste néanmoins la réaction de la popu-lation du Nord dont, è Séoul, on ne semble pas faire grand cas - les

auxquelles le Nord est confronté isolement, incertitudes sur le pouvoir et crise économique - la dernière est la plus grave, estime M. Lim. Je pense que Pyongyang a décidé de suivre la voie chinoise. Un geste sur la question nucléaire débloquerait une coopération écono-

La meilleure gareotie d'uot fransition eo douceur consiste donc, pour le Sud, à consolider le frère ennemi du Nord. C'est dans uo tel sooci qu'il eocourage uo commerce indirect evec la RPDC, largement déficitaire, qui permet à Pyongyang d'obtenir quelques pré-

L'approche graduelle de la réuniication doit surtoot permettre une préparation minutieuse : « Les déci-sions prises dans la précipitation ne sont pas forcèment les bonnes : c'est une autre leçon que nous ovons tirée de l'exemple allemand, estime M. Chun. Fixer sur place la population nordiste afin d'éviter un exode massif vers le Sud et maintenir les salaires à un certain niveau sont parmi les grandes pré-occupations de Séoul : une intégra-tion sans heurts nécessiterait une transition d'eu moins dix ans, estiment les chercheurs de l'Institut japonais du développement écono-

Une telle approche s'inserit aussi, pour Séoul, dans le cootexte d'une régionalisation et d'un élergissement de la sphère d'influence de ses industriels à la Chine du Nord. Une réunification rapide de la péoinsule ne semble d'ailleurs pas ooo plus souhaitée par ses voi-sins, Chine et Japon. Réunifiée, la Corée constituerait un pays de 70 millions d'habitants, surarmé, evec un PNB potentiel de 400 milliards de dollars, soit pratiquement celui du Canada. Elle serait la troisième économie de l'Extrême-Orient après le Jepon et le Chine : de quoi peser sur les équilibres régio-

PHILIPPE PONS



dirigeants du Sud privilégient une approche graduelle. Deux écoles

Russes effirment que la moitié d'entre elles sont errêtées. L'absence de mention des réaultats du plan septennal dans le discours du Nouvel An du président Kim Il-sung semblerait indiquer que les objectifs n'ont paz été atteints, souligne-t-on en outre è Sécul.

Pays fermé, evec une monnaie eu taux de chenge erbitraire, la Corée du Nord reste lergement Inconnue. «Avec une bonne marge d'erreur, on en est réduit à rassembler les pièces d'un puz-zle pour evoir une idée de la situation », dit M. Chun Hong-tak, epécieliste du Nord à l'Inetitut pour le développement économi-que de Séoul. «On peut estimer que le PNB e régressé de 4 % en 1990, de 5 % en 1991 et qu'aucune amé-

lioredon n'e été enregistrée au cours de l'année écoutée », avance-t-il. Le PNB aurait été, en

1990, de 27 milliards de dollars - légèrement supérieur aux évaluations d'autres organismes (1). Isolée diplomstiquement, le RPDC l'est aussi sur le plan éco-NPDC l'est aussi sur le pian eco-nomique. La disparition de l'URSS, dont elle dépendait pour 50 % de .see échengee, e eggrsvé cette tendence. De le seconde piece, la Chine est pas-céa à la première sags pour eée à le première, sans pour autant se substituer è l'ex-URSS, autant se substituer e l'ex-URS, qui foumiesait le pétrole et les madères premièrea qu'eujour-d'hui la RPOC ne peut plus se procurer faute de devises. Selon Séoul, les importatione de pétrole ruese sont tombées de 440 000 tonnes en 1990 à

L'organisme japonals du com-merce extérieur (JETRO) estime que les échanges de la RPDC se chiffraient à 2,6 milliards de dollere en 1991, en baisae de 12,6 %. Se dette extérieure e'élèversit è 5 milliarde de dollers. En vertu de se politique

42 000 en 1991.

-

- : - -

1. Land

\*\* W-08

....

12 Mg

1 6 A 473

----

· \* : \* .50

\* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \* \*

m - 12 ' par or Mark'

1277

n wij 1 den gela∰. Mena kengl

· • •

. '2 2 4

'----

1.00 Mil.

4 -- 4-4 - April

met de jan

· Hes

\* ----

4 41.54

in 🗻 🔏

- 6- 30

4.85

3 1 1 S 3

the same

· - 🌣

مواقرته مستانات

وسحمه

4 Triplets

1000

Congression

···· 27 - 4

200 Lane

----

 $\mathcal{F}_{i} = \mathcal{F}_{i} / \mathcal{F}_{i}$ P 34 3

on fourt

Start in

ASSES DE SANTE

## Delors refuse d'enterrer le Parti socialiste

M. Jacques Delors, venu à Loriant (Morbihan), lundi 22 février, pour eoutenir M. Jean-Yves Le Drian, maire de la ville et candidat (PS) aux électione législatives, a commenté, à cette occasion, les initiatives de M. Michel Rocard en vua de la transformation du Parti socialiste. Il e souligná qu'il refuse de « dire De profun-dis » sur le PS.

« Un « big bang » est annoncé, a dit le président de la Commission européenne, lundi, à Lorient. Tant mieux. (...) Mois comment concilier cette adaptation aux espoirs et aux aspirations des citoyens d'aujour-d'hui avec la fidélité à nos valeurs? Voità la question qui doit être réso-

ootre correspondant Michel Le Hebel, « au sein de cette démocratie, Nebel, « au sein de cette démocratie, juste à sa place, mais à sa place, le parti est indispensable ». « Il faut donc réfiéchir aujourd'hui, a-t-il dit, sur le parti politique et, pour ce qui nous concerne, le Parti socialiste; e'est une tâche indispensable. Attention l'Ne jetons pas l'enfant avec l'eau du bain! Ce PS, il a ses défauts, mais il est le dépositaire des espérances et de l'histoire du peuple de gauche depuis des années et des années (...) Ne comptez pas sur moi pour dire De profundis sur le Parti socialiste. » Le président de la Commission européenne a ajouté: « L'important c'est que, grâce à cette initiative de M. Rocard, je sens que le ton a changé, que chacun recomle ton a changé, que chacun recom-mence à sifficier un peu et à se dire que tout n'est pas perdu.»

Proches de M. Delors, les anima-

Dans les conseils régionaux

## Les Verts tentent de faire voter le budget du Nord-Pas-de-Calais

Entourée d'élus Verts de différentes régions, M- Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pes-de-Calais, a lancé un eppel solennel, lundi 22 février à Paris, pour qu'il soit mis fin, vendredi 26 février, à l'occasion de la deuxième lecture du projet de budget régional, à la situation de blocage créée par le refus des élus RPR-UDF de voter le texte en première lecture (le Monde daté 31 jenvier-1- février). Des contacts ont été pris avec plusieurs responsables de l'opposition pour qu'ils fassent pression sur leurs amis du Nord. Dens le point de vue que nous publions ci-dessous, M. André Diligent, senateur centriste du Nord, maire de Roubaix, invite les élus de droite è ne pas faire obstacle à l'adoption du budget 1993 de la troisième région française.

POINT DE VUE

## Non au blocage de la région

par André Diligent

UE le scrutin proportionnel, le plus juste qui sort, doive être pour le moins corrigé, chez les Gaulois, pour assu-rar une majorité stable, les élec-tions régionales dans le Nord-Pasde-Calais en ont fait la démonstration. Mais ce moda de votation étant ce qu'il est et les résultats ce qu'ils furent, nous n'allons, pae passer les hivers », comme on dit chez nous, à ratiociner sur les diffi-cultés et péripéties qui ont marqué la désignation d'un exécutif régional.

Que commendent, dans ces circonstances, l'honnétaté et l'efficacité, pour les responsables politiques? En premiar lieu, de tanir compte des aspirations exprimées par les électeurs dans un vote où, aur cent treize sièges, ils en ont donné moins de la moitié à l'UPF et au PS, tandis que le PC et le FN en obtensient le quart.

Apparaît donc pour la première fois un « tiers état » politique hétérogène, dont il faut tenir compte pour décrypter au moins l'essentiel du measaga des électeurs : un enon » catégorique à la traditionnella hégémonia socialiate dene notre région; un «non», perceptible comma dens l'ensamble du pays, à la dichotomie de notre via politique; un «non» au fonctionne-ment hémiplégiqua du conaeil régional. En d'eutres termes, les élus sont invitée à ne plus es retrancher derrière leurs barrières, dans ce qu'elles ont d'artificiel.

On sait comment les accialistes. dont l'habileté manœuvrière est

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme Inon vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA MAITRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou châque) à APRÈS-DEMAIN, 27, nie Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnemem annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

incomparable, ont tenté d'échapper à la senction des urnes et à l'altarnance en offrant le préei dance à Merie-Christina Blandin qui ne e'attendeit pas à pareil cadeau. Elle le devart aussi, à vrai dire, au réflexe éthique da Jacques Legandre, président du groupa UPF, qui avait récusé par avence tout soutien du Front nationel.

L'eutre éthique, celle de la responsabilité, doit noue replonger dans les réalités, at guider notre attituda aujourd'hui. Le 26 février, sera examiné, en seconde lecture, le budget régional. Celui-ci e déjà été largament amendé par les différents groupes politiques, eu cours d'un vrai débat dans lequel le présidente écologiste e montré à la fois son esprit de dialoque et sa volonté de n'être l'otage d'aucupe formation politicuse.

Ainsl corrigé, le budget tiant compte, sur des points importants, des propositions du groupe UPF : le maintien des taux de fiscalité directe; un audit élergi des eesociationa perarégionalea; la matrise des dépenses de fonctionnement et la diminution des subventions de prestige. Dans les clarifications qui s'imposent, il reste à revoir le plan de rénovadon des lycées, qui doit être placé, comme en lle-de-France, sous le contrôle direct des ékus régionaux et obéir à des procédures transperentes. Cela fait, le meire de Roubaix, deuxième ville de la région Nord-Pee-de-Calais, ne peut envisager sans eourciller que le econd débat budgétaire du conseil régional aboutisse dens une nouvella impesse. Trop de dossiers sont en

attente, qui correspondent à des demandes trop pressentes dans une région, dans des villes et pour une population qui souffrent, pour que je reste silencieux.

C'est pourquoi, en toute clarté. je dis non au blocage. J'appelle mes emis à voter, sans nouveau délai, la budgat régional. Soyons attentifs aux vœux dee choyens : is nous demandent de faire sauter las verroue et da surmonter les réactions binaires et systématiquee du « pour » et du « contra », quand il a'agit d'examiner un budget. Celui-ci n'est pas entièrement satisfaisant pour tous? Certes. Mais un bon compromis, démocratiquement négocié, qui permette à notre région de ne pas e'embour-ber quand il y e tant à faire, voilà d'abord ce qui nous est demandé. ➤ M. André Difigent est séna-teur et maire (CDS) da Roubaix.

M. François Hollande, député (PS) de la Corrèze, oot iodiqué, lundi matin, au cours d'une conférence de presse, qu'ils veuleot être des « agents actifs » do « big bang » souhaité par M. Rocard, mais qu'eil ne sourait être question de [le] réduire seulement à une échéance présidentielle ».

Entouré de M= Ségolène Royal, ministre de l'environcement, et de MM. Jean-Paul Planchou, Pierre Moscovici et Jean-Pierre Mignard, M. Hollande a annoncé la présentation d'uo « manifeste »; le 10 mars, afin de «donner un contenu» un mouvement proposé par M. Rocard. Le député de la Corrèze a affirmé qu'un « score trop foible » des socialistes au premier tour da scrutin du mois prochaio compromettrait les chances de recomposition; il e fixe à 20 % des suffrages exprimés le seuil à attein-dre. M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, animateur de la Gauche socialiste, a proposé pour sa part, sur RTL, la création d'oo comité national pour la rénovation, qui organiserait « une journée de réflexion avant le 21 mars ».

#### M. Fiterman: pas d'hégémonisme

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a déclaré, au cours de son point de presse hebdomadaire, que «l'annonce d'un débat sur les nouvelles formes d'organisation politique ne foit pas l'impasse sur les législatives » et que, si les initiatives de M. Rocard donnent « du torres à la bataille électorale», il reviendra en comité directeur, lors de sa réunico qui suivra le scrutio de mars, « de fixer la date fin de l'année ».

France-Inter, qu'un congrès doit permettre de «discuter» et que «si c'est pour verrouiller, cela n'a pas d'intérêt ». « On ne construirait rien sur les cendres du PS», e ajonté l'eocieo ministre de l'éducation nationale, avant d'indiquer : «Je ne laisse personne penser à ma place, pas plus M. Rocard qu'un autre. Nous allons réflèchir et penser ensemble, et il faudro un fédéra-

Ancieo collaborateur de M. Jospin et candidat (PS) aux élections législatives dans le Val-de-Marne, M. Alain Geismar, dirigeant d'extréme gauche dans les années 70, a déclaré que l'initiative de M. Rocard est «biensenue» et wintervient au bon moment », étant entendu qo'il o'est « pas prêt à don-ner un chèque en blanc» au candi-dat à l'électioo présidentielle, car « le rolliement à un homme n'a aucun sens ».

Pour M. Noël Mamère, vice-pré-

sideot de Géoération Ecologie, M. Rocard es operçoit que [les] idées [écologistes] sont desenues le moteur de lo tronsformotion sociales et, «comme il ne veut pas rater le train de l'Histoire, il fait comme s'il le pilotait». «Mais, ajoute-t-il, arrivé trop tard sur notre terrain, il veut déjà aller trop vite.» Enfin, M. Charles Fiterman, chef de file des communistes refoodateurs, a reproché, mardi matio, à M. Rocard de faire référence, parmi les composaotes du rassemblement qu'il souhaite, à des eforces de droite» qui ne pourraient « souscrire aux objectifs audacieux de transformation sociale que l'époque commande de mettre à jours. L'ancien ministre annonce de « nouvelles initiatives», au leodemain des élec-tions législatives, pour la «construction d'un mouvement ouvert, pluraliste, débarrassé de toute prétention hégémonique».

## Hommage unanime à Jean Lecanuet

Les obsèques de Jaan Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, meire da Rouen, décédá dans la nuit du, 21 au 22 février le Monde du 23 février), euront fieu jeudi 25 février à la cathédrale de Rouen. De la gauche à la droite, l'hommage a été unanime pour celui qui a été qualifié par la président de la République de grand serviteur » du pays.

Dans un message adressé hundi à le veuve de l'anoien président de l'UDF, M. François Mitterrand écrit : « J'apprends arec tristesse la mort de Jean Lecanuet. Beaucoup de liens, de souvenirs m'attachaient à sa riche personnalité. Le pays perd avec lui un de ses grands serviteurs, de même que son département et sa ville de Rouen. Je vous prie de rece-voir l'expression de mes condoléances personnelles, en meme temps que le témoignage que je tiens à rendre à Jean Lecanuet ou nom de la nation. » M. Pierre Bérégovoy, originaire de Seine-Maritime, a souligné qu'il avait « toujours apprécié», dans les débats politiques qui l'opposaient à Jean Lecanuet, «sa franchise ami-cale et la force de ses convictions».

Les témoignages les plus émus sont, bien entendu, venus des rangs centristes. «La famille centriste est centristes. «La jamille centriste est orpheline», a affirmè M. René Monory, en ajoutant que Jean Lexa-ouet était « un homme de rassemble-ment autour d'idées comme l'Europe, comme la démocratie, comme le social». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS fondé par Jean Lecaouet, a souligné que « son idéal euro-péen, la force de ses analyses, son peen, la jorce de ses dinaises, son enthousiasme ont conduit beaucoup d'hommes et de femmes à s'engager dans la vie politique». M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a rappelé que le maire de Rouen avait . été «toute sa vie fidèle à son idéal de jeune résistant démocrate-chrétien».

## Même

ses adversaires Les alliés des centristes au sein de l'UDF ont également souligné ce qu'ils devaient à Jean Lecanuet. M. Vaiéry Giscard d'Estaing a affirmé qu'il avait «marqué par son talent, son éloquence et sa générosité la vie publique de notre pays ». Insis-taot sur « exemple de lo droiture, du désintéressement et d'une fidélité inébranlable à ses convictions qu'il

avait donné s. M. Raymood Barre a salué aun homme de conviction», de « con-mge», de « tolérance». M. François

Léotard e assuré que le maire de Roueo avait «accompagne et défendu avec une intelligence aigué les belles causes d'un humanisme adapté à notre temps ».

Même ceux qui furent un temps ses adversaires, comme les héritiers du gaullisme, ont voulu oublier celui qui avait contribué à mettre en bal-lottage le général de Gaulle, lors de l'élection présidentielle de 1965, pour ne se souvenir que de l'allié d'un passé plus proche. M. Jacques Chirac a assuré que « son nom restero associé à l'avancement de lo construction européenne et au renforcement de l'union de l'opposition ». M. Alain Juppé a salué « l'une des figures de proue du combat contre le socialisme». Même M. Philippe de Villiers, qui s'était opposé à lui lors de la ratification du traité de Masstricht, a souligné la a grande exi-gence intellectuelle» et les « qualités humainer» de Jean Lecanuet.

Les socialistes se soot largement associés à cet hommage. M. Henri Emmanuelli a affirmé que le sénateur de Seine-Maritime « faisait honneur à la représentation nationale». M. Jacques Delors e évoqué «la mémoire de l'ardens partisan de la construction européenne » qui a tou-jours « placé cette grande idée au cœur même de son action politique ». M. Laurent Fabius, pourtant adver-saire local de Jean Lecanuet, a assuré que sa disparition était «une perte considérable pour la couse euro-péenne, pour lo famille centriste. pour Rouen et pour la Normandien, et il a salué ses «qualités intellec-

Les communistes ont salué la mémoire de l'encieo président de l'UDF. M. Roland Leroy, qui fut un ête de Seine-Manitime, a affirmé qo'il avait toujours «apprécié sa courtoisie et le respect humain qu'il savait témoigner à ses adversaires politiques ». A l'opposé de l'échiquier politique, M. Jean-Marie Le Pen a salué un homme dont l'apposition au communisme ne s'est jamais

¡Né le 4 mars 1920, à Rouea (Seine-Maritime), agrégé de philosophie, Jean Lecannet avait été, après la Libération, directeur de plusieurs cabinets de ministres MRP entre 1945 et 1951. En député de Séine-Maritime en 1951, puis en 1973 et en 1986, conseiller général en 1958, maire de Rouen en 1968, il avait été sénateur de 1959 à 1973 avant de le rodovenir en 1977. M. Lecanuet avait participé aux gouvernements de

La préparation des élections législatives

## Le mystère de Bages

M. Madrenas (UDF-CDS), candidat de l'opposition dans la quatrième circonscription des Pyrénées-Orientales, ne s'explique pas l'attentat dont il a été victime

de notre envoyée spéciale

Normalement, il ne devrait pas y avoir de raison de parier de Bages. Bages n'est qu'un bourg de trois mille cinq ceots babitants, où l'on fait du vin de père en fils, depuis des générations, au pied du Canigou, à 20 kilomètres de la frontière avec l'Espagne, comme dans tant d'autres villages des Purfodes Orientales. Il v villages des Pyréoces-Orientales. Il y a bien, de temps eo temps, une a bien, de temps eo temps, une bonne grosse bagarre d'après match de foot, mais la dernière, où l'on a manié la chaîne de vélo, remonte à plus d'un au. Il y a aussi, vivement conscillée par le Guide du routard, ette invraisemblable bâtisse construite dans les années 50 par un viticulteur catalan, émule du facteur Cheval, et transformée depuis en « Musée international d'art naïl».

Depuis le 5 février, pourtant, à Bages, rieo o'est plus pareil. Ce jour-là, le maire do village, M. Jean Madrenas, quarante-sept ans, après avoir participé à une réunion d'an-ciens combattants à Eine, coelenchant la marche arrière de sa voi-ture, provoque l'explosioo d'une bombe placée en dessous. Déjà han-dicapé de la jambe droite, il doit la vie au fait qu'il conduit toujours soo véhicule en reculant soo siège au maximum et qu'un médecin, qui passait miraculeusement par là, a su lui faire un garrot et endiguer l'hémorragie. Il a fallu, cependant, amputer le blessé de la jambe esseche Autom du disme personel. gauche. Autour du drame persoonel du maire de Bages se construit désormais, chaque joor, chapitre après chapitre, un roman noir qui o'a pas fini d'empoisooner la vie locale.

M. Madrenas est, apparemment un bomme tranquille. Il est le sils d'uo ouvrier agricole. Il a uo frère jumeau. Il est, depuis deux ans, divorcé d'une femme avec laquelle il ne s'est jamais fâché et doot il a deux eofants. Oo lui prête une vie sentimentale assez agitée. Il a fait toute sa carrière à EDF, où, à force de promotion interne et de cours du soir, il est devenu ingénieur conseil, chargé du développement des éclairages publics des collectivités locales. Il est maire de Bages depuis 1983. Auparavant sans étiquette, il était entré no CDS en 1984. Au mois de décembre dernier, il a aononcé sa candidature à la députation dans la jumeau. Il est, depuis deux ans, candidature à la députation dans la quatrième eirconscription des Pyré-nées-Orientales et a reçu l'investiture

de l'UPF. C'est, officiellement, tout ce que l'on sait de lui. Très vite, oo apprend que M. Madrenas avait dejà fait l'objet, récemment, d'attaques physiques.
Dans la nuit du 18 au 19 décembre
dernier, il avait été agressé dans son
jardin par deux hommes encagoulés, pardin par deux nommes encagoules, qui l'avaient roué de coups et lui avaient arrosé les yeux de gaz lacry-mogéoe. Le maire de Bages nvait soullert, alors, d'uo traumatisme crânien et d'une plaie de sept centi-mètres au cuir chevelu. Il avait porté plainte discrètement et affirmé aux enquêteurs qu'il o'y comprenait rien. Le 3 février, de nouveau, deux hommes l'attendaient dans son jar-din – l'un était armé d'un fusil, – mais M. Madrenas o'était pes seul, et ils avaient pris la fuite. Le cran supplémentaire, ce sera la bombe : un engin apparemment très sophistiqué, collé sous sa voiture par des aimants, et qui aurait été déclenché par la mise en mouvement d'une bille de mercure.

#### « Un problème venant de la côte»

Pourquoi? Pendant les trois quarts d'heure où il attendait dans la carcasse de sa voiture d'être désin-carcéré, le blesse e glissé une phrase-mystérieuse : « C'est un problème venant de la côle. » La Côte Vermeille, sans aueun doute, où le maire de Banyuis, M. Jeao Rède, candidat «sauvage» à la députation, vient de se mettre en congé du RPR. Il ne décolère pas de o'avoir pas recu l'investiture de la droite et ne cache pas son agacement devant le trublion qu'est, à ses yeux, M. Madrenas, M. Rède o'a pas l'apparence clean qu'affectionne, aujourd'bui, la droite libérale. Sa ressem-blance physique avec le général Noriega, l'ancien dietateur du Paoama, fait que certaioes mau-vaises laogues aiment l'appeler «Tôte d'ananss», tout en rapoclant «Tete d'ananas», tout en rappelant qu'il avait travaillé, autrefois, avec Jacques Médecin quand celui-ci était secrétaire d'Etat au tourisme.

On lui prête - ce qu'il dément participé aux gouvernements de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre de 1974 à 1977. Président du MRP de 1963 à 1965, il avait été candidat à l'électio présideotielle de 1965. En 1976, il avait fondé le CDS, qu'il avait présidé jusqu'en 1982. Il avait étalement présidé l'UDF de 1978 à 1988.]

jours après l'attentat au cours d'une cooférence de presse (le Monde du 19 février), lors de loquelle il confirme son intention de maintenii sa candidature. a J'avais eu des apprehensions et des menaces prove-nant de là-bas, divil, et je m'étais dit qu'il fallait faire attention.

gu il jailait jaire attention. s

Si la première agression doot il a
été victime ressemble à une action
d'intimidation, la première règle,
dans ce genre d'opération, est de
faire passer un message. Or, la vicome prétend ne pas savoir pourquoi
on lui seut tatt de met de le me on lui veut tant de mal. «Je me torture les meninges dans tous les sens pour essayer de savoir si j'aurais vu ou entendu quelque chose dont je n'aurais pas dù ètre témoin, mais je

ne sais pas », affirme-t-il Alors, face à ce qu'ils considérent comme un «hermétisme» un peu comme un «hermétisme» un peu étrange, les enquêteurs font leur travail. De même que, curieusement, deux joges d'instructioo différents sont saisis des deux agressions distioctes, le passage à tabac et l'attentat, deox services d'enquête sont à l'œuvre: les gendarmes et la police judiciaire. Les hypotbèses apparenment les plus farfelues circulent. A côté de la piste, peu convaincaote, de l'affaire privée – les maris jaloux eo arrivent rarement à de telles folies, – les eoquêteurs épluchent folies, - les eoquêteurs épluchent toutes les pistes « politico-finan-eières » vers lesquelles des loforma-teurs, plutôt bavards, les cooduisent. Et il y a plethore.

#### Le monde politique mal à l'aise

Oo s'intéresse, ainsi, à une association chargée de la construction et de l'exploitation e maisons retraite, doot M. Madrenas a été brièvement le trésorier, il y a quelques années, avant d'eo donner sa démission. On évoque le projet d'une marina, près de Paulilles, blo-que jusqu'ici par la préfecture et par les écologistes. On parle de casinos aux Antilles, ou d'une enquête lis-cale fort désobligeante pour l'entourage d'uo adversaire de M. Madrenas et que celui-ci aurait pu susciter. On évoque de mystéricuses réunions d'une loge maconnique de l'eutre côté de la frontière, à Gérone... Rien de tout cela, jusqu'ici, oe paraît ni étayé ni précis. Ni, surtout, de nature à expliquer l'acharmement et la violence des agresseurs du maire de Bages. «On est partis pour camper », résume uo enquêteur.

Alors que la campagne électorale se prépare activement, cette affaire met tout le monde politique fort mal à l'aise. Car Perpignan o'o vraiment pas besoin de cela. Les ennuis de l'ancien président de la chambre de commerce, Jacques Farran, député (UDF-PR) sortant, qui a eu le bon goût de ne pas se représenter après avoir été inculpé, entre autres, d'in-gérence et d'abus de confiance, ont attiré une attention génante sur la propension du milieu politique local à l'affairisme. Chacun, désormais, craint d'être découvert en train de couver un petit scandale. La mode des tracts de dénonciation, qui evait bieo aidé justice et police pour «coincer» Jacques Farran, a encore de beaux jours devant elle.

Jusqu'ici, qu'il s'agisse du fioac-cement d'un parti politique de droite par le biais d'associations subvenpar le biais d'associations subventionnées indûmeot par la mairie (l'élu inculpé a gentiment remboursé, en espérant éviter oce plaiote pénale) ou de la gestion discutable et discutée de la société immobilière de la ville et de la commission des affaires sociales municipales, on en était resté à des affaires de gros sous. Avec une bombe, on est passé à un autre registre. Si certains s'en étonnent, les nouveaux venus en politique, comme M= Maryse Lapergue (Génération Ecologie), que l'on crédite de 20 % des voix dans la troisième circonserration (celle de lacsième circonscription (celle de Jacques Farran), ne sont guère surpris.

« lci, la vie politique a une indéniable tendance mafieuse », allirme cette

On fait de la politique en famille, par clans, qui dépassent, parfois, les clivages politiques. Les élés de la ville et du département sont long-temps restées dans les mains de ces hommes à poigne que furent Gaston Pams, Léoo-Jean Grégory ou Paul Alduy. Ce dernier, toujours maire de Perpignao à l'âge de soixante-dix-ueof ans, est le seul survivant de cette grande époque. Pour quatre sièges à pourvoir dans les Pyrénées-Orientales, il y e aujourd'hui trente-quatre candidats, contre vingt et un seulement co 1988. Petits marquis rement leur place au solcil, mais rien oe permet de dire que le drame vécu, avec un indéoiable cran, par M. Madrenas puisse s'expliquer par cette (rénésie de pouvoir.

AGATHE LOGEART

# Basse-Normandie : le RPR à l'assaut de l'UDF

Sur ces terres de droite, la gauche ne peut compter que sur la division de l'opposition, privée de « patron » depuis la mort de Michel d'Ornano

CAEN

de notre envoyé spécial

Sur la côte normande, des dépu-tés sortants coulent des jours passi-bles. D'Ayranebes, face au Montbles. D'Avrsnebes, face au Mont-Saint-Michel, jusqu'aux plages du débarquement, Omaha Beach ou Arromanches, en passant par Gran-ville et Valognes, MM. René André (RPR), Alain Cnusin (RPR), Claude Gatigaol (UDF-PR) et François d'Harcourt (UDF) vivent rançois d'Harcour (UDF) vivent le passage de la neuvième à la dixième législature comme une intersession très ordinaire, de celles qui séparent, chaque année, l'autonne du printemps. Deux d'entre eax étaient déjà passés, en 1988, evec 57 % des suffrages, at si les deux autore proposition suffrages autores de la comme deux autres n'avaient guére dépassé la barre des 52 % ou 54 %, c'est qu'ils avaient été étus dès le premier tour de scrutin.

Ce a'est vraiment qu'en débarquant à Cabourg, Deauville, Trou-ville, Honfleur, que l'on perçoit le premier frémissemeat de la campagna. Comme sa voisine baute-normande vient de le faire (le Monde du 23 février), c'est ici – en « d'Orname», – juste au sud des eaux que roule la Seine, que la Basse-Normandie a perdu soo grand homme, wild deux ens. L'héritage de Miebel d'Ornano, établi des son vivant, e écleté en trois: le Calvados à Ma Aane d'Ornaao, la région à M. Reoé Garrec, son collaborateur de toujours, et la eirconscription à uae jeuae femme de quaraote ans, M= Nicole Ameline, sa suppléante. Mais la succession n'est pas vrai-ment certaine.

De se base d'Honfleur, Ma Ameline peut se rassurer, dans cette première campagne en première ligne, en se disant que « l'UDF n'a pas d'état d'âme ». Ses

«compagnons» du RPR, eux, ont en jusqu'an dernier moment des envies d'en découdre, puisque, selon les critères du comité d'investiture de l'opposition, la candi-date de l'UDF n'était pas vraiment un député sortant. «Avec d'Ornano, on fournissait les électeurs, et l'UDF fournissait les élus: à la lon-gue, cela devenait un peu irritant», explique sans ambages M. Yves Lessard, secrétaire national aux Lessard, secrétaire national aux affaires politiques du RPR et luimême candidat dans la deuxième circonscription du Calvados (Caen-Ouest). Finalement, le RPR a cédé. Mais, après s'être mis en congé du parti de M. Jacques Chirac, le conseiller général de Pont-l'Evêque, M. Gérard Pruvost, s'est décidé à aller jusqu'au bout, en se disant que si, parmi buit entres candidats, l'écologisre, M. Corine Lepage (GE), adjoint au maire de Cabourg, ne venait pas troubler le jeu, il pourrait biea avoir toutes ses chances.

> Les anciens et les modernes

A l'autre boat de le région, à Saint-LA, une autre circonscription sans risque, où le député sortant, M. Jean-Marie Daillet, ceatriste, puis aoa iascrit et rallié à la gauebe, a décidé de ae pas se représenter, UDF et RPR ont pré-féré pareillement – mais, cette fois, officiellemeat, – se chamailler. Ancieo collaborateur de Michel d'Ornann et trésorier national de l'UDF, M. Georges de la Loyère se présente - à moias que ce ae soit l'inverse - contre M. Jean-Claude Lemoine, vice-président (RPR) du conseil général de la Manche. «Si

nous ne sommes que tous les deux au second tour, la primaire ira jus-qu'à son terme », prévient M. de la Loyère.

A Saint-Lô, comme dans l'Orne, ta querelle se présente surtuut comme une reproduction du comcomme une reproduction du com-bat des anciens et des modernes.

« Tout en ayant beaucoup de res-pect pour Giscard, je suis copain avec la bande des quadras de l'op-position», affirme M. de la Loyère.

Dans l'Orne, quand ils ne se déchi-rent pas entre eux, enmme dans la première circonscription, des « rénovateurs » de l'actuelle opposi-tion partent contre des fidèles du président du conseil général, MM. Francis Geng, député sortant (UDC), et Hubert Bassot, ancien député (UDF-PR).

A distance, le trésorier de l'UDF

A distance, le trésorier de l'UDF livre la véritable clef de ces rivalités: «Si d'Ornano était encore là, je serais candidat unique. Mals partout où cela tul est possible, le RPR cherche à s'assurer la majorité en sièges, dans la future Assemblée nationale. Au besoin en faisant élire un socialiste, plutôt qu'un membre de l'UDF, » Et de etter le cas de Cherbourg nû, face à M. Bernard Cauvin, député (PS) sortant et président de la communauté urbaine, l'oppositios présente à la fois – « dans une primaire tout à fait irresponsable » – M. Yves Bonnet (UDF), ancien sous-préfet de Cher-(UDF), ancien sous-préfet de Cher-bourg et ancien directeur de la DST, et M. Christiaa Daroc DST, et M. Consular Daroc (RPR), ancien secrétaire des Jeunes Radicaux de gaache, tous deux parachutés, sans oublier M. Jean-Michel Lejeune, conseiller municipal de la ville, qui se réclame du mouvement de M. Philippe de Villiers, Combat pour les valeurs.

Déjà fort discrète en Basse-Nor-mandie, la gauché se réjouit de ces turbulences. Que pourrait-elle attendre d'autre, en effet, pour la

saaver de son naufrage, dans cette région où il îni a fallu parfnis, après douze ans de mitterrandisme, aller quérir un adjoint au maire d'Héronville, à la périphérie de Caen, ponr représenter le PS à Honsseur, vaire une militante de Haute-Normandie pour concurren-cer le Monvement des citoyens de M. Jean-Pierre Chevènement dans le sud du Cotentin?

> La progression des écologistes

En enmplément de ses élections successives à la mairie, puis dans le canton d'Argentan (Orne), l'an-cien ministre du commerce et de l'artisanat, M. François Doubia (MRG), pourra ainsi compter, dans une circonscription où le député sortant, M. Michel Lambert (PS), ne l'avait emporté, en 1988, que de 313 voix sur M. Bassot, sur la primaire opposant ee dernier à M. Amaury de Saint-Quentin, un jeune collaborateur de M. Jacques Toubon. A Cherbourg, M. Canvin pourrait tirer profit de la multiplicité des candidatures et d'une relative complicité des Verts, qui n'ont pas choisi de lui opposer leur figure la plus cunnne. A Lisieux, M. Yvette Roudy o'aurait même pas cette chance: son babituel concurrent, M. André Fanton (RPR), qu'elle avait bettu d'un petit point et demi en 1988, aurait enfin compris depuis deux ans, aux directe de concurrent des concurrents des concurrents de concurrents de concurrents d'un petit point et demi en 1988, aurait enfin compris depuis deux ans, aux directe de concurrents de l'artisanat, M. François Doubia enfin compris depuis deux ans, aux dires de ses amis, que les voix des électeurs se gagnaieat davantage sur le terrain que dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

S'îl ac devait en rester qu'un deas la débâcle, ce serait sans doute M. Louis Mexandeau, secré-

taire d'Etat aux anciaas combatrants. C'est ce qu'a dû se dire M. François Geindre (PS), l'inamo-vible maire d'Hérouville, secrétaire actional du PS à la culture, qui e accepté d'être son suppléant. Paur la première fois depuis vingt ans, le maire de la deuxiéme ville du le maire de la deuxième ville du Calvados met soa poids dans la balance. « En dépit de toutes nos conneries, on a fait un énorme boulot, dit-il. Toutes ces critiques que l'on entend partout vis-à-vis des socialistes, je les ressens comme une profonde injustice. » Le maire d'Hérouville en a aussi pesé les conséquences : c'est dans sa ville, ouverte à l'innovation, que les écologistes ont le plus progressé entre les élections législatives de 1988 et les régionales de l'an passé.

Davantage que dans la Haute-Normandie, les Verts et Généra-tioa Ecologie oat, en effet, com-mencé à engranger les militants antinucléaires de La Hague ou de Flamanville, les protecteurs du lit-toral et les déçus de la gauebe. Tête de liste des Verts eux élec-tions européeaaes de 1984, M. Didier Anger evait obtenu près de 30 % des suffrages, quatre ans plus tard, dans la quatrième cir-conscription de la Manche, evec, il est vrai, le soutien de la majorité présidentielle. Transplanté aujourprésidentielle. Transplanté aujour-d'hui dans la circonscription de Saint-Lô (le première), laissée vacante par le retrait de M. Daillet, il est en mesure de peser sur le

Dans la première circonscription du Calvados, à Caen-Est, le tan-dem formé par deax conseillers régionaux, M= Josette Bénard (GE) et Jean-Pierre Viaud (Verts), paraît aussi susceptible de causer quelques iaquiétudes au député sortant, M. Francis Saint-Ellier (UDF), qui oe l'avait emporté, en 1988, qu'avec moins de cinq cents

Orne

voix d'avance sur son concurrent socialiste.

socialiste.

D'un naturel placide, le président du conseil régional, M. René Garrec (UDF-PR) observe pourtant tout ceci sans grande inquiétude : le RPR serait en développement dans la Manehe peut-être, une petite remontée du Parti communiste n'est pas impossible, sans empter, bien sûr, l'incertitude des écologistes, mais... Homme de dosempter, bien str. l'incertitude des écologistes, mais... Homme de dos-siers venu à la politique dans le sillage de Michel d'Ornano, le pré-sident de la « Normandie» – puis-que c'est aiasi, désormais, qu'il vnudrait appeler la « Basse-Nor-mandie» – est aussi un homme de mesure. Il e « horreur de monter sur les tréteaux».

De retour d'un long séjour aux Etats-Uais, effectué en pleine cam-pagne électorale, pour préparer le ciaquantième anaiversaire du débarquement allié en Normandie, il y e toutefois été poussé, tout récemment, par soa entourage. récemment, par soa entourage, récemment, par soa entourage, inquiet du retour d'un revenant socialiste, M. Olivier Stirn (lire l'encadré). « Je reconnais qu'il a fait un excellent boulot, dit lui-même M. Garrec. J'ai appris que, faute de pouvoir les faire sauter, il payait lui-même les contraventions de ses administrés! C'est une idée de la politique qui m'est tout à fait étraspolitique qui m'est tout à fait étran-gère. Mois, que voulez-vous? Il a décidé une fois pour toutes que j'étois un fonctionnaire et lui, le

JEAN-LOUIS SAUX

Noua avons déjà analysé le préparation des élections légis-latives dans le Limouain, en Alsace, en Languedoc-Roussil-Aisace, en Languedoc-Houssilon, en Bourgone, en Auvergne, en Bratagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse et en Heute-Normandle (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 19 et 22 février).

## Calvados : le retour d'Olivier Stirn

VIRE (CALVADOS)

de notre envoyé spécial

« Tout le monde peut faire des erreurs. Moi-même, j'ai eu le tort non pas de partir dans la Manche 1988. Car chacun a ses racines, et moi, mes recines sont ici, » Inlegeeblement, depuie des semeinea, dana checune dea cent quetre-vingt-cinq communes de la strème circonscription du Calvados, Olivier Stim commence par battre sa coulpe. Oh I certes, nul ne se risque-

reit iel à lui reprocher cette tamentable affeire de 1990, lorsqus, ministre délégué en tourisme, il avait fait paver des figurants pour essister à un colloque qu'il eveit lui-même organisé. Des effeires plus récentes ont déconflé la supercherie. Dans les minuscules villeges du bocage més qui vont à la rencontre du candidet accieliste n'évoquent pae le parcours sinueux de ce gaulliate devenu minietre de MM. Messmer, Chirac, Barra et

Maia un jour, eprès dix-huit ans de mariage, Olivier Srim a quitté sa terre d'élection favorite pour une brève lieizon evec Cherbourg, et ça, ça ne e'oublie pas, «lis me l'ont joué au sentiment, les Cherbourgeois : « Tu ne vas pas nous quitter mainte nant la ; ils m'onr cutpabilisé ; j'ai eu le rort de céder », regrette ancore l'actual ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe, faisanr son entrée dans la selle communale de Buree-les-Monts, à moins d'un jst de pierre de ce maudit départe de la Manche.

Reconverti, ce jour-là, en gentleman-farmsr, l'encien mi fait le tour de la pièce. «La dernière fois que j'ai dû venir, c'était en 1981 », reconnaît-II. Puls le discussion s'engege, autour de le table recouverte d'une toile cirée, entre le candidat et ses sent enectateurs. «Je suis qu'un pauvre pavsan, mais ie vois bien comment ca se passe : on ne sait même plus faire une moto en France, c'est les Japonais qui nous envoient leurs saloperies»,

affirme un vieil agriculteur, avent mettre tous ses œufe dans le de conclure, finalement, qu'il y a a trop d'immigrée a en Frence. Adlau lee grenda débats entendus à le télé... lci, c'est la campegne, une campagne de terrain, au ras de la glaise. Ofivier Stirn eelt faire. « Je vois que nous n'avons pas lea mêmes idées. Msis nous sommes tous des hommes, monsieur, Pour l'assurance-maladie, on a bien partagé, non? Eh bien, aujourd'hui, c'est pareil : vous svez querante millions d'hommes qui meurent de faim chaque année. »

> Un travail de «pro»

De retour dane « sa » circonscription, contre M. René Garrec, président (UDF-PR) du consail régional de Basas-Normandis, l'ancien collaborateur de M. Jecques Chirec reve parfois d'etrs, ia 28 mars prochain, le seul candidet de gauche qui eurait battu un député sortant de l'ectuelle oppnation. «Ce n'est pas qu'il soit plus mauveis qu'un eutre, comme président de région ; je l'eurals même pris volontiers dans mon cabinet, quand j'étals ministre; mais comme député, il n'a rien fait, il n'est jamais intervenu à la tribune de l'Assemblée nationale», dit-il de son concurrent, au détour d'une phrase

A Malloué, la plus patite commune du Calvados (vingt-quatre hebitents), l'sneien meire, M. Léonce Vaudry, e haussé les sourcils en entendant ces mots. Dans la maisonnette à pièce unique qui abrite la mairie au sommet du cotsau, le candidat a redit son couplet. Epinglés sur le mur, dana laura photoa offi-ciellas, les quatre précidents de Geulle, Pompidou, Giacard d'Estaing et Mitterrand - semblent baisser les yeux sur le plan

tour, explique le candidet. Mais le choix ne sera pas entre Garrec ou Stim. Ce sera Garrac et Stim. Car Garrec sera toujours le président de la région, et, en plus, svec moi, vous pouvez evoir votre député. C'est bien dens la tradition du bocage de ne pas

même panier, non?» Lui fait-on remarquer qu'un député d'oppoaition n'a que peu d'influence? « Pas du tout, répond-il. Regerdez Barnier ou Séguin. Un bon député d'opposition, la presse rité, en revenche, c'est un type de deuxième zone, puisqu'il n'est pas ministre. » S'il est élu, Olivier Stim ae

propose de créer trois mille emploie en cinq ene. «Je veis vous danner me recette : je lia tous les jours la presse économique, je pointe les entreprises qui ont des perspectives de développement et ensuite je vais voir le natron, a il ennonce encore une proposition de loi d'orientation agricole qui réduirait les taux d'Intérêt pour la modemisation des exploitations. Un travail de vrei « pro » qui fait grosse impression. Dens lea cours de ferme, on le salue tout à la fois d'un « monsieur l'Ambassadeur», d'un « monsieur le Ministre » et surtout d'un « monaieur le Député ».

« Gaultiste par la guerre » mais

« de sensibilité de gauche depuis toujnurs » - son père n'était-il pes eu cabinat de Léon Blum, en 1936? - et «prncha des gens, notamment des plus mal-heureuxs, Olivier Stim a'essaye einsi, pas après pas, è raccommoder son passé avec les pers-pectives. «Ce n'est pes moi qui al changé, c'est la gauche qui a évolué. » D'ici aux électiona légisstives, une armada de ministres - MM. Laurent Cathela, Michel Gilibert, Bernard Kouchner, Jack Lang, M- Ségolène Royal - et la u-frère du président, Rager Hanin, secont venus reppeler aux électeure du bocage que M. Stirn est un homme avec lequel il faut compter. Lui-même ne doute pae que les umes finiront par lui rendre justice. Mais, pour eutant, il ne néglige rien, dans cette campagne. «Méfie-toi, Olivier, lui a encore conseillé, l'autre jour, M. Gérard Lepilleur, la maire da Campeaux. Cer, tu sais, par derrière, il y en a encore qui disent

que tu as retoumé te veste.» JEAN-LOUIS SAUX DANS LES DÉPARTEMENTS

## Val-de-Marne : l'odyssée de M. Savy

Le 5 décembre dernier, à l'issue du dîner de cifiture du congrès de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM), M. Jacques Chi-rac annonçait officiellement aux trois cents personnes réunies dans les salons Hoche à Paris la candidature de leur président, M. Bernard-Claude Savy, dans la troisième circonscription du Val-do-Marne (Villeneuve-Saint-Georges, Boissy-Saiat-Léger). Le rejet était immédiat chez les responsables gaullistes du département, qui estimaient que ce nouveau venu n'avait pes le profit idéal et deman-daient à la Rue de Lille de reveair

Adjoint au maire d'Asnières (Hauts-de-Seine), M. Savy était devenu député de la Nièvre, où il avait été parachuté en 1986, à la faveur de l'entrée au souvernement de soa chef de file, M. Hervé de Charette. En juin 1988, il evait été battu dans la deuxième circonscription de la Nièvre au second tour avec 37,43 % des voix par le candi-dat du PS. Aujourd'hui, visant le seul

mandat de député, à l'exclusioa de tout autre, il avoue ne pas connaître les problèmes de Villenenve-Saint-Georges ou de Limeil-Brévannes – «c'est le travail du maire», dit-il – ni les dossiers du Val-de-Marne – «c'est celui du conseil général». Ce n'est peut-être pes le meilleur langage à tenir dans une circonscription où cer-tains secteurs sont sinistrés, et où s'ajoutent aux auisances aériennes routières, ferroviaires, des menace villencuve-Saint-Georges et donc sur l'emploi. Enfin, son âge, soixante-douze ans, n'est pas le moiadre de ses handicans.

Très vite, sa campagne allait pren-dre des allares d'odyssée. M. Jacques Martin (RPR), conseiller général et adjoint au maire de Nogent-sur-Marne (septième circonscription), estimant que seul un éta du Val-de-Marne peut représenter la circons-cription, annonce sa candidature et enmmence sa campagne. Un mois plus tard, en présence de M. Savy, il déciare qu'il devient son suppléant... et se retire quatre jours après.

De leur côté, les responsables RPR du département continuent leur pres-sion. Sans succès. M. Jacques Lasne, maire de Bry-sur-Marne, remet sa démission de secrétaire départemental tout en restant au RPR « C'est la démission d'un samourai, d'un sei-gneur», commente M. Robert-André-Vivien, député sortant. M. Savy, lui, se coatente de relever : « C'est un

problème qui n'est pas le mien.

M. Laure ne voulait pas d'un parachuté, mais je suis et je resterai le
candidat RPR. Tout le monde me

met lui aussi en congé du RPR jusqu'an lendemain des législatives pour
ne pas avoir à soutenir la candidature de M. Savy en qui il voit « le supportera jusqu'en mars.» .

Plus isolé que jamais, M. Savy se bien des difficultés, il convainc M. Serge Kouchnir, secrétaire dépar-temental du CNI, médecin retraité habitant à Saint-Maurice (huitième

> La chance de M. Schwartzenberg

Un nouvel écueil surgit avec M. Gérard Bessière. Ce dernier, maire de Limeil-Brévannes, la plus emsse commune RPR de la circonscription, se met en enngé de parti fia janvier pour se présenter, puisque « le candidat est extérieur à la circonscription ». Le 18 février, il annonce son retrait. M. Bessiére evait lance sa candidature un peu tardivement, dans l'ettente de celle de M. Alaia Traonouez, maire de Mandres-les-Roses. Ce dernier, courtisé de toutes parts (par M. Savy, par M. Martin lorsqu'il était candidat, et par l'UDF) pour être suppléant, et dont on faisait un possible candidat de plus, annonce, le 5 février, qu'il se

ture de M. Savy en qui il voit «le représentant d'un lobby ultra-libéral», qui «ne prendra pas à bras le corps» les problèmes locaux et doat « la candidature ne correspond en rien à l'attente des habitants ».

Du côté de l'UDF, M. Christian Cambon (PR), maire de Saint-Mau-rice, vice-président du conseil régional, qui a'avait pas écarté l'idée d'une candidature d'union avec M. Traonouez comme suppléant, a di renoncer, Finalement, l'investiture de la confédération e été donnée à M. Jean-Marie Poirier, maire de Sucy-en-Brie (quatrième circonscrip-tion), qui a déjà été député du sec-

datures, la difficulté sera d'atteindre les 12,5% d'électeurs inscrits au premier tour pour pouvoir se maintenir su secoad. C'est la chance de M. Roger-Gérard Schwartzenberg (MRG), maire de Villeneuve-Saint-Georges, député sortant, donné battu par la droite à la quasi-unanimité, même s'il est très menacé également par le candidat écologiste.

FRANCIS GOUGE

Total Security

4-27-25

\* , , , , , a, , ) 🤚

अक्ष्य अस्त्र 📦

- 4 4

144 TAN

10 mg 20 mg 20

non desag

in the an

g meter geerigspiel

antiejen, 🛊

1.00

The Parish

The COLUMN

لينص

一一声,秦铮

4 34

and the second

min in the others

ere trass like

1 Acris 18

1. N. B. 18.

1 m. 4 m.

فها مريدات د

44 July 19

Company Services

of Target

11 a - 12 a

3 (C) (C)

201 mar (400)

-

3 5 84

U L'indépendance de la Banque de France est une priorité de l'oppos selon M. Sarkozy. – Dens un entretien publié par *le Figuro* du mardi 23 février, M. Nicolas Sarkozy, député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Neuilly, indique que l'adoption d'une loi garantissant l'indépendance de la Banque de France constitue « la première priorité » pour l'actuelle opposimure priorie » pour l'acutelle opposi-tion. « Trop souvent dans le passé, la France s'est accordée des facilités dans sa gestion wonétaire, affaiblissant la crédibilité de sa monnaie, souligae le secrétaire général adjoint du RPR. Dès la session de printemps 1993, une loi sera votée afin de mettre le franc à l'abri de toutes formes de pressions extérieures ou de contingences politiques, »

□ Le Mouvement chrétien V' République soutient quatorze candidats. - Le Mouvement chrétien Ve République. que préside M. Michel Grimard. annonce qu'il apporte son soutien à huit députés sortants RPR adhérents du mouvement, comme MM. Bruno Bourg-Broc (Marne), Jean-Yves Chamard (Vienne), Jacques Godfrain (Aveyron), ou sympathisants, comme M- Roselyne Bachelot (Maine-et-

Loire), MM. Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise), François Fillon (Sarthe), Michel Giraud (Val-de-Marne), Gérard Léonard (Meurthe-et-Moselle). Il soutient également, à titre de sympathiseats, as dépaté sortant UDC, M= Christine Boutin (Yvelines), et cinq candidats RPR non sortants:

M= Colette Codaccioni (Nord), M= Colette Codaccion, MM. Bertrand Cousin (Finistère), Yves MM. Bertrand Cousin (Finistère), Yves Deniaud (Orne), Robert Grossmann (Bas-Rhin) et Pierre Pascalon (Piry-de-

 Gard: retrait d'un candidat CDS au profit d'un candidat RPR. – M. Christian Burglé, candidat unique (CDS) de l'opposition dans la cinquième circonscription (Alès-Le Vigan) du Gard, a retiré, lundi 22 février, sa candidature au profit de M. Christian Danilet (RPR), qui avait l'intention de se présenter contre lui. Un accord est intervenu entre responsables UDF et RPR du Gard aux termes duquel M. Burglé, président da CDS départemental et maire d'Euzet-les-Bains, devient suppléant de M. Danilet pour tenter de prendre le siège de M. Alain Journet, député (PS) élu en 1988 avec 60.61 %

# Les Français sont plus préoccupés par le chômage que par la faim dans le monde

les Français que la faim dans le monde. Mais, globalamant, la crise ne les détourne pas d'un souci da maintenir, voira de développer des solidarités internetionalas, Plus même. Alors que la lutte contre la pauvretà en France aupplante désormeis l'aide aux enfants victimes dans la monde comma causes à soutenir en priorité, l'aide apportée par les pays développés au tiers monda ast jugea ineuffissnte par une proportion croissante de parsonnes. C'est le premiàra indication, et la plus forte peutêtre, que donne la « baromètre de la solidarité internationala des Français» (1), publié pour la quatrième année consécutiva par le Comité catholique contre la faim at pour le développament (CCFD).

Une approche rapide des résultats du 4º «baromètre de la solidarité» o'iociterait guère à l'optimisme, La crise est là, et bien là, Le chômage pèse d'oo poids de plus eo plus lourd dans l'inquiétude des Fraoçais. Fin 1992, au moment où l'enquête a été réalisée, il apparaissait à 71,5 % d'eotre eux comme la priorité des urgences à traiter, En quatre ens, il a «gagné» plus de 11 points,

Cette comparaison dans le temps en dit loog. L'un des intérêts majeurs du «baromètre» cooçu pour donner matière à réflexion, non seulement au CCFD qui s'efforce avec ses 70 000 bénévoles de soutenir le développement des peu-ples les plus défavorisés, mais oux noo gouvernementales, les ONG, et aux gouvernements, est de mesurer les tendances lourdes, leur évolu-tion d'une année à l'autre (2). Si de

(1) Enquête de l'Institut Lavialle, réali-sée entre le 6 et le 17 novembre 1992, à partir d'un échantillon national réprésen-tait de mille personnes âgées de quinze

ans et plus.

(2) Les principaux résultats des trois précédents baromètres ont été publiés dans le Monde du 19 décembre 1989, du 18 décembre 1990 et du 20 février 1992. Ceux de ce 4\* charomètres seront diffusés par le CCFD, après les élections législatives, aux élus, députés, conscillers régionaux, maires, et présentés dans la revue Falm-développement magazine de mars prochain, disponible au CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél.:

(1) 40-26-51-60.

l'ordyssee de M. S.

nouvelles questions ont été intro-duites lors de la dernière édition, la piupart ont is même formulation

Depuis deux ans, la faim dans le moode est reléguée au denxième rang. l'environnement restant pour la troisième fois au troisième rang. tout en continuant de progresser en pourcentage. Ce recul de la faim n'est pas affaire que de classement. La faim dans le monde o'est maintenant prioritaire que pour 65,8 % des Français quand elle l'était. l'an des incomments de la contract de la dernier encore, pour 67,8 %. Deux points perdus en un an, ce n'est

De même, su chapitre des causes qui méritent un soutien prioritaire, la recherche médicale (cancer, sida) garde la première place qu'elle détient depnis la création du «baromètre» en 1989. Soo score (74,1 %) reste stable, supérieur à 70 % depuis l'origine (74,5 % en 1991). Mais la suite du classement dentes : la deuxième position est désormais occupée par la lutte con-tre la psavreté en France. Avant les enfants victimes dans le moode, qui perdeot le deuxième place et sept points et demi en une anoée. Avsot les droits de l'homme (qui, eux, progresseot toutefois de plus de quatre points et demi).

#### L'aide au développement est jugée insuffisante

Pour la première fois, une fracture apparaît entre ceux qui souffreot le plus de le crise et ceux qu'elle épargne davantage. Le classement des causes à soutenir en priorité est éloquent. Les cadres mettent le développement du tiers monde au deuxième rang (56,4 %) et la lutte cootre le pauvreté en France an cinquième (45 %). Hiéchez les ouvriers : même première place à la recherche médicale mais le lutte contre la pauvreté en France vient ensuite (65,6 %), le classe à la sixième place ne mobili-saot prioritairement que 17,6 % d'entre eux. « Cette amorce de repli, souligne Mª Marie-Thérèse Antoine-Paille, du Centre d'études socio-économiques et de management (CESEM), qui analyse les meot (CESEM), qui analyse les résultats, occentue les divergences ou sein de la population française entre des catégories fragilisées par l'insécurité de l'emploi que la mondialisotion des échonges, de lo culture, de la vie politique effraient, et celles qui s'y sentent plus d'l'oise». Ces symptômes d'noe France anxieuse tentée par un repli

### Une étude de l'INED

## Des pratiques sexuelles plus libres

Libération des mœurs ou libération de la parole? Les Français devisnment de plua an plus coquins dans isurs pratiques sexuelles. A les crore, fellation et cunnilingua ssraient presque dsvenue d'une grande banalité. Les trois quarts des hommes et des formes interrogés lore d'uns enquête plundisciplinairs coordonnés par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) st publiés dans le darnier bulletin Popula-tion et sociétés da l'INED (institut netlonel d'études démographiques) déclarent las svoir sxpérimantés. Ls proportion e'élève à 90 % chez lss psre eleve à 90 % chez iss psr-sonnea agéee de vingt-cinq à trente-quatre sns. Dans la célà-brs snquéte Simon publiés sn 1972, ssulement 80 % dse hommes st 55 % des femmes avaient connu l'une de ces pratiques. De même, la masturbation est un sujet de moins en moins tabou mais eemble plus du goût des hommes que des femmes : 42 % dec femmsa déclerent s'être masturbées contre 84 % des hommes. Css chiffres étaient respectivement de 19 % et 73 % li y e vingt ene.

Toujours au chapitre des expériences sexuelles, la aodomia, mēme si ella resta merginele, set, elle eussi, davantage prati-quée : elle l'e été au moins une foie ps/ 30 % dss hommee (19 % en 1972) at 24 % des femmes (14 % en 1972).

Y a-t-il une relation de cause à sffst? Le recours à le prostitution est en nette régression, notamment chsz lss jsunss: 5 % des hommes âgés de vingt à vingt-neuf ans déclerent en 1992 evoir eu des rapports sexuele avec une prostituée. Ils éraient 25 % à l'époque du rapl'étuds INSERM-INED reppellant que la crainte du sida a pu aussi contribuer à cette baisse.

Parmi les données stables, figure l'égs moyen eu premier rapport sexuel. Celui-ci est passé de 17,8 ans à 17,2 en moyenne pour les hommes et de 18,8 à 18,1 ans pour les femmes. Os mame, il n'y a guère de changement dans le nombre moyen de rapports, sauf peut-âtre pour les femmes. Le moyenne pour cea dernières est passée de 7,3 rapports eu cours des quatrs esmsinse précédant l'snquête Simon, à 8,2 sn 1992, (de 7,9 à 8,1 pour les hommes).

On nots une nette différence d'apprécistion sur le duréa moyenns dss repports eexusis, les femmes trouvant le temps moins long que les hommas (25 minutes contre 31 minutes). L'enquête montre toutefois une progression de cette moyenne qui était de 21 minutes pour les femmes et de 26 minutes pour les hommes. La progression est surtout nette chez les moins de trente ans (+ 13 minuten pour les hommes et + 10 chsz lea

En constatant que les relations homosexuelles déclarées restent etables, autour ds 4 %, les auteurs du rapport ne se privent pas da donner un coup de patte aux Français, et indirectement à M- Edith Cresson, qui véhiculent des elichés sur nos voieins britanniques : eeux-el ne sont pas plus attirés que les Français par les personnes du même sexe. Des enquêtes montrent que les proportions sont quasiment iden-

qo'une face de la réalité. Les ouages sur l'Hexagone ne ferment pas totalement l'horizon des Français. Car si la lutte contre le chômage et la pauvreté ne peut plus attendre à leurs yeux, la faim des autres reste quand même, toutes ouances prises en compte et toutes catégories sociales et religieuses confondues, au denxième rang des impératifs, très loio

premières. Quant au développemeot du tiers-moode, son score atteint le sommet depuis la créatioo du baromètre. Il approche désormais les 25 %. Pour un Français sur quatre, voilà donc la cause à soutsoir en priorité. Constat identique sous une sutre formulation : l'opinion selon laquelle l'aide su tiers-monde est insuffisante aujourd'hui est en oette progression. Cette opinioo dépasse le

## Le chômage : priorité des priorités

Parmi les grandes questions du monde ectuel, quelles sont les 3 qua vous considérez comme les plus urgantes à treiter ? (3 réponses au maximum)

	(En %)			
	1992	1991	1990	1989
Le chômags	71,5	69,5	56,9	59,9
Le faim dans le monds	65,8		62,7	65,8
La préservation de l'environnement			30,5	
Le risque d'un accident nucléaire	28,5	30,1	27,2	23,1
Les mauvaises conditione de santé dans le	25	25.2	24,3	20.8
monde	29	25,2	24,3	20,0
mondiale	17.3	12,4	111	8.1
Le terrorisme International	13,3		28.7	35,7
La protection contre les grandes catse-	10,0	17,4	20,7	00,
trophes naturelles	12,2	10,7	13,5	16,4
La torture	11,8		18,1	16,8
La course aux simements		11,4	13.8	12,2
L'approvisionnsment en énergie et en	,	,.	,	
matières premières,,,,,	3,2	2,7	4,6	2,8
Aucune	0,5	0.1	0,5	0,6
Ne se prononcent pas	0,4	0,5	1,3	0.7

des « sans opinion » o'est d'ailleurs

avait pour un su mis à mal. Elle est actuellement partagée par deux Français sur trois. La feveur croissante de l'Europe de l'Est parmi les bénéficiaires désignés de l'aide des pays riches n'empêche pas l'Afrique de rester la préférée pour plus de la moitié des personnes interrogées, la progression globale s'onérant an détriment des réponses « sans opinioo ». Cette régression

grand nombre de réponses. Elle éclaire une prise de conscience eroissante de la complexité des problèmes et aussi de leur dépendance. Les actions organisées edans la commune » pour le tiers-moode emportent l'adhésion des personnes interrogées. Et, dans le même temps, l'ONU est désignée comme première responsable de l'aide aux pays démunis.

**CHARLES VIAL** 

### Un regain d'intérêt pour le développement

Parmi les causes suivantes, quelles sont les 3 qui vous paraissent devoir être soutenues en priorité ? (3 réponses au maximum)

	(En %)			
	1992	1981	1990	1989
La recherche médicals (cancer, sids)	74.1	74,5	70,9	70,7
La lutte contre la peuvreté sn France	52,4	49,3	47,8	44,8
Les enfants victimes dans le monde	51,7	59,2	57,9	53
Les droits de l'homme (prisonnisrs politi- ques, tortures)	32	27,4	29,6	27,4
Les handicapée	30,8	35,6	35,3	42,7
Le développement du tiers-monde	24,8	19,9	16,8	20,2
Les secours d'urgence en cas de catas- trophe	16,4	12,8	15,2	18
La réinsertion des marginaux	11,1	12	12,9	12,4
Les églisea des psys où la religion eet opprimés	1,9	2,4	2,6	2
Aucune	0,3	0	0,5	0,4
Ne se prononcent pas	0,4	1	1	0,4

JUSTICE

### Une première judiciaire

## «La Voix du Nord» condamnée pour non-respect de la présomption d'innocence

dant du tribunal de grande instance da Lille, a rendu, lundi 22 février, une ordonnanca de référé imposant au quotidien la Voix du Nord la publication d'un communiqué « rappelant le respect qui est dû à la présomption d'innocence ». Il s'agit là da le première décision prise en application de l'articla 9-1 du coda civil publié au Journal officiel le 5 janvier 1993, au regard tant de la liberté de la pressa qua da la réelle protection des personnes mises en cause.

Dans son numéro du 11 février 1993, la Voix du Nord publiait un article intitulé : « Le grand déballage de la comptable de l'ORCEP» (Office régional de la culture et de l'éducation permanente) (1). L'arti-cle relatait l'évolution d'une affaire d'abus de confiance et de faux en écritures instruite par un magistrat lillois. Le quotidien précisait en sous-titre : « Une quinzaine d'élus el de fonctionnoires de la région mis en cause pour un trou de 17 millions de francs. » Enfin, dans un encadré portant le titre : «Les vrais-faux soloires de l'ORCEP», figurait la liste de quinze personnes e prises en charge par l'ORCEP en termes de salaires et de remboursements de frais, sans travailler réellement pour cet organisme la plupart du temps ». L'article ajoutait : «Sur le plan pénal, les dirigeants qui ont organisé ou toléré ces manipulations, comme ceux qui ont bénéficié de ces largesses, devront à leur tour être poursuivis.»

Neuf des quinze personnes citées ont chargé Me Jean Descamps et Renaud Tardy d'engager nne action en référé sur la base de l'artiele 9-1 du code eivil, qui dispose: « Chacun a droit au respect de lo presomption d'innocence. Lorsqu'une personne est, avant toute condamnotion, présentée publiquement comme étant coupable de faits foisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judi-ciaire, le juge peut, même en référé, ordonner l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'un communique aux sins de saire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence

Dans son ordonnance, le magistrat, après evoir rappelé les termes de l'article, constate : « // apparaît ainsi, de façon incontestable, que les demandeurs au présent référé ont été présentes par le Voix du Nord comme étant impliqués dans

M. Jean-Plarre Cottin, prési-lant du tribunal de grande ins-lance da Lille, a rendu, lundi l'application des dispositions de l'article 9-1 du code civil, qui o concrétise le droit qu'o toute personne de voir respecter lo présomption de son innocence lorsqu'elle se trouve mêlée, de quelque façon que ce soit, à une procédure judiciaire.»

### Interprétation très large

Il appartiendra à la cour d'appel, saisie par lo Voix du Nord, et peutêtre à la Cour de cassation, de statuer sur cette argumentation uoique, où ne figure aocun élément feisant référence su fait que le journal aurait présenté les quinze personoes comme coupables. Audelà de la prudence de l'article, que les juridictions pénales auront à apprécier, les termes de l'ordon-nance laissent penser que c'est le seul fait de rapprocher quelqu'un d'une procédure judleiaire qui porte atteinte à sa présomptioo d'innocence. Cette interprétation très large résulte peut-être de la rédaction de l'article 9-1 do code civil, qui o'accorde sa protection que lorsque les faits e font l'objet d'une enquête ou d'une procédure

Le juge n donc accordé aux plai-gnants la publication d'un commu-niqué, qui ne sera diffusé que par la Voix du Nord, alors que les avo-cats nyaient souhaité la diffusion par deux quotidiens régiooaux, deux quotidieus nationaux et une agence de presse nationale. En se prononçant ainsi, le magistrat semble avoir mesuré les dangers d'une publication pourtant justifiée par les meilleurs sentiments. Car le

□ Quatre gendarmes condamnés pour violences par le tribunal de grande instance de Pau. - Le tribunal de grande instance de Peu (Pyrénées-Atlantiques) a condamné à des peines allant de quatre à huit mois de prison avec sursis, lundi 22 février, quatre gendarmes poursuivis pour des coups et ble et des violences exercés le 27 juillet 1990 à l'encontre d'un cafetier de Biscarrosse-Plage (Landes). Celui-ci avait déposé plainte cootre des gendarmes qu'il accusait de l'avoir pastė o tabac». Victime notamnent d'un traumetisme facial, le cafetler, dont les blessures ont oécessité la pose de vingt-trois points de suture, avait expliqué, à l'sudience, que les gendarmes l'avaient frappé alors qu'il était venu se plaindre suprès d'eux de la concurrence déloyale d'un restauracommuniqué sera précédé du titre « Respect de la présomption d'innocence» en oussi gros caractères que ceux de l'article incriminé et comportera la phrase suivante : e Dans un article du 11 février 1993, le journal la Voix du Nord o présenté comme étant coupables de divers détournements les personnes dont les noms suivent (...). Il est rappelé que toutes ces personnes ne peuvent être présentées comme étant coupables des faits mentionnès dans l'article et qu'au contraire la Voix du Nord a viole la lol en procedam à

lo publication de l'article.» Il o'est pas certajo qu'une telle répétition des ooms des personnes mises en cause soit perçue par tous les lecteurs dans le sens souhaité par la loi. Comme en mstière de diffamation, un effet pervers pourra-t-il conduire des persoones injustement désignées à ne pas souhaiter que leurs noms soient, une oouvelle fois, évoqués, même si c'est pour rappeler au respect des grands principes? Celles qui, de bonne foi, souhaiteraient la discrétion ne se verront-elles pas reprocher ensuite leur silence?

En dehors du cas d'espèce, où la circonspection des journalistes pourra être discutée, l'application de l'article 9-1 du code civil, dont la Cour de cassation devra tracer les limites, pose à nouveau les questions qui résultent du conflit entre deux droits fondamentaux : eelui de la liberté de le presse et celui de la légitime protection des

**MAURICE PEYROT** 

(1) Le Monde a évoqué cette affaire dans ses éditions du 20 février.

teur voisin. Les gendarmes avaient prétendu que le cafetier s'était

Le comédien Yves Renier inculpé de complicité de diffamation publique envers la police. - M. Yves Renier, alias le commissaire Moulio, acteur-scénariste-réalisateur de la série télévisée de TFI, a été inculpé, lundi 22 février, de complicité de diffamation publique envers une administratioo publique (en l'occurrence, la police netionale) à la suite d'une plainte déposée par M. Paul Quilès, ministre de l'iotérieur (le Monde du 6 février). Le ministre reproche à l'acteur d'avoir, à l'occasion d'entretiens dans divers organes de presse, mis en cause l'intégrité de policiers chargés de la lutte contre le trafic des stupéfiants.

## REPERES

## ÉDUCATION

conçus par des lycéens

Quinze epots radio, conçus par dss lycéens à l'occasion d'un concours lancé en novembre der-nier par le ministère de l'éducation nationale et da la culture, ont été primés, lundl 22 févrist, st vont être prochainement diffusés sur les chaînes de Radio-France at aux certainsa radios privées (NRJ, RFM, Fun Redio...). Sous ls titre «Paroles de lycéens sur le sida», ce concours reposait sur l'idée que les adolescents trouveraient mieux que les adultes «les mots pour le dire». Quatre cents lycées au tota st nsuf mills lycésns y ont perticipé.

Pour avoir incité au « réflexe préservetif, sixième sens pour le sep-tième ciel», la classe de BTS communication du lycée Victor-Louis de Talenes (Gironde) a remporté le premisr prix, décsmé par un jury coprésidé par M. Jack Leng, minis-tre ds l'éducation nationals st de la cultura, st M. Françoise Héritisr-Augé, profeesaur su Collàgs de France et présidente du Conseil national du sida.

### **IMMIGRATION** Trafic de faux papiers

à la sous-préfecture d'Antony (Hauts-de-Seine)

Deux employés de la sous-préfecture d'Antony (Hauts-de-Seins) ont été inculpés, la 5 janvier, d'aide au séjour irrégulier d'étran-gers. L'un d'eux, employé au ser-vice des étrangers depuis dix ens, a été incarcéré tandis que son chef de service e été laissé en liberté. 'L'employé a reconnu avoir procuré indûment quinze cartes de résident da dix ens, depuis trois ens, moyennant des sommes veriant entre 5000 at 8000 F. L'effaire s lété découverte par la police dans das circonstances hors du commun. Un Algérien, qui avait obtenu demandé à la préfecture de Bobigny à faire venir son épouse algé-rienne dans le cadre du regroupe-ment femilial. A Bobigny, on a découvert dans son dossiar la photocopis d'un certificet ds meriage avec una Française. Ce document s'est révélé être un faux confectionné par l'employé Indélicat d'Antony pour justifier l'attribution de la carte, mais dont l'intéressé ignorait l'existence. D'où ses protestations... Il svait en effet acheté sa « carte de dix ans » à un intermédiaire qui avait traité directement avec la service des étrangers d'Antony. Le trafic ainsi mis au jour pourrait avoir des ramifications dans les préfectures des Hauts-de-Ssine et de la Seine-Saint-Denis.

cins généralistes. Les rapporteurs insistent sur la nécessité d'une conti-

mité de prise en charge en debors de l'hôpital, y compris en milieu carcéral. Enfin, les programmes de substitution par la méthadone doi-vent «être étendus et évalués».

Certaines des mesures préconisées

par le rapport Dormont devraient

être annoncées, jeudi 25 février, par M. Kouchner. Ce dernier devrait,

sauf revirement de dernière minute

annoncer la prise en charge à 100 %

des personnes séropositives dont le taux de CD4 est inférieur à 500.

taux de CD4 est inférieur à 500. Même si elle constitue un progrès, cette mesure apparaîtra insuffisante, et dans une certaine mesure incohérente, au regard des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics. Pourquoi, en effet, ne pas décider une bonne fois pour toutes de prendre en charge à 100 % tous les séropositifs de manière à inciter les plus décourse et les plus merginaux à se

démunis et les plus marginaux à se faire suivre le plus précocément possible? L'argument économique ne tient pas vraiment puisque cette mesure d'extension à l'ensemble des

séropositifs concernerait à peine 20 % des personnes infectées par le

(1) Il s'agit des docteurs C. Bazin, J.-B. Brunet, J.-F. Chambon, J.-F. Defraissy, P. Dellamonica, R. Demeulemeester, P.-M. Gegnier, W. Rozenbanm, M. Seligmann, J.-L. Vilde et D. Vittecoq.

(2) En 1990, le premier rapport conseillait un suivi clinique et biologique rapproché lorsque le nombre de CD4 devenait inférieur à 350 par mm<sup>3</sup> et une

Lire également page 14 l'article de Jean-Yves Nan

FRANCK NOUCH!

atteintes d'infection par le VIH. remis il y e quelquas jours à M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, par le professeur Jeen Dormont (hôpital Antoine-Béclara, Clemart), se prononce en faveur de la prise en charge à 100 % de l'ensemble des personnes séropositives. Or le gouvernement s'epprêterait à annoncer la prise en charge à 100 % des seules peraonnes séropositives ayent un nombre de lymphocytes CD4 inférieur à 500 par mm³. Parmi les eutres recommandations du rapport, celles onncement la prise en cherge de le tuberculose et de la toxicomanie témoignent de l'inquiétude grandiasante des experts face à le progression de l'épidémie.

Trois ans après avoir élaboré, dans un premier rapport, des recom-mandations sur la prise en charge précoce des personnes atteintes d'une infection par le virus du sida, le professeur Jean Dormont, aidé par un groupe d'experts (1), a remis, le 18 février, à M. Kouchner un nouveau rapport, sorte de mise à jour des recommandations formulées en 1990.

Les spécialistes français du sida recommandent tout d'abord «un suivi plus précoce des séropositifs ». saivi pius précoce des seropostajs ».
Rappelant que depuis deux ans les médicaments anti-viraux du type AZT ou DDI sont souvent prescrits plus tôt (2), le deuxième rapport Dormant réitère son souhait de voir élargie à l'ensemble des séropostis une prise en charge à 100 % (jusqu' présent, ne sout pris eu charge à 100 % que les séropositifs dout le taux de CD4 est inférieur à 350), «Cette mesure, expliquent-ils, serait particulièrement importante pour faciliter le suivi des patients toxicomanes et de l'ensemble des popula-

En ce qui concerne la prise en charge hospitalière, le rapport précise que, malgré les efforts déployés, l'infection par le VIH continue d'être la source de difficultés dans le fonctionnement des hôpitaux. En 1992, la «file active hospitalière» était de 46 200 patients. Elle devrait

augmenter de 15 % en 1993. Plus inquiétant encore, au plan qualitatif, « des difficultés relatives à l'organisa-tion des soins, à la formation et aux effectifs des personnels ont été nette-ment ressenties». Cest pourquoi les rapporteurs réclament le maintien, à l'hôpital, de crédits «fléchés» adaptés à l'évolution rapide, qualitative et quantitative, de la maladie. En outre, ils estiment que la bonne utilisation des lits d'hospitalisation rend prioritaire l'organisation de l'illumination de l'illuminati filières de soins, et en particulier la coordination avec les structures de relais (hospitalisation à domicile, soins infirmiers à domicile, services soins infirmiers à domicite, services de moyens séjours). « Actuellement, peut-on lire dans le rapport, les capacités d'accueil des structures de relais at leurs effectifs sont insuffisants. » Les rapporteurs estiment que « l'AZT devrait pouvoir être délivré par les pharmacies d'officine», ajoutant que « cette mesure, hautement souhaitable, aux plans médical et de l'organisation des soins, se heurte à des obstacles administratifs et surtout

#### L'isolement des tuberculeux

Le rapport se prononce pour une revalorisation des actes médicaux et paramédicaux lourds en dehors de l'hôpital, et un renforcement des interactions ville-hôpital sous forme de vacations hospitalières ou d'une rémunération de la visite des géné-ralistes venant prendre connaissance du dossier de leur patient hospita-lisé. Le rapport insiste d'autre part sur le fait que « les soins palliatifs devraient faire partie de la mission de toutes les équipes soignantes » et se réaliser uon seulement à l'hôpital mais aussi en ville.

Plusieurs recommandations concernent la prise en charge théra-peutique des patients. Ainsi, par exemple, le rapport insiste sur le fait que chez tout patient dont le nom-bre de CD4 est inférieur à 200 lors de deux examens successifs à un mois d'intervalle une prophylaxie primaire de la pneumocystose «s'impose » au moyen du cotrimoxazole. Des recommandations précises sont également faites concernant la toxoplasmose et les autres infections

La prévention de la tuberculose se discute, rappelle le rapport, chez tout patient infecté par le VIH quel que soit le taux de lymphocytes CD4. Une chimioprophylaxie peut être proposée chez les patients à ris-

que. La prévention de la transmis-sion aérienne de la tuberculose impose la réhabilitation de mesures impose la réhabilitation de mesures tombées en désuétude : « Hospitaliser, en chambre seul«, les patients atteints ou suspects de tuberculose bacilifère et leur demander de porter un masque étanche dès qu'ils rompent leur isolement. Cela suppose de multiplier les postes individualisés d'examens «t de soins au sein des consultations et hôpitaux de jour et de généraliser les chambres individuelles au sein des secteurs d'hospitalisation. »

En outre, la prévention d'épidé-mies de tuberculose à l'hôpital, et notamment de tuberculose à germes résistants, impose la mise en œuvre de trois autres mesures : « Equiper les laboratoires de nouveaux sys-tèmes permettant de raccourcir les délais d'obtention des résultats d'anadetas à obtenion des resultats à ana-lyse»; trouver une réponse techni-que à la question du «renouvelle-ment de l'atr des chambres susceptibles d'abriter des patients tuberculeux»; «instituer dans chaque sile de soins une surveillance spécifique des cas de tuberculose».

D'autres recommandations insis-tent sur la nécessité de mener de manière rigoureuse, dans le respect de l'éthique, les essais cliniques. Les rapporteurs préconisent une participation plus active des investigateurs, une meilleure information des patients et le développement d'inte-ractions entre partenaires publics, industrie et associations de lutte contre le sida, depuis la rédaction du protocole jusqu'à la conduite de

Les rapporteurs rappellent que les femmes séropositives doivent bénéficier d'examens gynécologiques réguliers et qu'en cas de grossesse la prise en charge médicale, sociale et psychologique doit être aussi atten-tive que possible.

#### Accès plus facile aux seringues ·

Plusieurs mesures importantes sont enfin réclamées de manière à améliorer la prise en charge des toxi-

améliorer la prise en charge des toxi-comanes. Les rapporteurs sonhaitent la promotion d'un accès plus facile aux seringues (y compris en dehors des heures ouvrables) et le dévelop-pement des programmes d'échange de seringues usagées contre des neuves. Dans les hôpitaux, la prise en charge des toxicomanes doit se traduire par une collaboration entre traduire par une collaboration entre les services médicaux, les interve-nants en toxicomanie, les services de

Après les mesures salariales et catégorielles

## Publication d'un code de déontologie pour les personnels infirmiers

Un décret, publié eu Journal officiel du 18 février, fixe les règles professionnelles epplicables aux infirmières et infirmiers, libéraux ou salariés. Cette déclaration de principes, qui fait figure de « charte », détaille les devoirs généraux de la profession, ses obligations envers les patients et envers les confrères.

Les quelque 250 000 infirmiers et infirmières salariés du secteur hospitalier et 55 000 autres exerçant en libéral disposent désormais d'un code de condute réglementaire. Après la signature des «accords Durieux» en novembre 1991 (le Monde du 9 novembre 1991 et daté 17-18 novembre 199t), et en atten-

dant la parution d'un autre décret. dit «de compétence», qui dressera la liste des actes réservés à la profes-sion, le gouvernement publie un code de déontologie à l'intention des per-

Caiqué à bien des égards sur le code de déontologie médicale (1), ce texte - qui paraît à contre-temps par rapport aux mesures salariales et égorielles - est considéré au ministère de la santé comme un «élément de valorisation » de la profes confère aux infirmiers et infirmières «leur premier statut véritable» et les met «sur un pied d'égalité avec les médecins», précise-t-on dans l'entou-rage de M. Kouchner.

Les règles d'or qui s'appliquent au corps médical – devoir d'assistance aux malades ou blessés en péril, res-pect du secret professionnel, devoir

### **EN BREF**

d Le nonce apostolique à La Haye désavoue des propos tenus au Vati-- Le nonce apostolique à La Haye, Mgr Henri Lemaitre, a été convoqué, lundi 22 février, par M. Pieter Koniimans, ministre néerlandais des affaires étrangères (le Monde du 23 février). Il a affirmé que les déclarations de Mgr Elio Sgreccia, secrétaire du Conseil pontifical pour la pastorale de la santé, qui avait comparé la récente législation néerlandaise sur l'euthanasie à l'hitlérisme, ne reflétaient pas le point de vue officiel du Vatican. Le ministre des affaires étrangères a souligné, devant le nouce, que « de tels propos ne tiennent nullement compte du contenu réel de la législation néerlandaise sur l'euthanasie ». – (AFP.)

o Trois spéléologues français meu-rent en Colombie. - Trois spéléologues français, hloqués depuis le 19 février dans une grotte de la cordillère des Andes, en Colombie, ont été retrouvés morts, asphyxiés par des émanations de gaz méthane. Alain Schock, Frédéric Courchiat et Stéphane Gérard, appartenant au spéléo-cluh de Marseille, faisaient partie d'une expédition de huit membres, chargée notamment de tourner un film pour la télévision colombienne. - (AFP.)

publication, dans le Monde du 5 jan-vier, d'un arrêt de la cour d'appel de Paris, le docteur Jean-Marc Sfez, spécialiste en orthopédie dento-faciale à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) nous prie de préciser qu'il n'existe aucun lien entre lui et son homonyme visé par l'arrêt en question.

d'entretenir (« actualiser » dans le nouveau décret) et de perfectionner ses connaissances, interdiction de pratiquer des «ristournes» finan-cières, de proposer des thérapeutiques insuffisamment éprouvées, de développer le «compérage» entre professionnels –, s'imposent dorénavant noir sur blanc au secteur para-

De même, la liste des devoirs envers les malades (devenus des « patients »), diffère peu du code déontologique des médecins. A un détail près : l'article 25 dn chapitre II du décret destiné aux infirmiers introduit un principe de non-discri-mination : « L'infirmier ou l'infirmination: «L'infirmier ou l'infir-mière doit dispenser ses soins à toute personne avec la même conscience quels que soient l'origine de cette per-sonne, son sexe, son âge, son appar-tenance ou non-appartenance à une ethnie, à une nation ou à une religion déterminées, ses meurs, sa situation de famille, sa maladie ou son handi-can et sa rénutation. cap et sa réputation.»

Un traitement particulier est réservé « aux infirmiers ou infirmières d'exercice libéral », qui répond à la distinction effectuée en 1979 entre les différents modes d'exercice de la nédecine. Au rang des «devoirs géné-raux» des infirmiers libéraux figure l'obligation de «disposer, au lieu de son exercice professionnel, d'une ins-tallation adaptée et de moyens techniques suffisants pour assurer l'occueil, la bonne exécution des soins et la sécurité des patients». Cette disposition, notamment destinée à lutter contre l'«exercice forain» de la profession, est applicable à compter du le septembre 1993.

LAURENCE FOLLEA

(I) Décret du 28 juin 1979 portant e de deontologie médicale, para au mai officiel du 30 juin 1979. **POLICE** 

Succédant à M. Jean-Pierre Sanguy

## M. Claude Cancès est nommé directeur de la PJ parisienne

de secrets pour le contrôleur général Claude Cancès qui a exercé l'essen-tiel de sa carrière au siège de la police judiciaire (PJ) parisienne. Nul donte que sa nomination, annoncée par décret au Journal officiel de mardi 23 février, s'inscrive dans la tradition de la «grande maison» où elle est accueillie avec satisfaction. Jusqu'alors directeur adjoint, chargé des brigades centrales, aux côtes du directeur Jean-Pierre Sanguy, M. Cancès assurait l'intérim à la tête du «36» depuis le départ de celui-ci à la retraite (le Monde du

Né le 12 septembre 1938 dans l'Hérault, M. Cancès est entré dans la police en 1963, peu après son retour de service militaire en Algé-rie. Travaillant alors comme «pion» dans un lycée du Gard, le baccalau-réat en poche, il hésite à devenir instituteur. Mais une affiche de recrutement pour la police pari-sienne lui fait préférer un métier plus remuant : officier de police adjoint dans une brigade territoriale de la capitale, il fait ses classes à la de la capitale, il rait ses classes a la «brigade mondaine» avant de deve-nir commissaire en 1972. Trois ans plus tard, il pénètre dans le saint des saints du «36», la brigade crimi-nelle, grâce à l'appui de son «patron», Pierre Ottavioli. Il vit alors le temps des enlèvements quand, du rapt de Louis Hazan à celui du baron Empain, la PJ réussit à libérer les otages sans qu'une ran-çon soit versée aux ravisseurs.

Après un séjour au cabinet du directeur général de la police natio-nale, M. Jacques Solier, de 1979 à 1982, M. Cancès est successivement sous-chef de la brigade criminelle puis, entre 1983 et 1987, chef de la brigade de la recherebe et d'intervention (la BRI, surnommée «l'antigang »). C'est alors qu'éclate, en janvier 1986 à Paris, la fusillade

Le 36, quai des Orfèvres n'a guère de la rue du Docteur-Blanche : un enquêteur de la BRI est tué au cours de cette attaque à main armée con-tre une banque, et une partie de la base met en cause le commandement exercé conjointement sur le terrain par les commissairesRay-mond Mertz, pour la brigade de répression du banditisme, et Claude Cancès, pour l'antigang». Celépisode constituera une des seules entailles dans la confiance que la base des enquêteurs et des inspec-teurs du «36» reconnaît à M. Cancès.

#### Neutralité politique

11 mm

11 Mg 4

机多层层

1 1/3

4.

14 **40** 

11 🐃 s

14. 14

in 19**46** Nadig Wales

Chef d'état-major de la PJ pari-sienne à partir de 1987, puis sousdirecteur des brigades centrales et des services généraux en juillet 1989. M. Cancès avait été nommé direc teur adjoint au tournant de l'année 1993. Une manière de préparer une succession en douceur que l'ensem-ble de la «grande maison» souhaitait au nom de la continuité et de la tradition. Des quelques noms les plus souvent cités pour succèder à M. Sanguy, celui de M. Cancès aura finalement été retenu non sculement parce qu'il présentait des compétences professionnelles et une connaissance incontestée des arcanes du Quai des Orfèvres, mais aussi, semble-t-il, à quelques semaines d'une alternance annoncée, en raison de sa «neutralité» politique.

Le départ anticipé de M. Sanguy six mois avant la date officielle de sa prise de retraite, aum permis au président de la République d'éviter un débat trop politisé avec les futurs occupants de Matignon et de la place Beauvau sur une nomination à un poste policier parmi les plus sensibles de la République.

**PARIS** 

Avec une concession d'exploitation qui se termine

## Le Jardin d'acclimatation dans la tempête

Le célèbre Jardin d'acclimatation, le plus ancien et toujours le plus couru des parcs pour enfants de la capitale, connaît ectuellement l'une des phases les plus mouvementées de sa déjà longue histoire. La concession d'exploitation eccordée voici quarante ens par la Ville à une société eujourd'hui contrôlée par le groupe Bernard Arnault expire jeudi prochain, 25 février. Qui décrochera le nouvelle concession et que deviendra le Jerdin ? Autour de ces deux questions, les passions et les intérêts se déchaînent.

Destiné à l'origine à recevoir des plantes et des animaux exotiques, le Jardin d'acclimatation a été créé en 1858, dans le bois de Boulogn sur 19 hectares, par un décret de Napoléon III. Après avoir été géré, pendant près d'un siècle et avec des fortunes diverses, par une « société d'acclimatation », le Jardin a été concédé, en 1952, à une société dont l'un des principaux actionnaires était l'industriel Mardine de Bourges La magnetique territories de l'accept cel Boussac. Le magnat du textile, dont les croisées donnaient sur le bois, voulait éviter que le Jardin ne devienne un Luna Park bruyant et vulgaire. Mais ses mauvaises affaires, puis celles des repreneurs, les frères Willot, firent tomber le Jardin dans l'escarcelle de l'homme l'affaires Bernard Arnault.

Par l'intermédiaire d'une finale, la société du Jardin d'acclimatation (SJA), le propriétaire de Vuitton et ide Moêt Hennessy se trouve donc aujourd'hui responsable du parc le plus prisé des enfants de Paris. 'Détail qui ne simplifie pas la situation une ciponantaine de tion: une einquantnine de manèges, de stands et de boutiques sont exploités par des sous-conces-sionnaires qui paient un loyer à la SJA.

Le Jardin d'acclimatation a mal vieilli. De nombreuses attractions sont fermées. La rivière enchantée est souveat en panne, et le rocher des lions est vide. Les cuisines d'un traiteur se sont même installées dans le parc on ne sait trop comment. Le nombre des entrées a diminute d'un tiers depuis 1985 (1 124 060 en 1992), et les comptes du concessionnaire sont parfois dans le rouge. Personne n'est satisfait de cette situation : ni les visiteurs, mi les exploitants, ni la Ville. Le renouvellement de la concession est donc une bonne

occasion de rajeunir le parc. L'ad-ministration municipale a rédigé un nouveau cahier des charges draconien qui ne compte pas moins de trente-deux pages. Le fardin d'ac-climatation, y lit-on, doit être « un parc modèle, un lieu de détente et d'agrément. Son caractère familial et pédagogique devra être préservé ».

Mais ce document n'a pas été diffusé, et ancun appel d'offres n'a été lancé. Nul texte, il est vrai, n'oblige la Ville à recourir à cette procédure. Dans l'entourage de Jacques Chirac, on s'estime « satis-fait » du concessionnaire et on se propose, après négociations, de lui redonner la gestion du parc pour une vingtaine d'années,

Fort de cette confiance, le groupe Bernard Arnault a peaufiné un projet ambitieux. Il prévoit d'abord la construction, à la place des bâtiments administratifs, d'un ensemble culturel comprenant des salles d'exposition et un auditosalles d'exposition et un audito-rium de 700 places. Devis inital: 60 millions de francs. Il serait géré par une fondation Louis Vuitton-Moët Hennessy (LVMH). Objectif: eonforter l'image dn groupe Arnault et démontrer que le luxe peut servir l'intérêt public. Incon-vénient: il faudrait démolir le théâtre pour enfants où le chanteur Jacques Douai reçoit 28 000 petits spectateurs chaque année. L'intéspectateurs chaque année. L'intéressé a immédiatement mobilisé un «Comité de soutien» avec Raymond Devos pour s'opposer à ce qu'il considère comme un attentat

#### Des «avis de déguerpir»

Le deuxième point du projet Arnault prévoit un « pôle nature » comprenant la rivière enchantée réhabilitée, une ferme ponr enfants, un musée de l'arbre et une roseraie Delbard, l'une des filiales du groupe. Les animaux vivant encore dans le Jardin (trois ours, une demi-douzaine de daims, quel-ques singes, du hétail et de la volaille) seraient conservés. Le programme du candidat concession-naire comprend encore un « pôle d'attractions » regroupant les manèges et les stands actuellement dispersés. Ces jeux payants seraient confiés à un unique sous-concessionnaire déjà fortement installé dans le Jardin : Roger Sacrest.

Le cahier des charges impose encore à la société exploitante la construction d'une halte-garderie, d'un kiosone a musique, d'une natinoire, d'un restaurant classique, d'un établissement de restau-

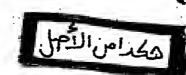
ration rapide et d'une cafétéria. Investissement prévu par le groupe Bernard Amault pour se conforme à ce lourd programme : 80 millions de francs.

Le défi tente aussi d'autres investisseurs. Le groupe du promoteur Jean-Claude Aaron, conseille par une équipe animée par Franck Bauer, un spécialiste des parcs d'attractions, s'est mls sur les rangs. Parmi les idées qu'il avance, on trouve un spectacle de rapaces, des mini-zoos pour animaux nocturnes, une promenade-initiation à l'histoire de Paris et un parking souterrain qui, en effet, fait défant dans l'environnement immédiat du Jardin. Ou parle d'un investisse-ment de 150 millions de francs. Mais la Ville tient ses propositions pour « non convaincantes ». Le can-didat s'étoune d'être écarté sans autre forme de procès.

Les plus mécontents sont les sous-concessionnaires qui ont déjà reçu des « avis de déguerpir ». Ils sont une demi-douzaine installés là parfois depuis des décennies. Jacques Douai est le plus notoire d'entre eux, mais il y a aussi Yves Chaumeret, qui exploite une «che-nille» et des bateaux télécommandés, Eliane Bigeand et son stand de tir, Jean-Richard Quec qui possède une dizaine de stands et de manèges, Philippe Alexandre et son circuit de mini-motos. Tous protestent contre leur éviction et s'indignent que leur concurrent et voisin, Roger Sacrest, ait désormais le monopole des attractions rémuné-

Pour compliquer les choses, cette hataille se déronle dans une ambiance de grande incertitude juridique. Le 12 mars prochain, le tribunal administratif se pronontrinunal administratui se pronon-cera sur la validité du plan d'occu-pation des sois (POS) de Paris (le Monde du 15 février). Si ce docu-ment, qui autorise dans le bois de Boulogne l'édification de bâtiments destinés aux loisirs, était annulé, le Jardin d'acclimatation deviendrait totalement inconstructible. Au moins jusqu'à l'adoption d'un nou-veau POS (deux à trois ans de procédure supplémentaires). L'audito-rium de la Fondation LVMH et tous les bâtiments prévus par le plan Arnault seraient remis en question. Mais aiors l'homme d'affaires serait-il encore intéressé par l'exploitation du Jardin d'acclim tation, cette «danseuse» qui coste eher et qui ne sert à rien, même pas à construire l'image d'un

MARC AMBROISE-RENDU



Avant de les combattre, il convient de comprendre les raisons de l'engouement actuel pour les parasciences. Et de s'interroger sur le rôle qu'on fait parfois jouer à la science

E divorce entre rationalistes n'e rien de paranormal, et peut être et prosélytes des parasciences est total. Face aux
- moyennant quelques précautions
ciences est total. Face aux
- à la portée de tout un chacun.
- à la portée de tout un chacun.

e pape encore tout-puissant de la gra
e paranormal. et peut être avec l'étude de leur écriture selan les contemporaine!

simples taches sombres sur le sol.

Aujourd'hui cneare, un prajet comme le SETI (Search for Extrateraccusations d'obscuran-tisme et de charlatanisme des premiers, les seconds se drapent dens le rôle de « martyrs de la science officielle». Pendant ce temps, la vogue des «sciences paral-lèles» remonte dans l'opinian, et n'épargne pas intellectuels et certains ebercheurs (le Mande du 17 février). Les devins ou magiciens modernes ont leurs eotrées sur le petit éeran et daos les journaux populaires. Chez les tenants de la science, le malaise se fait jour : comment endiguer cette marée?

Charle Cances est nomi

oction the late P.) parisien

ratation dans la ter

Et si le problème était mal posé? Avant de dénoncer, les scientifiques ne doivent-ils pas ebercher à com-prendre les raisons profondes de cet engouement? Cette interrogation court en filigrane dans la plupart des interventions au colloque sur «La pensée scientifique, les citoyens et les parasciences» (1) qui se tient les 24 et 25 février à Paris. Dominique Lecourt, professeur de philosophie à l'université Paris-VII, craint le w pieze d'un profond malentendu philosophique », A entendre les tenants des deux camps, an croirait presque assister « au conflit épistémologique de deux types de théories visant à expliquer la nature, déplore-t-il. La question se poserait en termes de vérité et d'erreur! L'expansian des parasciences ne trouve-t-elle pas ses matifs dans une tout autre histoire?»

Certes, il est possible de démontrer scientifiquement le caractère fallacieux de certaines croyances, de prouver que tei « phénamèoe inexliqué » est eo fait parfaitement pique » esi eo lair partaitement naturel. Du miracle du sang de saint Janvier à l'origioe du saint suaire, les exemples sant légion. Henri Broch (université de Nice-Sopbia-Antipolis) ne se prive pas de le rap-peler. Ce physicien, membre du Committee for the Scientifie Investi-gation of Claims of the Paranormal américaio, se consacre à cette tâche américaio, se consacre à cette tâche avec passion. Au point d'evoir foulé pieds nus récemment des charbons ardents, afin de démontrer que cela

Mais les tenants des parasciences s'empressent alors de s'engouffrer dans la brèche et invoquent des cétudes scientifiques sérieuses » à l'appni de leurs croyances ou de leurs pratiques. C'est notamment le cas pour les « médecines parallèles ». Et il est vrai que certains résoltats étonnants obtenns par les théra-peutes non officiels pourraient s'expliquer par l'effet placebo bieo connu des médecins, on par les modifications du métabolisme que peuvent entraîner le stress ou les cétats de conscience modifiée».

«Il suffirait de laisser les para dans leurs casernes, et on sera tout simplement dans la science, hance à ce sujet Richard Meyer, psychia-tre, président fondateur de l'Association internationale de somstothérapie (2). Outre le fait que la rigueur des recherches effectuées dans ces domaines ne font pas toujours l'unanimité dans la communauté scientifique, le « piège philosophique » redouté par Dominique Lecourt réside précisément dans ce genre de généralisation bâtive. Le vernis scientifique dont alment à se parer nombre d'astrologues ou de mar-chands de rêve représente pour eux le meilleur des arguments commer-

#### Etre hérétique . ça peut payer.

que, parfois, au lieu de supprimer le préfixe « para », il suffirait d'abandonner le mot «science» pour revenir à des bases saines. Une démonstration «scientifique» en est faite, à propos de la graphologie, par Jean Paulhac, docteur en psychologie et farouene opposant à la vogue des dosciences dans les cabinets de

Ayant testé (par questionnaires croisés) le degré d'expansivité ou de réserve de cent cinquante étudiants, il a comparé les résultats obtenus

e pape encore tou-puissant de la gra-phologie française». Les corrélations furent quasi nulles. Elles se révélèrent, en revanche, «nettement posi-tives» quand il procéda plutôt à «une évaluation intuitive, pilomètri-que» de l'écriture des mêmes étu-diants. «Nous nous retrouvions dans

une situation pénible, le cortex partagé entre deux concepts contradic-toires, conclut-il. Nous en tirons la conviction que la graphalogie n'est pas une science, mais un art qui peut être efficace ou non, selon que l'opè-rateur est ou n'est pas doué d'un don, d'une intuition, d'un « feeling »

En fait, souligne le philosophe et ethnologue Massaër Diallo (univer-sité de Dakar), « c'est quitte ou dou-ble pour la science. En expertisant des savairs au phénamènes qui étaient exclus de la rationalité, et donc de la réalité, on prend le parti de vouloir démentir. Mais an court, ipso facto, aussi le risque de mettre au mains en évidence leur caractère troublant » Des OVNI aux miracles ou à la télékynèse, les teoants du « paranormal » ont toujours tiré argument de l'incapacité des scien-tifiques à expliquer immédiatement certains phénomènes.

Faot-il pour autant renoncer? Refuser d'aborder tout phénomèce «génant», pousser bors de soo champ de vision tout phénomène a priori irrationnel. Même quand il s'agit incontestablement de «vraie» science, la tentation est grande pour creains chercheurs a la «pense doisonnée » qui, par exemple, « font comme si la physique quantique n'existail pas», remarque Paul-Lauis Rabeyron, psychiatre et auteur de travaux d'anthropologie et d'épistémologie médicale. « Tran-quillement, lentement mais sûrement s'effandrent sous nos yeux les conceptions du réel sur lequel nous avons bâti quelques-unes de nos plus intimes convictions concernant la matière, l'espace et le temps, mais nous faisons camme si de rien n'étail. Peut-être qu'après tout, la

Pourtant, Copernic, Einstein et Darwin ant gardé de nambrenx émules. Quoi qu'en disent les détracteurs de la «science afficielle», il reste des ebereheurs curieux, à l'esprit auvert, qui ac craignent pas de heurter l'ardre éta-bli. « Etre hérétique, en science, ça peut payer, souligne, a contraria. Paul Caro, chimiste et délègué aux affaires scientifiques de la Cité des sciences et de l'industrie. Beaucoup de ceux qui sont récompensés sur le tard ont eu, dans leur jeunesse, une fulgurance que beaucoup trouvaieat absurde et qui, peu d peu, s'est impo-sée camme vérité révélée. » Cette impérieuse nécessité de faire preuve d'imagination et d'audsce pour atteindre la renommée dans un milieu impitovable peut meme amener jusqu'au « délire » certains chercheurs à la compétence incontestée, explique Paul Caro. Les exemples historiques sont nombreux.

#### La part du rêve

« Car l'écueil redoutable des idées brillantes est qu'elles ne soient que de pures spéculations invérifiables », souligne l'astrophysicien Jean Heid-mann (Observatoire de Paris). Pour éviter le dérapage, il suffit de les soumettre sans pitié « au feu de l'observation ou de l'expérimentation, et aussi au feu des critiques rationnelles de ses collègues, rompus aux rigueurs du travail scientifique.»

Confroatés au vertige des mondes inconaus, les astronomes ant su remarquablement appliquer cette rigueur sans ceder un iota sur la part du rève. L'observatoire de Meudan fut créé en 1876 par Juies Janssen pour rechercher la vapeur d'ean – denc la possibilité de vie – sur Mars, rappelle Jean Heidmann. C'est pourtant grace à la grande lunctte de Meadon qu'E.-M. Antooiadi démantra que les «canaux» martiens n'étaient pas la construction d'êtres intelligents, mais de restrial Intelligence), vaste programme d'écoute d'éventuelles civi-lisations extraterrestres (le Mande

sans rencontrer d'opposition (sinon budgétaire) de la communauté

Cette science-là, inventive, auverte, n'est rejetée par personne, et les tenants de l'astrologie et du paranormal auraient même plutôt tendance à s'en réclamer. Le renouveau des pratiques occultes « peul être teau pour ua défi nan à la science elle-même, mais aux objectifs sociaux, éthiques et politiques aux quels, relayant les grandes religians, elle a èté enrôlée, » estime Domini-que Lecourt. Le trait commun qui unifie les adeptes de la voyance, des thérapies parallèles, da spiritisme ou de l'astrologie « réside dans la protes-tation contre ce qui est officiel au niveau des institutions scientifiques, du pouvoir politique et des confessians daminantes », rencbérit le sociologue Jacques Maître (CNRS). Spécialisé dans l'étude des religions, M. Maître estime que les « consommateurs » d'baroscopes oberchent avant tout à exorciser le hasard. «La science et les techniques ont fait reculer bien des aleas, mais elles ne prétendent pas expliquer comme un bloc l'ensemble des hasards qui affec-tent i'existence d'un individu.» Perallèlement, « les Eglises ont renonce à une grande partie de leurs pratiques protectrices, aujourd'hul suspectes par le clergé. Entre le ter-

rain gagné par les méthodes scientifi-co-techniques et celui qui a été abandonné par les grandes religions, il reste un no man's land d'autant plus large que les nouveaux modes de vie engendrent à leur tour des alèas.» Ce vide est d'autant plus mal accepté que la fonction quasi religieuse dévolue à la science a un effet réducteor sur l'image que l'homme se fait de lui-même. La médecine

bospitalière a souvent teodance à

traiter ses patients comme « des sacs

de malécules», et les sciences sociales et humaines « entretiennent aujourd'hui un profond silence sur la conceptian qu'elles se fant de leur objet », préférant « faire parade de statistiques, de modélisations sur ardi-matiques et de simulations sur ardidu 14 octobre 1992) peut être lancé matiques et de simulations sur ordiaateur », sauligne Dominique

Il n'est pas étannant, dans ces cooditions, que le citoyen se tourne vers les prophètes, les devins, ou l'astrologie. Mais, souligne Bernard Besret, ancien prieur de l'abbaye de Boquen (3), cet « indéracinable désir de déchiffrer l'avenir» qui babite tous les hammes est aussi « le mateur de la démarche spirituelle comme de la recherche scientifique », La science et le mystique (dant la divination est un avatar) sont les deux moyens imaginés par l'homme pour « abolir les dictatures conjointes de l'espace et du temps ».

a La grande erreur des scientifi ques est de laisser croire qu'ils déli-vrent des vérités absolues, car v'est de cette prétention que se nourrissent les parasciences lorsqu'elles revendiquent le titre de science pour asseoir leur credit, conclut Dominique Lecourt. Chacun devrait garder en tete cette veritè philosophique qui envelappe une ethique, si la raison peut élucider le jeu des passions, elle n'a pas pour autant le pouvoir de les abolir. »

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Organisé par le Monde et la Cité des ences et de l'industric de La Villette, cité de France, à la Cité des sciences, 30, avenue Corentia-Cariou, Paris 19-(mêtro porte de La Villette). Entrée libre sur inscription. Renseignements au (1) 40-05-73-32.

(2) Dans un point de vue adressé au

(3) Docteur en théologie, Bernard Bes-ret avait été élu prieur de Boquen en 1964. Saspendu de ses fonctions reli-gieuses en 1969, pour avoir lancé un mou-vement de constestation à l'intérieur de l'Eglise catholique, il est aujourd'hui défé-qué à l'action régionale à la Cité des sciences et de l'industrie.

## Drogués s'abstenir

Faut-il redouter une dérive « à l'américaine » de l'utilisation des tests anti-drogue ?

'EST un fabricant qui vante soo produit: «Son hamalogatian en cours en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne nous laisse à penser qu'il pourrait, en France, dans le système éducatif ou pénitentiaire, constituer un outil de choix permettant une pri-mo-détectian des drogues (...). Ainsi le marché des tests antidrogue intéresserait non seulement l'entre-prise, mais aussi l'école au la pri-

La lettre est arrivée tout récemment sur le bureau de M. Patrick Sansoy, chargé de mission à la délégation générale à la lutte contre la drague et les taxicamanies (DGLDT). Eo 1989, à l'initiative de M. Claude Evin, alars ministre charge de la sante, M. Sansoy avait charge de la sante, il Salley avait participé, avec d'autres membres de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT), à l'élaboration d'un avis « relatif aux problèmes soulevés par le dépistage des toxicomanies dans le cadre de la mèdecine du travail», qui fot annexé au rapport officiel de M= Catherine Trautmaoo sur la lutte contre la toxicomanie et le tra-fie des stupéfiants.

A l'époque, les laboratoires américains Abbott défrayaient la chronique médicale avec la mise sur le marché français d'un appareil da dépistage dénommé ADX (le Monde du 4 février 1989). Le ministre de la sacté s'était alors inquiété auprès du ministre do travail, de l'emploi et de la farmatian professiannelle des dérives possibles issues de l'utilisation de ces nouvelles techniques d'analyses immunologiques prali-quées sur les urines. M. Evio avait rappelé à cette occasion einq « principes fondamentaux en matière de dépistage et de prise en charge des toxicomanes : respect strict de l'ano-nymat ; respect du secret médical ; consentement de l'individu et interdiction de tout dépistage à son insu; laformatian systèmatique de l'inté-ressé en cas de résultat positif, et proposition d'arientatian vers une

consultations d'usage, les experts de la MILT avaient sollicité sur la question l'avis du Comité national consultatif d'éthique pour les constitutir o cinique pour les sciences de la vie et de la santé, et joint à leur demande un projet de «charte» élaborée par les laboratoires Syva-bio-Mérieux pour garantir le «bon usage» d'un test de leur fabrication. Le 16 octobre 1989, les membres du Camité d'éthique formulaient une première conclusion prémonitaire : « Un enjeu commercial de grande envergure paraît être à l'origine de l'initiative sur laquelle la MILT souhaite être éclairée.»

En 1989, en effet, le marché du dépistage urinaire de la toxicomanie aux Etats-Unis, pratiqué par 60 % à 70 % des entreprises, était évalué à 100 millions de dollars (environ 600 millions de francs), dont 60 millions raflés par les laborataires Syva-bio-Médieux L'activation de marché Mérieux. L'estimation de marché poteotiel fraoçais s'élevait à 500 000 dollars (3 millions de

Le Camité d'éthique pointait ensuite les défants du système. «La toxicomanie est le résultat de l'usage d'un nombre important de substances dépassant largement celles qui peuvent être décelées par les examens environés a estimait-il. En ce mens envisagés », estimait-il. En ce qui concerne les dérivés morphiniques per exemple, les examens de dépistage ne permettent pas d'iden-tifier clairement les substances dérivées des stupéfiants de celles dérivées de la codéioc, utilisées dans les sirops ou les médicaments contre le

La responsabilité, l'iodépendance et la déontologie de la médecine du travail étaient également affirmées. Selon M. Claude Saint-Upéry, qui était secrétaire général du Syndicat national professionnel des médecins du Iravail (SNPMT) en 1989, le rôle du médecin du travail, face à un résultat positif des lests de dépistage d'un candidat à l'embauche, consiste à «adapter le poste de travail d'état de santé du patient » ou à « adapter son état de santé à san

poste de travail». Mais la crise économique n'arrange rien. «Le médecin du travail qui trouve qu'un candidat n'est pas apte à exercer l'emploi pour lequel il postule devrait l'orien-ter, lui dire de repasser dans deux mais, ou rechercher des arrange-ments, assure de son côté M. San-

Or actuellement, pour un poste de travail, il y a en moyenne cinq cenis demandes. Dans ce contexte, tout motif d'exclusion est recevable. » La «tutelle» parfois exercée par les chefs d'entreprise sur le médecin du cnets d'entreprise sur le médecin du travail est un motif supplémentaire d'inquiétude. « Au niveau des petites entreprises, canstate M. Saint-Upéry, on peut subir quelques pressians de l'employeur, mais il est beaucoup plus facile d'y résister que dans les grosses sociétés, où le médecin du travail est considéré comme un salarié. »

#### Une liste des emplois à risques

En l'absence de cadre légal appro-prié, le Comité d'éthique avait éga-lement dévolu au Conseil supérieur de prévention des risques profes-siannels le rôle de fixer des « directives générales s. Reconnaissant l'existence d'activités « pour lesquelles l'usage de drogue peut crèer des risques », les sages estimaient que, dans ces cas seulement, le recaus systématique aux tests de détection pouvait être justifié. Ils recommandaient à ce sujet qu'une liste des emplois «à risques» solt nste des emplois va l'isques soit aétablie pour chaque enireprise par une autorité publique après avis de l'emplayeur, des représentants du personnel, du médecin du travail et, le cas échéani, d'un camité d'éthique ». Air France, la SNCF ou la régie Renault n'avaient pas amendu l'ovis des experts pour développer la pratique, commandée par des rai-sons évidentes de sécurité.

C'était en 1989. Depuis, rien, ou presque : une « oote» de la direc-tion des relations du travail en date du 5 juillet 1990 détaillant ooir sur blanc les précautions à prendre avec ce type de dépistage et rappelant que, hors « cas particuliers », « rien ne justifie» son caractère systémati-que. Au ministère du travail, de l'emploi et de la farmatian profes-sionnelle, un conseiller technique de l'inspectian médicale du travail elève « la difficulté de déterminer les postes d'risques» et explique qu'un tel « listing des travaux et des postes aurait pu se révêler catastro-phique, le dépistage devenant obliga-

prique, le aepistage aevenant ootiga-toire dans les emplois cités ». M. Sansoy parle, quant à lui, d'« un vide juridique dans le code de santé publique ». « La loi du 31 dècembre 1970 stipule que de tels examens ne peuvent être réalisés que par un médecin ou un biologiste, dit-il. Or d l'époque, les tests rapides n'existaient pas!

Il n'est pas seul à s'émauvoir. Des médecins du travail et des loxicoloes du Nord-Pas-de-Calais et de la Somme projettent de réaliser dans leur région une étude de prévalence qui permettrait d'évaluer les pratiques et la nature de la demande. « Les employeurs ant-ils vraiment besoin de prasiquer ce type d'ana-lyses?», s'ioterroge M. Marc Deveaux, pharmacien (Institut de médecine légale, laboratoire de toxi-cologie, Lille). «Avant de se iancer dans de lourds investissements finan-ciers il nous paraît péressaire de ciers, il nous paraît nécessaire de mener l'enquète sur un échantillon représentatif des professiannels concernés », précise-t-il. Le prix de revieat d'uoe batterie de tests de détection de six produits toxiques est en effet évalué à 1 000 francs environ, sans compter les 1 000 francs supplémentaires du contrôle de confirmation en laboratoire, le tout à la charge de l'employeur.

La société civile prend encore une fois les devants. En l'absence de procédure officielle d'homologation des tests, la Société française de toxicologie analytique a lancé, au début du mois de janvier, un contrôle de qualité payaot (10 000 francs pour quatre contrôles par an). Certaines entreprises disposent, pour effectuer ces analyses de confirmation, de leurs propres labo-ratoires. Or « l'emplayeur ne peut être juge et partie », souligoe M. Deveaux. Le besoin d'encadrer ces prati-

ques se fait pressant, d'autant que la référence au grand cousin américain est sur toutes les lèvres. Les entreprises d'autre-Atlantique installées en France sont notamment dans le collimateur de l'inspection du tra-

vail. « Certaines sociétés se crolent de plus en plus dans leur bon droit », admet-on au ministère. Comme dit le professeur Paul Lalargue, patron de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie (IRCG) à Rosnysous-Bois et président de la Société française de toxicologie analytique : « On va finir par s'intéresser vraiment aux conduites toxicophiles. Et le marché va derenir juteux! » vail. « Certaines sociétés se crolent

LAURENCE FOLLÉA

### CORRESPONDANCE

## La mort subite du nourrisson

Nous avons reçu de MM. Alexandre Minkowski, professeur émérite à l'uni-versité René-Descartes, et Jean-Pierre Relier, professeur à l'université Renè-Descartes, chef du service de réanima-tion néonatale de la maternité Port-Royal à Paris, la lettre suivante :

Les paroles et les décisions réglementaires du docteur Bernard Kouchner concernant la prévention de la mort subite du nourrisson par la remise, entre autres, à toute femme ayant accouché, d'un carnet de mesures à prendre nous paraissent totalement inadaptées à la situation Te Monde daté 7-8 (évrier).

i) A l'heure actuelle, après vingt ans de recherches, an ignore tout on presque des causes de la

2) Toutes les précautions recommandées dans la pratique ne reposent sur rien d'établi.

3) Bien plus, elles ont contribué à semer la panique chez les futures mères, et à plonger dans le désespoir celles qui, ayant perdu leur enfant dans les memes circonstances, se sont totalement culpabilisées pour n'avoir pas observé ces prétendues «mesures de prévention ».

4) Le conseiller médical de cette entreprise - on pourrait même dire

de cette manœuvre - poursuit avec vindicte et hargne, depuis des années, sa pseudo-prévention sans aucune

5) Dans notre unité INSERM nº 29, Mª Nícole Monod a travaillé quinze ans sur la détection des causes des MSN sans rien trouver de précis. Depuis dix ans les choses en sont au Jaiog småm

6) Les autopsies recommandées par le ministre comme une grande première ont été prescrites voilà quinze

ans par le professeur Gilly de Lyon. 7) Pour conclure, cette entreprise du ministère de la santé, qui a dû subir des influences funestes dans un domaine qui ne lui est pas familier, est détestable, condamnable, inacceptable pour le monde scientifique que nous croyons représenter. Si ces décisions devaient entrer dans les faits, nous envisagerions de porter plainte devant l'organisme approprié.

L'approximation clinique n'est pas notre fait. Claude Bernard nous a appris qu'en science il fallait apporter la preuve de ce que l'oo dit. Or la science médicale est aujourd'hui une discipline beaucoup trop sérieuse pour être utilisée à des fins plus que

## **SCIENCES - MEDECINE**

POINT DE VUE

## Bonjour les dégâts, monsieur le ministre!

par le professeur Jean-François Lacronique

E délégué général du Comité santé est un fonctionnaire : il est astreint à un devoir de réserve s'il s'egit de commenter les décisions de son gouvernement. Maia comme peut-il accepter, sans rien dire, que les outrances verbales de l'un des minietrea du gouvernement ruinent les efforts des trois cents personnes qui travaillent depuis des années dans son propre réseau d'éducateurs de la santé, pour tenter de réduire les ravages de l'alcoolisme dans un pays qui reste, et de trèe loin, celui qui paie le plus lourd tribut à ses excèa?

Commem peut-on impunément laisser un ministre du gouvernement abuser à ce point ceux qu'il prétend flatter – les viticulteurs – en leur laissam croire, d'une part, que les personnes qui rédigent les décrets sont des irresponsables économiques, et. d'eutre part, qu'il est lui, lucide en a opposant courageuse-ment à ces pisse froid liberticides?

Les représentants des professions de la viticulture, qui me connaise un peu pour avoir travaillé avec eux à un «coda de déontologie» de l'an-nonce publicitaire, savent bien que les déclarations de M. Soisson ne sont que rodomontades, puisque le décret portant sur les « zones de production » n'e jamais été soumis à sa signature, pour la bonne raison qu'il n'est pas prêt, et ne le sera évidemment pas avant le change gouvernement. Ainsi, M. Soisson peut-il jouer les Chantecler à bon marché. Meis combien le sevent? Combien seront-ils abusés et surtout, combien auront-ils compris que le dénigrement de la cause de la santé publique, per un ministre français de l'agriculture, ancien ministre de la jeunesse, aura des effets bien plus graves, aussi bien sur le santé que sur l'économie du pays, que les restrictions au demeurant mineures que ce décret devait prévoir? Il s'agissait, d'après la loi Evin, la loi la plus courageuse que l'on eit connue depuis Mendès France, de limiter la publicité pour les alcools dans leur seule zone

de production, afin justement de ne pes léser les producteurs français.

Pour des raisons de concurrence européenne – qui ne peuvent en effet pas protéger la seule production viti-cole, comme c'était l'intention du texte, - toute la France est donc une zone de production de boissone alcoolisées, et les restrictions à la publicité n'y sont pas actuellement possibles. Elles sont pourtant absolu-ment nécessaires dans un dispositif de santé publique, car l'image que l'on donne per la publicité d'un pro-duit va directement conditionner sa

Valoriser l'alcool, notamment les apéritifs ou la bière, qui sont les initiateurs de l'alcoolisme, conduit à en benatiser les excès. Ces demiers, faut-il le rappeler encore, sont res-ponsables de la moité des accidents de le circulation, das accidents domestiques et du tiers dee eccidents du travail, soit de quinza mille morts per an au moins, dont la plu-part ne sont d'ailleurs que les victimes, et non les auteurs.

Dois-je accepter, au nom du devoir de réserve, qu'on laisse un ministre irresponsable sans contradicteur? Les propos du ministre de l'agriculture me semblent être passablement plus graves, per leurs conséquences, que les faiblesses reprochées au ministre des affaires sociales, et à celui de la santé, dens l'affaire du sang contaminé en 1985. M. Soisson a-t-il pensé qu'un ministre n'est plue décompse à l'abri de l'impurité traf. désormais à l'abri de l'impunité traditionnelle des hommes politiques? Et surtout, a-t-il seulement imaginé que les viticulteurs qui l'écoutent ne sont sûrement paa des imbécilee pri-maires, et qu'ils savent mieux que personne que l'image du vin français n'est pas aidée par la publicité pour le rhum importé des Etats-Unis ou pe celle de la bière?

La professeur Lacronique est délégue général du Comité fran-cals d'éducation pour la santé (CFES) et membre du Haut Comité de la santé publique.

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : [1] 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le Monde

# La sexualité empoisonnée

Transmettre le virus du sida par une relation sexuelle est-ce un geste criminel?

y e quelques jours, M. Phi-lippe Mollard, juge d'instruc-tion è Metz, inculpait d'empoisonnement uoe jeune femme qui, se sacbant séro-positive, a eu des relations sexnelles durant plusieurs années sans informer son compagnan de son état. Le couple est aujourd'bui séparé et l'homme séropositif (le Monde du 19 février). Au même moment, ou presque, à Kalamazoo (Michigan). un juge fédéral décidait de rejeter partiellement - la demande d'une jeune femme séropositive qui accu-sait le célèbre basketteur « Magie » Johnson de l'avoir infectée par le virus du sida, lors d'un rapport sexuel en juio 1990. Elle réclamait une jodemnité de 2 millions de dollars à l'ancienne vedette des Los Aogeles Lakers, lui reprochant son silence sur sa séropositivité ou sur le fait qu'il pouveit être un partenaire à risque. Dans sa décision de rejet, le juge américain e notam-ment fait valoir qu'une personne a ayant eu des rapports sexuels sans protection avec beaucoup de partenaires » n'était pas légalement tenue de signaler ce fait avant d'avoir des relations iotimes avec une personne

donnée (1). Ces deux affaires viennent rappe ler à quel poiot l'épidémie de sida. de par son mode de transmission sexuelle, soulève de délicates questions de droit. A quel point eussi elle peut joner un paissant rôle de révélateur social, imposant notamment de situer avec précision les bornes du secret médical, d'analyser les rapports entre code pénal et santé publique, et de fixer les limites de l'intervention de l'administration dans le ebamp de le sexualité.

#### Des personnes «conscientes et averties»

Les problèmes que pose l'infection par le virus du sida doivent être situés dans le cadre de l'évolution de le législation française sur les maladies sexuellement transmissibles (2). Dans ce domaine, l'élaboration n'a été que progressive à partir de la première guerre mondiale, avant de prendre la forme d'uoe législation d'ensemble en 1942. La législation sanitaire sur les maladies sexuellement transmissibles figure dans le livre 3 du code de la santé consacré aux fléaux sociaux evec la tuberculose, les maladies mentales, l'elcoolisme, la toxicomanie et le cancer. Louies les pathologies classées parmi les fléaux sociaux font l'objet d'une législation contraignante pour les malades et les médecins. Mais « le catalogue de ces contraintes n'est nulle part aussi développé que pour les maladies sexuellement transmissibles, expli-que le docteur Jean-Baptiste Brunet, directeur du centre collaborateur européen de l'OMS sur le sida. Quarante-deux articles les regroupent. Il n'en existe que trente-sept pour les maladies mentales, vingthuit pour la tuberculose, quatorze pour le cancer, douze pour l'alcoolisme et sept pour la toxicomanie ».

Telles qu'elles sont définies par les textes, les contraintes portent avant tout sur l'obligation de traitement : « Toute personne atteinte d'accident vénérien contagieux est tenue de se faire examiner et traiter par un médecin jusqu'à la dispari-tion de la contagiosité.» Ot, estime le docteur Brunet, « il n'existe pas d'autre exemple en dehors de la toxicomanie où l'existence de la maladie suffise, à elle seule, à définir une contrainte s'appliquant à tous les malades ». Les corollaires à cette obligation de traitement sont nombreux : déclaration obligatoire, anonyme ou nominale (si le malade refuse le traitement), bospitalisation d'urgence si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, interdiction d'exercer sa profession s'il existe un risque de transmission, dispositions pénales visant les «agents contaminateurs».

« La lecture du code de la santé provoque rarement une telle impres-sion de décalage entre la réalité d'un problème de santé publique et les mesures prévues pour y faire face ». résume le docteur Brunet, qui préeise que la définition adoptée des MST dans le code de la santé fait que les mesures ne s'appliquent qu'à la syphilis et à la blennorragie, ainsi qu'à deux autres infections rarissimes eo France : la chancrelle et la maladie de Nicolas Fevre.

Où en est-on enjourd'hui? volonie potentielle à l'égard du traitement,- du patient atteint de MST - qui sonde l'obligation de traitement, - demande encore le docteur Bruoet, ne s'applique-t-elle pas à d'autres maladies transmissibles, qu'il s'agisse des meningites ou de l'hépaute virale de type B? Où faire passer, à notre époque, à propos des relations sexuelles consentantes, la barre qui sépare le couple et la victime? Pourquoi faire porter la res-ponsabilité de la transmission sur l'un seulement de ce que l'on appelle des partenaires?»

En fait, les textes de la loi de 1942 ne sont plus appliqués. Et, faute d'une thérapentique efficace, on ne neut eujourd'hui evec le sida imaginer d'en reveoir aux soins imposés sous la contrainte, pour le bénéfice du malade et de la société. Pourtant, parallèlement au courant qui, grace à le thérapeutique antibiotique, a, de fait, sinon dans la loi, conduit à remettre les « maladies honteuses » dans le droit commun, on assiste aujourd'bui à la tentation de faire de la personne se saebent séropositive un agent contaminateur qui doit être puni, dès lors qu'il aura contaminé. Ainsi, lors du débat sur la réforme du code pénal, les séneteurs avaient-ils souhaité introduire une incrimination visant la « dissémination d'une maladie transmissible et épidémique » par des personnes « conscientes et averties ». Cet amendement avait été supprimé par les députés, et les sénateurs ne l'avaient pas rétabli en seconde lecture (le Monde du 9 juillet 1992).

Le code pénal est-il dans ce domaine explicite? Plusieurs qualifications ont déjà été évoquées à propos de la transmissioo sexuelle (mais aussi sanguine) du virus du sida, sans pour autant que l'on percoive une jurisprudence sur ce point. On peut ainsi discuter de la qualification d'empoisonnement, de celle d'homicide involontaire ou encore de celle de coups et blessures voloclaires. L'empoisonce-ment (« Tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances alent été employées et quelles qu'en aient été les sultes», article 301 du code pénal) imposerait, à l'évidence, que l'on distingue ici les moyens violeots de contamination par voie sexuelle (le viol) des reletioos sexuelles d'uoe persoone infeciée qui, « par negligence, imprudence ou legerete», aurait contaminé son. sa ou ses partenaires. Pour certains juristes, cette derniére situation ne peut correspondre eux qualifications d'homicide involontaire ou de coups et blessures volontaires, dès lors que le stalul sérologique est ignoré du « contaminateur », mais que doit-il en être des lors que la

#### Définition et limites du secret médical

séropositivité est dûment établie et

connue (3)?

L'autre question soulevée est celle du secret médical, de sa définition précise et de ses limites. L'émergence et la diffusion de l'épidémie de sida imposent-t-elles de bouleverser des règles jusqu'à present perçues comme intangi-bles (4)? Il est acquis aujourd'hui que le médecin est tenu d'informer son patient des résultats des tests sérologiques le concernant. Cette information doit-elle s'étendre à l'entourage du patient? En prin-cipe, le code pénal interdit eu médecin toute révélation aux tiers, le conjoint et la famille étant bien perçus comme des tiers. La «sauvegarde » du partenaire d'une personne séropositive ou celle d'an enfant à veoir ouvriraient-elles l'extension de la notion du secret? Pourrait-on, dans une telle situation, en venir à retenir contre tel ou tel praticien la charge de non-assistance à personne en danger?

Avant l'affaire de Mctz, on eurait pu penser que l'on s'en tiendrait au terrain de l'éthique et de la déontologie médicales. Premier détenteur de l'information sur la séropositi-vité des patients, le praticien serait seul juge quant à le nécessité de communiquer ou non l'information oux proches (partenaires sexuels, membres de la famille, etc.) de la personne contaminée. La publicité faite à l'inculpation pour empoisonnement de la jeune femme séropositive tenue pour être à l'origine de la contamination de son compagnon n'a pas manque de susciter diverses réactions médicales. M. Bernard Kouebner, médecin et mioistre de la santé et de l'action bumenitaire, a aussitôt réagi, déclarant, dans un entretien au Parisien qu'une telle inculpation ouvrait « une brèche vers la délation et la discrimina-

#### Par peur d'être trahi •

Pour beaucoup de responsables médicaux, il est cleir qu'il faut, coute que coûte et quel que soit le degré d'extension de l'épidémie, s'en tenir à l'actuelle conception du secret médical. « Il serait proprement ahurissant que l'on en vienne à faire porter au médecin et à lui seul la responsabilité de ce qui est de l'ordre de la relation intime du cou-ple, estime le docteur Brunet. Il serait tout aussi grave d'en arriver à des situations où, invoquant l'intérêt de la santé publique, on aboutirait à une forme de délation médicale. De nombreux exemples historiques demontrent l'inefficacité de telles

politiques, p. Il faut en outre rappeler que le secret médical apporte la garantie, pour reprendre l'expression du professeur Raymond Villey, ancien président du conseil netional de l'ordre des médecins, que « nul n'hésite à recevoir les soins qui lui sont nécessaires par peur d'être trahi ». En d'autres termes, violer le secret médical, tout comme poursuivre par voie de justice celui que l'on soupçonoe d'être à l'origine d'une cootamination sexuelle, serait bautement préjudiciable en termes de santé publique, conduisant à la dissimulation de la possible cootamination et s'opposant à la prise en des médecins, une mission de «réflexion générale» sur le thème du secret médical.

malade avent d'être un possible agent contuminateur.

Dès lors, que choisir? Entre un « tout-hygiéniste » et une banalisation à outrance, une doctrine médicale doit rapidement se constituer. Elle devra se fonder sur l'absolue nécessité de tout mettre en œuvre pour faciliter le passage de l'information vers celui qui découvre sa séropositivité et, en accord avec lui, pour l'aider à une véritable prise en charge thérapeutique de la nouvelle situation ainsi créée. A cet égard, on ne peut que souhaiter une profonde amélioration des conditions dans lesquelles sont annoncés, par les établissements de transfusion sanguine en particulier, les résultats de la sérologie HIV. Au-delà de la prise en charge médicale et compte tenu des incertitudes dans les interprétations que les juges pourront faire du code pénal, il faut aujourd'hui tirer les leçons des multiples campagnes d'information déjà meoées sur cette maladie et les moyens de le prévenir. Les « victimes » des conteminations sexuelles ne devraient pas pouvoir invoquer l'idée d'une dissimulation coupable de la part du partenaire tenu pour être l'agent contaminateur. l'incertitude en ce domaine imposant soit de se protéger, soit de prendre conscience que l'on s'expose au risque de contracter l'infec-

**JEAN-YVES NAU** 

(1) « Magic » Johnson avall rendu lique sa sécopositivité en novembre 1991. Au terme de la décision de justice rendue à Kalamazoo, il appartient doréna-vant à la plaignante de démontrer que la star du basket ball américaiu se savait séropositif ca join 1990 ou encore qu'il avail eu des relations sexuelles avec une personne porteuse du virus. Le procès est prévu en mars 1994.

(2) Sur ce thême, nn se reportera à l'article très documenté du docteur Jean-Bap-tiste Brunet : « Evolution de la tégislation française sur les MST», publié dans Santé publique et maladies à transmission sexuelle (Juhn Libbey éditeur, Paris,

(3) Lire sur ce sujet le texte de M. Eric Heilmann, chargé de recherche à l'univer-sité Louis-Pasteur de Strasbourg, public dans Sida: l'enjeu du droit (Ecole nationale de la magistrature. Agence française de lutte contre le sida).

(4) M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, vient de confier au docteur Louis René, socien président du conseil national de l'Ordre des médecins, une mission de « réflexion

### La science en débat

dans le cadre de l'exposition

## L'HOMME ET LA SANTE

Conférences

mercredi 3 mars à 17h

## La prévention des épidémies, approche historique

François Delaporte, historien des sciences, Paris. Animation: Bruno Rivals, directeur de la Communication, groupe Quotidien Santé.

accès libre

cité des sciences et de l'industrie 30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris. le rire

Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32 LE DROIT DE L'EXPÉRIMENTATION SUR L'HOMME Sophie GROMB Docteur en droit Médecin légiste Expert près de la Cour d'appel de Bordeaux CHEZ VOTE place Cauptine 75001 PAPIS litec 28, rue Soulflot 7,5505 PAPIS 304 pages - 190 F (Franco: 210F) 158 mio Saint-Japages 75005 FAR

## Le Monde ADMINISTRATION:

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Télécopieur : [1] 40-65-25-99

Telex: 206.806F Edité par la SARL le Monde

Société civile

« Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

du « Monde » 12. r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Président directeur général:
Jacques Lesourne
Directeur général: Michel Cros
Membres du comité de direction:
Jacques Guiu. Philippe Dupais.
Isabelle Tsairff.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 46-62-72-72
Téles MONDPUB 634 128 F
Télés : 44-4-71. - Sociat Einh
Et 3481 k Moske a k Métion o Régie Europe SA Le Monde TÉLÉMATIQUE eez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

1 560 F

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-29-33

1 838 F

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30) SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB-PAYS-BAS Voie normale-CEE

1 123 F

1 890 F 2 086 F 2 960 F ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, reuvoyez ce buttetin accompagné de votre règlement l'adresse ci-dessus ou pur MUNITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO e LE MONDE e (USFS = pendang) is published duily for \$ 900 per year by e LE MONDE e 1, place Habert-Heave-Miry - 94052 fory-sax Sense - Feance. Second class, postage pard at Champtain N.Y. US, and additional smalling offices. POSTPAS-TER: Send address changes in USF of NY Box 1515, Champtain N.Y. 12919 - 1518.

Pour les abnormements sourcing use USA

[INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Panific Avenue Soile 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2945 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur départ, en indiquant leur

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 6 mois 🗆 Nom: Prénom: Adresse: Pays: Veuille= avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'Imprimerie

-

1-100 1-100

بنو . مراکع

THE PARTY OF THE P

্ত হাটেড়া ক্রি মানসমূহ ক্রি

AND THE PARTY OF T

Contract. 3 - Pre -

aprode e Synga Lanca de -A ---

ا<del>ن داد .</del> د داد .

34.

s Pu

aliter surface

**ARTS** 

## Du Roi-Soleil à l'ordinateur

La danse expose ses « partitions », mémoires des chorégraphies du présent ou du passé

DANSES TRACÉES à la Bibliothèque de l'Opéra Gamier

L'exposition « Danses tracées » - dessins et notations des choré-- dessins et notations des enore-graphes - a vu le jour, en avril 1991, au Musée de la Vieille-Cha-rité, à Marseille. Elle fut ensuite accueillie au Palais des beaux-arts, à Cherleroi, puis à l'Usine, à Dijon. Aujourd'hui, elle est reprise, toujonrs en enllaboration avec les musées de Marseille, à la Bibliothè-que-Musée de l'Onéra Garnier

que-Musée de l'Opéra Garnier, dans une forme et une présentation très différentes de la version origi-

nale.

« Danses tracées », en arrivant dans les ors du palais Garnier, s'est tout à coup dévoyée. A l'Opéra, elle est entrée en collision nvec l'Histoire », écrit d'une plume réjouie Martine Kahane, conservatrice de la Bibliothèque-Musée, dans l'introduction du petit livre, fort réussi, intitulé l'Ecriture de lo danse, édité en guise de catalogue. Laurence Louppe est le brillant et érudit commissaire de l'exposition, dans sa version originale et dans sa version remaniée; elle a joué le jeu de cette cohabitation. de cette cohabitation.

A sa création, à Marseille, le par-cours était davantage tourné vers le contemporain. Il s'apparentait à une méditation graphique et caba-listique à l'usage des hnppy few. Moode somptueux du signe, de la forme, du dessin, richesse inven-tive de l'esprit humain quand il cherche les moyens d'exprimer son espace intérieur, « Chaque nototion reflète le caractère artistique du chorègrophe, jusque dons sa manière de s'approprier l'espace de la feuille de papier. Chaque docu-ment parle aussi de l'époque qui l'a vu maître. Le travail de tous ces gens exprime un grand calme, et aussi une liberté totale», confirme Martine Kahane.

Chorègmphie ou l'ort d'écrire promptement in danse, de Raoul-Auger Feuillet (1700) est l'ouvrage qui, par la force de son abstraction, de son esprit de système éclairé, fait origine. Cette methode, fondée sur les déplacements de poids du corps, fut traduite simultanêment dans tous les pays d'Europe. Elle édicte la danse française en souveraine. Et allait imposer la laogue française comme langue internationale du ballet: plié, battu, etc. L'époque est à l'échange. On édite, à Leipzig, un traité de danse en italien, à l'usage de quelques duchesses anglaises qui, au fin fond de leurs manoirs trop grands, veu-lent connaître la dernière danse à la mode pour briller au bal mas-qué. C'est Louis XIV qui, par arrèté, avalt ordonné qu'on trouvât nue écriture à la danse. Il fut magistralement obéi. L'Opéra Garnier, héritière de l'Académie royale de musique et de danse, expose des trésors. Telle la notation manus-crite des Iffes dancès par le Roy au Mariage de Mrle Dauphin. Tels les carnets de musique et de choregraphie - des danses anglaises - écrits à la main pour le comte de Milly (1797), réfugié à Stuttgart, parfaite-ment intacts dans leur étui précieux. On s'aperçoit alors que, contre toutes les idées reçues, les meitres de ballet ont toujours cherché à conserver les chorégraphies.

Cette exposition bat en brèche la certitude que le mouvement du corps ne peut se codifier.

La disparition de la notation, en France, est due, en partie, à la décadence du ballet su dix-nep-vième siècle, les étoiles exigeant d'inventer elles-mêmes leurs déplacements, fussent-ils misérables. Les maîtres de ballet, mis au rancart, n'allaient pas prendre la peine de noter des inepties. Une autre bypothèse est evancée et concernerait le changement du registre d'inspiration. Dix-septième et dix-huitième siècles trouvent les arguments dans la mythologie gréco-romaine, le la mythologie gréco-romaine, le dix-neuvième s'empare de l'imaginaire nord-européen, dédié aux elles, aux sylpbides, au spiritisme à la Swedenborg. Tout cet univers échappe à la mémoire collective de la France, du sud de l'Europe. On écrit avec difficulté ce que l'on comprend mai. Autres sensibilités, autres logiques, autres grammaires.

#### Un merveilleux alphabet

« Danses tracées » est un mer-veilleux alphabet pour les sémiologues. On comprend pour les seimoto-cioe Lancelot, qui a défriché les partitions de danses baroques pour les reconstituer au sein de sa compagnie Ris et daoceries, a fait sa thèse sous la direction du linguiste et grammairien Algirdas Julien Greimas, le seul à comprendre, il y a trente ans, sa démarche de chercheuse chorégraphique.

La danse cootemporaine, expression projetée d'un état intérieur, d'une puision, a également inventé ses codes. Autant pour retenir la mémoire que pour inventer. Signe abstrait, le trait d'un seul jet de Trisha Brown est à l'image de la fluidité de sa chorégraphie, d'un moovement jamais ioterrompu, sant du corps d'un danseur à un autre. Notation animalière, symbolique, de Simone Forti. Devant les dessins cubistes de Nijinski, vérita-bles géométries spatiales, Laurence Louppe cous appread qu'il fut l'élève le plus assidu des enuis de notation, à l'école Marienski, tout comme Massine le sera plus tard; la méthode du Soviétique Vladimir Stepenov y était enseignée. Les grands inventeurs d'écriture chorégraphique du vingtième siècle se nomment Rudolf von Laban avec Schriftanz (1928, Allemagne), Piecre Conté avec Traité d'écriture de la danse (1931, France), Rudolf Benesb avec An Introduction to

Benesh Dance Notation (1956, Grande-Bretagne). A l'inverse de ce qui s'était passé à la Vieille-Charité de Marseille, la place de l'écriture par ordinaleur n'a pu être esquissée. L'énorme mechine à composer. « Life Forms», de Merce Cunningham n'a pu être achemioée. Jean-Marc Matos, chorégraphe français et spé-

matique, explique : « On va trouver une langue capable de noter tous les styles, y compris ceux, pulsionnels et thédiraux, de la danse actuelle. IBM/Allemagne s'intéresse à cette mel cole a cole laboratoires de neurobiologie, les sciences cognitives, les images de simulation et les chorégraphes. La porte s'ouvre tout doucement sur une notation qui engloberait le temps, l'espace, mais aussi l'impui-sion, l'interprétation, le décor, les accessoires, l'environnement com-

cisliste du travail sur systèmeinfor-

Faut-il rappeler que les premiers notateurs, s'ils ont toujours été des musiciens confirmés, avaient égale-ment la bosse des mathématiques? Jean-Marc Matos est chorégraphe et ingénieur.

### DOMINIQUE FRÉTARD

➤ « Denses tracées », jusqu'eu 23 juin, Bibliothèque-Musée de l'Opéra Gernier, tous les jours de 10 heurss à 17 heures. Entrée : 28F. Le 24 février, à 18 h 30, conférence-démonstration chorégraphique de Francins Lancelot, avec sa compagnie, au studio de l'Opéra-Bastille. Entrée libre. Un colloqua. « De l'acte au symbole et du symbole à l'acte », est pranisé le 20 mars par l'IPMC, à la Maison des erts de Créteil, de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Tét : 42-41-24-54.

## Les Chinois aux pieds du « Penseur »

Curiosité pour Rodin à Pékin même si la Chine officielle boude l'exposition

de notre correspondent

Aux pieds du Penseur, une tren-taine d'étudiants d'une vingtaine d'ennées sont contraints par leur professeur à se mettre en rangs par deux evant de regagner leur auto-car. Non luin, eing « policiers du car. Non luin, einq « polieiers du peuple » veillent. Deux d'entre eux sont équipés de cours bâtons à décharge électrique, Instrument français ennçu pour diriger le bétail dans les élevages, mais qui sert, en Chine, à calmer le citoyen jugé trop excité... Pas besoio de s'attarder pour amasser les images qui rendent pour le moins inenngrue l'exposition Rodin dans le cadre étrioué où reste parmé l'ert cadre étriqué où reste parqué l'eri ici, surtout quand il s'agit d'une manifestation aussi prestigiense. Elle est organisée, il est vrai, par un pays avec lequel Pékin est en froid.

L'inauguration officielle a été pour le régime l'occasion de faire preuve de la mufferie calculée dont preuve de la mufferie calculée dont il peut être capable : pas uo seul membre de hant rang du gouverne-ment, minimum d'égards diploma-tiques et, surtout, publicité res-treinte à sa plus simple expression dans la presse officielle. Les pres-sions faites sut les journaux pour ne consecter qu'un espece réduit à ne consacrer qu'un espace réduit à ce qui est, maigré tout, l'uo des plus spectaculaires événements cul-turels jamais organisés par un pays étranger en Chine populaire, n'ont ctanger en Chine populaire, n'ont cependaot pas été aussi efficaces que l'espérait le gouvernement. Nombre de publications mioeures oot évoqué le rétrospective eo ignorant les iojooctions gouverne-mentales. La presse nationale a donc été contraite de misue la donc été contrainte de suivre le mouvement. Quitte à s'arranger, parfois, pour faire cotoyer un article consecré à l'exposition et un commentaire désobligeant pour le gouvernement français.

#### A Shanghai fin mars

Des milliers de visiteurs ont pu examiner melgré tout, et souvent même toucher – la main hésitante tout d'abord, puis s'enhardissant au contact du bronze – les sculp-tures de Rodin. Dans le contexte chinois, elles explosent comme une febuleuse glorification du corps humain sur un mode naguère ini-

"Rodin, ce n'est pas pour les Chinois, ca ne peut pas nvoir de succès. C'est trop différent», déclare, catégorique et pathétique à la fois, un vieil intellectuel. Et pourtant. L'atmosphère, dans les salles austères du Palais des beauxarts, rappelle les précédentes expo-sitions qui y ont fait date : l'une sur l'avant-garde chinoise; l'autre sur le thème du nu. Le contenu en était négligeable, mais il y avait, dans le foule des visiteurs, la même sensible excitation pour la chore autrefois intendire. chose autrefois interdite.

42-41-24-54.

A l'occasion de s Danses tracées», à Marsellle, les éditions
Die voir unt publié un ouvrage homonyme, 158 pages, 240 F.

De jeunes artistes chevelus croquent les sculptures sur leur carnet à dessin. De jeunes femmes un peu effarouchées tournent autour du Baiser evec un évident émoi. Des

étudiants aux Beaux-Arts échangent quelques phrases à mi-voix : «Là le plus important c'est le Là le plus important c'est le bras ». Et, devant la Centauresse: «C'est quoi. la femme-cheval?». La Défense ou l'Appel aux armes (très exactement traduit, en chinois : « l'Appel au peuple à se soulever armé») ne peuvent caeher leur intination patriptique, mais le patriotisme n'est-il pas, aussi, la nation fourne-trut qui a servi de notion fourre-tout qui a servi de prétexte à tant et tant de rébellions co Chine, y compris la dernière, en

Cette dimension sulfureuse ne distrait pas la jeune Chine de son souci de faire de l'argent. De nom-breux photographes out, dans les premiers jours, mitraillé l'exposition, même si cette pratique est en principe interdite. Certains recycle-ront leur moisson dans la fabrica-tion de sous-produits douteux, du T-shirt à l'imitation pure et simple. Une a mode Rodin » va-t-elle pren-dre racine en Chine pour le plus grand bénéfice des petits malins?

Ce début d'engouement est révé-lateur : un fossé s'est creusé entre deux générations. Celle qui tient les rênes du pouvoir selon des méthodes bi-millénaires, et celle métbodes bi-millénaires, et celle des entrepreneurs privés qui donnent lieu aux couvertures euphoriques des magazines américains sur le «boom chinois». Mais l'affairisme à prétexte culturel o'est pas le seul fait des gagne-petit du capitalisme « aux couleurs chinoises». A Pékin, les organisateurs gouvernementaux ont presque téussi à feire passer l'idée que la Chioe contribuait pour un tiers au budget de l'exposition – affirmation due à une très substantielle surévaluation de la quote-part ebiooise, qui concerne priocipalement la locatioo de trois salles du Palais des beaux-arts et un travail d'accompa-gnement, l'essentiel de l'argent ctant fourni par la Fondation ELF.

A Shanghai, où se rendra l'exposition fin mars, les outorités culturelles ont également tenté de persuader les firmes françaises établies dans la métropole orientale d'apporter leur contribution financièr à l'important événement eulturel. Objectif: récupérer un peu d'argent, évidemment...

. }

Ces pratiques n'ont plus rien de surprenant dans la Chine du capi-talisme rouge. Elles auraient dû inviter les autorités françaises à moins de timidité face à Pékin. Vouloir faire oublier, comme l'a fait Paris, que le voyage de Rodin en Chine inclut non seulement le continent mais aussi Hongkong et Taïwan équivaut dans le contexte actuel des relations franco-chinoises à tendre les verges pour être battu. Aussi bien certains responsables pétinois n'ont-ils pas hésité à formuler le souhait que le gou-vernement français ne s'associe pas à l'exposition à Taïwan, sous pré-texte que cele constituerait un coup de coutesu de plus dans le contrat diplomatique entre Pékin et Paris. La politique n'est jamais loin, en Chine...

FRANCIS DERON

## Les sons et l'espace

mele avec liberté de brefs exposéa théoriquez, dan questions aux artistes. Un livre où se rencontrent musiciens, peintrea et graphietea. Le Sonore et la Visual explore una zone mel connua de l'art moderne, à l'intersection de la musique et des arts plastiques : lea partitions de lumières et de cons das Polytopes de lannie Xanakis prennant, aur le papier, des allurea da compositiona futuristes; les nutations colorées, librement déployées eur la feuille de papier, de Francis Miroglio, de Tom Philipa aemblent perdra toute fonctionna-

Un livre cana aystème, qui . lité, et ne a'adraeser qu'à la seule satisfaction da l'œil; lea eaux-fortes de John Cage, las partitiona conceptuelles de Max Naubaue... Ampureux da la peinture moderne, composheur at quelqua peu poat-dadalata lui-même, Jean-Yves Bosseur a dirigé cette fort belle édition, en collaboration evec Daniel Charles et Alexandre Broniarski. Il s'est situé « au-dalà des catégories artistiques s, à son habi-

> Le Sonore et le Visuel, Edition Dis Voir, 158 p., 175 f.

## Le rire à l'affiche

Cappiello fut un bon affichiste et un caricaturiste meilleur encore

CAPPIELLO à la Fandation Mona-Bismarck

L'histnire tient du prodige. En 1898, Leonetto Cappiello, jenne Livournais de vingt-trois ans, rend visite à son frère, employé à la Bourse. Il rencontre Puccini, qui est à Paris pour les représentations de la Bohème, dessine son portraitcherge et le propose à Arsène Alexandre, directeur du journal le Rire. Alexandre le public à la gune». L'année suivante, la Revie blanche des frères Natanson édite le premier album de Cappiello, Nos octrices. La célébrité du caricaturiste est aussitôl assurée, et il devient de bon ton de se prêter à la dérision du prodige.

Il maltraite Vvette Guilbert. Réjane, Gyp, Marguerite Moreno, Sarah Bernhardt, Le Bargy et Mou-net-Sully. Quand il est las des comédiennes et des comédiens, il s'en prend eux écrivains et aux journalistes, de Jules Claretie à Robert de Montesquiou, François Coppée et Jean Richepin, superbe avec sa barbiche en croc et sa tignasse. De l'un à l'autre modèle, de l'une à l'autre victime, le style ne varie guère, dessin sinueux qui résume les silhouettes et les

vêtements en quelques surfaces et les profils en un simple trait expressif. Les lignes serpentines enferment la couleur, plate et aigre comme il convient alors. En 1898, Cappielln fait trimmpher dans la presse illustrée les principes de la synthèse de la forme et du ton que Gauguin suggérait à ses disciples dix ans auparavant,

C'est ce qui retient d'admirer Cappiello sans réserve : il edapte è la caricature, puis à l'affiche, des procédés empruntés aux peintres, les agrandit et les multiplie par la lithographie. Avec adresse, avec un sens très sûr du spectacle, il les systématise et les exaspère, un peu à la manière d'Iribe. La mise en page des affiches, les contrastes chromatiques intenses, le goût du burlesque viennent évidemment de Toulouse-Lautrec et de Bonnard, dont Cappiello, quel que soit son talent, a été l'imitateur attentif, sinon appliqué,

PHILIPPE DAGEN

Fondation Mone-Biamerck. 34, evenue da Naw-York, Paris ; 7501B 47-45-75-04. Jusqu'au THÉATRE

## La maison du «français sans frontières»

Tous les francophones du monde font du théâtre à La Villette

LES FALLES DU 5/10/15 CENTS au pavillan du Charolais

La belle aventore de Gabriel Garran, le Théâtre international de langue française, trouve enfin une maison et du matériel pour vivre sa vie. C'est dans ce pare de La Villette où se font tent de choses nenves. Il faut lunger le Grande Halle, et c'est une demoure blanche et rouge, un peu comme les gares de campagne, autrefois, mais plus grande, Dedans, c'est un peu le calme et la poésie des isbas, parce que Garran a reconvert les parois de très beaux bois blonds.

C'est ici l'œcuménisme, si l'oe peut dire : filles et garçons veous d'un peu pariout, tout un monde. C'est la rencontre du «Théâtre international», que Gabriel Garran a créé en 1985, mais qui restait jusqu'à ee jour « sans domicile fixe». L'idée de Garran, que Jack Lang approuva, était de réunir, de confronter, les « natifs » de Montréal, d'Oran, de la Louisiane, de

Dakar et d'autres terres qui s'ex- rait la campagne, ce pavillon de priment par un même langage : le « français sans frontières». Le langage des jours et des nuits, ce n'est pas une grammaire et un vocabulaire. C'est toute une vision, toute une écoute, toute une imagination, toute une manière d'être aussi. Et il est passionnant de voir les libertés, les inventions, les voix singulières de ce même langage de naissance, selon qu'il accompagne la vie à Saint-Pierre de la Martinique ou dans les montagnes Rocheuses.

La maison toute neuve de ce Théâtre International de langue française, qui depuis sept ans cou-

Charolels, est situé tout à côté d'noe périphérie de Paris peuplée de familles « ultramarines » qui ont le français pour mode d'expression. pour mode de vivre. Gabriel Garcan a mis en œuvre plusieurs moyens d'animer, par l'art du théâtre, ces « francophones de proximité». Et bien sur le Pavillon du Charolais présentera des pièces. La première, jouée à présent, a été ecrite par Abla Farhoud, qui est née dans un village du Liban Sud, et qui vit aujourd'hui au Québec. Sa piece au titre un peu compli-

qué, les Filles du 5/10/15 cents COMEDIEDES CHAMPS ELYSEES 47 20 08 24 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES 5 du jeudi 25 au dimanche 28 février TARIF JEUNE MOINS DE 25 ANS : 100 F

(c'est le nom d'un magasin d'objets bun marché à Montréal), met en jeu deux jeunes filles libanaises qui ont émigré au Québec, et qui sonffrent du dépaysement comme de leurs conditions de travail.

C'est jooé par deux aetrices remarquables, Tania da Costa, une Brésilienne de vingt-cinq ans, et Anne von Linstow, plus jeune d'une année, née à Munich. Garran a mis en scène ces deux artistes «migratoires», la soirée est un neu tragique, mais vive, forte, ensoleillée par les accents et les dons des comédiennes. Comment ne pas souhaiter des nuées de visiteurs (comblés) à cette attacbante maison des Francophones du théâtre?

MICHEL COURNOT

Pare de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, métro Portede-Pantin. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 haures. Jusqu'au 7 mers. .Tél.: 40-03-93-95.



**CINÉMA** 

# L'Allemagne au bord de son passé

Au Festival de Berlin, certains films ont tenté de dire la réunification et l'effondrement du communisme

BERLIN

de notre correspondant

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la réunification allemande ont été cette année eocore un des lhèmes importante du Festival de Berlin, notamment dans la rétrospective du nouveau cinéma allemand. C'est pourtant à deux films étrangers, Gorillo Bothes at Noon, du Yougoslave Dusan Makavejev, qui vit à Paris, et l'Ami étranger, du metteur en scène genevois Philippe Macasdar, que l'on doit d'svoir le mieux réussi à capter quelques-uns des thèmes farts de cette époque de

Est-ce pour avnir connu à Belgrade l'occupation allemande, pnis le titisme, avant d'émigrer et d'as-sister eujourd'hui à l'écistement de son propre pays, que Makave-jev sait si bien doser l'ironie et le tragique pour exprimer cette sorte de « momeot zéro » dans lequel se trouve plongé le continent européen eprès la chute du grand empire de l'Est? Primé par la cri-tique internationale, Gorillo Bathes at Noon raconte les déambulations d'un jeune commandant de l'aneienne ermée rauge «oublié» dens le Berlin fraiehement réunifié. Il y a einquante ans, le père du soldat Vic-

tor Borisovich plantait le drapeau rouge sur le toil fumant du Reichstag. Fils de béros. Victor n'est pas un déserteur, « Je suis le soldat que l'armée a déserté», confie-t-il devant une bouteille de vodka à l'Allemand Siegfried. Devenu zonard en uniforme dans le no man's land laissé par le mur, « un homme sans passe; sans avenir », il nuvre grands les yeux sur une vie qui semble nvoir perdu tout sens, sinon celui de survivre, de proeréer. Symbole d'une armée sans cootrôle, prête à toutes les aventures, et aussi les pires, Victor est ioterprété par un aeteur serbe, Svetozar Cvetkovic, venu à Beclin en droite ligne de Belgrade où il se trouve confranté lui-même à son impuissance devant une guerre qu'il juge absurde.

Le film a été tourné pendant les enmbats de Vukovar. Mais le déclie en a été le démantèlement de l'immense stèle de Lénine qui trônait à Berlin-Est. Makavejev attendait son heure pour tourner à Berlin depuis qu'Erich Honecker, l'encien ehef d'Etat est-allemand, evsit affirmé que le mur durerait cent ans. C'était en 1988. Il a été doublé par l'Histnire et... Wim Wenders. Gorillo Bathes at Noon renvoit étrangement eux Ailes du désir. On flotte dans un Berlio cassé, où la disparilion du mur

champs élysées

CONCERT EXCEPTIONNEL

MARDI 2 MARS 1993 à 20 h 30

SIR YEHUD

MENUHIN

**ENGLISH SYMPHONY** 

HENRI DEMARQUETTE

MIDZART - SLG NR - TCHAIRCAS MY - HOLST - SCHUELX

MUZART - SLOW: TOR-INCES LOC. ET RENSEIGNEMENTS : 49 52 50 50 SFED

laisse comme «un grand trou, fruit du hasard, de la puoitioo de l'His-toire». « Uo symbole incroyable», souligne le metteur en scène, dans une Europe où tout peut arriver, où l'empire soviétique n reculé de 2 000 km mais en éclatant en des dizaines de pouvoirs incontrôlés.

> La plus à l'est des villes de l'Ouest

Reviendront, reviendront pas? Berlin hésite entre l'attirance et la répulsinn. Russophone, vivant entre New-York et Berlin, Viola Stephan réalise un beau documentaire sur les Russes de Berlin. leurs cimetières, leurs papes et leurs banquets nostalgiques. Pour Viola Stephan, Berlin n'échappera pas à son aort, d'être « la plus à l'est des villes de l'Ouest ». « C'est avec l'argent de l'Ouest, affirme-telle. Ce n'est pas une ville élégante, mais ce n'est pas non plus, comme d'autres métropoles, une société fermée. » Sentimentalisme? La comédie de Detlev Buck, Tous les moyens sont bons, seul film allemand cité eu palmarès, semble plutôt ineiter à la prudence. Son héros, le soldat Viktor – encore lui - est cette fois déserteur pour de vrai. Mais il a le mal du pays, et e'est lui, nvec l'aide de sa kalacb-

nikov, qui ramene les Allemands eo Russie, eo l'occurrence deux Laurel et Hardy frustrés d'héritage dans l'ex-Allemagne de l'Est, et noe belle barmaid en quêle de bonnes furtunes.

Ils sont peu cependant à oser s'eveolurer daos ces grends espaces périlleux. La production allemande reste essentiellement marquée comme les années précédentes par la tentative de digérer le récoification. A l'image de Samelsurium, du réalisateur est-allemand Vnlker Koepp, les documentaires restent sonvent d'un nombrilisme difficile à digérer.

Les fietinns sont rarement plus Dénonciatrice présentée en réussies. Réalisatrice de documentaires très appréciés à la fio de la RDA, Elke Misselwitz passe à côté de soo sujet dans une tentative d'expliquer le racisme ordineire d'un village de l'Est. Les realisateurs de l'Ooest ne font guère mieux. « On a besoin de recul, tout s'est passé trop vite. Il faut encore attendre deux ou trois ans avant de commencer à voir des choses sortir», se défend le producteur berlinois Joachim von Vieringhoff.

La tentative de Thomas Mitscherlieh, pourtant d'actualité, de mettre en scène l'bistoire de lo

coocours nfficiel, se révèle elle. aussi fort peu convaincante. L'actrice Katherina Thalbach n'a pu, maigré ses talents, sauver un scènario qui, sous prélexte de montrer la banalité de la dénonciation à la fin du III. Reich, tombe dans un méln sordide. Thalbach est la fille du mettenr eo seéne de théâtre suisse Bennn Besson, qui e travaillé de 1949 (avec Bertolt Brecht) jusqu'en 1978 dans l'ancienne Allemagne de l'Est.

Le documentaire qui lui est consacré par Philippe Macasdar est le seul film à traiter avec un peu de hauteur de l'un des sujets les plus débattus de l'histnire de l'ex-RDA. A travers la carrière de Besson, qui e aigné en 1992 sa première mise en scène à Berlin depuis 1978, Macasdar évoque la responsabilité des intellectuels eritiques sous le régime communiste. Oo y voit notamment s'exprimer longuemeot Heiner Müller, le grand metteur en scène allemsad du moment, straqué aujourd'hui, en même temps que l'écrivain Christa Wolf, sur la manière dont ees intellectuels de renom s'arrangeaient avec les nutorités et la

HENRI DE BRESSON

CastV-TAG

### Le palmarès gien de Ternur Babluani; Samba

Ours d'or ex eequo : les Femmes du lac des Ames par-fumées du Chinois Xie Fei; la Noce, du Talwanale Ang Lee. Ours d'argent, Prix spécial du

jury: Arizona Dream, film français d'Emir Kusturica, Ours d'argent d'interpréta-tion : Denzel Washington pour Maicolm X, de Splka Lee ; Michèle Pfeiffer pour Love Field,

de Jonathan Kaplan. Autres Ours d'ergent : le Soleil des vigilants, film géor-

Ours d'argent de la miee en ecène : Andrew Birkin pour le Jardin de ciment, film angleis avec Charlotte Gainsbourg. L'Ange bleu, un prix créé er

(Burkina Faso).

hommege à Merlene Dietrich pour promouvoir le clnéme européen, a été ettribué pour la première fole. Il revient au film de Jacques Doillon, le Jeune

Traore, d'Idrissa Ouedraogo

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Théâtre Musical de Paris Mardi 23 Vendredi 26 février 20 h 30

PHILHARMONIA ORCHESTRA ROVER FRANCE le 23 : Dir. Heinz HOLLIGER

DONOHOE SCHUMANN VERESS, HAYON le 26 : Dir. Ivan **FISCHER** 

ZEHEIMAIR Violon HAYDN, BARTOK DVORAK Solistes de

Théâtre Musical de Paris l'Ensemble inter-CONTEMPORAIN BARTOK, LIGETI (p.e. Vale MIDIS MUSICAUX CHATELET

EBI 1• mars 12 h 45 **PHILLIPS** 

JM FOURNIER PRODUCTIONS « GRANDS RENDEZ-VOUS » GAVEAU Mardi 2 mars à 20 h 30 **BOUKOFF** EETHOVEN - ORAHM: MOUSSORGSKI

Saile PLEYEL Anne-Sophie Vendredi 5 mars 20 h 30 MUTTER tél. Luc. 45-51-06-30 (p.s. Valmalete Orkis piano LUTOSLAWSKI

ORCHESTRE Mardi 2 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 NATIONAL **DE LYON** Places : 40 à 290 F

Evgueni KISSIN CHOPIN SCHUMANN USZT Co-production
Th. Champs-Elysé
Prod. Internationa
Albert Sariati

**EN BREF** 

Cycle Création

IRCAM - Espace de Projection

Suzanne Giraud, Klas Torstensson

Steve Reich

Ircam

Ensemble InterContemporain

direction David Robertson

Charlotte Riedjik, Annick Massis, Sung-Eun Kim, sopranos Itxaro Mentxaka, controlto = Paul Riveaux, basson

42 60 94 27

CONCERT DE GALA POUR LA RECHERCHE CONTRE LE SIDA

JAMES BOWMAN

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

**Direction: Richard HICKOX** 

Hasse Bach Hændel Traetta Mozart

MERCREDI 3 MARS 1993 19 H 30

**OPERA DE PARIS GARNIER** 

□ Mantpellier reporte l'apéra de René Koering. - La création mon-diale de Marie de Montpellier, le nouvel opéra de René Koeriog, o'aura pas lieu le 20 avril prochein comme prévu, dans le chef-lieu de l'Hérault, mals le 25 janvier 1994. Les musiciens ont préféré obtenir un nouveau délai pour régler la synchronisation des instrumentaux et des sons de synthèse. Katia Ricciarelli, qui devait chanter le double rôle de le diva et de Marie de Montpellier, a souhaité retravailler sa partition. Deux défections sont enfin à noter dans le distribution de Lohengrin, de Wagner, dont l'Opéra présente une oouvelle pro-

IRCAM

duction les 24, 26 el 28 février. Le rôle titre sera chanté par le ténor suédois Thomas Sunnegardh, et celui du roi Henri par la basse américaine John Macurdy, toujours sous la direction de Friedemenn Layer et dans une mise en scène de Tobias Richter,

' James Bowman chante pour la recherche sur le sida. -. Le heutecontre anglais James Bowman donnera un récital avec orchestre le 3 mars, à Paris, au profit des recherches sur le side du leboratoire du professeur Jean-Claude Chermann à Marseille-Luminy. Ce concert avec l'Orchestre pbilharmooique de Radio-France, placé

sous le direction de Richard Hiekox, proposera des extraits d'opéras de Mozart, de Hsendel, de Hasse, de Traetta. Opéra Garnier, 19 b 30. Places : de 120 à 1 500 F.

D Académie française ; élection au fantenil de Jean Hamburger. -L'Académie française procédera, le jeudi 25 février, à l'électinn au fautenil do professeur Jean Hamburger, décédé le 1st février 1992. Quatre caodidetures ont été coregistrées : celles de MM. Cherles Dédéyan, Marc Fumaroli, Florian Godin et René Rémond.

VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris Tél. : 45.63.12.66 - FAX. : 45.68.89.01 MINITEL 3615 Code A3T, puls OSP

Vente au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 4 Mars 1993 à 14 h 30 eu nu seul lot, dans un immeuble à PARIS 8° APPARTEMENT - 58, avenue Montaigne
an 4º étg de 4 pp - CAVE s/sol - M. à P. : 2 700 000 F
S'adresser M. SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS, demeurant
76, avenue de Wagram à PARIS 17º - Tél. : 47-63-29-24.

Vente n/sais. Imm. PAL JUST. PARIS LE JEUDI 11 MARS A 14 h APPARTEMENT ET CAVE PARIS 9 M. A PX: 400 000 F
Sadr. M. R. BOIS
AVOCAT S'adr. M' R. BOISSEL 9. bd Saint-Germain PARIS 5. Tel.: 43-29-48-58.

Vente s/sais. Imm. Pal. Just. CRÉTEIL JEUDI 4 MARS à 9 h 30 PAVILLON A VITRY-SUR-SEINE (94)
67, rue Donizetti. R. DE CH. Entrée Cuis. Salon S. à M. Bur. W.-C.
4 ét. mezza W.-C. S. DE B.3 CHAMBRES. Sur s/sol GARAGE - Jardin
M A PX • 120 000 F S'edr. M-Th. MAGLO M. A PX: 120 000 F allée de la Toison-d'Or. CRÉTEIL (94) – Tél. : 49-80-01-85. (excl. 9 h 30 à 12 h). Vis. s/pl. 1" MARS de 11 h à 12 h.

Vie s/seis. Imm. PAL JUST. PARIS JEUDI 11 MARS 1993 A 14 h EN 2 LOTS LOGEMENTS A PARIS 12 6, passage Abel-Lehlanc, Bâtiment A — Escalier A.

1° LOT: 1° ÉTAGÉ Gehe S/palier: Éatrée — SÉJOUR — CHAMBRE — W.-C. Comm.

2° LOT: 3° ÉTAGE Drie S/palier Porte face SÉJOUR ENT. W.-C. comm.

M. A PX: 1) - 75 000 F — 2) - 50 000 F

S'adr. M° R. BOISSEL avocat, 9, bd St-Germain PARIS 5°. Tél.: 43-29-43-58.

Vente sur licitation, au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazières à EVRY, le Mercredi 10 Mars 1993 à 14 h, en un lot PAVILLON à BRÉTIGNY-sur-Orge (Essonne) – 102, rue du Docteur-Babin

Mise à Prix: 300 000 F

avec possibilité de baisse de moitié en cas de non enchère - Consignalable pour ench. par chèque de banque on esp. - s'adresser pour re à la S.C.P. FLOQUET TRUXILLO NOACHOVITCH, avocats

à le S.C.P. FLOQUET TRUXILLO NOACHOVITCH, avocats

à le de l'Europe à FVRY (91) - TH - 60-70 10 ff ch.

4, bd de l'Europe à EVRY (91) - Tél.: 60-79-39-45 de 14 h à 15 h

M. BARBIER PORTAIL, avocat à Ste-GENEVIÈVE-des-BOIS (91),

76, ayenue de l'Eperon. Tél.: 60-76-74-04 - M. Odile MAYER, evocat
a BRÉTIGNY-sur-ORGE (91), 1, rue Jean-Jaurès - Tél.: 69-88-88-24.

DEMAIN NOTPE SUPPLEMENT

**東 Monds** ARTS et SPECTACLES

PROBLÈME Nº 5983 123456789

HORIZONTALEMENT

I. Comme Roland, eprès avoir été emoureux. – II. Voie d'évacuation. Un enimal très mou. – III. Symbole. Partie d'un duché. – IV. Qui ne doit pas être ecquitté. Il est coureur mais ne vole pas. - V. Pour la troisième personne. - VI. Peut être assimilé eu capital. - VII. Il feut généralement lui faire faire un tour event de rentrer. Victorie, eu départ. - VIII. Cri pour un dieu, Cesse de résister. - IX. Peut nous valoir les faveurs du petron. -X. De la terre sur une nappe. Objet de dilemme. - XI. Susceptible de choquer. Jeté par celul qui veut composer.

VERTICALEMENT

1. En ne peneant qu'à la bagatelle. – 2. A cinq satellites. Permet de contrôler une pièce cylindrique. – 3. Dans une série de sept. Est formé de plueieurs pertiee. – 4. Aussi familier. Comme la lépiote, au marché. – 5. Peut servir de fourrage. Comme la République. - 6. Coule en Afrique. Perfoie ouvert pnur una cerrière. 7. Qu'on n'attendra pas longtemps. - 8. Preneur da son. Donnent leur duvet. - 9. Son trou paut être un passage pour le chameau.

Solution du problème nº 5982

Horizontalement I. Fourreau. - II. Urbein. Na. - III. Rei. Sai. - IV. Enquêteur. - V. On. - VI. Epineuses. - VII. Ustensile. - VIII. Sœur. - IX. EO. Fourie. - X. Sua. Ulve. -

Verticalement 1. Fureteuses. - 2. Oren. Psoque. - 3. Ubiquité. An. - 4. RA. Neuf. - 5. Ride. Enrous. - 8. En. Tous. Ulm. - 7. Saneitive. -8. Unau. El. Née. - 9. Air. Sève. GUY BROUTY

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 46-62-74-43

· · · 44 87

1 4 A 1 M

12.044

\* 0111

. . . . . .

To de

: pan tul

5 A 4 MAN

Hermony of the Control of the Contro

41.24

··· 아이 나는 다.

13 200

Strang Co 47 14 1: 4:3 FERRING ME

1.6 电影

THE THE \*\* \*\*\*\* 418 8 4

Théitre CHAMPS ÉLYSÉES Mardi 16 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 Places : 40 à 290 F

KRIVINE Sol.: Augustin

DUMAY

Location aux caisses de l'opéra et par téléphone 14 jours à l'avance : (1) 47 42 53 71 Renseignements: (1) 47 42 57 50 Prix des places de 130 Fà 1500 F

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPPN-PLEYEL: Dimanche 28 fevrier [14 h 30], Lundi 1- mars [15 hj, Mardi 2 [18 h 30], Marcredi 3 [15 hj, Jaudi 4 (20 h 30], Vendradi 5 [15 h et 18 h 30], Dependre 7 [14 h 30], ROYAUME DES MILLE SOLEILS - Film de Jean MAZEL

Enigenes des Berbhras et des kastanhs. Du Isaat Atlas au Grand Sud. FES, MERCES, MARTAKECH, RABAT.
L'art et l'histoire du Merce profond.
Prochaim surjet : MONGOLIE – du 14 eu 21 MARS ~ Tèl. : 45-61-16-99

## CINÉMA

### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI Histoire permanente du cinéma : Portrait de Jennie (1947, v.o.f., de Wilkiam Olete-rie, 18 h ; Jenny femme marquée, v.l.f., de Douglas Sirk, 21 h.

PALAIS DE TOKYD (47-04-24-24) MERCREDI

No. of

1

20

A4 2:397

NIME

1000

MERIURICA Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo : les Dieux et les Mors (1970, v.o. a.tf.), de Ruy Guerra, 19 h ; Antonio da Mortes (1989, v.o. s.tf.), de Glau-

#### CENTRE **GEORGES-POMPIDOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29) MERCREDI

Les Cinémas du Canada : le Famille din-gue (1988, v.o. s.t.f.), de Les Draw, The Top of hie Head (1987, v.o. s.t.f.), de Peter Mattier, 14 h 30 ; Animando (1987, v.o. e.t.l.), de Marcoe Magalhaes, Cold Comfort (1989, v.o. e.t.f.), de Vic Sarin, 17 h 30; A to Z (1655, v.o. s.t.f.), de Michael Snow, A Dange-rous Age (1667, v.o. s.t.f.), de Sidney

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache Forum des Hailes (40-26-34-30)

MERCREDI Avec vue our la Scène : le théâtre à Avec vue eur la Scàne : le théâtre à l'écran : le Lumière ou théâtre : Jours et nuils du théâtre (1991) de François Porcile, 18 h 30 ; Carte blanche à l'Académie des théâtres : Antonin Artaud homme-théâtre (1972) de Pierre Philippe, Elvire Jouver 40 (1987) de Benoît Jacquot, 18 h 30 ; Entrée des artistes (1938) de Marc Allégret, 20 h 30,

### LES EXCLUSIVITÉS

ABOUT LOVE, TOKYO (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). ABRACADABRA (Fr.-Bel.) : L'Entrepôt. ABMALAU-163). 14 | 145-43-41-63). L'ABSENCE (Fr.-All.) : Epée de Gois, 5-

L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8" (43-59-35-14),
AGANTUK LE VISITEUR (ind., v.o.): Lucemaire, 6- (45-44-57-34). L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÉQUE (Fr.): La Seint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregerd, 6-(42-22-87-23); Les Trois Balzac, 6-

(45-61-10-60)\_\_\_\_\_\_ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.) ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.); Forum Horizon, 1-(45-08-57-57, 36-66-70-83); Les Trois Luxembourg, 6-(46-33-97-77, 36-65-70-43); UGC 0 anton, 8-(42-25-10-30, 38-65-70-68); UGC Chemps-Clysées, 8-(45-82-20-40, 38-65-70-68); UGC Opéra, 9-(45-74-95-40, 36-65-70-44); Escurial, 13- (47-07-28-04); v.f.: UGC Montpernesse, 6- (45-74-94-64,

36-65-70-14). ATTACHE-MOI ) (Esp., v.o.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71); Denfert, 14-(43-21-41-01); Grand Pavols, 15-LES AVENTUSES DE ZAK ET

LES AVENTUSES DE ZAK ET CRYSTA DANS LA FORÊT TROPI-CALE DE FERNE GULLY (A., v.l.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-85-75-08); Français, 8 (47-70-33-88); Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13 (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14 (46-65-75-14); Bienvenüe Alésia, 14 (56-65-75-14); Gaumont Alésia, 14 (56-65-75-14); Gaumont Alésia, 14 (56-65-75-14); Gaumont Alésia, 14 (56-65-70-38); Gaumont Alésia, 15 (56-65-70-70-70-70-70-70-70-70-70-70-70-70-70 Alésia, 14 (36-65-75-14): Bienvende Montparnasse, 16 (36-65-70-38); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27); Grand Pavole, 15 (45-64-48-85). 8 ASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Gelende, 5 (43-54-72-71); UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50, 36-66-70-76); v.f.: UGC Opéra, 6 (45-74-95-40, 38-65-70-44).

BEAU FIXE (Fr.): 14 Juillet Parnasse, 6-(43-26-58-00). BEIGNETS DE TOMATES VERTES

8EIGNETS DE TOMATES VERTES (A. v.o.): Choches, 6 (46-33-10-82(; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50, 38-65-70-76); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LA BÈTE (A., v.f.): Cinochas, 6 (46-33-10-82); UGC Triomphe, 6 (45-74-63-50, 38-65-70-78(; Denlert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavoie, 15 (46-54-46-85); Saint-Lambert, 15 (46-54-46-85);

(45-32-91-68). BHUMIKA (Ind., v.o.( : Epée de Bois, 5-

BLADE RUNNER-VERSIDN INTE-GRALE (A., v.o.): Grand Action, 5-(43-29-44-40, 36-65-70-63); Las Trols Balzac; 8- (45-61-10-60); Bienvenge Montparrasse, 16- (38-85-70-38). Montparrassa, 16' (36-85-70-38). BODYGUARD (A., v.o.): Forum Orient Exprass, 1" (42-33-42-28, 36-86-70-67); Gaorge V, 8' (45-62-41-46, 36-85-70-74); v.l.: Paramount Opéra, 6' (47-42-66-31, 36-85-70-21-71); Gaumont Gobelins (exfourants), 13' (47-07-55-68); Lae Moniparnos, 14' (36-85-70-42); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27); La Gambetta, 20' (46-36-10-88, 36-65-71-44).

36-65-71-44).
8HAINDEAD (Néo-zélandais, v.f.): Rex.
2- (42-36-83-93, 36-66-70-23).
C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (6el.) : Forum Dinent Express, 1-(42-33-42-28, 36-85-70-87) ; Epée de 6ois, 5- (43-37-67-47); George V, 8- (45-82-41-46, 38-65-70-74). CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19-

CHAPLIN (A.-Brit., v.o.) ; Forum Horizon, 1- (45-08-57-57, 38-66-70-83) ; impérial, 2- (47-42-72-52) ; UGC Danton, 8- (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; (40-05-80-00). ron, 8° 142-25° 10-30, 30-35-70-35]; Gaumont Merignan-Concorde. 8° (43-59-82-82); UGC 6igrritz, 8° (45-82-20-40, 38-85-70-81); Escurial, 13° (47-07-26-04); Sapt Parnassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Rex, 24

(42-38-83-83, 36-65-70-23); Paramount Dpéra, 8° (47-42-56-31, 36-65-70-16); Lee Nation, 12- [43-43-04-67, 36-66-71-33]; UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59, 36-65-70-64); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95, 36-65-70-45); Gaumont Alésia, 14° (38-65-70-39); Gaumont Convention, 15° (46-26-42-27); Pathé Weplar II, 18° (36-68-20-22). LA CHASSE AUX PAPILIDNS (fr.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Epée de Bois, 5° (43-37-57-47). CHÉRIE, J'Al AGRANDI LE BÉBÉ (A., vo.): UGC Normandia, 6° v:o.) : UGC Normandia, 64 (45-63-18-16, 36-65-70-62) ; v.f. :

Vis.): UGC Normania, 645-63-18-16, 36-65-70-62); v.f.: Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-28, 38-85-70-67); Rex, 2\* (42-36-83-93, 38-65-70-86); UGC Denton, 8\* (42-25-10-30, 38-65-70-86); UGC Montparnasee, 5\* (45-74-84-84, 38-86-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82); UGC Normandie, 8\* (45-63-16-16, 36-85-70-82); Paramount Dpéra, 9\* (47-42-58-31, 38-85-70-18); UGC Lyon Basdile, 12\* (43-43-01-56, 36-65-70-84); UGC Cobeline, 13\* [45-61-94-95, 38-85-70-45]; Mistral, 14\* [36-65-70-41]; Montparnase, 14\* (43-20-12-06); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40; 38-65-70-47); Pathé Cichy, 18\* [36-68-20-22); Le Gambette, 20\* (46-38-10-98; 38-65-71-44), CŒUR DE TONNERRE (A., v.o.); Lucemaire, 6\* (45-44-57-34).

Lucemaire, 6 (45-44-57-34), LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.)

Le Gerry Zabre, 11 (43-57-51-66) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LES CONTES SAUVAGES (Fr.) : Elysees Lincoln. 8: (43-59-36-14). COUPAGLE D'INNOCENCE (Fr.-Pol.,

v.o.) : Images d'ellleure, 5-(45-87-18-09) : Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49). LA CRISE (Fr.): Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40, 36-65-70-81); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-69, 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95, 36-65-70-45); Geumont

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

**AGENDA** 

Espace Saint-Miche), 5\* (44-07-20-49); UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30, 38-65-70-72); Gaurnont Ambassade, 6\* (43-59-19-08, 36-65-75-06); George V, 8\* (46-82-41-48, 38-65-70-74); Ls Bastilie, 11\* (43-07-48-80); Sept Parnassiens, 14\* (43-20-32-20); UGC Meillot, 17\* (40-88-00-18, 36-65-70-61); v.f.: Rex. 2\* (42-38-83-93, 36-65-70-23); UGC Montpernessa, 8\* (46-74-94-94, 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9\* (47-42-58-31, 38-65-70-18); Les Nation, 12\* (43-43-04-87, 38-65-71-33); UGC Lyon Bastilie, 12\* (43-43-01-59, 36-65-70-64); UGC Gobalina, 13\* (45-61-64-85, 36-65-70-41); UGC Convention, 16\* (45-74-93-40, 38-65-70-47); Pathé Wepler II, 18\* (36-68-20-22).

HOOK (A., v.l.) : Cinochee, 6-[48-33-10-82]. | 48-33-10-82].
HORS SAISON (Suis.-Fr.-All.): Publicis Saint-Germain, 5- (42-22-72-80); Elysées Lincoln, 8- (43-59-38-14); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).
HYÈNES (sénégalais-Suis.-Fr., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 8- (43-28-58-00); Parina Odéan 5: 48-28-10.58

14 Juillet Pamasse, 8 (43-28-58-00); Racina Odéon, 6 (43-26-19-66); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81), INDOCHINE (Fr.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57, 36-65-70-83); Gaorge V, 8 (45-62-41-46, 36-65-70-74); Grand Pavols, 15 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68), INDOCENT 81-000 (44-40-6); Gaillet Indocent 18 (45-62-41-68), INDOCENT 81-000 (44-40-6); Gaillet Indocent 18 (45-62-41-48), INDOCENT 81-000 (44-40-6); Gaillet Indocent 18 (45-62-41-48), INDOCENT 81-000 (44-40-6); Gaillet Indocent 18 (45-62-41-48), INDOCENT 81-000 (44-40-6); Gaillet Indocent 81-000 (44-

Lambert, 15- (45-32-91-68), INNOCENT BLOOD (A., v.o.); Gaumont Les Helles, 1- (40-28-12-12); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Merignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Geumont Parnesse, 14- (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle,

## LES FILMS NOUVEAUX

À FLEUR DE MER. Film portugais de Joso Casar Monteiro, v.o.: Latina, 4-(42-78-47-86).

MALCOLM X. Film eméricain de Soike Lee, v.o. : Gaumont Les Helles, 1= (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83); Gaumont Haute-feuilla, 6. (46-33-79-36); Gaumont Marignan-Concords, 8 (43-59-82-82); George V, 8- (45-62-41-46, 36-56-70-74); Mex Linder Pano-36-56-70-74); Mex Linder Panorama, 9 (48-24-88-86); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Gaumont Grand Ecren Italie, 13 (45-80-77-00); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Paramount Dpéra, 9 (47-42-58-31, 36-65-70-18); Gaumont Alésia, 14 (36-65-75-14); Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Panhé Wapler, 18 (36-68-20-22); Pathé Wapler, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20. (46-36-10-96, 36-65-71-44).

PRAGUE, Film anglo-français de lan Seller, v.o. : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28, 36-65-70-67). SIMETIERRE 2. Film eméricain de Mary Lambert, v.o. : Forum Orient Express, 1, (42-33-42-26, 36-65-70-67); George V, 8: (45-62-41-46, 36-65-70-74); v.f.; UGC Montparnesse, 64 (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31, 36-66-70-18); UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59, 36-65 70-84) ; UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14-(36-56-70-41); Pathé Clichy, 18-(36-68-20-22). .

UNE BREVE HISTDIRE DU TEMPS. Film anglo-américain d'Errol Morris, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); La Pegode, 7: (47-05-12-15); Geumont Ambassade, 8: (43-59-19-08, 36-65-75-08).

Alésia, 14- (36-65-75-14); Les Mont-Alésia, 14: (36-65-75-14); Les Mont-pamos, 14: (36-85-70-42); 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-79-78); Gau-mont Convention, 15: (46-28-42-27); UGC Melliot, 17: (40-68-00-18, 36-85-70-61); Pathé Clichy, 18: (36-66-20-22); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96, 36-65-71-44). DELICATESSEN (Fr.) : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). OES HOMMES O'HONNEUR (A. v.o.) : George V, 6\* (45-62-41-46, 36-65-70-74) : v.f. : UGC Montparnasse, 8\* (45-74-94-94, 36-65-70-14). LA DEUDA INTERNA (Arg., v.o.) :

Latina, 4- (42-78-47-86).

ORACULA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26, 36-85-70-87); 14 Juillet Oddon, 8- (43-25-56-83; UGC Normandle, 8- (45-83-18-16, 36-65-70-82); Gaumont Grand Ecran Italia, 13- (45-80-77-00); v.1.: Impérial, 2- (47-42-72-52); Rex, 2- (42-36-63-93, 36-65-70-23); UGC Montparnasse, S- (45-74-94-84, 36-65-70-14). LES ENFANTS VOLES (It., v.o.) :

Cinoches, 6- (46-33-10-82). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.( : Ciné Beeubourg, 3-(42-71-62-38( : Lucernaire, 8-(45-44-67-34) ; Saint-Lembert, 15-(45-32-91-68). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.(: Gaumont Les Hallas, 1-40-26-12-12(: Gaumont Defre. 2-47-42-60-33); UGC Odéon, 6-42-25-10-30, 36-65-70-72); Gaumont Champs-Elysées, 6-(43-59-04-87); Geumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopanorama), 15-(43-06-50-50); v.f.: Saimt-Lazare-Pasquiar, 8-(43-87-35-43, 36-65-71-88); Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésia; 14-(36-65-75-14(: Miramar, 14-(38-85-70-39); Pathé Clichy, 18-(38-58-20-22); Le Gambatta, 20-(46-38-10-96, 38-65-71-44). ET LA VIE CONTINUE (franien, v.o.( : Utopis, 5- (43-26-84-65), LES EXPERTS (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-48, 38-66-70-74),

FATALE (Fr.-Brit., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-10-62) : Geumont Ambassada, 8- (43-59-19-08, 36-65-75-06) ; Les 8- (43-59-19-08, 36-65-75-06); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42). FINZAN (mallen, v.o.): Utopia, 5-(43-26-84-65). FREUD QUITTE LA MAISON (Su., v.o.): Redet Logos II, 5- (43-54-42-34). LES GORILLES DE MONTAGNE (A.):

La Géoda, 19- (40-06-80-00).

La Geode, 15" (40-10-50-00).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Oenfert. 14- (43-27-152-38); Oenfert. 14- (43-21-41-01).

HÊROS MALGRÉ LUI (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Dpéra, 2- (47-42-60-33); Caumont Dpéra, 2- (47-42-60-33); La Compile, 0- (43-20-12-06); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 16- (48-28-20-22).

CRLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); La Troie Luxembourg, 3- (42-71-52-38); v.f. : Club

15- (45-75-79-78); v.f.; Français, 6- (47-70-33-88); Gaumont Gobeline bis (ex Fauvette bis), 13- (47-07-55-86); Gaumont Alésle, 14- (36-65-75-14); Montparnesse, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18- (36-68-20-22), L'INSTINCT DE L'ANGE (Fr.); Gaumont Ambassade, 6- (43-56-16-08, 36-65-75-08).

JEUX D'ADULTES (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorda, 8: (43-59-92-82) ; v.f. : Français, 9: (47-70-33-88). JUSTE AVANT L'ORAGE (Fr. Suis.): Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). L 627 (Fr.): Cinochee, 6-

(48-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3° (42-71-52-38); Grand Pavois, 15° (45-64-46-85).

LIOUSOV (russe, v.o.): Gaumont Hautofeutille, 5° (46-33-79-38); La Bastille, 11° (43-07-48-60).

LUNES DE FIEL (Fr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Lucemeire, 6° (45-44-57-34).

MAMAN J'AI ENCDRE RATÉ L'AVION (A., v.f.): Rax, 2° (42-38-83-63, 36-86-70-23); George V. 8° (45-62-41-48, 38-65-70-74); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-85, 36-85-70-45); Saint-Lembert, 15° (45-87-18-09); v.f.: 14 Jullet Parmasse, 8° (43-26-86-00); LB Berry Zèbre, 11° (43-57-61-55).

MARIS ET FEMMES (A., v.o.): Forum

Le Berry Zebre, 11\* (43-57-61-55).

MARIS ET FEMMES (A. v. o.): Forum

Driant Express, 1\* (42-33-42-26,
35-65-70-67); Action Ecoles, 5\*
(43-25-72-07, 36-65-70-84); UGC

Triomphe, 8\* (45-74-83-50,
36-65-70-76); Sept Permassiens, 14\*
23-23-23-24

(43-20-32-20). LES MEILLEURES INTENTIONS (danois, v.o.) : Epéa de Bois, 6-(43-37-57-47).

(43-37-57-47).

MENSONGE 57.): Germont Les Helles,
1\* (40-28-12-12); 6retagna, 6\*
36-65-70-37); Germont Ambassade,
8\* (43-59-19-08, 36-65-76-08); SaintLazara-Pasquier, 8\* (43-87-35-43, 36-65-71-88); Français, 8\* (47-70-33-88); Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13\* (47-07-55-88); Pathé Weplar II, 18\* (38-58-20-22),
LES MILLE ET UNE FARCES DE PIF ET HERCHILE IFF.): Sent Parnassions. ET HERCULE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 16

(36-68-20-22).
LES NUTTS FAUVES (Fr.): Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94, 38-65-70-73); UGC Triomphe, 8• (45-74-63-50, 36-65-70-76).
L'ILE QUI MENT (Fr.-Por.): Epée de

36-65-70-43); Les Montpamos, 14 (36-66-70-42). LES PARADIS PERDUS (Fr.) :

L'Entrapôt, 14 (45-43-41-63). PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1" (45-06-57-57 38-65-70-83); Gaumont Opéra, 2-(47-42-80-33); UGC Oenton, 6-(42-25-10-30, 38-65-70-86); UGC Rotonda, 6. (45-74-64-64, 36-65-70-73); UGC Bisrritz, 8. (45-62-20-40, 38-65-70-81(; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81); Gaumont Grand Ecran Italie, 13\* (45-80-77-00); Mistral, 14\* (36-85-70-41); v.f.: UGC Dpéra, 9\* (45-74-95-40, 36-85-70-44); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40,

36-65-70-47). LE PETIT PRINCE A DIT (Fr.) : Lucernaire, 8- (45-44-57-34).

LA PETITE APOCALYPSE (Fr.-IL-PoL) : Gaumont Dpérs, 2 (47-42-60-33); George V, 6 (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79).

PIÈGE EN HAUTE MER (A., v.o.) : FIEGE EN HAUTE MER (A., v.o.):
Forum. Horizon, 1= (45-08-57-57, 36-85-70-83); UGC Ddéon, 6(42-25-10-30, 36-65-70-72); UGC Normandie, 6- (45-83-16-18, 36-65-70-82); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2- (42-38-83-93, 38-65-70-23); UGC Montpernesse, 8- (45-74-64-94, 36-65-70-14); Peramount Opéra, 9(47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC (47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-69, 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13 36-53-70-84); UGC Gobatins, 13-(45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14-(36-65-70-41); Montpartiesse, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15-(46-74-93-40, 36-65-70-47); Pathé Cfichy, 18 (38-66-20-22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96, 36-65-71-44).

LES PILLEURS (A., v.o.) : Ciné Geaubourg, 3- (42-71-52-36) : UGC Normandie, 6- (45-63-16-16, 36-65-70-82); v.f.: Rex. 2- (42-36-83-83, 36-66-70-23); UGC Montpernasse, 6-(45-74-94-94. 145-14 mount Opére, 8 (47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC Gobeline, 13-(45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14- (36-65-70-41); Pathé Clichy, 18-(36-68-20-22).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) ; Ciné 6aeubourg, 3• (42-71-52-38(; Oanfert, 14•

(43-21-41-01). OU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3. (42-71-52-36); Le Pegode, (47-05-12-15); Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-76-23).

RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia, 5- (43-26-84-65); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (42-56-52-78); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85).

RETOUR A HOWARDS END (8rk., v.o.) : Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09) ; Saint-Lambert, 16° (45-32-61-68).

RIENS DU TOUT (Fr.): 14 Juillet Parmesse, 6- (43-26-56-00). LE SILENCE DES AGNEAUX (A.

v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 16 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-81-68).

SIMÉON (Fr.) : Images d'elleurs, 5-(45-87-18-09). SIMPLE MEN (A., v.o.) : Utopia, 5. (43-26-84-65).

SISTER ACT (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46, 36-65-70-74); v.f. : UGC Dpers, 8- (46-74-85-40, 36-65-70-44(; 6ianvenüe Montparnasse, 15- (36-65-70-38).

LE SOUPER (Fr.) : Studio des Ursuline 5. (43-26-18-09); UGC Rotonde, 8-(45-74-84-94, 36-85-70-73); UGC 8iarritz, 6. (45-82-20-40, 38-65-70-81); UGC Melliot, 17. (40-68-00-16, 36-65-70-61).

STALINGRAD (All., v.o.) : Gaumon Hautafeuilla, 6 (46-33-76-38); Gau-mont Ambassade, 8 (43-58-18-08, 36-66-76-08); v.f.: Françaie, 6 (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13 (47-07-55-88); Miremar, 14 (38-65-70-39); Gaumont Conven-tion, 15 (48-28-42-27). TA DONA (Fr.-mallen, v.o.) : Images

"ailleurs, 5. (45-87-18-09); Utopia, 5. (43-26-84-65). TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Studio Gelande, 5- (43-54-72-71); Denfert, 14- (43-21-41-01); Grand Pavois, 15-

TANGD (Fr.) - Forum Orient Express, 1-(42-33-42-26, 36-65-70-67); impériel, 2- (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-69-83); Gaumont Msrignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz; 8 (45-62-20-40, 36-85-70-81) ; Les Netion, 12 (43-43-04-87, 38-66-71-33); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59, 38-65-70-84); Gaumont Gobalina bie (ex-Feuvetta bls), 13. (47-07-65-66); Gaumont Alésia, 14-(36-65-75-14); Montparnesse, 14-(43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

Gaumont (Publicis Matignon), 8/ (42-56-52-76). THE CRYING GAME (Brt., v.o.( : Cné Beaubourg, 3- (42-71-52-36( : 14 Juiller Odéon, 8- (43-25-59-83).

THE UNSELIEVABLE TRUTH (A., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3-(42-71-52-36); Lucernaire, 6-THELMA ET LOUIBE (A., v.o.( : Ciné Beaubourg, 34 (42-71-52-36) ; Cinoches, 64 (46-33-10-82). TOM ET JERRY, LE FILM (A., v.l.): Cinoches, 8- (48-33-10-82); George V, 8- (45-82-41-46, 36-55-70-74); Dentert, 14-(43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-32-61-88).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68).

TRUST ME (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 8- (43-26-58-00). UN CŒUR EN HIVER (Fr.) : Sept Pariena, 14 (43-20-32-20). UN JOUR DANS LA MORT DE SARA-JEVO (Fr.) : Studio des Ursulines, 5-

UNE ÉTRANGÈRE PARMI NDUS (A. v.o.) : UGC 6ierritz, 8. (45-62-20-40, 36-65-70-81). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5- (43-26-84-65).

(43-26-19-09)

VERSAILLES HIVE GAUCHE (FT.): Utopia, 5- (43-26-84-65).

LE5 VISITEURS (Fr.): Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Dp6re, 2- (47-42-60-33); Rex, 2- (42-36-39-93, 36-85-70-23); Brstagne, 6- (36-65-70-37); Gaumont Hautefeuille, 8- (48-33-79-38); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30, 38-85-70-72); Gaumont Ambassede, 8- (43-69-19-08, 36-65-75-08); Publicie Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); Saint-Lazare-Pecquier, 6- (43-87-35-43, 38-65-71-68); Frençaie, 9- (47-70-33-88); Les Netion, 12- (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59, 36-66-70-84); Gaumont Gobelins (exfauvette), 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Montpernasse, 14- (43-20-12-06); 14- Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-76-76); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Mailliot, 17- (40-68-00-16, 36-65-70-81); Pathé Wopter, 18- (36-68-20-22); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96, 38-65-71-44).

### LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) ; Grand Pevois, 15-(45-54-46-85) mer. 18 h. ALPHA BRAVD (A., v.f.) : Cinaxe, 19-(42-09-34-00) mer., jeu., dim., mer., de 11 h à 16 h. LES AVENTURES DE PINOCCHIO IN v.f.) : Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) mer. 16 h 30, sam., dim. 15 h.

GÉRUCHET OIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71) mer. 14 h.

BRAZIL (Brit., v.o.): Studio Galande, 6-(43-54-72-71) mer., dim. 16 h, jeu., ven., sem. 14 h, lun. 20 h, mar. 18 h 10. CHÉRIE, J'A) RÉTRÈCI LES GOSSES

(A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) mer., ven., dim. 16 h 45. CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) mer. 10 h 35. DES SDURIS ET DES HOMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) mer., van., sam., tun. 13 h 30.

LES DIABLES (Brit., v.o.): Accatone, 5-(46-33-68-66) msr. 21 h 45, sam. 15 h 30, lun. 17 h 40. DIÈN BIÊN PHU (Fr.) : Saint-Lambe 15 (45-32-81-68) mer, 21 h, lun. 14 h.

DOUZE MOIS (Sov., v.f.) : Le 6erry Zèbre, 11- (43-57-51-55) mer., jeu. 13 h 45. L'ENFANT SAUVAGE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77, 36-65-70-43) mer., van., dim., mar. 12 h.

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Escuriei, 13-(47-07-26-04) mer., jeu., ven., sam., dim. 10 h 30 T.U. ; 30 F, 18 F pour les

de 14 ens. FLESH (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-35) mar. 10 h 50. HELLZAPDPPIN (A., v.o.): Reflet Médicis Logos saile Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34) mer., ven., dim. 12 h 15.

(A., v.o.) : Grend Pavois, 16\* (45-54-46-85) mer. 22 h. LOUISE L'INSOUMISE (Fr.( : Escurial, 13\* (47-07-26-04) mer., jeu., ven., sam., dim. 10 h 30 T.U.: 30 F, 18 F pour les – de 14 ans).

J F PARTAGERAIT APPARTEMENT

LA MAIN SUR LE BERCEAU (A., v.o.( : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) mer. 20 h 10. Mar. 20 n 10.

DRPHEE (Fr.( : Reflet Médicia Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) jeu.

12 h T.U. : mer., km.

PICKPDCKET (Fr.) : Raflat Médicia

Logos aalle Louia-Jouvet, 5-(43-54-42-34( mer. 12 h. POISON (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) mer. 10 h 45. QUERELLE (Fr.-All., v.o.) : Ciné 6eau-bourg, 3- (42-71-52-36) (varsion anglaise) mer. 10 h 40; v.l. : Studio Galanda, 5- (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert 15' (45-32-91-68) mer., mar. 16 h 45. ROCK-D-RICO (A., v.14 : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-66) mer., sam, 13 h 30.

13 h 30.

ROGOPAG (it., v.o.): Accatone, 5-(46-33-88-86) mer. 14 h 50.

LE RO! ET L'DISEAU (fr.; : Denfert, 14-(43-21-41-01; mer. 13 h 50, 17 h 20, jeu., van. 15 h 30, sam., dim., mar. 13 h 50.

RDLLING STDNES (A., v.o.( : La Géode, 19- (40-05-80-00) ven., sem., dim. à 21 h Pl. ; 100 F, T.R. ; 75 F. Les mar., mer., jeu., forfait séences de 20 h et 21 h : T.U. ; 54 F (les deux films). LE SACRIFICE (Fr.-Su., v.o.); Denfert, 14- (43-21-41-01) mer, 16 h. LE SECRET DE MOSY DICK (danois, v.1.): Reflet Médicis Logos salie Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., ven. 14 h, 16 h 15 T.U.; 29 F.

STDRM6DY (Austr., v.l.) : Le Barry Zèbre, 11 (43-57-5)-55) mer., ven. LA STRADA (k., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., km. 18 h 45.

THE LONG DAY CLOSES (Brit., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) mer, 12 h 05. TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-6el.) : 5eint-Lambert, 16\* (45-32-81-66) mer. 17 h 30, sam.

13 h 30. TINTIN ET LES DRANGES 6LEUES (Fr.) : Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) mer., ven. 18 h 45. TOUBAS 8] (Fr., v.o.) : Images d'ail-leurs, 5• (45-87-18-09) mer, 18 h, ven, 14 h 10.

LES VOYAGES DE GULLIVER (A. v.1.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., sem. 13 h 30. ZABRISKIE POINT (A., v.o.) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 21 h, km. 16 h 45.

LE ZÈ8RE (Fr.) : Saint-Lambart, 15-(45-32-91-68) mar, 19 h, lun. 18 h 45.

### LES GRANDES REPRISES

LA BELLE ET LA 6ÈTE (Fr.): Lee Trols Luxembourg, 6° (46-33-67-77, 36-65-70-43). CHANT D'AMOUR (Fr.) : L'Entrepoi, 14 (45-43-41-63). LE CHARME DISCRET DE LA BOUR-GEDISIE (Fr.) : Reflat Logos II, 5-(43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 6-(45-61-10-60)

LA DAME DU VENOREOI (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-26-11-30, 36-65-70-62). LES DIABOLIQUES (Fr.): Le Champo-Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60). JOHNNY GUTTAR (A., v.o.): Action Christins, 6- (43-28-11-30, 36-65-70-62).

LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Saint-André-des-Arte II, 6 (43-26-80-25) ; Elysées Lin-coln, 8 (43-59-36-14). LES MILLE ET UNE NUITS (It.) : Accatone, 5- (46-33-86-86).

NOW VOYAGER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg. 6-36-65-70-43). DPERATION JUPONS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) ORANGE MÉCANIQUE (6rit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (1664, v.o.( : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

PLAY TIME (Fr.) : L'Arlequin, 6. (45-44-26-80).

REBECCA (A., v.o.): Le Champo Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).

THE PLAYER (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57, 36-65-70-83); Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20).

UNE VIE DIFFICILE (It., v.o.): Reflet Logos 1, 5- (43-54-42-34).

WOMEN IN LOVE (Brit., v.o.): Accatone, 5- (48-33-86-86). (45-44-26-80)

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 24 FÉVRIER

s La mairia du quatorzième arron-dissement, du Second Empire à l'art déco », 14 h 30, sortie du métro Mouton-Duvarnel, par l'éscalator (Monuments historiques). s De la rue des Rosiers au quartier julf », 14 h 30, métro Seint-Paul (Paris phtoresque et insolite),

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exo-tieme et dépaysemant assurés » (deuxième parcours), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois). «Hôtols et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie metro Saint-Paul (Résurrection du passa).

«L'Tie Saint-Louis pas à pas», 14 h 30, sortie mêtro Pont-Marie

a Versailles : le couvent de la reine Marie Lezinska, actuel lycée Hoches, 14 h 30, 73, avenue de Saint-Cloud (Office de tourisme de Versailles). « Cours et ruelles méconnues du vieux Montmartre», 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M≈ Cazes).

«Petite appertements meublés du Louvre et leurs boisenes», 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (I. Hauller).

e L'hôtel de l'ambassadaur Mercy d'Argenteau», 15 heures, 18, boule-vard Monumartre (Monuments histori-ques).

e Hôtals at curlositée du Maraia, l'étrange dédale du village Saint-Paul, tes vestiges du mur de Philippe-Auguste, les eynagogues, la place des Vosges at l'évolution du quertiers, 15 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici ar d'ailleurs). s Expressionnieme ellemend. 1905-1814», 18 heures, Musée d'art modeme de la ville de Paris, entrée de l'exposition (Artange).

### CONFÉRENCES

Melson de La Villette, engle du quei de la Charente et de l'avenue Coren-tin-Cariou, 15 heures : « Le perc de La Villette, ou la genèse d'un parc urbain, 1974-1982 », per A. Orlandmi (Melson de La Villette).

Grand amphithéatre de le Sorbonne, 47, rue des Ecoles, 17 h 30 : s'ilistoire de l'univers : le monde des étoiles s. Réservation conseillée eu 45-89-81-44 (Association française

KP 5- 1

## Un taux de chômage en révision

En soi, l'exercice n'e d'autre justification que techniqua. Pour tenir compte des résultats du recensement de 1990, l'INSEE vient de procédar à la révision des taux da chômage pat rapport à la population ective selon les critères du BIT (Bureau international du travail) at, par suite, livre une série statistique qui a'étend de 1975 à 1992. Il est ainsi confirmé que, fin décambre 1992, la Frence comprenait 10,5 % da chômeurs. Indirectement, l'opération

permet toutefois un doubla constat, hienvenu dana une période où, fièvre électorale aidant, les chiffres risquent à tout moment d'être melmenés. D'abord, aussi sciantifiquement établiea qu'ellaa soient, les données peuvent comporter des erreurs, parfois importantea, duan à la méthode mêma, antre deux recensements. Ce qui devrait emener les utilisateurs à plus d'humilité. Ensuita, at cette fois obsarvéea dana la tampa, les faiblan variatione d'amplituda obligent à relativiser les jugements abrupts. Avec le recul, des certitudas s'affondrent.

Par exemple, le taux de chômage au 31 décembre 1989 a été revu à la baissa da 0,2 point - une pichenette, Maie, note l'INSEE, cala est dû à un mouvement d'emploi qui n'avait pas été correctement exprécié. 345 000 personnaa de plus se trouvant eu travail. A l'inverse, des changements d'attitude, pour des catégorien particulières de la population, ne sont pas toujours correctement percus. Il e fallu corriger à la baisse le taux de chômage des jeunes jusqu'en novembre 1991, puis à la heusse à partir de décembre 1991, Les difficultés de placement à la sortie du système scolaire en sont la cause. De même, et pour les

à une forte révision à la baisse sur toute la période. L'eugmentation du travail à temps partiel pourrait être à Quant aux évolutions sur la durée, elles sont moins importentes que ce que la mémoire en ratanait. Le premier franchissemant du seuil des 10 % intervient à le mi-1984 avec le début des restructurations, at la chômage

fernmes âgées de 25 à 49 ans,

les statisticiens ont été conduits

se maintient à ces niveeux élevés jusqu'en août 1988, malgré la reprise des créations d'emploi, un an plun tôt. Puisqua le deuxièma passage da la barre des 10 % se produit en février 1991, il n'y aurait eu gu'une parenthèse da dix-huit mois, vite raferméa, alora que, pandant trois ana, avec una eroiasanca retrouvée, 800 000 amplois avaiant été créés. Autremant dit, la France est installée durehlement dans un

chômaga très élavé que les mouvements d'emploi ne réduisent pan. Et il faudra attandra la mise au point de la nouvella anquête trimestrielle de l'INSEE, actuellemant an cours, pour masurer les bruaquen déplacementa internes qui modifient la marché du travail. ALAIN I FRAURE

 Le Danemark assouplit le crédit. Quelques semaines après la grave crise spéculative contre la couronne danoise, les autorités moné-taires de Copenhague ont annoncé, lundi 22 février, un important assouplissement du crédit. Le taux d'escompte est ramené de 11.5 % à 10.5 %. Il avait été relevé de deux points le 3 février, au moment où la Banque centrale tentuit de décourager la spéculation contre la couronne. Depuis, la spéculation s'est calmée, notamment grâce à la diminution des taux d'intérêt allemands du 4 février, et les capitaux commencent à rentrer au Danemark, ont fait savoir les autorités

Le contentieux commercial américano-européen

## La France menace d'opposer son veto au projet d'accord CEE-Etats-Unis sur les oléagineux

M. Pierre Bérégovoy vient d'écrire à M. Jecques Delors, président da le Commission européenne, pour lui demender que soit retire de l'ordre du jour de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze du 8 mars le projet d'eccord conclu evec les Etets-Unis en novembre et portant sur la limitation de la production de graines oléaginausen dens la CEE. M. Berégovoy e Indiqua qu'en cas de vote le France opposerait son veto, conformément à ce que prévoit le compromis de Luxembourg de 1966.

> BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Aux termes de l'arrangement, la Communauté s'engageait à limiter à 5,128 millions d'hectares les surfaces plantées en graines oléagineuses. Compte tenu des rende-ments aetuels, un tel seuil antoriserait une production de l'or-dre de 11 millions de tonnes, soit grosso modo le niveau atteint en 1992. En outre, l'engagement étant formulé en surface cultivée, rien n'interdirait, si le marché le rendait opportun, d'accroître la pro-duction en poussant les rendements. L'accord permettrait aux agriculteurs de la CEE de produire des graines oléagineuses destinées à un usage industriel sur la partie de leur exploitation (au moins 10 %, aux termes de l'arrangement) qu'ils devraient mnintenir en jachère; par exemple du colza pour le trans-former en hiocarburent (diester).

Mais cette faculté serait limitée à la production de 1 million de tonnes d'a équivalent tonrteau de soja » (sur l'ensemble des terres mises en jachère dans la CEE), afin d'éviter que les sous-produits de ce colza à usage industriel ne concur-rencent trop les produis de substi-tution des céréales (PSC), en parti-culier le corn gluien feed — lui-même sous-produit du mais que les Américains exportent massivement vers la CEE.

Ce raidissement de M. Bérégo-

voy suscite la consternation à Bruxelles, y compris dans les rangs français. En effet, l'arrangement entre la Commission et les Etats-Unis sur les oléagineux avait été salué, de façon quasi unanime, comme tout à fait raisonnable, voire presque inespéré. Les milieux communauraires redoutent que les Américains ne prennent prétexte de l'obstruction française pour remettre en cause un compromis que leurs producteurs de soja, à t'origine du litige, ont toujours dénoncé comme insuffisant. Ils pourraient être tennés de brandir à nouveau leurs menaces d'appliques des mesures de rétorsion commer-ciales sur les importations de produits agroalimentaires en prove-nance de la CEE. Celles-ci, qui portaient sur un volume de commerce de l milliard de dollars (5.6 milliards de francs) et dans la mouture envisagée en 1992, frappaient ootamment les ventes de vins hlancs français, avaient été levées après que l'arrangement ent

On est convaineu à Bruxelles qu'aueun partenaire de la France ne la suivra dans cette querelle et qu'elle se retrouvere done isolée, avec les inconvénients politiques évidents d'une telle situation, alors

que le traité de Maastricht n'est pas ratifié par tous les Etats mem-bres; alors aussi que la multiplication des conflits avec Washington rendrait nécessaire un front uni des

Le « préaccord agricole » conclu par la Commission avec les Américains en novembre, en même temps que l'arrangement sur les oléagineux, afin de débloquer les négociations de l'Uruguay Round, est contesté par d'autres pays membres que la France (sans qu'ils en tirent pour autant la conclusion qu'il faille le rejeter!), mais il n'en n'est pas de même du compromis sur les oléagineux. Celui-ci permettrait de sortir d'un conflit qui oppose la CEE aux Américains depuis plusieurs années et à propos duquel elle n été condamnée à deux reprises par des instances d'arbitrage du GATT (l'organisation qui réglemente le commerce international). Par ailleurs, les experts considèrent que les contraintes qu'il imposerait, s'il était nvalisé par les Douze, n'excé-deraient pas celles résultant de la réforme de la politique agricole commune (PAC).

La Commission, ainsi que la présidence danoise, vont essayer de gagner du temps: le dossier ne serait pas retiré de l'ordre du jour de la réunion du 8 mars mais il y aurait débat sans vote..., celui-ci étant reporté à une session ulté-rieure. Mais l'intransigeance actuelle de M. Bérégovoy ne facili-tera pas la tâche du prochain gou-vernement, dans l'hypothèse, il est vraie très incertaine, où celui-ci souhniterait se montrer plus ouvert. Tel est le jeu politicien.

PHILIPPE LEMAITRE.

En baisse de 22,2 % par rapport à 1992

## Les prêts bonifiés pour l'agriculture sont fixés à 10,5 milliards de francs en 1993

des agriculteurs atteindront 10,5 milliards de francs en 1993, a annoncé, lundi 22 février, le ministère de l'agriculture. Une baisse de 22,2 % par rapport à l'enveloppe globale de 13,5 milliards de francs de 1992.

Selon le ministère, la somme proposée en 1993 reste pourtant supérieure au total des prêts sollicités en 1992, qui avait atteint 10,2 milliards de francs. Les taux des crédits, dont 80 % sont dispo-nibles immédintement, demourent identiques à ceux de 1992 dans

Les prêts bonifiés à destination A ces 10,5 millinrds de francs pourront s'ajouter des prèts de consolidation, « mis en place en faveur des exploitants les plus directement concernés par la rejorme de lo politique agricole commune ». ajoute le ministère.

· · · · · · · · · · · ·

الم الماسيد. الم الماسيد

Les principaux syndicats agricoles et le Crédit agricole, qui a distribué l'an dernier 95 % des crédits bonifiés, ont réclamé lo création de prêts destinés à aménager les dettes des exploitants nyant récemment investi et se retrouvant particulièrement pénalisés par ln

La journée d'action de la Coordination rurale

## La SNCF porte plainte après les manifestations paysannes

Après les nombreuses perturba-tions entraînées, lundi 22 février, dans le trafie ferroviaire par des manifestations paysannes (le Monde du 23 février), la SNCF a décidé de porter plainte contre les auteurs d'actes de mnlveillance commis en plusieurs points de son réseau. Selon elle, « des obstacles divers ont été délibérement placés sur les voies, au risque d'attenter à la sécurité des trains et des passagers » dans les régions de Bordeaux, Toulouse et Tours, ainsi que dans les vallées du Rhône, l'Eure-et-Loir et le Loiret.

De son côté, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports demande au ministre de l'intérieur de « mettre tout en œuvre pour faire respecter les droits des usagers du service public ». Dans un

rurale – à l'origine de ces actions -indiquait que « cette journée o été organisée à titre de première sommation». Réagissant à la plainte de la SNCF, elle assure que « le gou-vernement est seul responsable de ce type d'action auquel il nous contraint par son rejus obstine de nous écouter ».

Commentant par ailleurs l'annonce par le premier ministre de l'utilisation par la France de son droit de veto (voir ci-contre l'article de Philippe Lemaître), elle estime que cette mesure est « un premier pas dans lo bonne direction. Mais les soins d'urgence ne dispensent pas d'un traitement de fond». Le Coordination rurale assure done qu'elle reste très « vigilonte et mobilisée ».

Protestant contre les importations à bas prix

## Plusieurs centaines de pêcheurs détruisent du poisson et des coquillages à Rungis

La colère des marins-pêcheurs a franchi un nouveau degré dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 février : plusieurs centaines d'entre eux ont investi le marché d'intérêt national de Rungis (Val-de-Marne), détruisant plusieurs centaines de kilos de polsson et des coquillages. Ils protestent notam-ment contre des importations à bas prix qui provoquent un effondrenent des cours.

Les manifestants - six cents selon la police – étaient arrivés par cars de Vendée, des Côtes-d'Armor, du Morbihan, de la Manche et du Finistère. Délogés en douceur du pavillon de la marée, où ils ont détruit des caisses isothermes renfermant poissons et coquillages, ils s'en sont pris aux produits de la mer à l'extérieur du pavillon, se heurtant nux forces de l'ordre. Celles-ci ont dénombré plusieurs blessés dans leurs rangs, notamment un gen-darme mobile hrûlé par un fumigène et un autre avec un poignet cassé. Cinq manifestants ont été interpellés. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat indiqué dans un communiqué voubritannique chargé de la pêche, M. David Curry, a qualifié d'ainacceptable» l'action menée la veille contre un ferry contraint de se dérouter vers Cherbourg (Manche) (le Monde du 23 février).

La compagnie Brittany Ferries a annonce qu'elle suspendait pendant quarante-huit heures ses liaisons dimanche à lundi, également, des marins-pêcheurs ont enduit de gazole 21 tonnes de lieu noir d'un camion danois dans le Finistère, Mardi matin, les marins-pêcheurs étaient à Nanterre devant le Comité central des pêches maritimes. A Douamenez (Finistère), une journée ville morte était organisée, à l'appel du comité de survie des pêcheurs.

A Bruxelles, la Commission curopéenne a annoncé lundi qu'elle allait lancer un avertissement à la Norvège, à l'Islande, à la Pologne et à la Russie pour que ces pays réduisent leurs exportations à bas prix vers la Communanté européenne. Elle a

loir les sensibiliser aux « détournements de trafic de poisson et aux problèmes causés sur le marché europeen». Elle entend également « s'adresser d'une manière urgente aux Etais membres pour leur rappeler leurs obligations en mattère de contrôle, notamment en ce qui concerne le respect des règles sanitaires et des règles d'origine».

L'ancien ministre de la mer M. Louis Le Pensec, a affirmé lundi à Concarneau lors d'une journée « ville morte » qu'il fallait que «l'Europé soit moins peureuse face oux pays tiers et qu'elle soit moins poreuse face à la déferlante d'importations anarchiques qui sapent les bases de la filière pêche». De son côté, M. Yvon Bourges, président du conseil régional de Bretagne, a annoncé l'attribution d'unc aide exceptionnelle de 10 millions de francs sous forme de prise en charge partielle des cotisations.

Au congrès de la FDSEA du Gers

## La polémique s'envenime entre des exploitants agricoles et le président du tribunal d'Auch

de notre correspondant

La polémique entre la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Gers et M. Jean-Pierre Belmas, instance d'Auch, s'est à nouveau envenimée lors du dernier weekend, à l'occasion du congrès départemental du principal syndicat agricole.

M. Rémi Fourcade, secrétaire général de la FDSEA, a notamment qualifié M. Belmas de « magistrat partison, qui s'est discrédité à un point tel que la sérénité de la justice pourrait en souffrir ». Il s'agissait d'une allusion directe au discours tenu par M. Belmas le 7 janvier dernier. Profitant de la trihune offerte par l'audience solennelle de

INDICATEURS.

e Comptes extérieurs : premiar excédent an 1992

des transactions couranten

depuis 1986. – La balance

des transactions courantes de

la France a enregistré an 1992 un excédent de 15,7 milliarda

de francs, après un déficit de

33,4 milliards en 1991, a fait

savoir le ministère da l'écono-

mie at des finances lundi

22 février. Il n'agit du premier

excédent des transactions courantes (échanges da mar-

chandiaan et da servicas.

transferts unilatéraux) dapula

1986, et du plus élevé depuis

Ce bon résultat, encore pro-

visoira, s'expliqua principale

ment par la nette amélioration

du aolda commarcial : nprès

un déficit de 29,5 milliards de

francs an 1991, un axcédent

da 30,5 milliards a été dégagé en 1992. En 1992, la belance

tounstique e etteint un excé-

dant record. En revanche, la

rémunération des titres fran-

çais acquis par des investis-

naura étrangars continua à

peser sur le posta des revenus

du capital.

FRANCE

rentrée du tribunal d'Auch, il avait stiginatisé « les actions violentes perpétrées par le monde agricole contre les hommes et les Institutions durant l'année 1992». Le magistrat s'était bien gardé de citer la FDSEA, dans la mesure où nombre d'opérations nocturnes de comdo et différents actes de van dalisme n'ont pas été elairement revendiqués dans un département qui, rappelons-le, a vu neître la Coordination rurale.

#### «Ligne jaune» syndicale

Mais il semble que certains militants se soient malgré tout sentis plus visés que d'autres au sein de la FDSEA, traduisant peut-être des divergences de vue au sein de ce syndicat, Alors même que M. Belmas avait été invité au congrès départemental par M. Henri-Bernard Cartier, président de la FDSEA, on a pu entendre son vice-président, M. Bernard Herman, également président de la section porciue départementale, franchir ce qu'il est convenu d'appeler la «ligne jnune» syndicale: « Personne ne sera assez puissant pour museler nos actions légitimes, n lancé M. Herman, et nous demanderons au garde des sceaux lo mutation du président du tribunal d'Auch. »

Un dérapage, nu regard des usages démocratiques, que M. Phi-lippe Martin, préfet du Gers - en qui la FDSEA reconnaît un homme de dialogue, - n'a cepen-dant pas voulu laisser passer, qualifiant la menace de « propos de Robespierre de pacouille ».

Pour sa part, le président 8elmas a souligné que la justice « restera indépendante » pour traiter les prohlèmes judiciaires liés à la crise agricole, jugeant les propos tenus sur son éventuelle mutation demandée au garde des sceaux, « inadmissibles dans une société démocratique»; il a aussi rappelé aux orateurs que la nomination du président du tribunal de grande instance est une prérogative qui appartient au président de la Répu-

DANIEL HOURQUEBIE

### SÉCURITÉ SOCIALE

Un « petit trou» de 12,5 milliards de francs en 1992

### M. Bérégovoy minimise le déficit

Selon M. Pierre Bérégovoy, le défi-cit de 12,5 milliards de francs enregistré en 1992 par la Sécurité sociale (le Monde daté du 23 février) ne doit pas être « exagéré ». Le premier ministre, qui visitnit, lundi 22 février, plusieurs établissements sociaux du département de la Vienne, a estimé que «ce nouveau pein trou» représente «deux jours de prestations». «Il s'agit de l'épaisseur du trait ». a-t-il assumé, soulignant que l'ensemble des dépenses de sécu-rité sociale représentent quelque 1 400 milliards de francs.

Il reste que ce déficit, en s'ajoutant à ceux des années antérieures, porte à 40 milliards de francs le besoin de financement cumulé de la «Sécu», soit l'équivalent de ce que représ rait on prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus... Par ailleurs. M. Bérégovoy a indiqué qu'une communication sera présentée au conseil des ministres du mercredi 24 février, avant l'examen par le gouvernement d'un projet de loi créant une caisse de garantie des retreites alimentée

AUTOMOBILE

Malgré le retrait de DAF

## Renault devrait continuer de développer les camionnettes Excel

Partenaire de DAF pour le dévetoppement d'une ligne de camion-nettes, Renault négocie actuelle-ment la reprise en solo du projet. En octobre 1989, lorsque Renault signait avec DAF une lettre d'intention pour le développement conjoint d'une ligne de petits véhicules utilitaires, le constructeur automobile français était loin de ser que son partenaire néerlandais serait en essation de pale-ments avant la fin du projet. Bap-tisé Excel, le projet concernait la mise au point de camionnettes devant remplacer les actuels Trafie

L'étroitesse du marché des petits véhicules utilitaires (1,4 million d'unités environ en 1992) justifiait ce partenariat, hien que Renault soit le numéro un en Enrope sur ce ent avec nne part de marché

En mai 1990, un contrat était signé entre les deux entreprises. Leyland DAF devait développer la

base roulante et la cahine, Renaul le moteur et la hoîte de vitesses. Les deux constructeurs étaient copropriétaires des droits industriels. La production devait démarrer vers 1995 sur deux sites : dans l'usine Leyland DAF de Birmingham pour le marché britannique (et les pays qui nécessitent un poste de conduite à droite), et dans l'usinc Renault de Batilly pour le

Confronté à la défaillance de son partenaire, Renault souhaite reprendre la totalité des droits industriels du projet. Si les négociations en cours avec DAF aboutissent, Renault devrait continner seul (ou avec un autre partenaire) les développements du véhicule. Il signerait un contrat de sous-traitance avce la cellule d'études dédiée à ce projet. Constituée de 250 personnes (dont 50 détachées de chez Renault), elle est basée à

----

100

1.4 mg (m)

carrie and

---

15.00

ET SOCI 1991

est par

GIECHEL VOTAL MAIN

## **ECONOMIE**

Continuant à critiquer l'Airbus européen

## Clinton annonce ses priorités dans les industries de pointe

pu être préservés si les constructeurs euro-

Poursuivant son périple destiné à « ven-récemment ennoncé le suppression euralent ter ces subventione ». A Mountain-View dre » le contenu de son programme économique, M. Bill Clinton e fait une halte, lundi 22 février, dans les usines Boeing d'Everett, près de Seattle (Etat de Weahington). Le président eméricain e repris ses critiques contre l'Airbus en estimant qu'une grande partie des 28 000 emplois dont Boeing e l'accord conclu il y a un an et visant à limi- tre ans.

**NEW-YORK** 

de notre correspondant

Flanqué de son vice-président, M. Al Gore, qui se veut le héraut de l'environnement et des sciences du l'environnement et des sciences du futur, M. Bill Clinton avait choisi le siège de la firme californienne Silicon Graphics Inc., spécialisée dans les systèmes visuels sur ordinateur, pour expliquer, lundi 22 février, ses priorités en matière d'innovation et de hautes technologies.

Prenant en exemple la réussite de cette société de Mountain-View, une des plus performantes parmi les 500 premières entreprises américaines recensées par le magazine Fortune, le président américain a indiqué que l'action de son administration viserait à accélérer l'investissement privé des les industries des interes des les industries des ind permettre aux Etats-Unis de consoli-der leur compétitivité face aux concurrents étrangers. Cet effort sera notamment sensible dans l'antomobile, qui doit retrouver son leaders-hip technologique, a indiqué

Pour parvenir à cet objectif, la Maison Blanche a décidé de rendre permanent le système du crédit d'impôt lié aux investissements en recherche et développement dont la création remonte à l'administration Reagan. Supprimé par la suite, puis rétabli, mais à titre provisoire, sous le mandat de M. George Bush, sa reconduction (prévue pour 1993) était liée chaque année au bon vou-loir do Congrès. Dorénavaot, les entreprises pourront compter sur la pérennité de cet avantage fiscal, a fait valoir le président.

Parallèlement, M. Clinton a annoncé la création, en liaison avec le secteur privé, d'un groupe de tra-vail chargé d'élaborer une véritable politique nationale en matière de systèmes de communication interactifs et de prévoir la technologie qui ira de pair avec ces nouveaux procédés.

#### La « super-autoroute de l'information »

La pièce maîtresse du projet pré-sidentiel dans le domaine des sciences du futur, inspiré par M. Gore et conforté par de nom-breux industriels qui ont soutenu la candidature de M. Clinton, tel le-président de la firme informatique Apple, M. John Sculley, reste le Information Highway, ce vaste pro-jet de « super-d'autoroute de l'infor-mation » qui devrait coîter, à terme (en 2015), entre 100 et 200 milliards (en 2015), entre 100 et 200 milliards de dollars et dont le président a-confirmé le lancement à l'occasion de sa visite en Californie.

Conçu à l'image du réseau auto-

années 50 en pariant sur l'automobile au détriment du rail, ce superréseau du vingt et unième siècle véhiculera de façon indifférenciée l'image, la voix et les données informatiques entre de multiples interve-nants installés dans les administrations et les organismes publics, les écoles et les universités, les hôpitaux, les hibliothèques et les laboratoires.

formations et à très grande vitesse est considéré comme l'amorce d'une véritable révolution dans les modes de communication. D'autres pays, notamment le Japon, travaillent sur des projets comparables, également à l'horizon 2015. Aux Etats-Unis, il s'agira de relier entre enx des millions d'opérateurs via un réseau national de fibres optiques - à construire - beaucoup plus performant que l'actuel système digital Internet, jugé trop lent mais qui met déjà en contact, par voie téléphonique, environ dix millions d'interventet accomplishe deux 100 correspondents. nants accessibles dans 102 pays.

Ce système à très haut débit d'in-

S'il se veut le propagateur de cette nouvelle soi informatique faisant communier l'information, la télècommunication et la télévision, L'idée a mûri pendant plusieurs

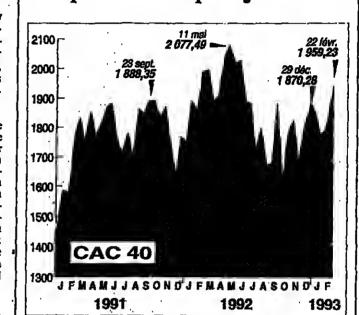
(Californie), M. Clinton avait confirmé le lanpéens n'avaient pas bénéficié de 26 millierds de dollers de subventione pour tion » et d'autres projets pour promouvoir construire l'Airbus. Il a ajouté que son lee industries de pointe. Un effort chiffré, ministre du commerce extérieur, M. Mickey par une de ses porte-parole, à 17 milliards Kantor, « allait surveiller scrupuleusement de dollars (93,5 milliards de francs) sur quaroutier classique que les Etats-Unis ont commencé à bâtir au début des

années - notamment au sein d'une commission du Congrès à laquelle participait M. Gore, alors sénateur du Tennessee - avant que M. Bush lui donne corps par le High Performance Computeriog Act du décembre 1991. Une dotation minimale avait été inscrite au budget 1994 par l'administration républicaine, que M. Clinton a portée à 54 millions de dollars en rattachant au département du commerce ce projet qui dépendait jusque-là de la National Telecommunication and Information Administration.

L'enveloppe s'alourdira très vite. D'ores et déjà, 150 millions de dollars par an sont prévus pour les années 1995 à 1998, pour la seule étape d'expérimentation du projet. Le passage à la phase industrielle, impliquant des sommes cent fois supérieures et faisant appel aux grands noms de la haute technologie américaine, interviendra ensuite. Pour M. Clinton, cet ambitieux programme devrait constituer le premier exemple da partenariat qu'il entend établir dans d'autres domaines entre le secteur privé et l'Etat. Au nom d'une politique Industrielle qui continuerait à taire

SERGE MARTI

## La Bourse de Paris au plus haut depuis juin 1992



Poursuivant sur sa lancéa da le précédante semaine, la Boursa da Paris e da nouveau progressé lundi 22 février. En s'adjugeant 1,14 % eu terme des transactions pour finir à 1 959,23 points, l'indice das quarante principalas valeurs a retrouvé un niveau déleissé depuis le 9 juin 1992 au moment où les Danois se prononçaient contre le traité de Maastricht.

Certes, la premiàre séance du terme boursier est toujours favorable eux prises de positions, les investisseurs bénéficiant d'un mois pour les dénouer, mais il y a un autra factaur positif : les anticipations de baisse des taux outre-Rhin se font de plus en plus présentes en raison de l'annonce surprise de la baisse de la masse monétaire allemande pour le mois de janvier.

# Un entretien avec le secrétaire général de l'OCDE

M. Jean-Claude Paye s'inquiète du risque d'une montée du protectionnisme

Secrétaire général de l'Organisation de cooperation et de développemant économiques (OCDE) depuis 1984, M. Jean-Claude Paye s'inquiète, dane l'entratien qu'il nous a accordé, du risque de voir, avec la montée du chômaga, les pays industrialisés se protéger de la concurrence des pays en développemant par das mesures protectionnistes. Il ee prononce aussi pour una flexibilité accrua das

Tarpole was statement

the deservoires agrice

«L'année 1993 ne risque-t-elle pas d'être pour l'Europe plus mauvaise que 1991 et 1992, en termes d'emploi notamment, et cela même si la reprise eméricaine se confirme?

- La reprise aux Etats-Unis va se poursuivre, mais ne sera pas très vigoureuse, de l'ordre de 3 %. Elle ne sera pas suffisante pour compenser le ralentissement de l'économie japo-naise et la quasi-stagnation de l'éco-nomie allemande. Même si nous ne croyons pas à une récession outre-Rhin, la situation de l'emploi en Europe sera probablement plus mau-

vaise en 1993 qu'en 1992, car l'em-ploi est plus affecté par le ralentissement économique actuel que lors des phases basses des cycles précédents. Cela explique que les opinions publiques et les gouvernements donnent la priorité à l'emploi.

- Pourquoi l'emploi est-ll aujourd'hui plus affecté?

- La crise de l'emploi revêt des caractéristiques différentes des crises précédentes. Elle frappe plus que de coutome cadres, employés, cols blancs. Dans quelle mesure cela est-il dù à une destruction plus rapide d'emplois ou à l'insuffisance de créa-tions d'emplois, en raison par exem-ple, des rigidités du marché du tra-vail? La destruction d'emplois est-elle plus rapide que par le passé parce que la concurrence internatio-nale est plus féroce? Nous tentons à l'OCDE, dans une étude approfondie sur les causes du chômage et les remèdes possibles, de déterminer le poids respectif de ces différents fac-

- Les suppressions d'emplois dans les pays industrialisés ne vont-elles pes provoquer des réac-tions protectionnaistes à l'ancontre des pays en développement?

- Le risque existe. Quelqu'un me disait récemment que Thomson Consumer Electronics ne fabriquait plus rien en France mais était, dans sa branche, le principal industriel de Thailande. La baisse constante des coûts de transport, la libre et instan-coûts de transport, la libre et instan-tanée circulation des capitaux et de l'information, la diffusion immédiate de la technologie permettent à des pays à bas salaires de mettre en œuvre les technologies de fabrication ceuve les technologies de fabrication les plus modernes et de concurrencer efficacement les productions des pays industrialisés. L'un des objets de l'étude entreprise par l'OCDE est d'examiner s'il y a «pompage» d'emplois – notamment d'emplois peu qualifiés – ao profit des pays en développement.

- Et al c'était le cas?

Et al c'était le cas?
 Si c'était le cas, deux façons de réagir sont concevables. L'une consiste, pour les pays industrialisés, à s'adapter, investir, se moderniser. A priori, cette réaction est celle qui maximise le bénéfice pour tous, car elle accière le progrès général. Et il vant mieux, pour les pays industrialisés, avoir des partenaires riches et prospères que pauvres et misérables. Mais si le «pompage» est ressenti comme trop rapide, c'est-à-dire si les destructions d'emplois qu'il entraîne ne sont pas suffisamment compensées, en nombre et en qualité, par des créstions d'emplois, la tentation est grande de ralentir le processus et donc de protéger les pays développés.
 » Avant de songer à s'orienter

donc de protéger les pays développés,

» Avant de songer à s'orienter
'dans cette voie, il faut y regarder à
deux fois, car le protectionnisme est
extraordinairement difficile à gérer.
On pense d'abord avoir de bonnes
raisons de se protéger, puis, de fil en
aiguille, on se coupe du reste du
monde et l'on prend un retard difficile ensuite à rattraper. Regardez
l'Allemagne de l'Est, longtemps
considérée comme la partie la plus
performante du bloc communiste.
Du jour où on l'a mise en contact
avec le reste du monde, elle s'est

Les risques ne sont tout de même pas aussi graves pour les pays développés...

pays développés...

Bien sûr, ce qui est arrivé aux pays de l'Est ne s'explique pas uniquement par le fait qu'ils s'étaient coupés du reste du monde. Mais le danger aujourd'hui pour les pays développés est que la montée du chômage, avec les troubles qui l'accompagnent — exclusion, pauvreté, drogue..., — n'exerce une pression croissante sur les gouvernements pour qu'ils recourent à de vieilles solutions dont on oublie les méfaits telles que les déficits budgétaires à tout-va ou le protectionnisme. Je crains qu'après une période où on a seu trop tendance à dire que le marché pourvoirait à tout, l'on ait un retour do balancier au-delà du rairetour do balancier au-delà du rai-sonnable sur le thème : on ne peut décidément pas faire confiance au

- Il ne faut pas créer des entre-prises artificiellement. Des avantages iscaux peuvent conduire à des créa-tions d'entreprises qui battront de l'aile et disparaîtront dès que l'incita-tion fiscale prendra fin. Il faut donc être prudent. Il faut aussi éviter une gabegie fiscale qui réduirait la crédi-bilité des politiques menées. Dès qu'un gouvernement s'éloigne d'une gestion sensée de son budget, sa cré-dibilité co souffire, sa monnaie perd de son attrait et les taux d'intérêt montent...

- Y a-t-il d'eutres freins aux créations d'emplois?

créations d'emplois?

Oui. Par exemple, les rigidités salariales. Pour un entrepreneur, être obligé de payer au SMIC quelqu'un dont la productivité ne correspond pas au salaire versé dissuade de le recruter. Les rigidités salariales poussent les entreprises à préfèrer la rationalisation sous forme d'investissement en capital, au maintien et à l'extension de l'emploi. Une flexibilité conjoncturelle des salaires est peut-être nécessaire, comme au Japon. Ao titre de la solidarité an sein de l'emtreprise, on pourrait imaginer, en cas de difficulté conjoncturelle, une baisse temporaire des salaires pour éviter que l'entreprise ne licencie. Il faudrait, bien sur, que les salariés puissent en retour bénéficier des périodes prospères. Il faudrait aussi que cette flexibilité accrue des salaires ne devienne pas un frein à la modernisation de l'entreprise.

- A quelles sutres rigidités pen-

En France et dans beaucoup de pays, l'indemnisation du chômage et le reclassement des chômeurs ne sont pas assez incitatifs à la reprise du

REPRODUCTION INTERPRE

travail. Autre rigidité: l'inadaptation des systèmes d'enseignement et de formation sux besoins rapidement changeants de l'économie et de la

 On dit que les patrons licen-cient trop, mais n'y a-t-il pas en France coexistence de secteurs où la main-d'œuvre est abondente, comme les banques et les assurances, avec d'autres sec-teurs dans lesquels on est allé trop loin dans la recherche de pro-ductivité?

- On peut toujours progresser dans la rationalisation et utiliser moins de main-d'œuvre pour un travail donné. Mais cette rationalisation, si elle conduit à des licenciments massifs, est-elle socialement supportable? Si on s'achemine en France, comme le disent les Cassandre, vers six millions de chômeurs, comment les indennisera-t-on? Concilier concurrence internationale - source de progrès ceux qui le souhaitent, amélioration du niveau de vie et renforcement de la cohésion sociale, tel est pour nos pays un problème essentiel en cette fin de siècle.

» On va peut-être vets un type de société dans lequel un nombre plus restreint d'emplois à productivité très élevée coexisteront avec un nombre elevée coexisteront avec un nombre croissant d'emplois de services, d'artissanat, d'utilité sociale, à productivité relativement basse. Il faudra alors, si l'on veut éviter des écarts de rémunération insupportable entre les deux groupes, que l'on ait davantage de solidarité. Heureusement, les hiérarchies de besoins, d'ambitions et de valeurs évoluement certainement pour valcurs évoluciont certainement pour aider cet aiustement.

Quand pensez-vous que la reprise se produira dans le monde et en particulier en Europe?

- Je dirais fin 1993 - début 1994.



sions inflationnistes en Allemagne va permettre une décrue des taux d'intérêt. La poursuite de la crois-sance aux États-Unis et la confirma-tion des frémissements en Grande-Bretagne peuvent changer le climat. Une nonvelle vague d'optimisme peut très bien naître.

- Pensez-vous que l'Allemagne ait encore des raisons valables de maintenir une politique monétaire dure?

- La Bundesbank a bien fait de mener une politique évitant au mark de déraper. Dans la perspective d'une unification monétaire de l'Eu-rope, sous le monde a intérêt à ce qu'une et même plusieurs mounnies inspirent confiance. Les Allemands n'auraient sans doute pas eu à rele-ver autant leur taux d'intérêt si leur déficii budgétaire avail été mieux conteau et si, par exemple, l'Europe avait pris une part plus grande du fardeau allemand. L'entrée de l'Allemagne de l'Est dans la CEE était l'intérêt collectif de l'Europe. Si le choc de la réunification avait été mieux réparti, les taux d'intérêt en Allemagne auraient été moins éle-

> Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et ALAIN VERNHOLES

LE BILAN **ÉCONOMIQUE** ET SOCIAL 1992

est paru

208 pages - 49 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Le Monde L'IMMOBILIER

appartements demandes 11 · arrdt Paris Près av. de la République 4 pièces 99 m² koueter 1 980 000 F 42-51-51-51

16• arrdt PASSY-TROCADÉRO pour profession ilbérale A VENDRE OU A LOUER S. VREUSE dans imm. stand, pierre de t., 128 m², beau volume. But de bécon. Sciell, verdure. Tél.: 44-18-80-83.

locations non meublées

recherche APPARTS vides ou maubile, du studio eu 7 pose pour CADRES, OIRIGEANTR DE SOCIÉTES ET BANQUES.

locations non meublées offres (Région parisienne) ENGHIEN MASTER GROUP

YUE SUR LAC

maisons individuelies 92 NANTERRE, près Rueil, 4 pces 82 m2, terrain 347 m2, 530 000 f. 45-31-51-10. bureaux

Locations VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

## VIE DES ENTREPRISES

L'appel d'offres étant clos

#### Les candidats à la reprise de Hafnia commencent à se dévoiler

En ceesation de paiement depuie le 19 eoût 1992, la deuxième compagnie d'assurences danoiee, Hafnie, e clos, vendredi 19 février, son eppel d'offres pour une éventuelle reprise. Le directeur de Hefnie, M. Olav Grue, a'ast refusé à révéler le nombre des candidats et leur nationalité. Mais un certain nombre d'entre eux commencent à se

Ainsi la compagnie d'assurancee denniae Coden, filiele à 65 % du groupa britannique Sun Alliance, e annoncé, lundi 22 février, avoir trans-mia une offra partielle de raprise à la benque Morgan Stanley, le conseil de Hafnie. Codan serait intéressée par lee ectivitée d'essurances maie pes par las perticipa-tinne de Hefnia dane Beltica (33,5 %), le numéro un de l'assurance danoise, et Skandia (15,1 %), la compegnie suédolse. Daa perticipationa dont la valeur pnt fortement chuté et qui sont pour beaucoup dane les 6 milliards de couronnes de dettes (5,2 milliards de francs) de Hafnia.

Si Codan est la première à effirmer publiquement son strérêt, la compagnie est loin d'être la seula sur les rangs. Un autre groupe d'eseu-rances danois, Am Brand, e ennoncé evoir fait une propoeltion. Selon plusieure eourcee concordentee, le Crédit lynnneis, via sa filiala Altus Finances, et le géant ellemand Allianz seraient également candidets à une reprise, meis cette fois de l'ensemble du groupa Hafnia, les compagnies d'essurancevie et d'assurance-dommage, Hefnie Bank et les participations. Le nom du repreneur pas connu avant le 27 mei, dete de l'assemblée générale de Hefnia Holding. Entretemps, Hafnie devrait survi-vre evec l'eide des banques et la vente pour près de 900 millions de francs de filieles bancaires et d'essurances, notamment en Angleterre, en Suisse et dans le Sud-Est asiatique.

Pour alléger son endettement

## Le groupe Pinault cède Discol à Promodès

annoncé, le groupe Pinault a pro-cédé à un nouveau désinvestissement afin d'alléger ses 19 milliards de francs d'endetlement : lundi 22 février a été annoncée la cession à Promodès de Discol.

Discol, spécialisée dans la restauration bors foyer, realise un chiffre d'affaires de 2,6 millierds de francs, si l'on tient compte de ses associés et de 1,393 milliard si on les exclut. La société rejoint la Prodirest, filiale de Promodès, plus petite qu'elle avec ses 882 millions de francs de chiffre d'affeires (1,5 milliard avec ses affiliés). Le prix de la traesactinn n'a pas été révélé mais un chiffre compris entre 150 et 200 millions de francs est évoqué.

La cession de Discol fait suite à

Mercedes fabriquera des antomo-biles as Mexique. – M. Edzard Reuter, président du directoire du groupe Daimler-Benz, qui vient de fêter ses soixante-cinq ans, entend

poursuivre son mahdat jusqu'à la fin 1995. M. Reuter veut mener à hien l'internationalisation accélérée

de l'entreprise, construisant des usines hors d'Allemagne, où les coûts salariaux sont devenue très

forts. Ainsi eu Mexique où il vient d'être décidé de monter des bus

(300 cette ennée et 3 000 par an

cusuite) et des voltures (herline 400 E et série S) au rythms de 1 000 par an. La stratégie est de

progresser « pas par pas », selon M. Reuter, efin de tester dans un

premier temps les réactions des

clients américains aux Mercedes « made in Mexico ». Le groupe a

conclu, d'autre pert, un eccord avec le coréen Sanyong, pour le

montage de herlines puis la construction en Corée d'une voi-

ture de chassis Mercedes. Le

groupe espere, enfin, s'implanter en Chine pour y monler des camions et des eutobus. - (Cor-

L'action Rhône-Poulonc entre dans le CAC 40. – Un mois après sa privatisation partielle, le groupe

Rhonc-Poulenc e fail, lundi 22 février, son entrée dans le CAC

40 qui regroupe les 40 valeurs représentatives de l'économie fran-

çaise. Le volume des transactions

STRATÉGIE

en précédera vraisemblahlement plusieurs sutres, si M. François Pinault veut arriver à réduire de 5 milliards de francs son endettement. Le 29 janvier, il signait ainsi la vente à Bidermann de la chaînc de magasins pour bommes Armand Thiéry pour un montant proche de 300 millions de francs. Au début du même mois, c'était la cession à Guy Elmalek (Le Visux Chêns et La Maison de la lilerie) de Mobis, filiala da Confirrama spécialisée dans les meubles et l'électroménager, qui était scellée.

En octubre 1992, la groupe se défaisait de Tubesca, premier fabri-cant d'écbelles, et de ses filiales Cognet et Escanor. Quelques mois plus tôt, en août, il vendait, à l'allemand Gunz, Isoroy, qui apparte-nait également à «l'ancien» groupe Pinault (antérieur au racbet du

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

sur l'actinn Rhône-Poulenc s'est

sur l'actinn Rhône-Poulenc s'est élevé à 180 000. Le titre a clôturé à 564 francs, en légère baisse par rapport au cours de vendredi soir (566 francs). L'Etat s vendu, fin jenvier, 6 millions d'sctions Rhône-Poulenc et lancé une offre publique d'échange afin que les certificats d'investissement (CIP) en circulation, qui sont dénués de

en circulation, qui sont dénués de droits de vote, puissent être échan-gés contre des ections ordinaires. Cette offre est nuverte jusqu'ao

France Telecom, Bull, et Cap Sesa rafrafchissent le «11», – France Telecom a signé, avec la société de services informatiques

Cap Sesa, filiale de Cap Gemini Sogeti, et le fabricant d'ordinateurs Bull, un contrat d'environ 35 mil-

lions de francs pour refaire une partie du service d'annuaire élec-

tronique sur Minitel, Le nouveau

système, qui sera installé progressi-vement jusqu'en 1995, doit per-mettre d'améliorer le temps de

réponse du «11», et pourra pren-dre en compte 1 000 appels simul-tanés, contre 300 eujourd'hul. Le contrat représente environ 15 mil-lions de francs pour Bull, ct 20 millions pour Cap Sesa qui est

chargé de la partic logiciels et maîtrise d'œuvre. Le service d'an-

nuaire électronique, mis au point il y e dix ens par Cap Sesa, est le plus consulté des services sur Mini-

tel, avec un peu plus du cinquième du trafic télématique.

Printemps). Cette opération suivait de peu la cession à un suédois de Stamp, filiale de Pinault Emballage spécialisée dans la transformation de matières plastiques. A la fin du mois de mai 1992, c'était la cessinn de ses meubles de cuisine (Lafa, Sofiseb et Société des cnisines Pinault). Si l'industriel breton e lui-même pris la peine d'aller rassurer les salariés de La Redoute sur ses intentions, les rumeurs continuent d'aller bon train sur l'avenir de Prisunic. Evidemment, chacun pense à Monoprix comme acheteur e naturel ». Reste à savoir si son propriétaire - les Galerisa Lafayette - en a les moyens, lui qui a racheté il y a quelques mois Les Nouvelles Galeries.

22 février, à ses 19 000 employés

d'accepter une réduction de leurs salaires de 5 %, afin d'économiser 91 millinns de dullars (400 mil-

lions de francs) en deux ans. Il e eussi souhaité pouvnir différer le

remboursement à l'Etat fédéral d'une dette de 40 millions de dol-

La CEE donne son fen vert à la prise de contrôle de SGS Thomson par CEA-Industrie, France Tele-com, Finmecanica. – La Commis-

tion européenne e autorisé, lundi

22 février, la prise de contrôle conjuinte de la société française

SGS Thomson, spécialisée dans les semi-conducteurs, par CEA-Indus-trie, France Telecom et la société

italienne Finmecanica. La Com-

mission e estimé que ce rachet conjoint ne créera pas ou ne ren-forcera pas une position dominante sur le marché des semi-conducteurs dans la Communauté européenne.

Elle e noté que SGS Thomson sera confrontée à des concurrents puis-

sants, tant eu niveau mondial qu'européen. SGS Thomson, aupa-

ravant contrôlée par Thomson CSF

et Finmecanica, se situe au trei-zième rang mondial dans le secteur

des semi-conducteurs. Au niveau

européen, ses principaux concur-rents sont Philips et Siemens.

COOPÉRATION

lars (177 millions de francs).

# MARCHÉS FINANCIERS

### PARIS, 22 février 1 Optimisme

Quarrième séance consécutive de heusse à la Bourse de Paris, qui, landi 22 février, premier jour du mois boursier de mars, continueit à parier résolument sur une procheine si nouvelle balase des taux d'intérêt allemands. En hausse de 0,62 % à l'ouverture, Findice CAC 40 accroissain rapide-ment sen avance pour afficher una progression da 1,14 % à 1 959,23 points en fin de séance. Le CAC 40 se retrouva ainsi à son plus haut niveau depuis le 5 juin 1982.

Cette heuses s'est manifestée dans un marché assez actif, le volume des échanges atteignant 2,67 milliards de france sur la marché à règlement mensuel. Il ne faut pas négliger l'aspect technique de cette progression, les investisseurs ayant tendance traditionnellement à achster au début d'un nouveau mels boursier. Las valeurs françalaes nut égelement

bénéficié d'un regain d'optimisme sur une prochaine belases des taux d'intérêt. Un optimisme alimenté par l'annonce, contre toute attente, d'une balase de la masse monétaire allemende en janvier. M. Other Isaling, membre du directoire de la Bundesbank, e néanmoins cherché à tempérar les espoirs en soulignant que la politique de l'institut d'émission ne se basers pas sur ces chiffres exceptionnals, qui risquent sincore de l'âtre, seton lui, en février et en mars. Les milleux financiers se reprennent également à espérar une amélioration de la conjoncture économique vers la fin de l'année. Ce qui inclus les analystes à recommander à nœuveau plusieurs titres à l'acher.

Parmi les actions en hausse sen-sible en relevelt plus perticulèrement Labinai + 9,1 %, Reusesi-Usisf + 7,6 % et DMC + 6,9 %.

ment progressé au cours des derniers

### NEW-YORK, 22 février 1 Progression

Wall Street s pregressé lundi 22 février grâce à une chasse aux bonnes effaires concentrée sur les valeurs vedettes, au détriment des titres secondeires. L'indica Dow Jones de ces valeurs vedettes e ciòture à 3 342,89 points, en heusse clôturs à 3 342,89 points, en reusse de 20,91 points soit une avance de 0,83 %. L'activité s été soutenue avec quelque 312 millions d'actions áchangées. Le nombre de titres en heusse s dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de clix contre neuf : 1 047 contre 942; 476 titres cer été inchangées.

neuf: 1 047 contré 942; 476 titres ont été inchangés.

Wall Street avait perdu 70 points la semaine dernièrs en reison des craintes que le plan économique proposé per le président Bill Cinton ne relentisse la croissance, vu les hausses d'impôts prévues. Catta semaine, e les gens recherchent des titres plus sûrs, achetant des valours vedettes et se débarrassant des autres, e souligné Hugh Johnson, responsable chez First Albany Corp. Les valeurs secondaires svalant natte-

mois grâce sux spéculations selon issquellae las patites antreprises bénéficieralent la plue du plan de relance de M. Cimton. 22 M. 71 1/8 53 7/8 31 5/8 30 3/4 47 3/4 50 1/4 Du Pont du Nem Emittee Kodek 54 1/4 46 1/2 36 3/4 550 1/2 74 3/4 550 1/2 74 3/4 113 3/6 14 3/4 14 3/4 14 3/4

- 4,5

٨...

4...

### LONDRES, 22 février 1 Léger recul

TOKYO: 23 février 1 Petite avance

Les valeurs ont clòturé an léger racul lundi 22 février eu Stock Exchange, à l'Issue d'une séance dominée par les creintes d'une importante augmentation de capital da la part du groupe chimique imperial Chemical industries (ICI). L'indice Footsle des contrattes de contratte caractes estature estature estature estature.

L'annonce d'une progression de

des eant grandes valeurs e clotusé en des eant grandes valeurs e cloturé en baisse symbolique da 1,7 point, soit 0,06 %, à 2 639,3 points. Le volume das échanges s'ast élavé à 551,9 millions da titrea contra 532,2 millions la veille.

0,2 % du produit intérieur brut (PIB) su quetrième trimestre de 1992 par rapport su troisième n's pas eu d'ef-fet sur la tendance, Par rapport au dernier trimestre de 1991, le PIB e reculé de 0,1 %.

ICI, qui doit publier ses résultats amuels jeudi et annoncer se décision sur son projet de scission, a perdu 42 pence è 1 076. Seinn des infermations de la prassa dominicale, il pourrait financer cette scission par une augmentation de capital d'un mil-ilard de livres.

La Bourse de Tokyo e terminé en légère hausse merdi 23 février à l'issue d'une séence calme au cours da sue d'une séence came au cours de laquelle l'indice Nikkel a étroitement fluctué. Au terme des échanges, la principel indicateur da la place a gagné 42,54 points, soit 0,25 %, à 16 863,15 points, dans un volume inchengé d'environ 200 millions da

Les invesusseurs restent prudents devant le flambée du yen et à l'ap-procha de la réunion du G7 samedi

27; février. Les fonds publics ent so tenu le marché, ont déclaré les bou siers. · ·			
VALEURG	Cours du 22 fév.	Cours de 23 Nov.	
Afficiente	7 210 1 160 1 320 1 750 1 270	1 200 1 160 1 310 1 700 1 270	

## Avec Le Monde sur Minitel

BOURSE

## GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir

Dividende

Performances

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE CONTAMINES **36.15 LE MONDE** 

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

le 30 septembre 1992.

Dividende net par action

Tapez JEUX

### RÉSULTAT

CONTRAT

D Air Canada e perdu 454 millions de dollars en 1992. - Sous la pression de la récession mondiale et de la compétion internelionale, le compagnie Air Canada e réalisé en 1992 une perte de 454 millions de dollars canediens (2 milliards de francs) an lieu de 218 millions (940 millions de francs) en 1991. Air Canada, qui plaide pour un rapprochement evec son concur-rent Canadian Airlines dans lequel American Airlines vical de prendre une participelion, e supprimé 2 200 emplois en cours de l'année écoulée. M. Hollis Harris, son pré-

: 967,55 F

II GEC Alsthom et AEG créeet
une société commune. - GEC Alsthom et le groupe allemand AEG
(électrotechnique) ont signé un prolocole d'eccord pour une société
commune, détenue à respectivemenl 60 et 40 % par les deux parties, e annoncé GEC-Alsthom, lundi 22 février, dans un commu-niqué. Cette société commune s'appelle LKR Kanis-Service GmhH, et sera chargée de la gestion des acti-vités de réparation et de mainteoance de mecbines électriques d'AEG-Kanis. Pour GEC-Alsthom, cet eccord est une nouvelle étape de le coopération entre les deux groupes, déjà marquée en 1990 par le transfert des activités turbines à gaz d'AEG à une eutre filiale com-mune, EGT GmhH, contrôlée à hantenr de 55 % par GEC-Alssident, a demendé, landi

#### thom. DÉPART

M. Alaia Gomez quitte la cnnseil d'administration da Smith Kline Beecham. – Le PDG da Thomson, M. Alain Gomez, a démissionné du conseil d'adminis-tration de SmithKline Beecham en raison du temps qu'il duit consacrer à ses autres activités, a annoncé, lundi 22 février, le groupe pharmaccutique anglo-américain. M. Gomez, cinquante-quatre ans, était admistrateur à titre indépendant de SB depuis janvier 1991. Il a été remplacé par Sir Christopher Hogg, cinquante-six ans, président du groupe chimique britannique Courtaulds et président de groupe d'informations financières Reuters Holdings.

### INVESTISSEMENT

UVF International (habillement) produira des «jeans» en Pologne. --La filiale européenne du groupe américain de confection VF International va investir 5 millinns de dollars (27,5 millions de francs) dans la production de «jeans» chemises et sweat-shirts Wrangler chemises at sweat-shirts Wrangler à Lodz en Pologne. VF International produira ces vêtements, destinés au marché intérieur et à celui de l'Europe de l'Est, à partir des tissus fabriqués par une société polonoitalienne Legier-Polonia, qui lui louera également une halle de production de 11 000 m², an titre d'un contrat de cinq ans. En isnyier contrat de cinq ans. En janvier 1992, Levi Strauss and Co. evait ouvert une usine à Plock, produi-sant ectuellement 20 types de « jeans » différents, à raison de 20 000 à 24 000 pièces par

## **CHANGES**

## Dollar: 5,5090 F ↓

Le dollar se raffermit face au yen mardi matin 23 février sur le marché des changes européen, mais il reste très inégal vis-à-vis des autres devises en raison de la de fermeté du deutschemark A Paris, la monnaie eméricaine coteit 5,5090 frencs contre 5,5180 francs la veille eu cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT 22 fet. 23 fet. Dollar (en DM) ... 1,6325 1.6240 TOKYO 22 ftv. 23 fév. Dollar (ca yeas).. tt6,85 tt6,78

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (23 fév.)...... Here-York (22 fév.).... ... tt 3/16-1t 5/16 %

## **BOURSES**

19 fev. 22 fev. (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 509,60 517,18 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 \_\_\_\_ 1 937,17 t 959,23

**NEW-YORK (Indice Dow Jones)** 3 322,18 3 342,99 LONDRES (Indice & Financial Times ») 19 fev. 22 fev.

FRANCFORT 19 fev. t 677,39 t 680,74 TOKYO 22 €v.

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

2 15/16 %

. [	COURS CO	MPTANT	COURS TERM	TROIS MOU
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (180) Ecz Doutschemark Franc subse Live tablease (1000) Live sterling Peseta (100)	5,4970 4,7083 6,5550 3,3925 3,6957 3,4750 8,0050 4,6486	5,4990 4,7121 6,5630 3,3930 3,6983 3,4850 8,0100 4,6543	5,6135 4,8969 6,5909 3,4297 3,7522 3,4765 8,1158 4,914	\$,6195 4,8147 6,6040 3,4240 3,7563 3,4900 8,1279 4,6116

### TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UNI	MOIS	TROIS	MOIS	SIX	MOIS
	Demande	Offert	Demandé		Demandé	Offert
\$ E-U Yen (100) Eca Destychement Franc salene Live indicate (1000) Live sterling Pesets (100) Franc français	2 15/16 3 1/16 9 3/8 8 1/2 5 3/8 11 3/8 6 3/16 t7 tt 5/8	3 1/16 3 3/16 9 5/2 8 5/8 5 1/2 11 5/8 6 5/16 20 tt 15/16	3 1/16 3 1/8 9 3/8 8 1/4 5 5/16 tt 3/8 6 1/16 15 1/2 11 5/8	3 3/16 3 1/4 9 1/2 8 3/8 5 7/16 tt 5/8 6 3/16 17 1/2 12	3 1/8 3 1/8 9 7 3/4 5 1/16 tt 1/8 5 3/4 13 3/4 t8 1/2	3 1/4 3 1/4 9 1/8 7 7/8 5 3/16 tt 3/8 5 7/8 t5 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbançaire des devise communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

### (6 mois) + 5,40 %

LES 2 300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

30.06.1992 - 31.12.1992 31.12.1991 - 31.12.1992 (12 mois)

+ 9,39 %

(coupons nets réinvestis - source Europerformonce)

LION ASSOCIATIONS

UN PLACEMENT EN OBLIGATIONS FRANÇAISES

SANS RISQUE IMPORTANT EN CAPITAL

Crédit d'impôt pour les personnes physiques : 1,10 F

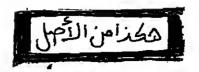
Crédit d'impôt pour les personnes morales : 1,13 F

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 janvier 1993 a approuvé les comptes de l'exercice clos



2 840 2 838,30 2 200,80 2 198 93,50 93,30 96,32 96,57

nes... t6 820,6t t6 863,15 ...... 1 283,9t t 281,3t



Le Monde • Mercredì 24 février 1993 21

# MARCHÉS FINANCIERS

RCHES

	<b>DE PARIS</b>	<b>DU 23 FÉV</b>	/RIER	·	·	Cours relevés à 11 h 15
Company VALEURS Comes Premier preofd. Permier preofd. Policy Premier preofd. Policy Premier preofd. Policy Premier preofd. Policy Premier preofd. Premier preofd. Premier preofd. Premier preofd. Premier preofd. Premier pre		Coses Premier Denier % Comparer proofed yours coses +- satisfic	glement men	<del></del>	Course Premier Denier % 260 Furnished Course cours + 260 Furnished Course cours + 260 Furnished Course cours + 260 Furnished Course course + 260 Furnished	VALEURS Cours precide. Premier cours +-  rd Mosor
SAMP   P	S300	281   285   283 20   +0 88	Lagardère Group.   90 25   93   93 7     Lajon.	0 + 3 82 465   Sinco. + 5 04 940   St. Rossignol 0 65 440   Signot 0 25 420   Signot 0 25 420   Signot 0 25 420   Signot 0 26 420   Signot 0 27 421   Soderopis 1 82 1120   Sovet 1 82 120   Sovet 1 82 120   Sovet 1 83 120   Sovet 1 84 120   Sovet 1 84 120   Sovet 1 84 120   Sovet 1 85 120   Sovet 1 85 120   Sovet 1 86 120   Sovet	475   471   473   +0 94   455   666   675   675   990   976   +2 75   330   666   686   400   400   +2 200   377   666   686	a. Blacz
1950 I Standard American I 1970	Compt			SICAV	(sélection)	22/2
VALEURS % du % du nominal coupon	VALEURS Cours Dernier cours	VALEURS Cours Dernier cours	VALEURS Cours Dernier cours	VALEURS Emission Rac Frain inc.		
Characteristics   Cours   Co	Finders	AEG.   560      ALEA Alunisium   102 50      Alzun Alunisium   102 50      Antoksu Bracki   210      Aford   316      Assurience Mines   60 25      Bauto Popular Espa   19500      Bauto Popular Espa   19500      Chrysler Corp   218      Claysler Corp   218      Get Chemical   308 50   300    Fint   18	Holisco	Actionus valve D	Street	Florenter J.
Marché des	Changes I	Marché libre de l'or  MONNAIES COURS COURS T DEVISES préc. 22/2	LA BOURSE SUR MINITEL	Marché à tem	ne international de F Cotation du 22 février 199	
Etate Unis (1 usd)	5518 53 58 Orf 5575 339 090 328 348 Orf 18 454 15 9 16 9 301 220 390 310 310 3 516 3 4 3 9 PBc	in (kilo en barre) 68100 58300 in (en lingot) 58150 58900 332 in 67 (10 f) 413 413 332 in Suisse (20 f) 340 332 in Suisse (20 f) 339 332 in Suisse (20 f) 339 332 in Suisse (20 f) 339 332	36-15 TAPEZ LE MONDE	NOTIONNE Nombre de contrats est	CL 10 %. CA limés : 160 106	C 40 A TERME Volume: 23 101 Février 93 Mars 93 Avril 93

## COMMUNICATION

### La douzième édition d'Imagina

## Le développement des images de synthèse met l'artifice au service de la vie

La douzième édition d'imagina, qui e eu lieu du 17 au 19 février à Monte-Carlo, e confirmé que, de plus en plus, le développement des imeges de synthèse donne lleu à des applications multiples en mettant l'artifice au service de la vie ecientifique, industrielle, artistique et quotidienne.

#### MONTE-CARLO

de notre envoyé spécial

Cette voitura, gros œuf rouge au capol vitré futuriste, n'existe pas, ou pas encore. Et pourtant la voici béroine d'un film, en train de traverser un village de Provence puis un nuisseau, creusent un sil-lege où ae reflètent les nuagee. Racoon – c'est son nom de cods - eat une voiture de synthèse, fruit design de Renault. Le village et le ruisseau, eux, sont bien réels, filmés par des ceméras. Ce mélange parfait du décor et de la voiture dans une image composite animée est un des premiers résultats concrets du projet européen Synthetic TV, euquel participe l'Institut national de l'eudlovisuel

Présenté hors compétition lors de la douzième édition d'Imagina, le resaemblement ennuel l'image de synthèse (le Monde du 18 février), ce film épouse quel-ques tendances actuelles du secteur : le métissage des images (chimique avec le film, électronique en vidéo ou calculée par ordinateur) eet mis eu service d'un «rendu» réaliste et d'applicadons concrètes dans des domaines toujours plus variés. Car Raccon et ses acciytes n'ont pae que des visées esthétiques. Ils évitent de multiplier les maquettes à grande échelle, raccourcissent donc les temps de sortie de nouveaux modèles, dans une industrie automobile où la rapidité d'adaptation est une question de survie.

La même préoccupation as retrouve dans l'industrie du rêve, le cinéma ou la télévision. Pour accélérer la production de dessins enimés, on fait appel à des... ecteurs, dont les mouvements sont enelysés, et reproduits sous les traits d'un personnage dessiné. Lee capecités de celcul sont ormais talles que le visage d'un evectour ou ecteur virtuel. comme les nomme Steva Glenn, de la société Simgraphics, peut être enimé en tempe réel. Il devient donc possible de dislo-guer, face è un téléviseur, evec 'importe quel héros dessiné. Le principe n'est pes éloigné des figurants costumés qui emusent les enfants pendant le camaval. Mais l'effet surprend, notemment perce que, détachés des lois physiques dans leur territoire visuel, ces «vacteurs» de synthèse peuvent subir toutes les déformations possibles. D'ailleurs, les médecins de Loma Linda, eux Etats-Unis, les ont enrôlée au service de leurs jeunes patients cancéreux, comme médiateurs d'un nouveau genre.

Pour les chercheurs, il est déjà loin le temps où le dialogue sntre le machine - notamment l'écran d'un ordinateur - et l'homme passalt par le truchement rigide et complexe d'un clavier, restreint à des chiffres et des lettres. Ou même d'une « souris », limitée aux deux dimensions d'un plan. Quant eux dispositifs de captation du mouvement humain tels que gants de données ou autre, ils représentent une contrainte matérielle at nécessitant un epprantissage. Les

nouvelles interfaces entre réel et virtuel se veulent toujours plus

C'est pourquoi les laboratoires japonais de NTT (Nippon Tele-graph end Telephone) travaillent sur la reconnaissance des gestes naturale. Dans une pièce équipée de caméras, il suffit de montrer de l'index un morceau de l'écran géent situé à quelqueu mètres, puis de lever le pouce, pour déclencher une action (comme le commande d'un magnétoscope, etc.). Le même index peut « des-siner dans l'espace» des traits qui a inscriront à l'écran. D'autres systèmes analysent le regard face è l'écran; avec la commande vocale déjà bien connue, on peut dire que l'image commence à obéir à la voix, eu doigt st à l'œil... En retour, l'image permet de com-mender aux objets. Dans les labo-ratoires d'Hitachi, des techniques superposant images vidéo et sché-mas de synthèse d'une même machine permettent de surveiller et de commander des processus

#### En quête du vivant

«Au lieu d'amener les gens dans l'ordinateur et dans son monde, amenons l'ordinateur dans le monde des genes, ditPierre Wellner, chercheur de Rank Xerox en Grande-Bretagne, Dens le etureau numérique » auquel il travaille, une caméra et un projecteur permettent de saisir ou de visualiser, côte à côte sur une table, des documents en papier et d'autres électroniques; d'en mélanger è volonté les éléments, en les désignant avec ses doigts; et de les partager avec un eutre bureau à distance.

Car l'image calculée ne se contente pas d'être maléable. Elle voyage facilement, une faculté qu'exploite la télévirtualité (la Monde du 18 février). Et elle invite également à d'autres voyages, scientifiques ou artistiques. Au à six partes, capable d'éviter les gros obstacles, de grimper sur les petits... et de réapprendre è mer-

D'autres démiurges, les artistes, sont lancés dans la conquête parallèle de cea territoiree. Dans un dispositif de Catherine licam, un «masque» vénitien projeté réagit aux mouvements de son observa teur, dans une pièce noire. Mais ce masque n'est pas mécanique. Il a ses propres caractéristiques, et le «dialogue» visuel est donc sane cesse renouvelé, Sa créatrice l'a baptisé l'Autre.

#### célèbre Media Lab du MIT américain, Patti Mees élève de drôles d' cinsectes y virtuels. Ils ont fairn, soif, sont plus ou moins agressifs, capebles de chercher de la nourriture, d'éviter ou de pourchasser leurs congénères. Ces créatures ne «vivent» articiellement que sur un écran, où on observe leur com-portement. Mais la même équipe e construit un petit robot autonome

En bâtissant des créatures de

plus en plus autonomes, en raffi-nent leurs capacités d'adaptation à l'environnement et d'apprentisssage par l'expérience, « le vie articielle cherche à comprendre le vivant », explique Paul Bourgine, directeur du laboratoire de vie antificialle du CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts). Et elle balise en même temps les nouveaux territoires d'une image autonome.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## Les batailles de la «pub»

Suite de la première page

D'autre part, la perspective de l'entrée en vigueur, le 1° avril, de la loi Sapin, promulguée le 30 jan-vier, qui bouscule les habitudes parfois opaques de ce secteur d'ac-tivité eo proscrivant dorénavant les pratiques de fecturation et de rémunération occultes, impose le transparence eux publicitaires et aux supports médiatiques de la publicité, contraints d'afficher leurs prix, donc de prendre le risque de se retrouver confrontés aux lois du marché et de la concurrence. L'enjeu est vital, en particulier, pour l'evenir des journaux, menacés de voir se tarir davantage leurs res-sources publicitaires si la péaurie profite surtout aux sociétés de télé-

Il y a ceux qui n'hésitent pas à adopter une analyse totalement à contre-courant des modes, comme le président de l'unité de recherche média de la centrale d'achat TMP (The Media Partnership), M. Jean-Louis Laborie, qui vient d'affirmer, au vu des enquêtes du Centre d'étude des supports de publicité (CESP), « la fin de l'hégémonie télévisuelle » en soulignant que « des trois mèdias (radio, télévision, presse), la presse est celui qui offre le temps publicitaire individuel effile temps publicitaire individuel effi-cace le plus important » (le Monde du 26 janvier).

Cette vision iconoclaste ne pou-vait pas laisser sans réaction ceux des publicitaires qui vivent surrout de la télévision et qui canalisent l'essentiel de la manne répandue pur les annoaceurs. Certes, ea 1992, en France, les investissements publicitaires cumulés de la télévision, de la radio et de la presse ont connu une légère pro-gressioa par rapport à l'anaée pré-cédente (+ 5,7 % en francs constants) mais les investissements publicitaires en radio (+ 9,50 %) et en télévision (+ 9,2 %) ont été nettement supérieurs à ceux affectés à la presse écrite (+ 4 %) (1). La télérision coacentre zinsi, aujourd'hui, plus de 25 % des investissements publicitaires. En volume de pagination publicitaire la presse écrite chregistre en un an une baisse de 3,6 % alors que la radio et la télévision progressent respectivement de 4,9 % et 4,3 %.

En dépit de la réputation de sérieux dont jouit M. Laborie, les régies publicitaires des ciaq chaînes de télévision françaises -TF I Publicité, Canal Plus Régie, M 6 Publicité et France Espace, la régie des deux chaîses du secleur public - ont aussitôt contesté que

la presse écrite puisse faire jeu égal, co audience, avec le petit écrao en occusant M. Laborie de fooder ses conclusions sur aune succession d'amalgames et d'interprétations extrêmement hasar-

Il y a ceux, plus combreux, qui préférent miser sur les effets d'annonce en affichant la couleur le investisseurs, devenus circonspects ou attentistes depuis qu'ils oat appris que certaines cootrales d'acbat aegociaient auparavant evec les supports, dans un contexte de récession, des rabais (« dégressifs », selon le terme utilisé par les professioanels) pouvant etteindre 37 % dans la presse écrite et 70 % en radio sans que les anoonceurs bénéficient toujours de ces remises. En application de la loi Sapin, les médias revoient dooe à la baisse leurs tarifs publicitaires mais leurs choix et les modalités d'epplication de ces diminutions de prix diffèsuivant les titres.

#### Les réductions de tarifs annoncées

Chez les quotidiens, le Parisien enaonce uoe baisse de tarif de 25 %. Le Monde, quant à lui, pré-sentera ses aouveaux tarifs la semeine prochaine. Chez les hebdomadaires, le Point et Télérama annoncent une baisse de 30 % alors que l'Evènement du Jeudi réduira ses tarifs de 25 %, Général Médias, règie d'Actuel, de VSD et du Nouvel Observateur de 20 à 25 % et l'Express de 20 %.

Y verra-t-on plus clair? On peut l'espérer puisque ebaque médie devra désormeis afficher ses devra désormeis afficher ses barèmes. Les réductioas seront directement octroyées en cas d'of-fres de publicité groupées ou en cas d'engagements pris antérieurement avec les annonceurs. Le Point pra-tiquera ainsi des rabais allant jus-qu'à 15 %, l'Express jusqu'à 20 %, et l'Evénement du Jeudi de 5 à 15 %, Interdeco, qui gère la publi-cité de plus de vingt-cinq titres, a situé sa baisse de tarifs dans une situé sa baisse de tarifs dans une fourchette de 10 à 20 % meis consentira « des dégressifs plus importants que Télérama, y dit-on, afin de retrouver, en gros, le montant des «négos» consenties aupa-

Il risque d'en résulter beaucoup de turbulences, d'une intensité dif-férente suivant les secteurs, surtout si le proche avenir confirme la prédiction pessimiste du président-fondeteur de Publieis, Marcel Bleustein-Blanchet, qui ebiffrait «au bas mot entre 20 et 40 %» la chute prévisible des revenus des agences de publicité et annonçait, co octobre 1992, « la ruine de la publicité française et sa défaite en ruse composité de la défaite en la composité de la description de la composité d rase campagne devant des concur-rents étrangers qui, eux, continue-ront de pratiquer sans état d'ême, la rémunération par commission ». D'autant que la consurrence des chaînes de télévision entre elles, et avec les autres médias, s'annonce plus féroce que jamais eutour de la manne publicitaire. Selon l'Obser-vatoire du marché publicitaire, créé le 18 février par l'iostitut IPSOS, la croissance des investissements publicitaires scrait, elobalement, en France, en 1993, de l'ordre de 0,4 % mais les chaînes de télévision augmenteraient leur part en attirant à elles 40,9 % du volume des investissements, contre 39,4 % pour la presse (2). Le petit écran pourrait même voir sa part du gâteau augmenter eacore, si la publicité sur la distribution — qui hi est actuellement interdite — lui tre le contre de la contre de était accordée. M. Michel-Edouard Leclere (Centres Leclerc) va ea effet porter incessamment ce dossier devant les instances européennes, eprès l'échec des procédures en France.

M. René Saal, directeur de Carat TV, filiale de la principale centrale d'achat, affirme, justement, que e'est TF I qui va mettre le fen aux poudres en augmentant « de Jaçon importante mais progressive » ses tarifs dès avril. La régle de TF 1 se confirme oi n'infirme. Première consommatrice de « pub » dans le paysage audiovisuel (55 % des iovestissements à la télévision en 1992), TF 1 a réussi, l'an dernier, à accroître de 2 % le nombre de ses écrans publicitaires alors que le nombre total d'écrans ecbetés sur l'ensemble des chaînes de télévi-sion baissait de 5 %. Mais la ehaioe de M. Francis Boaygues arrive à saturation en matière de spots. Si elle en faisait plus elle pourrait lasser ses téléspectateurs. Parallèlement à l'eugmentation de ses tarifs elle o'est pas étrangère à le campagne menée nuprès des dirigeants de l'opposition pour qu'ils limitent les ressources publi-citaires des chaînes audiovisuelles du service public, s'ils remportent les élections législetives. Or si TF I augmente ses tarifs, les priacipaux investisseurs réduiront fatalement les budgets de publicité destiaés eux autres supports.

Pourtant, ultime paradoxe, la limitation du nombre des écrans de « pub » à la télévision epportera peut-être une bouffée d'oxygène à magazioes, qui ponrraient bien prendre le relais auprès des annonceurs. La mort de La Ciaq a inchangée (0,9 %).

entraîné le fermeture de près de quatre ceuts écrans, et la demande des anaoaceurs reste largement supérieure à l'offre des télévisions. Les magazines le savent, qui afflitent déjà de nouveaux outils (études d'andience, soodages, etc.) afin de lutter à armes égales avec

Eo revanche, le coocentration des budgets publicitaires sur les trires jugés prioritaires par les pro-fessionnels risque d'accélérer les mouvements de concentratioo. Général Médias pronostique « deux années difficiles, où la publicité, en risque de hâter les rachats de jour-naux, moins bien lotis, par les grands groupes de presse». Princi-pales victimes de la loi Sapin, les ceatrales d'achat y trouvent uo argument pour souligner que l'an-cien système avait au moins favorisé la création de nouveaux médias. Voilà pourquoi elles antici-pent, elles aussi, sur le résultat du scrutin de mars en réclamant déjà an futur gouvernement la révision de ce texte.

ARIANE CHEMIN et YVES-MARIE LABÉ

(1) Ces chiffres ne prennent pes en compte les petites annonces de la presse, qui ont carcaistré un recul de 30 % par an depuis 1990.

(2) Créé par IPSOS-Médias en collaboration avec la société d'études Espaces TV Communication est observatoire publicar chaque trimestre un baromètre d'analyse économique du marché publicitaire établi sur la base d'un sondage réalisé auprès d'un échantillou représentatif de 250 annonceurs (45, rue de Paradis, 75010 Paris, 161, : 48-24-28-28).

o M. Alain Juppé apporte son son-tien à ARTE. - M. Alais Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré lundi 22 février eu micro de Radiocom, sur France-later, qu'il fallait laisser à ARTE, la chaîne culturelle franco-allemande, « la chance de poursuivre sa vie». M. Juppé a reconnu qu'il avait en tout d'abord un «préjugé défavorable», mais qu'a-près l'avoir regardée il avait le senti-ment qu'elle «était en train de réussir». D'autre part, la société Médiamétrie a fait savoir, le 16 fevrier, qu'une cerreur » l'avait amenée à sous-estimer les parts d'audience obtenues par Arte chez les téléspectateurs qui sont en mesure de la recevoir. Rectification faite, la part d'audience d'ARTE auprès de ses téléspectateurs «initialisés» se situe à 2 % en jaovier et aon à 1,1 % comme indiqué précédemment. Sa presse écrite, et surtout eux part d'eudience nationale, par rapport aux autres chaînes, demeure toutefois, précise Médiamétrie,

## CARNET DU Monde

Agestia ALBERRO ARAMBURU. dit Christian Guerche pour ses amis du PSU,

nous a soudainement quittés dans la nuit da 20 au 21 février 1993.

Et ses amis. l'accompagneront dans la plus stricte intimité au crématorium de Valenton (Val-de-Marne), le luadi 1 mars, à

Cet uvis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

 Micheline Charpentier,
 Catherine Charpentier, Hélène Charpentier, Julia Lévi et Mathilde Peythieu, Frédéric et Marina Schramm, son épouse, ses enfants, petits-enfants Et toute sa famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

> André CHARPENTIER, ancien élève de l'ENS, professeur agrégé,

survenu le 21 février 1993.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 février, au cimetière de Briarres-sur-Essonne (Loiret), à 1 t. beures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Me Paul Dardaud,
Jacques et Brigitte Dardaud,
Yves et Christiane Dardaud,
Claire, Virginie et Luc,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul DARDAUD,

survenu à Suresnes, le 17 février 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-lion ont eu lien le 20 février, uvec la communauté du village de Coublane (Hauto-Marne).

Cet uvis tient lieu de faire-part.

t5, avenue Jean-Jaurès. 15, avenue Jean-Jaures,
92150 Suresnes.
4, rue Edmond-Valentin,
75007 Paris.
2, rue du Pressoir,
78430 Louveciennes.

- Les membres de l'association culi-naire Les Amis d'André Guillot ont la tristesse d'annoncer le décès de celni qu'ils considéraient comme leur

M. André GUILLOT, ancien propriétaire de l'Auberge du Vieux-Marty, auteur d'onvrages de cuisine, inspirateur de nombreux chefs français

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Victor de Murly-le-Rol (Yveliaes), le jeudi 25 février 1993, à 15 b 45.

- Margency (Val-d'Oise).

son époux, Bous et Jérôme, ses enfants, Les familles Khaiat, Gauthier, Parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Martine KHAIAT, arrvenu le 22 février 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenous avec regret to

(CR)
Gitbert MONDIN, survenu aux Murcaux (Yvelines), le 14 février 1993.

mation u eu lieu dans la plus stricte intimité duns le esveau de famille à Toulouse (Haute-Garonne).

Mort d'Harvey Kurtzman

fondateur de « Mad »

L'auteur de bandes dessinées Harvey Kurtzman, un des fondateurs du magazine Mad, est mort des suites d'un cancer, dimanche 21 février, à l'âge de soixante-huit ans. Spécialisé dans le dessin satirique et la bande dessinée, Harvey Kurtzman evait vendu son premier dessin à l'âge de quatorze ans. Il avait collaboré è des

revues comme Hey look ou Timely Comics uvant de lancer, en 1952, la revue satirique Mad. Les cliches, les jeux de mots et les caricatures de Mad inspireroot de nombreux auteurs européens de BD et les jour-naux Hara-Kiri et Charlie Hebdo. Harvey Kurtzman, qui enseignait le dessia humoristique et la bande dessince à New-York, est aussi l'auteur de la série Little Annie Fanny, publiée par Playboy, et d'ouvrages, dont Ma vie de dessinateur de BD et De Aargh! jusqu'à Zap, l'histoire visuelle de la bande dessinée d'Harvey Kurtzman. Il avait été l'un des invités d'honneur du premier Salon de la bande dessinée d'Angoulême,

M
 — Brejon de Lavergnée,
 née Monique Perquis,

son épouse, M. et M- Benoît Brejon de Laver-

gnée, M. et M⇔ Alain Leclair, M. et M⇔ Nicolas Brejoa de Lavergnée, M. et M. Arnauld Brejon de Laver-

gnée, Le comte et la comtesse Philippe du Plessis d'Argentré, M. Laurent Brejon de Lavergnée, ses enfants,

Ses petits-enfants. Ses frères et sœurs, Ses beaux-frères et belles-sœurs. Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à

BREJON de LAVERGNÉE, professeur honoraire à la faculté de droit de Rennes, chevalier de la Légion d'honneur afficier de l'ordre national du Méri

pieasemeat décédé à Paris, le 19 février 1993, dans sa Quure-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 février, à 1t beures, ea l'église du Minibie-sur-Rance (Ille-et-Vilaine), sa paroisse.

Une messe sera dite à son intention, ainsi qa'à celle de sa fille

le jeudi 4 mars, à 19 heures, en l'églisc Saint-Séverin, Paris-5•.

2, rue des Poitevins, 75006 Paris. Les Auffenais, 35870 Le Minihio-sur-Rance.

- Pierre Méhaignerie, président du CDS, Dominique Baudis, président exécutif du CDS, Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, Jacquet Barrot, président de l'UDC, François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean LECANUET, uncien président du MRP, président fondateur du CDS, ancien ministre d'Etat, sénateur de Scine-Maritime, maire de Rouen,

e 22 février 1993. (Le Monde da 23 février et lire page 9.)

- Le docteur Jean Salomon son époux, Barbara et Eva Salomon, ses filles, Amparo Mallent, venve José Maria Rlus,

sa mère, German et Elvira Martinez Elvira, German, Elena et son époux Guillermo, et Victoria, José et Maria-Teresa Bas, losé-Ignacio, Diego et Teresa, Edmond et Simone Légoutière, Sophie et sa fille Laure-Elise, Pierre-Antoine et son épouse Marie-Cécile,

Pierre-Yves Salomon et Michèle

Pierro-Adrien et Elsa. ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Toute sa famille Et ses amis, onl la doulenr de faire part de la mort

Julia SALOMON.

pieusement décédée le 18 février 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

Elte reposera caprès des siens au cimetière de Puternn (Valencia), 14, rue Déodat-de-Séverag.

M. et M- Georges Masse

- Saint-Eticane.

Les familles Maisonny, Gential. Parents, alliés, Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M= Pierre VIALLAT,

survenu le 2t février 1993, dans sa

Ses funérailles auront lieu te mardi 23 février, à 14 h 15, au temple, rue Elisée-Reclus, suivies de l'inhumation au Mazet-Saint-Voy, vers 16 h 15.

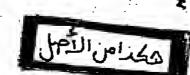
Ni fleurs ni couronnes.

Tout ce qui se produit sur la terre arrive en son temps, »
Ecclésiaste ttl, verset 1. Cet avis tient lieu de faire-part.

Soutenances de thèses

 M. Jocelyn da Nobtet, thèse de doctorat: « Les langages de la cultura matérielle (évolution comparée da lu forme des objets produits iadustriellement) », sous lu direction de M. Edmond Couchot, le mardi 2 mars 1993, à 14 h 30, université Paris-VIU, bâtiment J. salle 1, 2, rue de la Liberté, Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

\*



 $\dots \wedge_{\pi_{d_k}}$ 

2000

Sa des

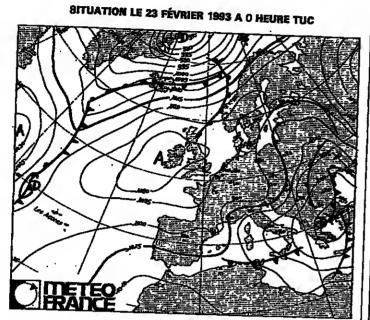
 $M_{\rm PM}$ 

ggran kurusi k

AC - 24

**IMAGES** 

DANIEL SCHNEIDERMANN



PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1993



Mercredi : journée ensoleillée sous un froid vif. - Sur la Corse et des Massif Central, les Alpes du Sud et côtes varoisee à la Côte d'Azur, des seages nuageux, parfois ebondants le metin, donneront encore quelques averses de neige jusqu'en mi-journée. L'après-midi sera plus ensoleillée.

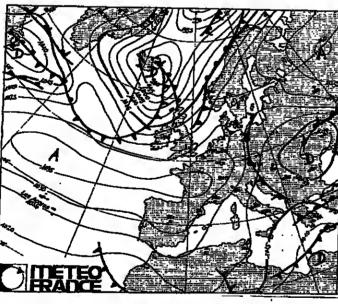
Sur tout le reste du territoire, le journée sera largement erisoleillée, mais le froid sera vif, surtout dans l'Est sur les surfaces enneigées et en montagne.

Les températures minimales seront généralement comprises entre -4 et et près de la Méditerranée.

-8 degrés, localement - 10 dans la dans l'Est, jusqu'à - 15/- 20 en montagne dans le Jura et les Alpes du Nord. Il fera un peu plus doux sur la Bretagne di pres de la Maditerrance. Les températures maximales seront négatives dans l'Est, entre -1 et

-3 degrés. Aitleurs, elles seront généralement comprises entre 1 et 5 degrás, jusqu'à 8 ou 7 en Bretagne

PRÉVISIONS POUR LE 25 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



Valeurs extr	maxima — minima Ames relevées entre UC et le 23-2-1993 à 8 heures Ti	le 23-2-93
FRANCE  AJACCIO	RARCELONG   12	MARRAKSCH 21 19 N MEXICO 22 12 D MILAN 19 -4 D MONTRÉAL -11 -16 " MOSCOU 2 -4 C NAIRORS 22 12 N
A B C ciel convert	D N O	P T * neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver,

16.25 Big Bang.
17.25 Magazine : Fractales.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
Invités : Robert Charlebois, Carole Laure. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada, Législa-tives 1993 : les écologistes au pouvoir?

Ségolène et les garçons France 2, cf. nos éditions d'hier).

dras » de vulgaires « rénovateurs », de « transcourents » de peu d'attait, ou pis, de candidats en campagne, socialistes qui plus est.

Entre les pirateries ferroviaires de la et contre les vieux. « Quadras » bien coordination agricole et l'opération Concarneau ville morte, ils n'auraient même pas eu droit à ces cinq secondes d'attention qui sont aujourd'hui l'unité de mesure du débet politique. Peut-êtra même n'auraient-ils pas eu droit au journal télévisé du tout, Mais Ségolène était là, le mise en scène était soignée - ils s'adressaient au pays d'un débit de boissons de la rive gauche - et le nom faisait image. (Même s'ils euraient pu trouver Pene, rien n'eût distingué ces « qua-mieux : on s'étonne que personne

Restait à délivrer leur message. On de Closets consacrait précisément Entre les pirateries ferroviaires de la et contre les vieux. «Quadras» bien élevés, ils ne l'exprimèrent pas ainsi : il fut question € d'hommes nouveaux capables d'incamer», etc. Mais on avait compris le sens. L'initiative ouvrait d'ailleura des perspectives. Dans le futur emouvement» issu du « big bang», ne pourrait-on avantageusement remplacer les « courants » désormaie ringards par des groupes d'âge, comme dans les colonies de

Ce ne serait pas plus idiot qu'au-

son émission « Savoir plus », sur France 2, eux sffres de l'adolescence. If y fut question des premiers émois, des premiers troubles, de la difficile ralation avec les parents. On y pouffa, on y bégaye, tendis qu'affleuraient sous les gloussements les angoisses fondatrices de l'existence, il y fut utilement précisé que l'adolescence n'était pas une maladie, et que cet état regrettable finissait en général par se terminer. On espérait, malgré l'heure tardive et la proximité des examens, que Ségolène et les tre chose. Heureuse coîncidence, garçons étaient encore à l'écoute.

quelques heures plus tard, Frençois

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

➤ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 23 février

## TF 1

20.45 Cinėma : Hold-up. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1984). 22.45 Magazine : Durand la nuit,

apporté ni mojettes, ni enfants, ni

chabichou, elle ne présenta pae

davantage de plan pour l'insonori-

sation des cantines ou contre les

campings sauvages. Une fois n'est pas coutume, elle se contenta de

faire une tache bleue eu milleu

d'une bende de gerçona honnêtement bûcheurs, que les journaux télévisés présentèrent

Reconnaissons-le : sans Ségo-

comme eles quadras du PS».

La vulgarité est-elle à la mode? O.45 Magazine est-elle à la mode?

O.45 Magazine: Le Club de l'enjeu.
Invités: Didler Pineau-Valencienne, président du groupe Schneider; Olivier Robert, directeur général d'Ous; Bertrand Thomas, directeur du Musée Grévin; Michel-Edouard Leclerc, Nino Cerruti, René Tendron, Chantel Cumunel, directrice de l'APEC.

#### FRANCE 2

20:50 Cinêma : Police Academy 6. D

## <u> Mardi • 20H50</u>

**POLICE ACADEMY** 

sur Grand Ecran - par cable et satellite

**2**16/9

Film americain de Peter Bonerz (1989).

22.20 Magazine : Bas les masques. Présenté per Mireille Dumes. Ma via d'enfant. 23.25 Journal des courses, Journal et Météo.

23.45 Magazine : Le Cercle de minuit.

### FRANCE 3

TF 1

14.35 Club Dorothée.

20.45 Feuilleton: Emilie, le passion d'une vie. De Jean Beaudin.

17.25 Série : Pramiers baisers.
17.50 Côté enfants (et à 22.45)
17.55 Série : Hélène et les garçons.
18.25 Jeu : Une famille en or.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous l Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Syvie Joly.

18.50 Tirage du Loto (et à 20.40).

20.00 Journal et Métêo.

23.50 Journal et Métêo. 23.55 Série : Intrigues.

FRANCE 2

19.45 Divertissement : Le Bébête Show (et

20.00 Journal et Meteo.
20.50 Variétés : Sacrée soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucautt. Spécial bonne humeur.
22.50 Magazine : Grands reportages.
Katie et Ellish, les petites siamoises di Dublin, de Mark Galloyaw.
23.50 Journal et Métao.

15.15 Variétés : La Chance aux chansons.
16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.40 Feuilleton : Beaumanoir.
17.05 Magazine : Giga.
18.50 Jeu : Score à battre.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20:50 Téléfilm : Des voir dans le jeurlie.

20:50 Téléfilm : Des voix dans le jardin. De Pierre Boutron, d'après le roman de Dirk Bogarde, evec Anouk Almée, Joss Ackland.

22.25 Première ligne.
Justica en France : des hommes en prison, documentaire de Philippe Boucher, Daniel Karlin et Tony Lainé.

0.00 Journal et Météo.

0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté per Michel Field. Spécial Peter
Gabriel.

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.

21.35 Documentaire : Pisnète chaude Palestine, histoire d'une terre, de Simone Bitton (2º partie). 22,35 Journal et Météo. 23.00 Téléfilm : Joanna et les clones. De Philip Saville (2- partie).

0.15 Continentales. L'Eurojournel : l'info en v.o.

### **CANAL PLUS**

20.35 Cinême : Predator 2. D Film américain de Stephen Hopkins (1990). 22.15 Flesh d'informations.

22.25 Cinéma : Mon père, ce héros. ma Film français de Gérard Leuzier (1991). 0.05 Cinéma : L'Enquête de l'inspecteur Morgan. ma Film britannique de Joseph Losey (1959).

### ARTE

22.10 Documentaire : 1951-Berlin-1993. De Michael Strauven.

22.50 Débat : Au Café Einstein. 23.25 Cinéma : Alphaville. III Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1965).

M 6

20.45 Téléfilm : Sur la piste des voleurs de chiens. De Greg Beeman.

## 22.25 Série : Amicalement vôtre.

23,25 Série : Soko, brigade des stups. 0.15 Informations:

Six minutes première heure 0.25 Musique : Flashback.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science, L'écologie des peuplements. Avec Robert Barbault.

21.30 Debat. Retrouver l'Europe : rencontre phi-losophique à Leipzig, ex-RDA. Avec Alain Bediou, Karl-Heinz Barck, Petra Keyse, Jean-Luc Nency, Mikhell Ryklin, Ulrich Schneider. 22.40 Les Nuits megnétiques.

0.05 Du jour au lendemain, Avec Antoine Compagnon (Chat en poche – Montaigne et l'ellégorie). 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 octobre 1992 à l'Opéra-Bastille). Trois poèmes de Lucile de Chateaubriand op. 10, D'un cahier du Journal d'Eugépie de Guérir, op. 27, Deux poèmes de Coventry Patriore op. 30, Alissa op. 9, de Milhaud, par Florence Datz, mezzo-soprano, Sege Cyferstein, piano.

22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. Œuvres de Lalo, Gounod. Saint-Saêns, Massé.

23.09 Feuilleton : Meldoror.

23.19 Ainsi la nuit. Fantaisie pour violon et piano en ut majeur D 934, de Schubert; Lieder, de Brahma; Sonate pour piano nº 14 en la mineur D 784, de Schubert. 0.33 L'Heure bleue.

## Mercredi 24 février

### 22.25 Journal et Mêtéo.

22.55 Sport : Voila
Tour du monde en 80 jours : Défi Charal, 23.05 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

### **CANAL PLUS**

15.35 Téléfilm : Meurtre en noir et blanc. De Robert Iscove, avec Richard Crenne, Cliff 17.10 Divertissement : Samedi soir

## avec les Nouveaux (rediff.). 18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 21.00 18.30 Ça cartoon. 18.50 Le Top.

19.15 Megazine : BVP,
Baffie vérifie la pub.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Megazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

21.00 Cineme: Class Action, 

Rim eméricain de Michael Apted (1990).

Avec Gene Hackman, Mary Elizabeth Mastrantonio, Colin Friels.

22.45 Flash d'informations. 22.50 Cinéma : Extremities. m Film eméricain de Robert M. Young (1986). 0.15 Cinéma :

Que la fête commence l mm Film français de Bertrand Tavernier (1974). Avec Philippe Noiret, Jean Rochefort, Jean-Pierra Marielle.

### ARTE

 Sur le câble jusqu'à 19.00 -17.00 Magazine : Mégernix (rediff.).
17.55 Chronique : La Dessous des cartes.
De Jean-Christophe Victor (rediff.). 18.00 Documentaire : Histoire parallèle

19.00 Magazine : Rencontre.
Spike Lee/Blaise N'Djehoya.

19.30 Documentaire : Terra X,
les iles du Dragonnier.
De Friedrich Myrhofer et Harald Braem.

20.15 Cinéma d'enimation : Le Grand Tyll, De Rein Raamat. 20.30 8 1/2 Journal,

20.40 Musica : Musicarchives.
Alexis Weissenberg Interprets Patrouchka, de Stravinsky. Réalisation d'Ake Falck. 21.10 Documentaire: The Yellow Shark.

22.40 Documentaire : Jours invisibles ou la Légende des crocodiles blancs. D'Eva Hiller.

## 23.55 Magazine : Megamix (55 min, rediff.).

### M 6

15.25 Série : L'Exilê. 16.30 Magazine : Nouba. 17.00 Veriétés : Multitop. 17.30 Séria : L'Etalon noir. 18.00 Série : Booker. 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.

19.54 Six minutes d'informations, Mêtéo.

Mêtéo.

20.00 Série: Cosby Show.

20.35 Msgazine: Ecolo 6 (et à 0.40).

20.45 Megazine: Etat de choc.
La Cavale infernale, de Bruno Le Jean: Cas de conscience, de Jim Henshaw; Pris au piège, de Michel Huisman; Transport à hauts risques, de Steve Smith; Dimanche rouge, de Philippe Abecassis.

22.30 Téléfilm: Sale Affaire.
D'Alfrad Zacharias, avac Aldo Ray, Richard Yniguez.

Yniguez. 0.00 Magazine : Vénus.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Reconter le football : le langue du commentaire sportif.

21.28 Poésie sur parole.

21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Carade et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre. 1. L'antropozoologie.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour eu lendemain.

0.50 Musique : Coda.

0.50 Musique : Coda.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 juillet 1892 lors du Fastival de Béziers): Los Villancicos, de Soler, per les Petits Chanteurs de la Escolania de l'abbaye de Santa-Cruz, le Chosur Padra Laurentino Saenz de Burusga, Pierre Catala, ténor, Luie Alverez, beryton.

21.45 Concert (donné le 6 février, salle Ofivier-Messieen): Strati pour plano, d'Agobet; Fractions du silence, fivre 2, pour quintette; Upon Re La Mi pour quintette, de Narboni; Lumières du lointain pour quatuor de trombones, de Bortoli; Marge IV pour piano seul, de Durieux, par le Quintette Hélios, le Quatuor de trombones Courtois, Eric Devoust, piano.

23.09 Feuilleton: Maldoror.

23.19 Ainsi la nuit. Quintette pour piano et cordes en ré bémol majeur op. 41, de Piemé; Quatuor inachevé, de Lekeu.

0.33 L'Heure bleue.

**\** .

-

voir des carabiniers effectuer une

perquisition dans le «sanctuaire» du

Corso Marconi à Turin et emmener

de chez lui, menottes aux mains, un

patrons mythiques comme Gianni

l'impression que plus personne

n'était intnuchable en Italie, et,

comme le disait un commentateur,

que «la révolution des juges» n'au-

rait plus de freins. Impression plus

que confirmée, déjà, vendredi der-

nier, par l'arrestation d'Enzo Carra,

un des personnages les plus infinents

de la Démocratie chrétienne de ces

MARIE-CLAUDE DECAMPS

L'ancien chef des services de

renseignement et de contre-es-

pionnage britanniques, Sir Dick

Goldsmith White, est mort,

dimanche 21 février, à Burpham

(comté de West-Sussed, à l'âge

de quatre-vingt-sept ans. Suc-

cessivement directeur général

du MI 5 (le contre-espionnage),

de 1953 à 1956, puis du MI 6

(renseignement), de 1956 à

1972, il servit durant le scan-

dale des agents doubles britan-

niques, qui travaillèrent pour le

KGB soviétique pendant la

« guerre froide », et il inspira lan

Flerring, l'auteur de la série des

Ná le 20 décembre 1906, Dick

White fut recrute on 1935, en

Australia, par les services britan-

niques qui remerquèrent son

eisanca à parlar l'allemand, la

français et l'italien. Avec is béné-

« James Bond 007 ».

dernières années.

L'enquête « Mains propres »

## Deux importants dirigeants de Fiat ont été arrêtés en Italie

Ce que la gouvernement avait réussi à éviter, en procédant à un remaniement hâtif durant le week-end avant l'ouverture des marchés boursiers, les juges milanais, sans le vouloir, l'ont réussi : en faisant arrêter, lundi matin 22 février, deux des plus hauts dirigeants de la Fiat, ils ont contribué à faire replonger la lire, qui s'était pourtant redressée le matin

ROME

de notre correspondanta

Le coup est de taille. Francesco Paolo Mattioli, un ancien d'Alitalia. et d'Italitat, n'est autre que le direc-teur financier de Fiat, chargé égale-ment des activités de diversification et considéré comme le numéro trois du groupe et son «cerveau» finandu groupe et son «cerveau» man-cier. Son nom figure même dans l'« ours» du quotidien La Siumpa, propriété de la Fiat. Quant à Anto-nio Mosconi, il occupe les fonctions d'administrateur délégué de la Toro-Assicurazioni, une des plus impor-tantes sociétés du groupe Agnelli.

Les deux dirigeants sont accusés de violation de la loi sur le finande violation de la loi sur le finan-cement des partis et de corruption. Selon les magistrats milanais de l'opération « Mains propres », ce sont eux qui auraient décidé il y a trois ans, lorsqu'ils étaient encore respectivement président et vice-pré-sident de la Cogefar-Impresit, de payer 1,8 milliard de lires de pots-de-vin pour obtenir les travaux du de-vin pour obtenir les travaux du métro de Milan.

L'accusation portée coatre eux repose sur les révélations faites au juge, la semaine passée, par l'ancien grand collecteur des pots-de-vin locaux de le Démocratie chrétienne, Maurizio Prada. Celui qui se serait chargé concrètement de verser la somme aurait été l'ancien administrateur délégué de la Cogefar, Enzo Papi, qui, ces derniers mois, a déjà effectué un séjour de cinquante jours

Pour l'instant, la Fiat s'est bornée à produire dans la journée un simple communiqué de soutiea, dans lequel on peut lire : « La Fiat a appris avec une vive stupeur l'arres-tation du Dr Francesco Paolo Mattioli et du Dr Antonio Mosconi; elle exprime sa pleine solidarité et l'absolue conviction que les deux diri-geants, qui ont toujours assumé leurs ns avec le maximum d'efficacité et de correction, feront la preuve au plus vite qu'ils sont étrangers aux ations portées contre eux.»

Le choc, en revanche, pour les Italiens habitués à considérer la forteresse Fiat comme inexpugnable et partie prenante des traditions les plus solides du pays, a été très grand. Symboliquement surtout. Car

### Un nouveau ministre de la défense en Azerbaïdian

Le général Dadach Rzaev, un « professionnel » qui a combattu en Afghaaistan, a été nommé, dimanche 21 février, miaistre de la défense de l'Azerbaldjan, en remplacement de Raguim Gaziev, nn civil contraint à la démission après de nouveaux reculs azerbaīdjanais dans le Haut-Karabakh. Mr Leila Younoussova (chef du service de presse du ministère de la défense et un des fondateurs du Front populaire désormais au pouvoir), a annoacé le même jour sa démission en dénonçant les « intrigues politiques » qui « ruinent le moral des appelés » et en présentant ua film où des soldats sur le front se plaignent d'une absence totale de munitions, de ravitaillement et de relève. Sa diffusion à la télévision. avait été empêchée par les hommes du ministre de l'intérieur, M. Iskender Gamidov, chef local du mouvement nationaliste des Loups gris turcs. - (AFP.)

## La tournée du secrétaire d'État américain, M. Christopher Le Liban donne son accord de principe

de notre correspondant

Après avoir laissé planer le doute des plus proches collaborateurs de quant à un éventuel crochet par le Liban, le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, e fini par y effectuer une visite de quelques heures, lundi 22 février, evant de se rendre en Israël. Arrivé par hélicoptère, en provenance de Lamaca, au ministère de la défense à Yarzé, Agnelli et Cesare Romiti, a donné dans la banlieue est de Beyrouth, M. Christopher s'y est entretenu avec le président Elias Hraoni, le premier ministre, M. Rafic Hariri, et le ministre des affaires étrangères, M. Farts Boucia.

It e obtenu leur accord de prin-cipe pour la reprise des négociations

Ancien chef des services de renseignement et de contre-espionnage britanniques

Sir Dick White est mort

diction du MI 5 at du Secret

Intelligence Service (SIS), il tra-

vailla en Allemegne durant le

III- Reich, novant das relations

avec dea hommes d'affaires, des

diplomates, des ecclésiastiques

et des militaires proches des diri-

geants nazis. Il prit una part

active au recueil du ranseigne-

ment qui allait permettre le débarquamant allié en Norman-

dia, puia il participa, aux côtés

d'agents soviétiques, à l'enquête aur les demiers jaurs de Hitier

dana son bunker de Berlin en

Deux ans après la fuite, en mal

1951, de deux diplomates bri-

tanniques, Guy Burgesa et

Doneld Mac Lean, en URSS au

profit de qui ils espionnaient, Sir

Dick White, nommé directeur, général du MI 5, tente de réor-

garriser la contre-espionnage bri-

tanniqua où opéraient, pour le

compta du KGB, daux autres

diplomates, George Blake et Kim

Philiby, au sein du même réseau.

pour la reprise des négociations de paix bilatérales arabo-israéliennes, Beyrouth réservant sa réponse définitive jusqu'après la réunion jater-arabe qui devrait avoir lieu à Damas, dès que Washington aura lancé une invitation pour une nouvelle session. Beyrouth demande «l'application intégrale de la résolution 799» qui exige le retour des Palestiniens expulsés par l'Etat juif, et de la résolution 425 qui prévoit l'évacuation par Israel du Liban sud.

Mais les dirigeants libanais ont également demandé à leur hôte le réouverture du consulat américain de Beyrouth, la reprise des vols de la compagnie d'aviation libanaise MEA vers New-York, la levée de l'interdiction faite aux ressortissants américains de se rendre eu Liban

Après le découverte, à Porta-

mouth, du corps d'un nageur da

combat britanniqua qui avait

espionné, en avril 1956, le croi-

seur soviétique à bord duquel

avaient embarqué des dingeants

du Kremlin en visite en Grande-

Bretagna, Sir Dick White ast appelé à le tête du MI 6 pour

réformer la service de renseigne-

ment britannique. Après se

retraite, en 1972, il aida l'histo-

rien Andrew Boyla à identifier un

cinquième agent double britanni-

que, ralevant du même réseau,

en la personne de l'historien

d'art proche de le reine, Anthony

Considéré comme un grand

professionnel des eervices

aacreta, y compria par les

experts eméricains avec certaine

des rapports difficiles, Sir Dick

White a, dit-on, servi de modèle

à len Fleming, l'auteur des

« James Bond », qui an fit la

contrôleur du célèbre espion.

Etats-Unis à la reconstruction du Liban, M. Christopher n'a pas pris d'engagements précis, mais il a affirmé que « les Etats-Unis ont toujours eu un lien privilègié avec le Liban».

enfin, une participation active des

Aussitôt après la visite de M. Christopher, M. Hariri s'est rendu à Damas, peu après un entretien téléphonique du président Hraoui et du chef de l'Etat syrien. Au cours de la visite de M. Christopher, des échanges de bombardements entre le milice auxiliaire d'Israël au Liban sud et le Hezbollah ont fait deux morts : un soldat népalais de l'ONU et un civil.

LUCIEN GEORGE

Selon un audit remis aux élus municipaux

Des anomalies sont décelées dans les comptes de l'Olympique de Marseille

Un audit sur les comptes de lundi 22 février, aux élus municipaux par Me Xavier de Roux et Me Michel Guénaire, avocats à la cour de Paris, mandatés par la Ville le 14 décemhre. Les deux experts dénoncent la

«confusion» dans la gestion du club, Ils soulignent la complexité de la structure juridique de l'OM : une société anonyme gère les activités du club professionnel et une association loi 1901 prend en charge les autres activités du club. Les avocais expliquent que « la Ville a versé, en 1991, à l'association une subvention de 8 millions de francs et qu'une gande partie a été reversée par l'association à la société anonyme». Ils font aussi observer que la situation de M. Ber-nard Tapic, président du conseil d'administration de la société ano-nyme de l'OM, est incompatible avec l'exercice de ses fonctions ministé-rielles. M. Jean-Louis Levreau, vice-président de l'Olympique de Mar-seille, a dénoncé le «caractère électo-raliste» de cet audit.

### SOMMAIRE

Intamadonal : « Pour una nouvelle donna franco-allamanda », par Pierre Lellouche : « Du visage de la France an Afriqua , par Erik

### ÉTRANGER

Ex-Yougoslavie : l'ONU décida la création d'un tribunal internadonal lugeant les crimes de guerre 3 et 4 Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « On savait | »...... 4 Rwanda : plus da aix cant mille paysans ont été contraints de quitter leurs villages ...... Cuba: des élections législatives et

provincialas sans risque pour le régima da M. Fidel Castro ....... 6 POINT/La Corée face à la réunifi-

### POLITIQUE

Aprèa las déclarations de M. Rocard, M. Delors refuse d'enterrer le Parti accialiste ...... 9 La préparation des élections législatives : le mystère de Bages..... 9 D'une région à l'autre : en Basse-Normendia, le RPR monte à l'assaut de l'UDF..... 10

SOCIÉTÉ

Les Français sont plus préoccupés per la chômage que par la faim dans le monde ... Les apécialistes françaie du eida préconisant la prisa en charge à 100 % da l'ensemble des séropo-Le Jardin d'acclimatation dans la

SCIENCES • MÉDECINE

Parasciences : reison et pessions Drogués s'abstenir La sexualité ampoisonnée ... 13 et 14

« Denses tracéea », à la Bibliothè qua de l'Opéra Garnier..... Exposition Rodin à Pékin..... Le Festival cinématographique de

ÉCONOMIE

La France menace d'opposer aon veto au projet d'accord CEE-Etats-Unis sur les oléagineux ...... 18 Un antretien avec M. Paye, secrétaire général de l'OCDE...... 19 Vie des antreprises ......

COMMUNICATION

La douzième édition d'Imagina : la développament des imagas da synthèse met l'artifice au aervice

### INITIATIVES

 Dossier : l'arrivée du télétravail • Formation : promotion aur la formule 1 • Alliance : le club des cédants et repreneurs d'affaire ..... 25 à 36 e Les stages...

## Services

Annonces classées, 19 et 30 à 35 Marchés financiers .... 20 et 21 Météorologie. Radio-télévision Spectacles..... La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM Ce numéro comporte un cehier e initiatives » folioté da 25 à 36

daté 23 février 1993

Le numéro da « Mos

a été tiré à 492 543 exemplaires. Demain dans « le Monde »-

« Arts-Spectacles » :

Matisse au Centre Georges-Pompidou

Ouverture au Centre Georges-Pompidou d'une grande exposition Matisse. Cent trente toiles réunies, couvrant les années de 1904 à 1917. Les plus fortes, les plus belles ennées de Matisse. Six peintres contemporains témoignent de l'influence du meltre sur leur propre travail. Egalement dans le supplément « Arts-Spectacles », à l'occasion de la sortie en France de Malcom X, le nouveau film de Spike I et un dossige sur les hiotographies eu cinéma vaau film de Spika Lee, un dossier sur les hiographies au cinéma.

## EN BREF

n ALLEMAGNE : six ans de prison pour un skinhead meartrier d'an clochard. - Un tribunal de Berlin a coadamné, lundi 22 février, à six ans de prison ferme un skinhead de vinst-deux ans qui avait tué l'an dernier à coups de batte de base-ball un clochard dans un parc de la ville. a-t-on appris de source judiciaire. -

D CAMBODGE : BORYEREX COMbats dans le centre da pays. -L'Autorité provisoire des Nations unies an Cambodge (APRONUC) a fait état, dimanche 21 février, de e réels combats » entre farces de Phnom-Penh et Khmers rouges dans la province centrale de Kompong-Thorn. D'autre part, le général australien Sanderson, comman-dant des forces de l'APRONUC, avait déclaré vendredi que « des forces autres (que les Kbmers rouges) s'ingérent dans le processus politique et nous préoccupent encore plus (...) Nous ne sommes pas cer-tains de qui elles sont, mais nous prenons des mesures pour les controler a. - (UPI.)

D CORÉE DU SUD : Un oppos condamné à la prison à perpétuité. -Le dissident Kim Nak-choong, ancien dirigeant du Parti populaire. agé de soixante-deux ans, a été condamné à la réclusion à perpétuité pour intelligence avec la Corée du Nord, ont déciaré mardi des respoasables judiciaires . Il avait été arrêté en septembre dernier eu cours de la plus importante rafle jamais effectuée par les autorités depuis 1953 dans les rangs des agents pro-communistes présumés. Il e été reconnu coupable d'evoir reçu plus de 2 millions de dollars et d'avoir transmis des secrets d'Etat à des agents du Nord. L'accusation evait réclamé la peine de mort contre lui. - (Reuter.)

□ ÉTATS-UNIS : somination d'an nouveau coordinateur de l'aide à la CEL - L'ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, M. Thomas W. Simoas, a été aommé. lundi 22 février, au poste de coordinateur de l'assistance américaine à l'ancienae URSS. Il remplacera M. Richard Armitage (nommé par le président Bush), qui evait mis l'administration Clinton dans l'embarras en estimant, à la fin de la semaine dernière, que les jours du président Boris Eltsine au pouvoir étaient comptés. M. Eltsine manque de « vision » et de capacité à coopérer evec le Parlement russe, syait en outre estimé M. Armitage. Ces propos ne reflètent pas la politique de l'administration Clinton, a précisé le département d'Etat. -

GRANDE-BRETAGNE : M. Major est pret à recevoir Sal-man Rushdie. - «Le premier ministre serait heureux de voir M. Rushdie », a déclaré, lundi 22 février à Londres, un porto-parole de M. John Major. L'auteur des Versets sataniques, condamné à mort par l'imam Khomeiny, qui avait demandé dimanche à être reçu par M. Major (le Monde du 23 février), remporte ainsi une victoire diplomatique qu'il recherchait depuis quatre ans. - (AFP.)

O IRAK: Le commerce des produits « de luxe » sera sévèrement sanctionné. - L'Irak a décidé d'infliger des sanctions allant de quinze ans de prison à la peine capitale à toute personne se livrant au commerce des produits dits « de luxe» et interdits, a rapporté. dimanche 21 février, le journal as-Saoura, organe du parti Baas au pouvoir. Le Canseil de commandement de la révolution, la plus haute instance politique, a décidé d'« assimiler la circulation des produits interdits à du sabotage économique en temps de guerre». -

B IRAN: la Chine construire deux centrales sucléaires. - La Chine e accepté de construire deux centrales nucléaires de 300 mégawatts en Iran, destinées à un usage « pacifi-que et seulement pacifique », a rapporté lundi 22 février l'agence Chiae nouvelle, précisant qu'un accord à ce sujet avait été signé la veille à Téhésan. Les deux centrales seront construites dans la province du Khouzestan, non luin de la frontière irakienne. - (Reuter.)

D RUSSIE: mise cu garde anx officiers « dissidents ». - A la veille de la traditionnelle « Journée des forces armées», mardi 23 février, qui devait être marquée, cette anaée, par une manifestation des opposants « patriotes », le président

Boris Eltsine et le ministre de la défense Pavel Gratchev ont lancé des mises en garde contre toute utilisation des forces armées à des fias politiques. Le miaistre a dorant le week-end, de quelque 350 officiers qui ont réclamé sa démission. Il a qualifié ces cryptocommunistes et nationalistes de « dissidents » qui ac « jouissent d'aucun soutien dans l'armée ». -(AFP, Reuter.)

a RUSSIE : démission du chef de la télévision d'Ostankino. - M. Igor Malachenko, qui dirigeait la télévi-sion d'Ostankino (prévue pour l'ensemble de la CEI mais financée et contrôlée par la Russie), a démissionné, lundi 22 février, de son poste, en dénoncant « la main mise des démocrates » sur la station. Ancien proche de M. Gorbatchev, il e accusé Visteheslav Braguine, nommé le mois dernier à la tête des services de radio et de télévi-, sion par M. Boris Eltsine, de favoriser une a propagande massive a en vue du réferendum envisagé pour avril. - (AFP.)

n TAYWAN : le Partement approuve la nomination de M. Lien Chan comme premier ministre. -Le gonverneur provincial de Taï-wan, M. Lien Chan, est devenu, mardi 23 février, le premier chef de gouvernement du régime nationaliste à être né dans l'île. Le Parlement a approuvé sa nomination par 109 voix contre 33. M. Lien. qui est âgé de cinquante-six ans, doit annoncer la liste de son cahinet lors d'une réunion du comité exécutif du Parti nationaliste au pouvoir (Kuomintang) vendredi.

D En mémoire de l'Holocauste. Israël et la Pologne diffuseront un timbre commun. - Le service philatélique national d'Israel a annoncé. dimanche 21 février, que l'Etat juif et la Pologne avaieat décidé de diffuser un timbre commun en mémoire de l'Holocauste et de l'insurrection du ghetto de Varsovic. Le timbre représentera ua partisan, evec, en arrière-plan, les ruines du shetto. La version israélienne de ce timbre aura une valeur de 1,20 shekel (environ 2.50 francs). Le timbre polonais vaudra. 4 000 zlotys (enviou 1,50 franc). - (AP.)

O M. Nixon reçu par M. Mitterrand. - M. François Mitterrand a reçu à l'Elysée, lundi 22 février, M. Richard Nixon. L'ancien président des Etats-Uais a notamment t-on au service de presse de la présidence de la République, des visites qu'il vient de faire à Moscou, Varsovie, Prague et dans les pays baltes.

### Société des lecteurs da Monde

Le. prochaina azzamblée générala de la Société des lecteurs du Monda, qui se tiendra en juin prochaln, eura à élire deux administrateura. Tout actionnaira e la droit de présenter sa candidature.

Le conseil d'edministration souhaiterait, pour sa part, afin de divarsifier se composition, prézenter à l'easamblée. comme l'an dernier, une peraonne axercant ou avant exercé das reaponsabilités dans la monde associatif ou dans les milieux de l'éducation DODUIAira.

Les actionneires Intéreasés doivent présenter leur candidature en edreasant une lettre motivée, ainsi qu'un curriculum vitae, avant le 5 mars 1993, à la Société des lecteurs, 15, rus Falguière, 75015 Paris.

Depuis 1894 DE LA-SIMPLE RETOUCHE **AU PLUS BEAU VĒTEMENT** avec la garantie d'un grand maître tailleur A qualità égale, nos prix sont les plus bas, **LEGRAND Tailleur** Hommes et dames 27, rue da 4-Septembre, Paris - Opera Téléphone: 47-42-70-61, Du kındı au samedi de 10 h à 18 h



'ALTER

- 24

170

.. + 4,54

U début du mois de février, le eonseil général du Lot-et-Ga-ronne, présidé par Jean-François Poncet, et les chambres consulaires du dése chambres consulaires du département, inauguraient un centre de télégestion d'entreprises. Dans quelques jours, le 4 mars, le CATRAL (Comité pour l'aménagement des temps de travail et de loisirs), émanation du eonseil régional d'lle-de-France, organise un eolloque sur le travail à distance, dont le développement est annoncé eomme «un atout» pour la région. A l'affût des méthodes les plus modernes, le cabinet Bernard Julhiet s'évertue de son côté à faire savoir qu'il pratique la «téléformation» pour le compte de grands

ion accord de principe

s negociations de par

groupes, par le truebement du téléphone en particulier. On pourrait multiplier les exemples. Depuis un an ou deux, graee anx nouvelles technologies, le télétravail s'im-pose comme une réalité, tangible quoique encore embryonnaire. En tout cas, le voilà promis aux mêmes espérances que «l'informatique dans les années 70 », ainsi que le sou-ligne d'un air gourmand Nils Kuhn de Chizelle, chef de marché télétravail à France Télécom. Coup sur coup, l'IDATE (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications Europe), qui s'est symbolique-ment implanté en Languedoc-Roussillon, ne vient-il pas de tenir deux rassemblements sur le sujet, à Montpellier puis à Sophia-Antipolis?

Mais quel changement par rapport à la fin de la décennie

précédente l Les utopies foison-naient alors, qui faisaient la part belle au travail à domicile. Sclon le mythe du retour au pays, entre ehèvres et Larzac, les futurologues imaginaient que l'informatique réconeilierait l'individu avec son environnement et le libérerait des contraintes géographiques. Sauf pour des cas exceptionnels, cela ne s'est iamais réalisé.

Cette fois, e'est différent, puisque «l'entrée» se fait plus pragmatique et que le besoin s'appuie sur des raisonnements économiques. Signe des temps, les commerciaux ont été les premiers touehés, qui peuvent ainsi expédier leurs com-mandr . connaître l'état des stocks en temps réel, et gérer à distance leurs fichiers de clients.

Deux axes apparaissent, dont les seuls freins sont culturels, psychologiques, ou mettent en évidence des modes de fonctionnement vieillots. C'est, d'abord, l'optimisation de la gestion et de l'organisation quand les entreprises constatent que la concentration leur coûte cher, que la réduction des frais généraux passe par l'abandon de mètres carrés, et que la délocalisation peut être une solution. La DATAR, qui aecompagne le mouvement avec France Télécom, et veut y

L'arrivée du télétravail

L'utopie des années 70 est devenue réalité. Mais les raisons économiques l'ont emporté, et font peser certaines menaces



voir un moyen de rééquilibrer l'aménagement du territoire, ne manque pas de faire observer qu'un emploi déplacé dans une ville moyenne fait économiser 48 000 francs, et jusqu'à 110 000 francs par an, entre le coût social, l'absentéisme, les charges et les transports.

A deuxième incitation naît du mouvement en faveur de la flexibilité, elle-même ampli-fiée par la tendance à l'externalisation. Certaines prestations ou fonetinns peuvent être détachées de l'entreprise qui fera appel à des sociétés de téléservices, de secrétariat, de traduction, et qui, à terme, acceptera de travailler en réseau. Déjà 2 000 sont apparues sur tout le territoire, et jusque dans les lieux les plus inattendus, comme la Meuse, la distance n'étant plus un obstacle. Avec la DATAR et France Télécom, qui viennent de renouveler pour une seconde période de trois ans leur «appel à projets» qu'ils soutiendront à 50 % du coût, le rêve est en train de devenir réalité. Grace à une offre technique, dont on sait maintenant qu'elle est sans limite, il est possible d'imaginer des solutions qui revitaliseraient la

périphérie des grandes villes, ainsi que les zones les plus reculées. Mais tout cela comporte des revers, qui peuvent aussi se transformer en autant de cauchemars. La législation du travail ne s'est pas encore approprié cette évolution et bien des abus peuvent être eommis au nom de la technologie. Entre la vie professionnelle et la vie privée, la frontière s'estompe et, à domicile, l'intru-sion du fax, du téléphone ou de l'ordinateur risque parfois de tourner à l'agression insupportable. Certains cadres en savent quelque

ehose. inquietant. Rien ne s'oppose à ce que la délocalisation aille jusqu'aux Carabes, aux Philippines, en Inde ou au Vietnam où un personnel qualifié mais peu payé peut effectuer des travaux que l'on eroyait réservés aux plus performants des Occidentaux, la saisie des données aussi bien que la mise au point des logiciels. La compagnie Swissair implanté sa comptabilité et une partie de son service réservation à Bombay. Indosuez fait appel à des soustraitants indiens depuis dix ans et le premier groupe du pays, Tata, qui est anssi devenu une SSII (société de services et d'ingénierie infor-matiques) très agressive, dispose d'un bureau de repré-

sentation à la Défense. En théorie, et peut-être déjà en pratique, par le jeu des sous-traitances en ehaîne et des marchés confiés au moins disant, il serait vraisemblable que les annuaires téléphoni-

ques soient saisis par quelque 4 000 Philippins. L'emploi, bien sûr, s'en trouverait menacé. Raison de plus pour accélérer le processus en France, dit-on à France Télécom, où l'on veut croire que «le premier pays qui se sera mué en réseau sera aussi le premier à bénéficier de l'effet-retour». Après tout, de Paris, un peut surveiller une station d'assainissement à Bogota. Et puis, grâce au Minitel, une certaine culture du téléservice existe, que les autres pays n'unt pas tonjours. Tandis que Numeris peut être installé partnut dans l'Hexagone, et permet done n'im-porte quelle implantatinn, il n'en va pas de même aux Etats-Unis, par exemple, où le réseau s'arrête à la sortie des grandes villes. Mais le libre accès français aux télécoms sera-t-il suffisant pour maîtriser et endiguer la révolution qui

Alain Lebaube

■ Des emplois au village Le travail en milieu rural par Marie-Claude Betbeder

■ Halte au harcèlement faxuel

Le vie privée remise en question par Liliane Delwasse

France-Télécom à domicile Un certain isolement par Francine Aizicovici

Un droit nouveau Le retard de la législation par Jean Menanteau

La fuite du travail à l'étranger Les dangers de l'offshore par Jean Monanteau

■ Swissair délocalise sa comptabilité

par Catherine Leroy Les VRP se sédeutarisent Le micro-ordinateur. nouveau saint-bemard

par Marie-Béatrice Baudet page 27

FORMATION

par Simon Wuhi

□ Promotion sur la formule 1

**ALLIANCE** ☐ Le club des cédants et repreneurs d'affaires

TRIBUNE □ Exclusion, insertion et rôle de l'État

page 29





## Des emplois au village

Le secrétariat à la campagne de plus en plus sollicité

GRANDPRÉ: un village au Celles-ci nat été conçues et réali-creux de l'Argonne arden- sées avec l'aide de CITCOM, une naise, un pays de forets et de société du groupe France Télérivières. Naguère, il y avait encore quelques usines dans les cnvirons - métallurgie, tôlericchaudrannerie, – mais la plus résistante vient de fermer ses portes tandis que tambaient les dernières feuilles et les premières neiges. Une petite pousse d'espérance s'est pnurtant mise à ger-mer ici voilà quelques saisons. A contre-courant de tout, une vraie surprise : « Pensez ! Une entreprise qui amène à la campagne du travail pris en régian pari-sienne, s'enchante Bernard Cour-tais, le maire. Il faut voir TRG: c'est très moderne!»

Dans un pré bardé de graada arbres, une sneiété parisien ae spécialisée dans le secrétariat à distance, PBS, a installé un «technnsite» pnurvu d'équipements si perfectionnés qu'il y réalise et y transmet - avec un maximum de rapidité - le courricr et les documents demandés par de grandes sociétés et des nrganismes divers.

> Une rentabilité assurée

TRG, qui date de 1990, est la troisième née d'une famille de petites entreprises (quarante salariés au plus, une vingtaine en général) issues de PBS et installées dans des villages ou de petites villea de la réginn -Demanges-aux-Eaux, Triaucourt, Attigny, bieatôt Bar-le-Due et Lunéville, - toutes centrées sur le télésecrétariat et fonctionnant sur modeste : « Alors que mon métier, les mêmes bases techniques. le secrétoriat, emploie quelque télésecrétariat et fonctionnant sur

Le poisson rouge, les plancbes à voile, la télévision, le chien, les

enfants et sa femme prenaient

pourtant toujours place. Mais

cette fois-ci, il y eut deux invités

supplémentaires, plutôt encom-

branta, faisant l'objet de soins

méticuleux : un fax et un micro-

ordinateur portable qui exigent

d'être à l'aise et bien calés à l'ar-

rière. Accueillis avec des cris de joie, « quand il pleuvra, les enfonts

pourront se servir du micro», les

deux nouveaux venus furent très

vite victimes d'un rejet total.

« Papa joue plus ovec eux qu'avec

De tout temps, il y eut chevau-

chement entre la vie de travail et

la vie personnelle pour un certaio

nombre de métiers : les agricul-

teurs, les artisans, les professians

libérales. La confusion était due,

entre autres, au mélange du

domicile avec le lieu de travail :

l'absence de eaupure dans les

hnraires. Du coup, la famille tout entière participait : les enfants se formaient autrefois sur le tas en

voyant papa traite les vaches ou

bien ferrer le cheval. Et ètre

femme de pédiatre était encore,

dans les années 70. ua métier qui

vaus blaquait pratiquement

Séparer vie privée

et vie professionnelle

24 heures sur 24.

Une confusion due également à

fermes, cabinets au boutiques.

nous », fut le sentiment général.

com qui travaille à rendre possible le transfert d'activités en milieu rural dans une aptique d'aménagement du territnire, ea imaginant des systèmes qui combinent tautes les ressnurces de l'informatique et des télécommunicatians.

Chnisi vailà déjà plusieurs années enmme partenaire par CITCOM pour le sérieux de son travail, Pierre Bertaud, le patron de PBS, a de anmbreux projets : il voudrait réaliser l'équivalent de ce qu'il a créé dans l'Est en Illeet-Vilaiae. Et, comme il est sollicité par les élus locaux pnur aller s'i astaller dans biea d'autres endroits encore, il prépare à leur intentinn une «liceoce PBS».

D'autres partenaires de CIT-COM, tels LOGOMOTIV paur la traduction, AATENA pour le secrétariat comptable et de ges-tian, des PME, AGL pour l'archivage, élabare at actuellement, avec la filiale de France Télécom, une nnuvelle forme de télétravail. Grace au système Numeris aujnurd'hui généralisé, qui transmet vnix, textes, images, don-nees, dix fois plus vite pour un prix à peu près inchangé et per-met ua travail de grande qualité, le mnindre village peut espérer en bénéficier. « Mois, constatent Pierre Morlière et Erie Garnier, deux des principaux responsables de CITCOM, nous sommes victimes de mire succès. On nous sollicite de toutes parts!» Et l'on finit par imaginer le télétravail comme un immense réservoir d'emplois. La réalité est bien plus

Halte au harcèlement faxuel

Des progrès techniques suppriment la frontière entre le bureau et la chambre

L'ÉTÉ dernier, Gilles a acheté
une voiture d'un modèle plus
spacieux pour partir en vacances.
Le poisson rouge, les plancbes à
u premier chef par l'invasion de
la sphère privée par la sphère
demandaient pas tant, sont à pré-

professionnelle - ont tout fait

depuis viogt ans pour limiter

deux cent cinquante mille personnes en France, je m'estimerai heureux, s'exclame Pierre Bertaud, si d'ici cinq ans j'atteins mille ò deux mille personnes, y compris avec la licence ». - « Il est utopique, renebérit Erie Garnier, de penser que le télétravail pourrait créer des dizaines de milliers d'emplais dans les quelques années qui viennent.»

> Le zéro défaut s'impose

Ce dernier ae peut survivre et se développer que s'il garantit l'excelleace de ses prestetiaas : enmme la distance ne compte plus, le conix du clieat se parte sur le meilleur, fût-il le plus éinigné. D'autre part, s'il y a lieu à correctinas, le processus s'alaurdit brusquement et le client risque de se décnurager. Il faut donc disposer de très bans pro-fessiannels, ce qui est difficile à la campagne : à Grandpré, Éliane Béchard, responsable du recrutement, a eu du mal à trouver des femmes ayant nan seulement une bonae orthngraphe, mais une connaissance assez subtile du français pour savoir polir, affiner au rectifier les imperfections inévitables du caurrier dicté sur magnétophnne. Bref, « croire qu'an peut se lancer avec un téléphone, un télécopieur, un ordina-teur et deux ou trais bonnes voluntes, c'est aller à canp sur à l'echeca! Pis: c'est risquer de déconsidérer ce type de travail en transformaat l'eagnuement eo

Marie-Claude Betbeder

sent touchés par le barcèlement

faxuel. Sachaot qu'il existe en Fra acc 450 000 téléphones

mobiles et que I % de le popula-

tion en est équipé, Yves Lasfar-gue évalue à 30 % les salariés

poursuivis dans leur intimité par

les moyens modernes de commu-

oication. Responsables : la hiérar-

ebie et les organisations à flux

tendu, où il faut des réponses

Les foyers de célibataires ou de

personnes seules ressentent cette

intrusion de leur entreprise dans

leur vie privée très différemment

d'un père ou d'une mère de

famille chargée d'enfants. Ceux

qui travaillent à damicile saveat bien les trésors d'ingéniosité qu'il

leur faut déployer pour faire res-

immédiates.

igur les décâts.

# France Télécom à domicile

Une expérience qui apporte une meilleure qualité de vie, mais qui ne doit pas s'éterniser

de télétravail de Marie-Thérèse. aù deux Minitel et un téléphone trônent sur la table. C'est là qu'une semaine sur deux, de 15 heures à 20 heures, elle pioche da as sa bnite aux lettres électronique branchée sur le centre télégraphique les télégrammes qu'elle lira ensuite par téléphone aux destinataires. La semaine suivante, elle rejniot, de 9 beures à 16 beures, soa site d'appartenance, le Centre de télécommunieatinns de l'écrit de Lyon (CETELY). Marie-Tbérèse trente ans, mariée, un enfant en bas âge - figure parmi les huit ageats du centre qui télétravaillent une semaine sur deux, sur ua effectif de saixante-dix salariés. Au démarrage, en 1987, le respansable d'alors visait un double abjectif: d'une part, trouver des agents dispaaibles au moment des pointes d'activité. qui nnt lieu de 18 heures à 20 beures, et, d'autre part, faciliter la vie des salariés qui habitent loio de Lyon et attendent une mutatian.

L'opératinn a débuté par la délocalisation, dans ua centre de Saiat-Eticaae, des postes de travail de quatre salariés qui résidaient dans cette ville et souhaitaient être mutés. Ce qui eut lieu. Ensuite est venue l'idée du télétraveil à domicile, dont la mise

A U premier étage, une ebam-bre et, juste à côté, l'espace cautions : volontariat, alternance entre le damicile et le site, suivi psychologique, respect de le convivialité des messages, heures d'information ayndicale par téléphone, retour possible au centre, etc. Onze agenta parmi les cent dix salariés d'alors se sont portés valintaires, comme Daniel, rejoint plus tard par son épouse, Quand l'un télétravaillait, l'autre s'occupait de leurs deux enfants. Pour Marielle, trente-huit ans, qui a télétravaillé pendant cinq ans, un jour le matin, le lende-main le sair, pendant que sa mère gardait cinq enfants, cette formule était « idéale pour faire face à une situation dannée ». Idéale, mais aux yeux de leurs enllègues ces pinnniers passaient pour des « privilégiés », témaigne Michèle Michel, secrétaire de la

> Les syndicats réservés

Cette culpabilisatinn les conduisait à accroître leur productivité de 30 %, selon le CETELY. Antre avantage, pour l'entreprise : « Quand un télé-travailleur est malade, il travaille quand même chez lui, alors que, sur le site, il aurait pris un congé maladie », confie Georges Plasse,

adjnint au chef d'établissement, Un argument dnuteux aux yeux des syndicats. Leur prétendu privilège éteit aussi d'ordre technique. « Nous travaillons sur écran, olars qu'nu CETELY c'était sur papier », se souvient Danièle. « Le télétravail a permis l'avance technologique du centre entier », affirme Michèle Michel.

L'attitude des ayndicats était réservée, la CGT - majnritaire rednutant la diapersinn des sala-riés et « ln généralisation de l'an-cien travail à domicile ». Mais en même temps le syndicat comprenait le désir des gena de faire des éconnmies en temps de transport, en fatigue, en argent aussi, puis-qu'il n'y a pas d'indemnités de traasport à Lyon. En revanche, les frais d'électricité iaduits sont à la charge du salarié. « Nnus ne à la charge du salarie. « Naux ne nous sommes pas impliqués dans le télétravoil, nous l'ovons sur-veillé de très près», inaiste Michèle Michel. Mais aujourd'hui l'atmnsphère a changé. L'npéra-tion ne sera pas « développée» au cours des procheins mnis, préeise la charte d'établissement de 1993. Ni au cours des prochaines années d'ailleurs, car l'activité du télégramme est en déclin, concurrencée par le téléphone et la télé-

rencée par le téléphone et la télécopie, qui, toutefnis n'ant aucune valeur juridique.

Les salariés, pour leur part, observent que les rythmes des mutatinns ralentit, notamment en raison des suppressions d'emplnis et du regroupement de centres télégraphiques. Ainsi, Marie-Tbérèse, qui réside à 100 kilométres de Lyon, télétravaille-telle depuis 1988, ea attendant sa mutatioa demandée en 1984...

Une autre, qui habite à 250 km, Une autre, qui habite à 250 km, s'impatiente aussi. Car le télétravail. à domicile, devient «épou-vanzable » "quand il s'éternise, estime Marielle, à cause du «sen-timent d'isolement». Daniel, lui, ressent de plos en plus mal la pécessité de «parquer les enfants nécessité de « parquer les enfants dans une autre pièce » quand il travaille chez lui. Tous remettent aussi en cause la monotonie des taches - lire une centaine de messages par jour - alors que, sur le site, les travaux sont diver-

Malgré une liste d'attente de vailleurs ne cesse de décroître depuis 1990. Et le CETELY fait ses comptes. Coût pour l'entreprise: 3 000 fraoes par télétravailleur, qui, lui, économise 5 000 francs par an. « Un budget équilibré», admet toutefois Alain Panaye, chef d'établissement avant d'ajouter que le télétravai contiquera asons doute encore deux ou trois ons. Cela dépendra de la demande de nos clients ». Mais il reconaait bien que cette formule apporte « une meilleure qualité de vie » eux agents et sans doute une plus grande motivation quand ils reviennent sur le site. Les salariés, eux, redoutent que seul l'objectif économique emporte les décisions futures.

## Un droit nouveau

A législetion est floue,

Les organisations syndicales reconnaissent l'intérêt qu'elles auraient à sa pencher sur la dassier, à l'haura où la contexte social d'aujourd'hui ast marqué dans la plupart des branches par la racherche da la flaxibilité et ' « externalisation » — et donc la sous-traitance - des activi-

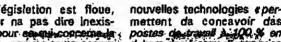
Pour l'haure, saule l'Union confédérale des ingéniaurs et cadras CFDT (UCC) a amorcé una « première réflexion » afin d'axaminar las différentes formes de télétraveil qui permattant da «joindre un individu en tour lieu et à touta heura». Saulignant qua les

mettent da concavoir das postes de travell à 100 % en dehors des locaux d'entreprise et de la communauté de travail », l'UCC en considère les avantages et las inconvé-

Avantages: diminution de le durée de déplacement domicile-travail. Horaires plus souples. Ambianea de travail plus sympathiqua dans un petit groupe. Molns da contraintes hiérarchiquas apparentes. Inconvénients : travail par-

cellisé. Aucune vua d'ensemble sur le merché de l'entreprisa. Contrôla invisible mais omniprésant par l'ordinataur central. Peu de contacts avec les collègues et avec le raste de la hierarchia. Isolement at manqua d'ouvertura sur l'extérieur entrefnant le dastruction de le communauté de travail. Peu de contacts avec les syndicats at les représentants du personnal.

Conclusion (provisoira) da l'UCC : un droit du travail nouvezu doit êtra défini pour ces travailleurs. Les modalités du téletravail daivant êtra négaciées de manière urgenta.



pour na pas dire lnexisposique, somme toute encore très merginale, du télétraveil, dont on sait que les nouvellas techniques d'information et de cammunication (NTIC) permattent aujourd'hui le développe-

Il est le plus souvent pro-posé sur la basa du volontariat, eucune convention collective ne prenant en compte sa pratique, notamment dans les télé-centres et, a fortiori lors-

peeter par leur eataurage une zoae de tranquillité pour l'exereice de leur professinn. Lorsque les progrès techniques (ou les cantraiates) ne tracent plus de frontière entre le bureau et la s'installer. En vacances, un coup de fil ça va, tnus les jours, bon-L'ambiguité de ce «progrès» se vait par le made d'utilisatian détourné et inattendu du répoadeur télèphanique. Créé paur prendre les messages pendant l'absence du destinataire afin que ce dernier ne soit jamais déconactè, il joue à présent le rôte de filtre pour ceux qui, restant chez eux à proximité de l'appareil, ne

veulent pas être dérang Astuce pour aller vite et gagner du temps, c'est devenu une astuce pour ne pas être joint. Troublante technologie qui règle un problème que la technologie a posé. Il est temps, grand temps d'inventer un aouveau code, une nouvelle déontolngie, qui oe fasse pas de ces appareils des tyrans. Faute de quai, de bons serviteurs ils deviendraient de mauvaia

Liliane Delwasse



C'est l'industrialisation au dixneuvième siècle, avec la généralisation du salariat et l'introduction de la notion de temps de travail, qui a amené une rupture totale entre la vie privée et la vie professiannelle. Seuls quelques prol'essionnels exercant des métiers d'astreinte ont conservé l'obligation d'être diaponible à tout moment : agents EDF, services de employés dans les entreprises à seu continu, sans parler des sercette invasion et même pour la supprimer. Ils ont généralement séparé leur domieile de leur cabioet et ils ont instauré les services d'urgence, SAMU et SOS Médecins, pour être délivrés des réveils la nuit et des appels le soir au en week-end. N'importe où

et n'importe quand

L'absence de frontière entre maison et bureau a toujours caractérisé certaiaes professions. Iournalistes, universitaires, professeurs, écrivains ont rarement une notion sacro-saiate du repos daminical et ne posent pas sou-vent le stylo à 18 h 30. Le fait d'être hors de taute hiérarchie, d'effectuer un travail de dossiers et de réflexion, a supprimé l'idée même d'un lieu de travail. On peut écrire ou réfléchir sur un banc public, dans un café, à la

plage ou à la mantagne. Mais, la nouveauté, avec l'arrivée des téléphones mobiles des Alphapage, des télécopieurs fait qu'un nambre croissant de salariés, autrefois à l'abri, sont sollicités n'importe au et n'importe

Paur Yves Lasfargue, directeur du centre de recherche de l'Institut français de gestiau, ces moyens sont d'autant plus dangereux qu'au départ ils sont séduisants et valorisants. « Le président de la République, les ministres, les PDG ne sant jamais complète-ment coupés de leurs occupations. Ils doivent être joignables à tout moment. Etre comme eux, c'est un peu emprunter leur impor-

tance, ètre aussi irremploçable.» Les cadres supérieurs habitués à la mondialisation des échanges savent depuis loagtemps que, pour joindre un elient japonais ou américain, il faut téléphoner à

1.314

«CE qui est arrive avec le textile la délocalisotion à l'étranger et notamment dans le Sud-Est osiati-que – est en train de se produire sous nos yeux. A la différence que ce ne sont plus seulement des T-shirts, qui portent hors des frontières mois des travoux à houte voleur ojoutée. Les télécommunications morièes à l'informotique permet-tent en esset oujourd'hui de se jouer de l'espoce et du temps, a

Anita Rosenolk Bensaid est chargée de mis-sion à la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). A ce titre, cile a été conduite à envisager le télétravail dans un contexte de marché international.

Une récente mission conduite aux Philippines en compagnie de cinq experts a confirmé unc évolution que les pouvoirs publics parais-sent taire afin de ne pas ajouter à l'inquié-tude des Français : en tirant parti des fais-ceaux horaires et des différentiels de coûts d'une région, voire d'un continent à l'autre, co utilisant les com tences là où elles sc trouvent, certains acteurs économiques créent du chômage. Scion un rapport établi par la DATAR et non rendu public, ce sont

les services qui sont le plus touchés. Un phénomène qui a débuté il v a cinq à six aos. Il est d'autant plus insidieux que ses activités offshore, hors des frontières, invisibles et volatiles, échappent par définition à tout contrôle douanier. Il est de surcroît difficilement quantifioble parce que les aeteurs, du moins en France, ne jouent pas la carte de la transparence. Et que ces fuites de travaux n'apparaissent pas puisque mas-quées par des sociétés écrans. Des travaux sous-traités qui, comme l'écrit Jean-Pierre Duport, délégué à la DATAR « sont de quolité comparable aux normes europeenues mois d'un cout très nettement infè-

#### Le rôle des satellites

De fait, l'iaventaire des domaines d'activité susceptibles de délocalisation potentielle aux Philippines, en Inde, dans les Caraïbes, l'océan Indien (ilc Maurice), est vertigineux. La plus connue de ces activités est la cession de doonées - le marché mondial est évalué à 50 milliards de dollars en l'an 2000, - la demaode en matière de aumérisation allant croissant. « Les activités de traitesant. « Les activités de traite-ment de dossiers, qui consti-tient l'octivité essentielle des administrations publiques et pri-vées pourraient être en partie sous-troitées. Ce serait le cas pour le secteur des banques, des assurances, des compagnies oériennes telles que Swissair aujourd'hui (voir ei-contre l'artiele de Catherine Leroy). des éditeurs et pourquoi pas, un jour, des odministrations publiques », note Anita Rosenolk

C'est ainsi que la mission d'étude de la DATAR a pu observer, en se rendant aux Philippines, que des aanuaires, fichiers d'adresses, banques de données juridiques, médicales, administratives, traitement de texte pour des maisons d'édition, saisie ou ressaisie de catalogues de grandes bibliothèques curopéennes, américaines, auscrédit, informatisation de dos-



siers hospitaliers,' doanées

démographiques et cartographiques, questionnaires... sont traites par des sociétés de services informatiques philippines jouant de la couverture quasi moadiale des satellites de communication. Les techniciens philippins, faisant du décalage horaire avec l'Europe un avan-tage, accèdent aux ordiaateurs européens lorsque leurs utilisateurs ne travaillent pas. Ces sociétés, par l'intermédiaire de filiales, se sont implantées ca Europe, notamment à Amster-dam et Madrid (société Equi-data). Des sociétés jamaïcaines oat pignon sar ruc à Londres. Elles soot à la recberche de volumes de travaux « réguliers

et considérables ». Prestataires de services informatiques tels que SGV (2 200 salariés, troisième société de services des Philippines après Citibank et IBM), ces sociétés ae travailleat pas eneore ea direct. Elles recbercheat et approchent des agents, partenaires locaux, gros clicats, grands cabioets iaternationaux tels que Arthur Aadersen afia qu'ils servent d'interface et privilégient les pays où l'anglais est bien maîtrisé. Ce qui expli-que, selon la DATAR, que la France est encore protégée de la pénétration de services tertiaires étrangers. En revancbe, l'Ageoce pour le développement économique de la Jamaïque (JAMPRO) est présente à Lon-dres et à Bruxelles.

Le nombre de sociétés travaillaat pour la France semble, pour l'beure, eocore limité. Mais, ajoute la délégation dans son rapport, « cette situation risque de se transformer avec l'évolution rapide de lo demande». Ce qui génère cette inquiétude : « L'emploi n'est pas le seul facieur concerné par la fuite des travaux. C'est éga-lement le savoir-faire qui est en jeu. » En effet, après la auméri-sation, c'est la perte de la filière qui risque d'être prise en charge ailleurs. Et notamment le développement logiciel et les banques de données, ces « nerfs vitaux des systèmes d'informo-

tion des entreprises». Car, contrairement à une idée répanduc daas l'opinioa, traliennes, gestion de cartes de une maia-d'œuvre bautemeot qualifiée existe dans le Sud-Est

asiatique, en Inde et dans les Caralbes: « Ce sons des bac + 2 qui effectuent des opérations de solsie simple ou double à roison de 10 000 caroctères par heure sur la base de 7 dollors l'ensemble », confirme Anita Roseaolk Beosaid. Des travaux que les technicieas de base curopéens, soit dit au passage, rechigneat à effectuer au-delà de quelques aooées d'expérieace profes-

#### Un marché international de la matière grise

Il ne faut pas oublier aon plus que les Pbilippiaes for-ment 700 000 diplômés de l'en-seigaement supérieur par aa. Eafio, on sait que des pays comme l'Inde ne se limiteat déjà plus aux travaux subalternes de codage et englobeat des tâches de conception informatique qui trouvent preneur toot il est vrai que les coûts européeas sont devenus trop élevés et qu'il y a péauric de ehefs de projets. Ce qui fait dire à Jean-Pierre Duport : «Il y a bien un marché internatio-nal de la matière grise.»

Quelle parade - à l'beure de l'affaire Hoover - face à une délocalisatioa invisible sur laquelle les syndicats français ne se soat pas encore peochés, qui alerta un temps le gouver-nement d'Edith Cresson, qui, à ce titre, ebargea d'une mission Michel Albert, présideat des AGF,- et qui met en jeu d'énormes investissements? « // vaut mieux maîtriser que subir», estime la DATAR, qui, avec l'lastitut de l'audiovisuel et des télécommuoications en Europe, IDATE (1), est precurseur d'uae visioa prospective sur le télétravail. Et de préconiscr - outre la réalisation co France de projets de télétravail pour lesquels no appel à projet a été laoce - que l'Hexagone devienne à son tour

#### «l'off-shore des autres». Jean Menanteau

(1) Voir l'article de François-Henri de Virieu, président de l'IDATE (le Monde du 4 décembre 1992).

## Swissair délocalise sa comptabilité

Les données sont entrées en Inde et contrôlées en Suisse

'ANNONCE, à l'époque, fit grand bruit dans uo pays habituellement tran-quille. Un jour de juillet 1991, la très sérieose Swissair fit part de sa décision de transférer progressivement la comptabilité de ses services acriens à Bombay, co Indc.

Uoe mesure qui entrait dans le cadre général du programme d'augmentation des performances baptisé « Move », dont l'objectif affiebé était d'améliorer les résultats de la compagnie de quelque 300 millions de francs suisses par aa (1FS = 4FF). L'opération de délocalisation, qui devait permettre à elle seule d'écocomiser environ 8 millions de franes suisses par an, allait également se traduire par la suppression de 150 postes en Suisse entre l'automoe 1992 et l'automne

Au fil du temps, les plans sociaux qui se sont succèdé (400 suppressions de postes annoncées en juillet 1992 puis I 000 de plus en octobre 1992) ont un peu banalisé les choses. Il est vrai aussi que, jusqu'à présent, le transfert de la comptabilité (passager et feet) outemé à (passagers et fret), entamé à l'automoe 1992, « ne s'est troduit que par le déport d'une seule personne de Swissair. Les outres ont pu être mutées dons d'autres services , affirme Gérard Ruth, porte-parole de la compagnic

Il reconnaît cependant qu'a l'avenir, avec le plan

de rigueur, il sera vraisemblablement plus difficile d'opèrer des reclassements internes » poor les persoones touchées par les suppressions de postes. Tandis que des emplois sont progressivement supprimés eo Suisse, d'autres sont créés à Bombay. D'une quaraotaine, ils devraient passer à 170 d'iei fin 1994. Une société mixte, Airlines Figancial Support Services. contrôlée à 75 % par Swissair, a été créée pour mener à bien cette vaste entreprise.

#### Un bilan très positif

En quoi consiste ces opérations de comptabilité? Lorsque vous faites un voyage en avion, on yous donne un billet à plusieurs volets. Daos le cadre de votre périple, vous pouvez être amené à emprunter plusieurs avions, parfois de compagnies différentes. Chaque fois que vous embarquez dans un avion, vous remettez un volet au personnel.

Une fois le billet entièrement utilisé ou remboursé, il faut établir une comptabilité afin de reventiler les «crédits » et les « débits » entre les différentes compagnics

Il en va á peu près de même pour le fret. C'est ce travail que Swissair a décidé de délocaliser. Les souches soot envoyées par cootainers en Inde. Les données sont

entrées sur ordinateur. Les résultats sont renvoyés par système informatique en Suisse, où ils sont contrôlés

par une équipe en place. Après quelques mois de fonctionnement, le bilan des opérations se révèle entièrement positif. Aueun probleme technique n'a etc signalé dans le système de transmissioo de données. Le personnel indien, bien formé et anglophone de surcroît, donne entière satisfaction. « Nous ovons dėjo eu l'occusion de travailler ovec eux et de constoter leur efficocité puisqu'une partie des réserva-tions était déjo traitée à Bombay», commente Gérard Ruth. Chez Swissair, on n'hésite pas à dire que les Indiens travaillent une beure de moins que leurs collègues suisses pour uo rendement supérieur.

A cela s'ajoutent, bien sur, les économies sur les salaires : mēme s'ils sont plus éleves que les salaires locaux, il n'en sont pas moins bien inférieurs à ceux pratiqués en Suisse. Et pour couronner le tout, les couts d'iotroduction du système global à Bombay (locaux, formation...) se sont révélés plus bas que prévu.

Bref, une opération réussie ct qui ne laisse guere place mesurc, comme d'autres d'ailleurs, n'a-t-elle pas pour objectif de permettre la survic de l'entreprise?

**Catherine Leroy** 

## Les VRP se sédentarisent

L'informatique, une aide précieuse pour les commerciaux itinérants

L cible privilégiée du télétravail: les commerciaux itinéraots. Historiquemeat, leur rencontre était écrite. La diminution du nombre des acheteurs dans les entreprises, l'augmentation régulière du prix de l'essence depuis 1973, leur travail répétitif et sys-tématique devaient attirer les forces de yente vers ua outil qui aécessite uoe faible formation ioitiale et dont le coût, finalement, reste modéré, tout au moins aujourd'bui. Objectif: voir co un migimum de temos un maximum de clients, en réussissant à mioimiser les frais et à

optimiser les contacts. Le mouvement touche aussi bien les iodépendaots que les commerciaux rattachés à une seule entreprise. Le degré de sophisticatioa est évidemment différent selon les moyens mis en œuvre. IBM France présente l'un des dossiers les plus avancés. Le groupe dispose d'une radio-messagerie qui permet d'envoyer par Alphapage toutes les ioformations oécessaires à ses équipes de maiotenance qui sont en déplacement, ce qui évite toute distorsion des communications. Progrès des progrès, depuis décembre dernier, cette radio-messagerie a été cooaectée à la messagerie électrooique ioterne, qui, en principe, permet de faire communiquer entre eux les 300 000 salariés d'IBM dans

Plus fréquemment, les entreprises equipent leurs vendeurs d'un portable et d'un modem qui leur permetteot des la fio d'uoe tournée de transmettre des élèments chiffrés au siège. Cet équipement jugé de base aujourd'hui n'est pas encore à la portée de tous les indépendants. Ces derniers, copendant, en ont parfaitement compris l'eojeu. Gerard Ulmo a, comme il dit, ses «trente ans de route derrière lui ». Represeatant industricl spécialisé dans les produits

métallurgiques, il n'a aucune dif-

le monde.

LS soot pour ainsi dire la ficulté à sc souveoir des Krivioc, lui, « n'utilise pas d'or-cible privilégiée du télétra-ail : les commerciaux itinéraots. de choses en tête. Je de travail a pourtant été largedévorais les onnuaires industriels des quarante-cinq départements où je tournois et relevois les adresses sur des cohiers. Je devais avoir au moins 1 000 à 1 200 fiches établies.

#### Un logiciel particulier

Gérard Ulmo est devenu aujourd'bui l'uo des «MM. informatique» de la pro-fession. Fin 1990, avec l'aide d'une société éditriee de logi-ciels, il élabore Commerciel, spèeialement cooçu pour les repré-seatants itiaérants et qui fonetionec sur PC compatibles et portables. «Je l'utilise quotidiennement. Si je suis par exem-ple en déplacement sur une région, Commerciel sort la liste de mes clients, gere mon agenda en y intégront un historique : dates de rendez-vous, de relance... Il me permet oussi de faire mon rapport de visite et de le rappeler à l'ècran si besoin est. » Commerciel a été bomologué par la chambre syndicale de la professioa, égalemeat séduite par son prix (2 500 francs). Tout aussi ancieo dans le métier, Jean

dinateur du tout ». Son rythme ment modifié puisqu'il indique v passer aujourd'hui 90 % de son temps à son bureau », alors qu'auparavant il avalait les kilomètres. Les cootraintes de la profession l'ont aussi conduit à optimiser son temps grace à un outil dont il n'arriverait plus à se passer aujourd'hui : le téléphone. wAller à un rendez-vous, explique-t-il, se deplocer, se garer, roler quelques minutes du temps précieux d'un acheteur qui desormais remplit égolement d'autres fonctions dans l'entre-prise... Une fois que vous avez déjà pris un contact visuel avec le client - ce qui fait partie lo des rencontres irréductibles, - il convient de l'entretenir. S'il y a des difficultés, souvent techniques d'ailleurs, il suffit de les résoudre

par fax.»

De temps en temps, il arrive à Jean Krivine d'avoir, comme il dit. « des scrupules ». Ceux d'avoir oublié l'essence même du métier : la reneontre avec le client. « Certains m'en font parfois le reproche », ajoute-t-il. La majorité semble pourtaot s'en accommoder, comme en témoigne la stabilité des résultats de son activité.

Marie-Beatrice Baudet

#### (Publicité) Université René-Descartes année 1993-1994

Cycle FORMATION PÉDACOGIQUE DE FORMATEURS D'ADULTES PRÉPARATOIRE AU D.U.F.A. (Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes)

Directeur scientifique : P. BESNARD 105! H d'enseignement de novembre à juin Renseignements et inscriptions de février à fin mai Secrétariat du Centre de Formation Continue Tél.: 40-46-16-07.



## Promotion sur la formule 1

Adapter une carrière sur piste au vu de la situation économique

A LAIN PROST, Didier écoles de pilotage du Castellet, Pironi, Patrick Tambay, de Magny-Cours, du Mans et Eric Bernard, Paul Belmondo. Erik Comas et Olivier Grouillard ont un point commun : ils ont tous hénéficié de la filière Elf pour accéder à la formule i automobile. Depuis l'ouverture en 1971, sur le circuit Pani Ricard au Castellet (Var), de la première école de pilotage Renault-Elf-Winfield, des milliers de jeunes stagiaires (1) unt rêvé comme eux de deveoir chaque année le « pilote Elf » qui beneficiera d'un budget pour disputer la saison suivante le championnat de formule Renault puis, si les résultats sont concluants, les championnats de formule 3 et de formule 3 000, qui préparent à la fnrmule 1.

Pour la majorité des sta-giaires, le rêve s'est estompé à la sortie de l'école de pilotage. Le professioonalisme des constructeurs et des préparateurs des formules de promotion entraîne chaque année une forte inflation des budgets, Ainsi, une saison en formule Renault coûte désnrmais quel-que 800 000 francs à un jeune pilote, La conjoncture économique et, plus récemment, la lni Evin de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, peu propices au démarchage des budgets publicitaires, ont contraint nombre d'espoirs à renoncer à une carrière sur piste,

#### Elargir le panel de recrutement

Dans ce contexte, le lance-ment d'une nouvelle farmule de promotina, la Cnupe de France Renault-Elf-Campus, plus abordable grace à un protocole signe avec le mioistère de l'éducation nationale, est la hienvenue pour les émules d'Alain Prost, le parrain de cette initiative. Cette nouvelle compétition s'adresse à des ieunes de seize à dix-neuf ans titulaires a'une licence a conducteur C ou juniors désireux d'effectuer une première saison de compétition en

Dix volants sont réservés aux finalistes et demi-finalistes des

de Magny-Cours, du Mans et de Nngarn; dix places à des candidats issus du championnat de France de karting; deux places à des pilotes féminins et deux places à des candidats sans expérience do karting ou de la mn/nplace (2). Le vain-queur de cette Coupe de France deviendra « pilote Elf » et disposera d'un budget pour disputer le championoat de firmule Renault la saison suivante.

L'originalité de la nouvelle formule a consisté à créer uoc structure permettant aux jeunes pilotes de louer leur voiture pour la saisnn (150 000 francs, avec la possibilité d'utiliser des espaces publicitaires sur la coque pour des sponsors personnels). Conçues par Renault Design industriel et Fior Concept, les monoplaces seront préparées par les élèves du lycée professionoel du Maos-Sud se destinant aux métiers

du sport automobile. Dès 1994, Elf espère étendre cette formule de parteoariat avec l'éducation oationale, le mioistère de la jeunesse et des sports et la Fédération française du sport automobile à tous les jeunes pilotes que le petrolier encadre.

Un nouveau protocole devrait permettre à une quinzaine de jeunes des formules Campus, Renault ou 3, regrou-pes probablement à Paris, de bénéficier d'horaires aménagés dans des sections sport-études. « Tnutes ces initiatives, explique Daniel Trema, chef du service compétition chez Elf, ont pour objet d'élargir le panel de recrutement des nouveaux pilotes en limitant les critères économiques, d'en foire des compéti-teurs et des hommes de communication, mais oussi de leur donner une chance de reclassement en cas d'échec. »

Gérard Albouy

(1) En 1992, les écoles de pilotage ont recu 400 stagiaires an Castellet 322 au Mans et 250 à Magny-Cours. (2) Les candidatures sont à adresser, avant le 15 mars, à La Filière, tour Elf, bureau 22 G 12, 2, place de la Coupole, Cedex 45-92-078 Paris, la

Défense. Tél.: 47-44-53-74.

# Le club des cédants et repreneurs d'affaires

Une agence matrimoniale pour les petites entreprises sans héritier. Les présentations sont faites en respectant la plus totale discrétion

"ETAIT en 1985, se souvieot Hervé de Chalvroo. Je venais juste de prendre ma préretraite de direc-teur général adjaint de la société d'emballage plastique que j'avais dirigée durant vingt-six ans. Un ami me téléphane ci m'annance son intention de sermer son entreprise de salaisons. Il nvait soixante-cinq ons, pas d'enfont ò qui transmettre in société et bien cavie de se reposer. Je lui oi dit : « Vends-lo au moins, ça évitera au personnel d'être licencié. » Sovez-vous ce qu'il me répond? « La vendre, c'est trop compli-qué. Je n'y arriveroi pas. » Hervé de Chalvron s'est juré, lui, de réussir. Pari tenu : deux mois plus tard, l'affaire était conclue. C'est ainsi que ce dynamique ancien de l'ESSEC a commencé sa deuxième carrière : marieur.

Quelques chiffres expliquent sa vocation. Faute d'béritier, dix mille PME ferment chaque aonée, suppriment ainsi cinquante mille emplois. La pas-sinn de Hervé de Chalvroo, c'est la sauvegarde des petites entreprises. Il a proposé à l'associatioo des anciens élèves de l'ESSEC de créer une structure où ceux qui soubaitent vendre leur entreprise et ceux qui cherchent à en reprendre uoe pourraient se rencootrer; une ageoce matrimoniale, en quelque sorte. L'association lui donna sa bénédiction. Mais le succès fit exploser la petite antenne d'amateurs, preuve s'il en fallalt que le besoin était bien analysé. Dès 1986, le CRA (Club des cédants et repreneurs d'affaires), voit officiellement le jour, Associatinn régie par la loi de 1901, animée à présent par trente-six bénévoles, tous retraités, tous anciens diri-geaots d'entreprise, le CRA dispose d'un budget de fooction-nement mudeste de 1 800 000 francs, provenant exclusivement des cotisations des mem-bres. Il couvre à lui tout seul 11 % do marché national de la reprise d'entreprises hors voie

#### Chaque année, plus de «mariages» réussis

a Six PME sur dix ont été créées nonnt 1955, explique encure Herve de Chalvroo. Leurs dirigennts ont entre solxante et soixonte-dix ans. Deux fois sur trois, leurs enfants ne montrent guère d'intérêt pour l'entreprise fami-liale, unt une nutre profession ou bien sont tout simplement incapables de lo gérer. Vendre pose un problème psychologique énorme. C'est vécu comme un abandon. Por contre, si la transmission ne se fait pas ou si clie se fuit mal, c'est la fer-meture de la société, uvec son cortège de drames socioux »

Le CRA a un fichier de quatre ceot cinquaote affaires à reprendre et en reçoit quarante a soixante noovelles chaque mois. Il a quatre mille adhérents depuis sa creation, dont

mille six ceots actifs. 35 % des affaires proposées lui parviennent directement; le reste lui est proposé par les grands cabioets et les institutions, chambres de commerce et d'industric, banques, experts-comptables, etc., parce qu'il a reçu l'adhésion de nomhreux autres clubs de repreneurs lies à toutes les associatioos d'ancieos élèves de grandes écoles : Sup de Co, X entrepreneurs, Sciences-Po, l'INSEAD. l'ENA, l'Agro. l'EDHEC de Lille, Centrale. De

mariages réussis augmentent chaque année: il y en a eu 85 en 1990, 95 en 1991; plus de 100 en 1992. D'où vieot ce

foudroyant succès?
Thut d'abnrd, de la gratuité totale de la prestation néferte. Le cluh bénévole oe touche pas de commission et ne facture rieu, oi au vendeur ni à l'ache-teur. Un plus appréciable pour les deux parties. Il se contente de faire les présentations. Tout en proposant les services d'un certaio combre d'experts qui évaluent l'entreprisc, font un audit, donoent des conseils juridiques et fiscaux, bref, sui-vent le dossier de A à Z.

Autre garantie d'importance : la confidentialité la plus totale. « Des repreneurs, il y en n à la pelle. Ce qui est plus délicat, ce sont les cedants. » Eo effet, outre les réticeoces psychologiques que ceux-ci montrent souvent et les volte-lace de der-nière mioute, les cédants se présentent masqués. « Il ne faut jamais dire qu'on cherche o vendre son affaire, affirme l'un d'eux. Clients et fournisseurs considèrent encore qu'une société qui se vend est forcément à deux doigts de la faillite. » Les banques fermeot alors leurs crédits, le personnel se déstabilise, oe croyant plus à la pérenoité de son emploi, et les concurreots en profitent pour s'abattre tels des vautours

sur leur proie. Dernier secret de la réussite : la convivialité. Ube réunion meosuelle des adhérents se dérnule avec des experts qui foot uo exposé sur un sujet précis, tels les montages financiers ou bieo la fiscalité des entreprises. Des cédants viennent ensuite présenter leur affaire à l'assistance et tentent

grands groupes industriels et de trouver un acheteur. D'au-financiers soot partenaires. Les tres racontent leur expérience de la reprise. Le tout est suivi d'un pot amical ou les contacts sont pris immediatement. « Une de ces réunions s'est déroulée un jour de grère générale. Nous pensions qu'il n'y auruit prr-sonne. Nous étions trois cent vingt! Personne n'en revrnoût. L'information s'effectue, aussi, L'infinrmatinn s'effectue, dussi, par un bulletin mensuel el par le Minitel. Quatorze délégations régionales se sont ouvertes avec le même succès. Si le cluh est spécialisé dans les PME-PMI, il lui arrive

désormais de travailler avec des grands groupes. Reste de diversification sans dnutc. ceux-ci sont souvent proprietaires de petites sociétés à l'activité marginale par rapport à leurs grandes lignes dont ils cherchent à se défaire discrète-ment. Le CRA s'enorgueillit d'avoir récemment vendu une filiale de BSN spécialisée dans la pâte feuilletée. Il y cut cinq candidats à la reprisc. L'un d'eux fut choisi. Les conditions faites aux particuliers par les grands groupes sont souvent exceptionnellement favorables.

Hervé de Chalvron est heureux. Il affirme travailler deux fois plus depuis qu'il est retraité que lorsqu'il était sala-rié. Uoe préoccupation cepen-dant, seul nuage dans le cicl-bleu: l'ouverture à l'Europe qu'il souhaite de tous ses vœux n'est pas faite.

De grosses difficultés apparaissent. Le frein majeur vient des entreprencurs cux-mêmcs. Le club a pourtant des antennes en Allemagne, en Belgique, en Espagne. « Sortir les Fronçals de l'Hexagone n'est pas aise, c'est toute une culture qui doit évoluer.»

CHÔMAGE

## Se vendre soi-même

Toutes les ficelles du marketing personnel pour sortir du tunnel

IGS institut de gestion sociole ème cycle MARS 1993. **GESTION DU PERSONNEL** ET DES RESSOURCES HUMAINES - Yous êtes titulaire d'un Bac + 2. Vous souhaitez vous réorienter. - Vous cherchez une formation opérationnelle sans attendre lo rentrée. Intégrez le 2ème cycle en suivant la 1ère année en cours intensifs (mars-septembre). Appelez Christine Valfrey au 47 57 31 41. INSCRIPTIONS IMMÉDIATES **GROUPE IGS** IGS, 120 rue Danton, 92300 Levallais-Perret.

souhaite recevoir une brochare détaillée du 2º cycle de Gestion du Personnel.

L y a quelques semaines, les anciens de l'Ecole supéricure de commerce de Rouen organisaient uoe soirée-déhat autour d'on thème malheureusement trop cooforme à l'air du temps : « Accident de carrière, comment rehondir? » « Accident de carrière » n'est eo fait qu'une appellation élégante et pudique pour désigner le chômage, dont l'évocation crue a quelque ebose d'un peu bumiliant.

Devant uoe assemblée parti-culièrement dense de cadres de 40-45 ans, dont un nnmbre sont au chômage ou en passe de l'être, deux ancieos, Hervé Desprez, directeur général de Bernard Krief Consulting Grnup, et Jacques Landreau, PDG de Sefop, chasseurs de têtes, ont fait la hrillante démoostration que la seule manière de retrouver du travail aujourd'hui est de ne pas hésiter à se vendre comme un produit en tirant toutes les ficelles du marketing stratégique. Pas de recette-miracle, mais quel-ques conseils issus de leur pratique quotidienne.

Premier postulat exposé par Jacques Landreau : tel un guer-rier partant au combat, se blinder psychologiquement et s'armer de courage pour survivre à une épreuve éprnovante ner-veusemeot. Evidemment, plus facile à dire qu'à faire. Reste que se laisser aspirer dans une spirale autodestructrice amoindrit sensiblement les chances

de redémarrer rapidement. De même qo'noe entreprisc ne se basarde pas à lancer un produit dans la nature sans une étude de marché préalable, le candidat à l'embauche a tout

intérêt à faire le bilan de ses compéteoces avec l'aide de spècialistes - Association pour l'emploi des cadres (APEC). cabinets d'outplacemeot, etc. Objectif: mettre à plat ses motivations, ses traits de per-sonnalité, ses aptitudes et évaluer son expérience passée, en somme diagnostiquer ses forces et ses faiblesses pour oe pas partir à l'avenglette à la recberche de l'eldorado.

#### Ne pas perdre de temps

Grace à ce hilan, le demandeur d'empini, qui prend confiance en lui, affûte une stratégie produits originale (qu'est-ce que j'ai à proposer? Qu'est-ce que j'ai à dire? ...), ce qui est indispensable en périnde de crise pour se distinguer du flot des coneurrents. Seule cootraiote pour différents professinnnels : compte tenu du fait que les recruteurs jnuent généralement la sécurité et valorisent l'expérience acquise, un cadre changera difficilement d'orientation, même si le bilan de compétences décèle des potentialités cachées.

Eosuite, grace aux différents cootacts pris auprès d'orga-nismes spécialisés, à la lecture des jouroaux, aux relations avec les associations d'anciens, etc., le candidat se livre à une étude de marché approfoodie des entreprises-cibles potentielles. Il peut alors choisir les cobayes et défioir les canaux de distribution poor son message (petites aonooces, candidature spontanée, etc.).

Ratisser trop large on répon-dre à toutes les annooces est une perte de temps inntile. Avez-vons déjà vu un produit qui convienne à tout le moode? « Une recherche trop lorge sons bilan de compétence préalable est souvent vouée à l'échec, estime t-on à l'APEC. Ainsi, certoins cadres envoient plusieurs centaines de lettres mal ciblées et sont surpris de ne recevoir pratiquement oucune convocation. Cette déperdition d'énergie terrible fuit perdre

courage. »

Après la réflexion, voici veou le temps de l'action. Le caodidat construit son argumentaire de vente, c'est-à-dire son CV, un produit relativement stan-dardisé qui doit aller à l'essentiel. « Lire et étudier un CV sérieusement prend vingt minutes, avec la recrudescence des candidatures, personne aujourd'hui ne s'y hasarde, sou-ligoe Hervé Desprez. [l est dunc inutile de fuire un document de cinq pages, l'essentiel est que l'original puisse être tout de suite perçu. » Quant à la lettre d'accompagnement, c'est une viertable déclaration d'ampus à l'employee. d'amnur à l'emplnyeur, expliquaot sans tricher ses motivations et ses atouts, disent ces

### Une aide à la vente

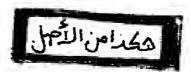
Ni prétentieuse ni administrative, celle-ci doit être véridi-que et vendense comme une pnb. Puis, si la démarche débouche sur un entretien d'embauche, le candidat, qui

aurait tout intérêt à avoir suivi des cours de communication, doit marteler contre vents ct marées son message. Tout comme le fait à la télé un bomme politique qui n'a que quelques minutes pour convaincre. Enfin, dernière leçon : étre prêt à accepter une diminution de salaire, à l'iostar des Amèricains, avec la perspective de pouvoir «se refaire» à moyen terme. Evidemment, certains estiment l'amputation trap douloureuse...

Chercher du travail sur de telles hases est un art difficilc qoi exige de se prendre en charge complètement et de surmonter ses résistances psychologiques. « Le lyrisme de certnins codres pour vendre un produit ou une idée disparaît completement lorsqu'il s'agit de se promnuvoir soi-même», reconoaît Jacques Landreau.

Campte tenu de l'étroitesse du marché et des pratiques peu fair-play de certains recruteurs, faire du marketing sur soi-même est davantage une « aide à la vente » qu'un sésame iofaillible. Cadre commercial au chômage depuis juin 1992, Marc Soufflet n'a pas encore vu le hout du tuonel malgré une démarche rignureuse et sophistiquée. Depuis septembre, il a tout de même décrnché une dizaine de rendez-vous par mois et espère maiotenant conclure rapidement. a Envisager la recherche d'emploi comme un travail à temps plein aide à garder so motivation et sun courage », dit-il. Ne pas perdre pied, le plus important est sûrement là

Catherine Lévi



i-meme

par Simon Wuhl

ALGRÉ les difficultés actuelles de niveaux; dérégulation accentnée du marché de l'économic, les pouvoirs publies mainl'emploi, laissant coexister besoin de main-d'œuvre tiennent à juste titre l'amhition d'une et poches de chômage; avec pour consequence, on intégration dans l'emplni non seule-ment des chômeurs de courte durée mais également, le sait, une accentuation des pratiques de surqualification à l'embauche, sur des postes de simple exéà plus ou moins long terme, des chômeurs en voie cution. Dès lors, nn ne peut se contenter de la seule logique adaptative de l'insertion, les critères de d'exclusion (chômeurs de longue durée, chômeurs récurrents, chômeurs découragés, etc.). Pour ces derniers, les mesures dites « d'insertion » - stages

eux-mêmes pas vraiment établis.

Quels sont alors les principes d'une eutre conception de l'insertion, centrée sur l'intégration dans l'emplni des chômeurs en voic d'exclusion? Nombre d'expériences, d'analyses, de rapports sur cette question aboutissent à la même conclusion : l'emploi pour ces derniers devient eccessible lorsque la phase d'insertion se déroule, le plus tôt possible, en milien de travail ordinaire. En effet, au-delà des bienfaits sur le plan pédagogique, l'immersion en entreprise ouvre des perspectives pour des actions d'ordre structurel, complémentaires de celles cen-trées sur l'aide à la personne. Par exemple : conseil aux petites entreprises ponr la réorganisation du travail ; aide au partage, au réaménagement, à la diminution du temps de travail, etc. Pour quitter le champ trop exclusif du social, l'insertion doit s'efforcer de concilier l'intérêt des employeurs (souplesse d'utilisation des équipements), celui des sala-

conformité en modèle socio-éconnmique n'étant

Malgré la détérioration de la situation de l'emploi, 25 % des entreprises industrielles déclaraient éprouver des difficultés de recrutement au premier semestre 1992. Les mouvements d'embauche demeurent, aussi, importants : en 1990, le volume global de recrutement a concerné quelque 4 millions de salariés pour les seules entreprises de plus de dix employés; dont 1,6 million environ sur des emplois de simple exécution, pourvus par des agents trop formés et peu motivés pour assurer ces tâches. Toutefois, les réponses sur les perspectives de retour à l'emploi des chômeurs en voie d'exclusion ne relèvent pas du seul système économique. Elles appellent au contraire une intervention politique ce qui organiserait les modalités d'articulation entre la méthodes (de resocialisation, de requalification) de sphère de l'insertion et les milieux de l'entreprise. requalification du personnel. En

riés en place (augmentation du temps libre) et celui

Au niveau local, l'impulsinn de l'Etat est nécesqualifications à pourvoir, surtout pour les bas saire pour promouvoir et garantir surtout le fonc- nel, la gestion prévisionnelle de

A cet égard, le rôle de l'Etat est essentiel, au

tionnement permanent d'un partenariat à vocation économique, susceptible de rétablir le lien entre insertion et entreprise : en mobilisant dans cette optique des opérateurs à vocation plus économiques (représentants d'entreprises et du milieux économiques, syndicats nuvriers, consultents d'entreprises, organismes de mutualisation des fonds de la formation professionnelle) aux côtés de ceux du social et du service public de l'emploi, notamment de l'ANPE; en aidant aussi au développement de tontes les opportunités d'iotégratinn économique -à l'initiative des collectivités locales - qui émergent

sur les sites, en faveur des chômeurs en difficulté. Parmi ces opportunités, le domaine des services (services d'utilité sociale, services lies aux entreprises et à la clientèle) offre une perspective réelle de création d'emplois. A condition toutefois de ne pas lui feire jouer un rôle de « réserve » unique pour l'intégration des exclus ; on ne peut demander aux chômeurs en difficulté de développer les com-pétences d'ordre relationnel nécessaires à l'exercice de nombre d'emplois de service aux usagers (aide aux personnes agées ou dépendantes, garde d'enfants, animation urbaine et loisirs, etc.).

UR chaque bassin d'emploi, les actions pour-Draient s'inscrire dans le cadre de conventions entre l'Etat (et autres acteurs publics) et des entreprises d'accneil des chômeurs en insertion. Le contenu des accords n'étant pas limité au strict domaine de l'insertion, il pourrait concerner par

exemple: - A minima, les conditions de l'insertion professionnelle : la collectivité publique garantissant des modalités d'abaissement du cout du travail, de suivi social et de formation d'accompagnement ; les engagements de l'employeur concernant les formes d'ac-cueil (tutorat), les abjectifs de qualification, les

fois sur l'insertion et l'organisation du travail : l'of-

fre de service de la collectivité publique s'élargissant à l'aide au diagnostic, au conseil en organisation dn travail, à la

perspectives éventuelles de recrutement.

- Au-delà, les conventions devraient porter à la de la richesse nationale?

contrepartie d'engagements des

gageure qui pourrait bien représenter un volet de ce fameux « grand dessein » que l'on cherche tant pour la France : une performance économique nationale intimement liée à un impératif de cohésion sociale. Comment assurer une telle cohésion dans un contexte où règne l'inégalité de traitement au sein de la population active ? Où une fraction de travailleurs valides se voit privée de façon quasi irrémédiable du droit de participer à la production

TRIBUNE

de formation, contrats emploi-solidarité, contrats d'insertion du RMI – représentent un progrès cer-tain dans la rupture avec le cercle infernal de l'ex-

clusion. Toutefois, les avancées enregistrées lors de

l'entrée en insertion risquent de fondre avec le

temps si elles se révèlent incapables de répondre

aux aspirations des chômeurs à s'intégrer « norma-lement » ; c'est à-dire, lorsqu'ils sont valides, dans

Les politiques engagées sont-elles à même de répondre à cet objectif d'intégration dans l'emploi des chômenrs de longue durée ?

A l'observation, les conceptions de l'insertion pratiquées s'avèrent pen appropriées à l'intégration

des chômeurs dans le monde économique. Orientée

vers l'adaptation des personnes aux structures socio-

économique l'insertion se réduit le plus souvent à l'un de ses volets : celui de la mise en conformité

des aptitudes professionnelles et comportementales

des chômeurs en difficulté avec des normes suppo-

sées connues pour l'accès au marché du travail.

L'autre volet reste le grand absent dans la majorité

des actions : celui de l'intervention sur les struc-

tures économiques, sur le fonctionnement du mar-ché de l'emploi ou sur l'organisation productive en

entreprise. Pourtant, cette logique de l'insertion, qui se focalise sur l'« aide à la personne » hors du

contexte de la production, est plutôt conforme au modèle économique de la période des « trente glorieuses ». En effet, lorsque les qualifications requises sont précisées, les conditions d'insertion

dans une équipe de travail relativement stabilisées,

les déficits cognitifs ou d'ordre comportemental

sont repérables. On mesure plus facilement la nature de l'écart à combler et la mise au point de

l'incertitude : indétermination sur la nature des

préparation à l'emploi en est facilitée.

un emploi ordinaire.

Le sarvica des offres de stages ast désarmais eccessible an tapant directement: 3615 LEMONDE.

Les entreprises désireuses de pesser des offres sant priées da consulter directement cette association au 45-46-16-20.

STAG'ETUD 12, av. Respail, 94257 Gentilly Cadex, tél.: 49-08-99-99.

### COMPTABILITÉ

n Lieu : Peria, Date : immédiat. Ourée : 1 mois, Ind. : 5 00D F. Profil : bec + 3/5, ESG, matrise comptabilité, gestion, comptabilité, bilen prévisionnel, convention de stage. Mission : établissement de budgets, bilan prévisionnel, après les études de motivation. 0407B.

### PERSONNEL

n Lieu : Cachan. Dete : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % du SMtC. Profil: bac + 2/3, connaissances en micra-informatique et gestion des ressources humaines, convention de etage. Miseion : participer à l'élaboratinn du bilan social et à la mise an place d'un module de gestion da la farmation sur le logiciel Héra. 04095. u Lieu : Parie. Date : juin. Durée : 3 mole\_ Ind. : 1 728 F. Profil : bec + 5, geetinn des resenurces humaines, convention de stage. Miseinn : étude sur la gestion des com-

□ Lieu: Boulogne-Billancourt, Date: immédiat. Durée: 4/5 mois [3 jours par eemsine). Ind.: SMIC horaire. Profil: Bec + 4, resaurces nes, communication, convention de stage. Mission : orgenisation de salons et forums du recrutement et participetion, entretenir les relations avec les écoles, prendre pert à l'activité du service recrutement, missions ponctuelles en relation avec le recrutement. 04048.

o Lieu : La Défense. Date : mars. Durée : 5 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil: bac + 4, gestion des ressnurces humaines, convention da etage. Mission : participenion à la mise en piece d'un logiciel res-sources humaines, et à l'activité du eervice formatinn (plan de formation!, 03943.

### MARKETING

n Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 600 F net. Profil : bac + 1, convention de stage. Mission : télémarketing, saisie de

rendez-vous pour les commerciaux. 04032.

Rien de tel dans la période actuelle marquée par níveau local et au niveau national.

o Lieu : La Défensa. Data : mars. Durée : B. maie. Ind. : 6 000 F. Profil : bec + 4/5, école de commerce, DESS communication, anglais indispensable, traitement de texte, convention de stage. Mission : marketing direct et documentation : mailing, dacumentatione, sémineires internes/externes, statistiques, eide à la préparation et suivi des exposi-

Durée : 3 à 6 moia. Ind. : 2 000 F. Profil: bac + 4, eisance reletionne convention de stage. Mission : pros-pection, relanae de meiling, recherche de documentation d'informetinn en direct par téléphone. 04049.

n Lieu : Pans. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois (horaires souples). Ind.: 4 000 F/moie. Profil: bac + 1/4, ESC, ESSEC, EAP, BTS commerce internationel nu force de vente, connaiseances marketing vente, audiovisuel souhaité, conven-tion de stage. Mission : étude de motivations dans les ambassades et auprès des écoles de commerce de France, suivi et développement de la clientèle. 04077.

n Lieu : Seint-Denis. Date : mars. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil: bac + 2, BTS action commerciale, connaiasances PC, DBase III. Mission : collecte et traitement des informations concernant clients et prospects : création d'un nouveau fichier, conception et mise en forme

des actions de mailing, 04055. n Lieu : Peris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Pro-fil : bac + 2, utilisation de la micro-informatique, convention de stage. Mission : études de marché, test et recherche documentaire. 04078.

O Lieu : Perla. Date : Immédiat. Durée : 2/3 moie. Ind. : à définir. Profil : bec, famillarisé evec domaine de la mode et connaissance des marques, convention de stage. Mission : documentation et recherche sur les industries textiles et erts de le table pour una enquêta. 04093.

o Lieu : Paris. Data : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bau, anglais et ellemand courants, convention de stage. Mission : travailler sur la creation et l'implantation d'une lettre professionnelle en angleia aur le parrainage d'entre-

### · VENTE

Lieu : Gentilly. Date : Immédiat. Durée: 3 mois. ind.: 1 500 F fixe + nissione + prima de 1 500 F si objectifs réalisés. Profil : bec + 1, ettirance pour contacts téléphoniques, convention de stage. Mission : praspection cammerciale auprès d'un fichier déjà existant, remise à jour et développement du portefeuille clientèle. 03559.

n Lieu : ivry-sur-Seine. Date : immédiet. Durée : 2 mais. Ind. : 1 430 F/mnis net + TR + c.o. Profil: bec + 1/2, BTS ection commerciale, convention de stage. Mission : étude de marché, définition d'une stratégie commerciale, prise de randez-vous. 03744.

### INFORMATIQUE

n Lieu : Lisses, Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 minimum. programmation SGBD, connaissance angage SQL, convention de stage. Mission: programmer une gestion dee etncka [matières premières/formule). 03933.

### COMMUNICATION

n Lieu: lvry-sur-Seine. Date: mars. Durée: 2 mnia. Ind.: 1 430 F/moie net + C.D. + TR. Profil: bac + 1/2, BTS communication/action publicilencement d'un journal d'entreprise, étude de satisfaction auprès de colla-borateurs efin de déterminer leurs acuhaits et attentee en marière de communication interne. 03745.

Dieu : Parls, Dete : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 2/4, ESC, communication, convention de stage. Mission : orga-niser et développer un centre de documentation de le société, suivi des dossiers dans le domaine de la

D Lieu : Paris. Date : immédiat Durée : 6 mais. Ind. : à définir. Profil hac + 4, communication, ressourcee humaines, connaissances Macintosh, sensibilisation à l'économie sociale serait un plus, convention de stage. Mission : animation d'un réseau |+ 700 edhérents), prépara-tion et suivi de colloques et de journées d'études, relecione svec les adhérents, rédection de comptes

rendus. 04047. 🗆 Lieu : Peris. Dete : immédiat. Durée: 3 mois. Ind.: 1 500 F/mois. Profil: hac + 4, communication, bueinass, économie, connaissance des médias, bon niveau angleis. convention de stage. Miseinn : assistant(e) consultant, revue de presse, fichiers, recherches docu-mentaires, contact presse. 04054.

### **ÉLECTRONIQUE**

n Lieu : Argenteuil, Date : mars. Durée : 4 maie. Ind. : à définir. Profil: bac + 4/5, électronique ana-

logique, conventinn de stage. Mission : participation étude et réalisation du prototype d'une alimentation à découpage pour lampe à décharge de 575 watts Imission convenant à élève ingénieur 3. ennée), projet fin

entreprises portant sur la forma-

tion et la promotion du person-

4.00

### ÉCONOMIE

O Lieu : Paris. Date : mara. Durée : 3/B mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, économie de l'entraprise, convention de stage. Mission : réali-sation d'un atlee économique de 200 pages impliquent envoi de mailings, consultation dee banques de dannées, téléphoner pour recuellir informations puis mise en forme et enalyse. 04060.

### SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : mers. Durée : B mols minimum. Ind. : 1 700 F/mols. Profil : bac, pas de formation particulière, motivation et séneux, convention de stage. Mis-sinn : eccueil et test de candidats, facturation, relations téléphoniques clients, relance. 04091.

Durée : 2/3 maie. Ind. : 2 000 F ffixel + commissions, Profil : bac + 2/3, eecrétariet commercial, convention de stage. Mission : orga-nisation commerciale d'une société

de télécommunication, 03944. Durée : 2/3 mois. ind. : à définir. Profil: bac + 2, BTS escrétariet, TTX, englais, convention de stage. Mission : travaux de secrétariat, relance téléphonique, réorganisation dossiers. 04061.

### · AUTRE

n Lieu : Paris. Date : août. Durée : mois (selon possibilitée du etaciaire), Ind.: transport, Profil: bac + 1/3, anglels, frappe, convention de stage. Mission : travaux administracourrier, téléphone, affranchi courrier), suivi de dassiers jeunes filles au pair et séjours linguistiques. 04092.

### PUBLICITÉ

n Lieu: Suresnes. Date: immédiat. Ourée : 2/3 mais. Ind. : 1800 F/mois + intéressement. Profil : bac + 2/4, communication, pramatian dee ventes (GMS) convention de stage. Mission : participer au développement de l'egence : prospection (phoning) et de dévelopem des opérations hors médias.

l'emploi, le refus de toute procédure de licenciement pendant une période dannée... - Enfin, un rroisième damaine de négociation,

en liaison evec les deux précédents, pourrait concerner l'aménagement et la diminutinn du temps de travail. Le partage du travail offre une perspective de solidarité active entre salariés en emploi intéressés à l'eugmentation du temps libre et chômeurs de longue durée aspirant à l'intégration dans l'emploi. Il répond aux intérêts de nombre d'entreprises, pour peu qu'il soit associé à une augmentation dans la souplesse d'utilisatinn des équipements. Mais, dans ce domaine, si des accords-cadres sont nécessaires, sur le plan des secteurs professionnels nationaux, pour impulser des avances décisives, c'est au niveau local que les modalités concrètes du partage du travail peuvent déboucher sur une intégration réelle des exclus dans l'emploi.

Mais le « tont local » ne saurait suffire. Le choix d'une priorité en faveur des châmeurs en difficulté implique que ceux-ci puissent bénéficier sur l'ensemble du territoire d'une politique d'intégration qui incombe à l'Etat. Et ce, avec l'instauration sur tous les bassins d'emploi de relations contractuelles entre acteurs publics et privés.

Il convient également d'associer les partenaires sociaux à la lutte contre l'exclusion en favorisant par exemple la signature d'accords au niveau des hranches professionnelles sur les objectifs ainsi définis. L'Etat est le seul garant à long terme d'une

► Simon Wuhl est socio-économiste, auteur de Exclus face à l'amploi, Syros, actobre 1992.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD FACULTÉ JEAN MONNET

Département de la Formatinn Permanente 54 boulevard Desgranges 92331 SCEAUX Cedex

## **EDITION**

ASSISTEE PAR ORDINATEUR

(5 avril 1993 - 9 juillet 1993) Cours à tamps complet

### CONTENU DE LA FORMATION

1 - Maquette - Mise en page - Typographie

2 - L'éditinn sur Macintosh Le publication assistée par ardinateur (PagaMaker, XPress) La scannérisation

La Reconnaissance Optique des Caractères 3 - Le Dessin Assisté par Ordinsteur

Maîtrise d'Adnbn Illustrator et Freehand Apprentissage dn le couleur : initiatinn à PhotoShnp

Pour tout renseignement et inscription, adresse ci-dessus. Tél.: (1) 40.91.18.20.



### Congé individuel de formation **CADRES SALARIES**

L'Institut de Gestion Sociale vous propose en 1993, dans le dameine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSDURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 8 mois).

Niveeu : Bec + 3/4, expérience professionnelle : Direction de Parsonnel et Formation à la Gestion Sociale (1)

 Menegement et Développement des Resseurces Humaines (2) Management européen des Resseurces Humaines (3) Informatique at Gestion du Personnel [4]

 Gestion du Recrutement, de l'Emploi et des Carrières [5] Niveeu: Bac + 2, expérience professionnelle : Assistant administratif à la Direction des Affaires Saciales (6)



Programme et/ou rendaz-vous à IGS, Mme Roirec, 120 rue Danton, 92300 Levallois-Perret. Tél. 47 57 31 41

	ne documentation sur la (ou les) formation (s
	Prénom:
Adresse:	Téléphane :
Fonction:	
	Le Monde 23/

## CARRIÈRES INTERNATIONALES



in senior financial monagement, good command of English, including drafting ability. Good working knowledge of French and Italian destrable, P.C. literate. Experience within the United Nations system would be an advantage. Free of tax emoluments, Including cost of fiving oflowences, ranging from US S 46,433 (single) to 61,453 (with dependants) per annum. Contributory pensions and health scheme.

## Chief of Finance Services

. The international Training Centre of the International Labour Organization (o United Nations specialised Agency) has a vocancy in TURIN (ITALY) for a senior management position with tut responsibility for all financial, accounting and budget management

Applications are invited from chartered accountants or certified public accountants with wide experience

quoting ref. 8/1992 to : PERSONNEL OFFICE, INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE I.L.O. 25 Corpo Unita d'Italia - 1027 TORINO (ITALY) Fox: (39 ID 66 38 842 - Tel. (39 ID 69 36).

Applicants will be contacted only # their condidature is under serious consideration.

# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES



Notre groupe : 2 000 personnes - 1,7 MF de CA - 14 usines en Europe - Une position de leader sur son marché. Notre métier : équipementier automobile dans les domaines de l'habillage intérieur (tableaux de bord, panneaux de portes...) et extérieur (rétroviseurs...) - Un savoir-faire reconnu dans les technologies plastiques. Un engagement profond dans la qualité totale. Notre objectif : toujours anticiper pour mieux satisfaire nos partenaires et clients.

## INGÉNIEUR RESPONSABLE ENVIRONNEMENT RECYCLAGE

H/F

Passionné par les domaines liés à l'environnement, vous possédez par votre formation (chimle, plasturgie...) une expérience concrète dans le traitement industriel de matières plastiques où vous avez mené une mission de recherche sur le recyclage dans un cadre industriel ou administratif, Votre mission sera de mettre en place un pôle d'expertise en la matière, Vous proposerez la stratégie du groupe. Il vous faudra l'animer, la développer et la communiquer tant

en interne que vis-à-vis de l'extérieur (fournisseurs, clients, associations, administrations...). Véritable patron de votre activité, vous êtes blen sûr une force de proposition dans la recherche de solutions "propres" pour toute la chaîne produit-process.

Voilà un challenge passionnant pour qui est convaincu que demain se construit aujourd'hui ! Pratique de l'anglais nécessaire. Déplacements à l'étranger (Europe). Poste évolutif pour candidat de

Par ailleurs, dans le cadre de notre expansion en Europe, nous recherchons des

### INGÉNIEURS INTERNATIONAUX Débutants / 1ère expérience / H/F

Pour renforcer nos équipes B.E., méthodes, achats techniques... Ces postes sont dans un premier temps basés sur le site de Lille, siège européen du groupe. Ils permettront, à terme, de réelles évolutions dans

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la réf.61.7264/LM.

Mercuri Urval...

## coordonnateur des activités scientifiques H/F

L'AGENCE SPATIALE BUROPÉRINE (ESA) RECHERCHE UN COORDONNATEUR DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES POUR L'OBSERVATOIRE DU SOLEIL ET DE L'HÉLIOSPHÈRE (SOHO).

Le condidat retenu. apportera son concours à la coordination apérationnelle des ins-appointed son consours a la coordination opérationnelle des instruments de Soho qui seront exploités par les équipes des chercheurs principaux au Centre de Commande des Expériences SOHO (EOF), installé au Goddard Space Flight Center à Greenbett (Manyland, USA).

- assurero une planification complète et permanente des activités

Avant le lancement de la mission, il sera affecté à l'ESTEC (Noardwijk-Poys-Bas) où il prépareira les moyens nécessoires à l'exploitation coor-donnée des instruments scientifiques de SOHO et participera à l'intégration du matériel et du logiciel d'exploitation scientifique.

Il lui sero demondé de consocrer une partie de son temps  $\hat{\alpha}$  la recherche, de préférence dans des domaines en rapport avec les objectifs scientifiques de SOHO. Les candidats dalvent être titulaires d'un doctorat ou d'un grade uni-

versitaire en astronomie ou en physique et avoir l'expérience de la physique du Saleil de la planification de missions scientifiques, de la conduite d'Instruments d'abservation et/ou de l'analyse de données

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français exigée. Du fait des relations avec la NASA, la connaissance pratique de l'anglais est particulièrement recommandée.

Les conditions d'emploi sont celles des organisations internationales et comptennent indemnité d'expatrilation, prestations familiales, rég-mes de sécurité sociole et de pension. Les trois d'instaliation seront remipoursés.

Prière d'envoyer un curriculum vitoe détaillé en anglais ou en françois ou Chef du Personnei de l'ESTEC, Keplerfaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) en mentiorinant la rél. ESA-VN-ESTEC-92-069. Pour tous renseignements, appeler le 19-31-1719-83308,



La Division pharmaceutique de CIBA-GEIGY SA cherche un/une

## Traducteur/trice médical/e

pour son Département information Médicale et Pharmaceutique situé dans la banlieue de Bâle. Vous devrez vous intégrer dans une équipe internationale de linguistes, travaillant pour les activités de marketing de la Division, et chargée à ce titre de la publication de littérature médicale, scientifique et promotionnelle ainsi que de l'information du corps médical dans le monde entier. Vous devez avoir une maîtrise parfaite du français et posséder une connaissance approfondie de l'allemand et de l'anglais. Une certaine expérience dans la traduction de littérature scientifique et médicale serait bienvenue.

Les candidatures seront accompagnées de tous documents utiles et adressées sous réf. « 10607 » à Mr St-Jagg CIBA-GEIGY SA, Service du Personnel, case postale, CH 4002 Bâle.



#### EXECUTIVE DIRECTOR

The International Helsinki Federation for Human Rights (IHF) is a non-governmental organization that seeks to promote compliance with the human rights provisions of the Helsinki Final Act by the 52 participating states. It is e federation of 23 national Helsinki committees organized in Europe, both East and West, the United States and

The Executive Director of the IHF heeds a small headquarters in Vienna end is expected to work with the elected executive to provide political leadership to the organization overall. While respecting that the IHF is e loose federation of national committees, the Executive Director will be responsible for developing e coordinated progrem of activities, e common policy, and e cohesive identity for the organization at the international level.

Amongst other qualities, the successful candidate will be fluent in English (the working language of the organization), will have strong managerial and organizational skills and have knowledge of human rights questions and/or experience of non-profit associa-

More details about the post, and application forms, are available upon request from the IHF secretariat, which will treat all inquiries with utmost confidence.

The Search Committee, c/o IHF, Rummelhardtgasse 2/18, 1090 Vienne, Austria.

Closing date for applications: April 8, 1993.

Interviews scheduled for May. Salery: approx. \$ 45,000 to \$ 55,000. Discussions are underway about a possible relocation package for any successful candidate required to relocate to Vienna.



Le FIDA

Fonds international du développement agricole (Nations Unies) (Rome, Italie)

un ADMINISTRATEUR DE PERSONNEL P4

Dans le cadre des directives du Oirecteur de la Division du personnel, l'intéressé:

le recrutement, l'accuell et l'orientation/formetion, la gestion des dossiers et les formalités de fin de service de tous les agents de la catégorie "services généraux" et du personnel de conférence; la présélection de toutes les offres de services reçues par le FIDA et le conduite des activités connexes; le traitement des dossiers de consultants.

Guidera les directeurs et chets de service dans le détermination des besoins en personnel, la définition de descriptifs de postes et la recommandation

en personne, la delimination de praces apropriés.

Donnera aux agents de le catégorie "services généraux" des renseignements et conseils en matière de déroulement de carrière et toutes indications nécessaires sur leurs droits, notamment en matière d'ellocations, indemnités

necessaires sur leurs croits, notaliment en mauere d'ellocations, incemnitées et autres prestations.

Interprétera les accords intervenus entre institutions des Nations Unies et associations professionnelles d'Interprétes et de traducteurs.

Elaborere des propositions concrétés touchem les aspects des politiques du personnel du FIDA relatifs aux relations entre l'administration et le personnel, et la formation et le personnel. oppement des personnels, à la formation, etc.

eu développement des personnels, à la formation, etc.

OUALIFICATIONS: Diplôme universitaire ou équivalent, de prétérence en matière de relations administration-personnel ou d'administration publique ou commerciale. Sept à dix ans d'expérience d'edministration du personnel dans une organisation internationale, de prétérence au sein du système des Nations Unies. Apitude à rédiger correctement. Una maîtrise complète de l'anglais est essentielle, de même qu'une bonne conneissance du français; une connaissance d'autres langues, en particulier de l'italien, est souhaitable.

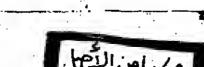
FOURCHETTE OE TRAITEMENTS: 39 388 à 55 221 dollers E.-U., plus indemnité de poste de 13 070 à 18 333 dollers E.-U. par an.

DUREE OF L'ENGAGEMENT: deux ans. OATE D'ENTREE EN FONCTION: des que possible

Priere d'envoyer deux exemplaires d'un résume détaillé en angiais à: Division du Personnel - FIDA
Via del Serafico 107, 00142 Rome (Italie) - Telécopie No: (8) 5043463

Date limite de présentation des candidatures: 31 mars 1993 Il ne sera accusé réception qu'aux personnes dont la candidature aura été rétenue en présélection.

LES CANDIDATURES FEMININES SONT PARTICULIEREMENT BIENVENUES



INGENHERIE ENSE

CENTRE DEINEO NIERNATIONAL

1575

Churcain

Alexander (C. C.)

NURSOLDER The an included the second

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

icteur trice La rigueur d'un expert L'expérience d'un négociateur international edical e

## **FURISTE DE VALEUR**

Une entreprise industrielle de dimension internationale (CA 10 milliards). Faisant partie d'un des premiers groupes mondiaux dans son domaine étoffe sa Direction fundique et rechenche un juriste d'Affaires.

Ses missions : En flatson étroite avec les Directions opérationnelles en France et ?

- Il sera responsable de la préparation des accords industriels et commerciaux et participera à leur pégociation et leur suivi.
- · Il préparera et il suivra les opérations d'achats, d'apports et de cessione concernant la société et ses filiales
- Il assurera le suivi juridique et commachiel des filiales étrangère
- · Il aura une formation DEA ou DESS (de préférence en thoir international des affaires) et prie parfaite maîtrise de l'anglais:
- · Il disposera d'une expérience de 8 à 10 ans minimum acquise au sein d'un entreprise industrielle (un début de carrière en cabinet peut étie un atout) et devisi pouvoir assurer avec autonomie la totalité des affaires dont il aura la charge.
- · En relation avec les Directions opérationnelles, il basera l'efficient de son role autant sur l'expertise juridique que sur la volonté de propose et de mettre ocuvre des solutions pertinentes.

ar great

TILD SURFICIOR



## **CADRE SENIOR**

### **Excellent niveau et fort potentiel**

Une entreprise française de grande envergure, leader européen, CA 40 milliards, agissant dans le domaine des hautes technologies, recherche un cadre de valeur pour l'intégrer à

- à l'étude, au montage et au suivi des financements associés aux grands programmes de
- à des missions d'évaluation et de montages linauders liés à des projets d'acquisition, fusion , à des études de gestion financière liées à l'analyse et au contrôle des flux de capitaux à des actions de communication financière
- La réussite dans ce poste implique :
- ... une formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO...
- 5 à 7 ans d'expérience professionnelle impliquant idéalement une première étape de deux à trois ans dans un grand cabinet d'audit et une deuxième étape, soit au sein d'une Direction Financière d'une grande entreprise, solt au sein d'une banque d'affaires
- des qualités marquées d'esprit d'équipe, d'imagination et de rigueur, des capacités de contact avec des intiglocateurs de niveau éleve, un potentiel lui permettant d'évoluer et d'assurer à terme la responsabilité de l'animation d'une équipe



Etablissement Bancaire à très forte implantation régionale, membre d'un

71, rue d'Auteuil

# LES DIRIGEANTS

Direction Générale Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

### **DIRIGEZ NOTRE FILIALE** INGENIERIE ENSEMBLIER

450 KF +

 Au sein d'un groupe français intervenant dans la tuyouterie choudronnerie, notre filiale ingénierie ensemblier opère en France et à l'étranger dans le pétrole, la chimie, l'agro-alimentaire etc. Nos bons résultats 92, nos commandes 93 nous permettent de préparer l'aventr avec sérénité.

Ingénieur d'une quarantaine d'années, votre expérience en ingénierie est indéniable et vous so élargir votre champ d'action. OF COURSE YOU ARE REALLY ABLE TO WORK IN ENGLISH. Contoctez notre chasseur de têtes Pierre BUCCAI qui vous assure de la plus grande confidentialité : CONCORDANCES - 129 rue Servient - 69003 LYON .

CONCORDANCES

Tel. 78 63 65 60 - Fax 78 63 65 59

## CENTRE D'INFORMATION JURIDIQUE INTERNATIONALE « DROIT ET MÉDIAS »

recherche

## SON DIRECTEUR

- Doté d'un solide sens commercial et d'une expérience dans ce domaine, il devra parfaitement maîtriser l'anglais et aura reçu une formation supérieure (IEP - grande école de commerce - formation
- Son rôle consistera à diriger un centre international innovant de service documentaire traitant des droits étrangers et du droit européen; il lui appartiendra de préciser et mettre en œuvre une stratégie commerciale, de dynamiser son équipe sur des objectifs de performance (une expérience de gestion d'équipe est demandée).
- Les perspectives d'évolution de carrière dépendront des aptitudes démontrées et du développement des activités du centre qu'il aura pu

Dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à adresser à : . CENTRE D'INFORMATION JURIDIQUE

INTERNATIONALE «DROIT ET MÉDIAS» Aire de formation du Futuroscope, 86130 Januay-Clan

groupe national de tont premier plan recherche son Fiscaliste Ingénierie

# Financière et Patrimoniale

Province

Au sein d'une équipe spécialisée en Agé de 30 ans environ, titulaire d'un gestion patrimoniale et rattaché au Directeur diplôme de 3ème cycle (ENI, DESS,...) vous d'entreprises dans leurs opérations de transmission et de haut de bilan.

En contact direct avec les conscillers patrimoniaux de la banque nu leurs elients, vous avez une expertise certaine dans les domaines de la fiscalité suivants : épargne, produits financiers, opérations de financements à long terme, transmission, fusions-acquisitions et immobilier.

de celle-ci, vous assurerez des fonctions de justifiez impérativement d'une expérience de conseil à destination d'une clientèle de 3/5 ans de fiscaliste généraliste au sein d'un particuliers hant de gamme et de chefs cabinet, d'une banque ou de l'administration

> Votre sens des contacts et votre esprit d'équipe vous permettront de réussir au sein de cet établissement de grande notoriété.

> Contactez Dominique Montabrie, au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + N° de téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous référence DM8630MO.



Michael Page Tax & Legal

**VOUS ETES** 

- A CENTEGRES une équipe pluridisciplinaire, agissant exclusivement auprès de Directions Générales in de PARTICIPION au développement de nos activités, en conjuguant notre expérience et votre valeur ajoutée
- II de PARTAGER une ambition commune de réussita économique et humaine, qui se concrétisera par l'accession progressive au statut d'associé.

Merci d'adresser votre CV ainsi que votre lettre de motivation sous référence CS à l'adresse suivante : CNIT · BP 326 · 92053 PARIS LA DEFENSE.

#### ISM SA Important Groupe de sociétés spécialiste de l'immobilier d'entreprise (patrimoine de 35

milliards de francs)

## JURISTE FISCALISTE

Spécialiste de l'immobilier et du crédit, le collaborateur recherché assurera une double mission :

Opérationnelle : il animera l'équipe chargée de la réalisation des opérations engagées, Fonctionnelle : il assistera les différents départements de la Direction Investissement-Engagements dans : • la conception des montages juridiques et fiscaux des opérations intrnobilières ou de crédits, • l'élaboration des contrats et protocoles divers.

Ce poste sera confié à un candidat de formation juridique supérieure, de 40 ars au moins, disposant d'une expérience significative acquise de préférence au sein de la Direction iusidique d'une Banque ou d'une importante Société de promotion Immobilière. Pour réussir dans cette fonction le candidat devra affier rigueur et imagination et faire preuve de qualité de contact. Ce poste peut déboucher sur la création d'une Direction Juridique.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous la référence 8 304 JF & : ISM SA, Nicole ROBIN, Grand-Ecran, 30 Place d'Italie, 75628 PARIS Cedex 13.

The Committee of the state of t

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

## NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Filiale commune de la Caisse RESPONSABLE DE LA DIRECTION

et des Caisses d'Epargne

et de Prévoyance, investie de responsabilités de

> Caisse Centrale, la Société Centrale de

Trésorerie se définit aussi

comme une plateforme de services à destination

Caisses d'Epargne.

du réseau des

Ses ambitions d'efficacité et de performance

la conduisent aujourd'hui à renforcer ses équipes.

des Dépôts et Consignations DES OPÉRATIONS CLIENTELE

Vous assurez la responsabilité de la direction des opérations clientèle, chargée de la centralisation des fonds en instance d'emploi, de la tenue des comptes des établissements du Réseau et de la bonne exécution des ordres clientèle.

A ce titre, ce poste implique :

• de veiller à la qualité des prestations de services;

• de contribuer activement au développement des services complémentaires souhaités par les Caisses d'Epargne;

• d'entretenir avec ces dernières des relations suivies, empreintes d'un réel esprit de collaboration.

La dimension de ce poste vous conduit à gérer un service d'une vingtaine de collaborateurs et à participer au Comité de Direction.

A 40 ans environ, diplômé Bac+5 en organisation, gestion financière, commerciale ou informatique, vous maîtrisez la gestion des comptes bancaires courants. Une expérience complémentaire de la

Poste basé à Paris.



<u>SOCIETE CENTRALE DE TRESORERIE</u> CAISSE D'EPARGNE

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous la référence 02/93 au Service des Ressources Humaines - Société Centrale de Trésorerie - 254, boulevard Saint-Germain 75007 Paris



vous menez des écudes spécifiques relatives à un marché, une filiale. Diplômé d'une grande école ou équivalent, vous avez 2 ans d'expérience professionnelle en contrôle de gestion ou en cabinet d'audit. Réf. PR/CG

**UN JEUNE ACTUAIRE IARD** 

Vous perticipez au suivi opérationnel des activités de nos filiales étrangères et vous serez plus particulièrement amené à les conseiller dans les domaines techniques la politique de souscription et de tarification

· les études de rentabilité des produits l'adéquation des provisions techniques. Diplômé d'une école d'Actuariat, vous avez une première expérience de 2 ans minimum en IARD. Réf. PR/JA

Pour ces 2 postes, basès à Paris (IXe), des déplacements à l'étranger sont à prévoir et vous devez maîtriser l'anglais ou une autre langue de la CEE.

■ Merci d'adresser voure dossier de candidature, sous la référence du poste choisi, au GAN, DRH/GRC, 2 rue Pilier-Will, 75448 Paris Cedex 09.

Matz

Nantes

**Paris** 



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

La Direction des Assurances et de la Gestion des Risques Industriels du Groupe ALCATEL-ALSTHOM crée un nouveau poste ou sein de son

## **SPÉCIALISTE** RÉASSURANCE **FACULTATIVE**

Secondant de manière tout à fait autonome le chef du Département et en liaison avec le Gestionnaire réassurance, vous serez chargé:

- ▼ d'optimiser les montages de réassurance des programmes existants ▼ de proposer el de sulvre la mise en œuvre de nouvelles
- opproches permettant de développer l'autil de réassurance captif du Groupe ▼ de participer ou choix des partenoires de réassurance. Vous

ourez dans ce cadre à élaborer (en français et/ou en anglais) et à négocier les contrats correspondants. Professionnel de la réassurance focultative toutes branches, vous ovez

environ 5 ans d'expérience (compagnie ou courtage) dans ce domaine. Votre moîtrise de l'anglais est réellement opérationnelle.

Autoname, passionné par votre domains et excellent négociateur, vous (déplacements de courte durée en France et à l'étranger).



Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant votre rémunération actuelle, sous la référence M/R5383, à Alcatel Alsthom · Direction des Ressources Humaines 54, rue La Boétie - 75008 Paris



#### FOURNIER 2 200 personnes - 1,9 milliard de CA.

De la pharmacie à la chîmie fine, de l'Adhésif Chirurgical à 'Adhésif Industriel et Grand Public, la diversification récesse d'un

## CONTRÔLEUR DE GESTION (H/F)

la sociécé PLASTO (500 personnes, 400 millions de francs de chiffre d'affaires) consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public, et développe fortement sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette forte progression, son Directeur Général recherche un Contrôleur de Gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget. Il s'implique fortement dans les plans de développement et les plans suratégiques. Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont 2 cadres, le candidat recherché est âgé d'une tremaine d'années. De formation supérieure, ESC ou Ecole d'ingénieurs généralisses avac un 3e cycle gestion/finances, ou MBA, il appule son expérience annelle sur environ 5 ans d'activité en milieu industriel, si prossible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informadque et des méthodes angio-saxonnes sera très appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable (nationalité indifférente). De réelles possibilités d'évolution existent, notamment au sein du Groupe Fournier en France ou à l'international. Poste basé à Dijon. Envoyer lettre manuscrite, CV. photo, prétentions et délai de disponibilité, sous réf. PV2.



Groupe FOURNEER, Service Recrutement, 42 rue de Longvic, 21306 Chendre



**EXAMINER LES QUESTIONS ECONOMIQUES** A PARTIR DE BESOINS SOCIAUX

▶ Premier our son marché, implanté nationalement Granoble et en croissance commue, notre Groupe de 200 personnes s'adresse particulièrement aux Comités d'Entreprise.

Lille Nous leur apportons un diagnostic et des préconisations sur la situation de leur entreprise, Lyon notamment lors de restructurations, fusions, acquisitions, changement profond de l'environnement conturrentiel, Marseille

> Dans ce cadre, nous recherchons pour nos bureaux de Paris, Rouen, Lille, Metz, Clemont-Ferrand des CHARGES DE MISSION expérience prof. minimum 2 ans et des CONFIRMES, diplômes Grandes Ecoles, IEP, Dauphine, 3- cycle. La maîtrise de l'analyse financière et la connaissance de l'économie

industrielle devront leur permettre de donner une dimension nouvelle, créative et opérationnel oux travaux qui leur seront confiés Strasbourg ► Au-delà de leur excellente technicité et de

leur sens de l'organisation, nous apprécierons leur sptitude à la communication et nous saurons Toulouse leur donner diversité, formation et perspectives,

> Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions, au journal qui transmettra, sous référence 8629. Le Monde Publicité

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 Paris Cedex 15



Filiale française du groupe NEW SULZER DIESEL, nous avons, sur le plan mondial, la responsabilité de l'activité Centrales Electriques (conception, fabrication, tallation clés en main).

Nous réalisons un CA de près de 2 milliards de francs, dont 95% à l'export, avec un effectif de 400 personnes. Nous sommes en croissance continue et nous avons un style de management qui participe de cette réussite. Notre Direction du Développement des Personnes et Ressources

Humaines renforce son équipe en créant le poste de :

### ADJOINT D.R.H.

Il aura en charge prioritairement le volet Juridique/Fiscal de le fonction, ainsi que les aspects Innovation, Organisation, Méthodes et Outils informatiques du Service.

Il participera à la définition de la politique et apportera se contribution à sa mise en œuvre en étant lui-même l'animateur et le coordonnateur de certains chantiers. Environ 30 ans, vous avez une formetion eupérieure (IEP,

ESSEC, HEC, ESC), avec une option Droit du Travell. Une formation complémentaire type Sociologie sera appréciée. Une première expérience d'au moins trois années dans la fonction RH vous e sensibilisé à toutee ses dimensions et vous a convaince que vous pourriez vous y épanouir pleinement.

Vous êtes pret, maintenant, à assumer des responsabilités de conseiller technique rigoureux, mais auesi d'enimateur, de coordonnateur et de pédagogue. Dans notre entreprise, el vous savez apporter, vous recevrez beaucoup. Ce poste est basé à Mantes la Joile (60 kms ouest de Paris) et

nécessite la maîtrise de la langue anglaise. Pour ce poste, merci de transmettre votre dossier de candidature

(lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 9750 M à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

6, rue Houssaye 75008 Paris

Entreprise publique de tout premier plan recherche un

## Fiscaliste Généraliste

**Paris Ouest** 

NECY PARIS LITTE LYON - NA

Au sein d'une équipede 3 personnes et ramaché au responsable de celle-ci, vous assurerez la mise en place et le suivi de l'ensemble de la fiscalité interne (IS, TP, TVA, etc...). Agé de 27/30 ans de formation fiscale supérieure (DESS fiscaliné ou ENI...), vous justifiez d'une expérience d'au minimum 3 ans au sein d'une entreprise ou d'un cabinet. Vos qualités de rigueur et de dynamisme vous permettront de réussir dans cette entreprise qui se structure

Contacter Dominique Montabrie, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.DM8811MO.

Michael Page Tax & Legal Specialiste en recrutement Juridique et Fiscol

**PARIS** 

Filiale d'une grande banque française nous intervenous dans les domaines du risque politique et de

## Chargé d'affaires junior

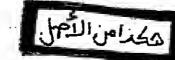
Rattaché au Directeur du département, vous le seconderez dans ses fonctions. La rechnique que vous acquerez vous permettra de gérer rapidement et de façon autonome, les dossiers clients

sur la zone géographique qui vous sera impartie. Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5 : Grandes Ecoles de Commerce, IEP, Droit...), vous parlez couramment l'anglais.

Agé de 25 à 30 ans vous avez une première expérience réussie en compagnie d'assurance ou chez un courrier, en banque ou en entreprise. Vos qualités de rigueur, voure sens commercial et voure volonté d'intégrer une équipe de professionnels évoluant sur un secteur en pleine expansion sont les facteurs qui vous

permettront de réussir à ce poste. Adresses votre condidature, sous ref. LM102/24304 (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à Onoma, 26 rue de Berri, 75008 Paris. Pour plus d'inform 3616 ande UGE ONOMA

ONOMA



DMINISTA

DES ENTRE

1 m 🖢 🥩

. . . . . .

at Chef Com Bilingue anglais

## LE MONDE DES CADRES

## ernational au GAN surance de réussile

RECEIPER OF GISTION

gan

THE RESERVE THE PERSONNER.

A STATE

# f + 1 + 1 + 1 1 1 15 500 ALI

# 125 rd # # 25/00 rd # 27/00

The second second

11 1111

e tremetaliste

attaire junior

A STATE OF THE STA

CHOISIR LE LEADER MONDIAL DU Cholsir DIAGNOSTICA STAGO.

**DIAGNOSTIC EN** COAGULATION du diagnostic en coagulation : 50% du CA exporté dons plus

### de 100 pays Responsable

Contrôle Qualité - hf

c'est participer à l'exponsion canstonte du leader mondial

Pharmoclen au de formation équivolente, vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de qualité dans l'industrie biologique, pharmaceutique ou ogro-ollmentaire, dont 3 à un poste de responsable.

Rattaché ou Responsable du Service Quolité, vous définirez l'arganisation et superviserez l'octivité du laboratoire de cantrôle (12 techniciens et 1 cadre) dans un environnement ISO 9001. Blen entendu, vousparlez couramment l'anglais.

Pour ce poste basé en proche bonlieue Nord-Ouest (RER C) merci d'adresser lettre de mativation, CV, phota et DIAGNOSTICA prétentions sous réf. BC/01/CQ à DIAGNOSTICA STAGO - DRH BP 226 - 92602 Asnières cedex.

## Consultant senior

rejoignez une équipe et exprimez votre professionnalisme

Vos ennées d'expérience dens le consail en recrutement vous ont permis d'acquérir la confience d'une clientèle fidèle que nous vous proposons de conforter et développer en offrent les moyens et la signature d'un grand groupe de

Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'un minimum de 35 ans, vous justifiez d'une expérience de consultant en Cabinet d'au moins 5 ans,

Nous vous remarcions d'adresser votre candidature é Christine Alibert en expliquant vos motivations; mais surtout les véritables raisons qui justifieront notre rencontre. Réf. M/50

8, avenue Delcassé - 75008 PARIS.





ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE

## **CADRE** ADMINISTRATIF H/F

Vous aurez pour mission de seconder le Responsable du Service Gestion Administrative et Financière de Programmes Publics d'aide aux PMI. Vons aurez de nombreux contacts avec les Pouvoirs Publics et avec les Entreprises, ce qui implique un excellent contact humain, des qualités relationnelles et l'habitude de travailler en

De formation supérieure option gestion, vous disposez d'une expérience acquise, si possible, au contact des PML

Méthodique et rigoureux, vous avez le goût des chiffres, une grande curiosité intellectuelle, de solides qualités d'analyse et de synthèse qui permettront une gestion efficace des programmes.

- Poste à pourvoir très rapidement.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous ref.313 à C.K 7, rue Robert Le Com - 75016 Paris.



Chantal Kenvyn

François Cornevin

vous remercie de noter ses nouvelles coordonnées

108, rue Saint Honoré 75001 Paris Téléphone : (1) 40 26 43 17 Fax: (1) 40 26 06 76

Seb le prisonpeib r. 126 just suovi FRANCOIS CORNEVIN RECHERCHE ET EVALUATION DE CADRES ET DIRIGEANTS

Le monde bouge ... CDPA aussi! Nouvelle adresse en Ile-de-France :

CDPA Ressources Humaines 38, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET *Tél. : 47.59.30.05* 

OITON PARTS CDPA TYON BESANCON

# **ADMINISTRATION** DES ENTREPRISES

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que relève aujourd'hul notre équipe multinationale (130 personnes).

## Chef Comptable Bilingue anglais - Lyon

Rattaché au chef des Services Comptables du Groupe et assisté de deux collaborateurs, vous assumez l'ensemble des missions comptobles liées à nos deux établissements

A ce titre vaus prenez en charge : lo comptobilité fournisseurs, le suivi de trésorerie, les arrêtés mensuels, la préparation du bilan, la cohérence avec la comptabilité analytique, et les déclarations iscales courantes.

A 30/35 ans, de formation supérieure (Bac+5, DESCF ou equivalent) vous possédez une expérience de 5 ons minimum en cabinet et/ou dans une structure internationale. La pratique de l'informatique de gestion sur PC et gros systèmes est indispensable.

Si vous souhaitez intégrer une entreprise jeune et évalutive, merci d'adresser votre candidature à

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE. 1 bd Vivier Merie, 69443 Lyon cedex 3, s/réf. 93-02/312.

LNotre Grand Projet : un Superordinateur Européen 🗆

## LE MONDE DES COMMERCIAUX

Occiété de négoce international dans le domaine des biens d'équipement et de la haute-techoologie souhaite reoforcer ses équipes commerciales et intègre de jeunes

Chargés de mission

pour assister les responsables géographiques.

Diplômé d'une école de gestion et/ou d'une école d'ingénieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez une première expérience do commerce international.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 4550, à :



CONSEIL 16, avenue Hoche - 75008 PARIS

Leader mondial sur le marché des applications Windows (Harvard Graphics et Superbase), recherche dans le cadre de son développement en Europe du Sud son :

BUSINESS DEVELOPMENT **MANAGER** 

> Rattaché au Distribution Sales Manager, vous assurez le développement du réseau de distribution en ESPAGNE et ITALIE

En étroite collaboration avec les grossistes et les revendeurs spécialisés dans l'informatique, vous ètes responsable de :

▲ la gestion du réseau de distribution. ▲ la mise en place des politiques commerciales et

marketing.

▲ la réalisation des objectifs commerciaux.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience commerciale réussie de 3 ans minimum dans le secteur de l'informatique. La gestion des réseaux de distribution et des partenaires commerciaux vous est familière. La connaissance de l'Anglais et de l'Italien est indispensable et celle de l'Espagnol est vivement

Envoyer votre Curriculum Vitae en Anglais à notre



PROSPECT EUROPE. Les Vaisseaux de Sophia, Bât, B. Carrefour des Brucs. Sophia Antipolis, 06-10 BiOT. Tel: 93.00.42.10 Fax: 93.65.38.09.

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



recrute par voie de concours (H/F) pour ses programmes scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions)

L'institut français de recherche

scientifique pour le développement en cooperation

Les camplifaits aux concours paint l'accès au grade de CR2 infant être agés de 33 aux ser plus de 31

bureen des contairs de

CHARGES DE RECHERCHE de 16re classe (CR1)

**CHARGES DE RECHERCHE** 

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

de 2<sup>ème</sup> classe (CR2)

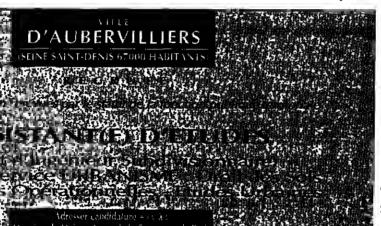
- GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE (un CR2)
- HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE (un CR1, trois CR2) - HYDROBIOLOGIE, OCÉANOGRAPHIE (deux CR1, deux CR2)
- SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL (quatre CR2)
- SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES À L'HOMME (trois CR2)
- SCIENCES SOCIALES (deux CR1, quatre CR2)

Pour être admis à concourir, les candidats doivent être titulaires de l'un des titres suivants ;

Pour les concours de chargés de recherche de 1<sup>th</sup> classe : Nouvelle Trèse» au Doctorat d'Etat / Doctorat de Sème cycle, Diplôme de docteur ingénieur ou DERBH et réunir 4 années d'exercice des métiers de la recherche / Titre universitaire étranger ou

Pour les concours de chargés de recherche de 2º classe : «Nouvelle Thèse» ou Doctorat d'Etat / Doctorat de 3ème cycle / Diplôme de docteur ingénieur /

DERBH / DERSO / Titre universitaire étranger ou travaux universitaires équivalents.



ASSOCIATION HUMANITAIRE

### RESPONSABLES DE PROGRAMME

- Vous avez : une formation supérieure (bac + 4)
- des qualités de gestionnaire ions humaine
- une expérience de l'expatriation.

  Vous êtes : capable d'autonomie et de dynamisme
   bilingue angleis (l'espagnol est un plus).
- Nous vous confierons, dans un PVO, un programme Intégré de développement dont la finalité est la scolarisation et l'éducation.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. RP à : EUROPACT

44, rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES



## CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

## LE CONSEIL GENERAL

RECRUTE UN SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA CULTURE ET DES SPORTS (Direction de l'Innonvation et des Finances)

Le Conseil Général a décidé de regrouper dans une sous-direction l'ensemble da ses moyens humains dans les domaines de la culture et du sport pour renforcer la dynamique et la cohésion de ses interventions.

#### PROFIL DU CANDIDAT

- Un intétêt réel pour les activités culturalles
- Une grande disponibilité,
   Capacité à mobiliser una équipe autour des projets culturels du Département (lecture, musique, danse, théâtre, patrimoine, soutien aux équipements et
- organismes culturals et sportifs),

   Une forte motivation pour développer le partenariat avec tous les actaurs départementaux.

#### STATUT

Cadre A expérimenté. Nivaau minimum : Bac + 3.

Encadrament de plusieurs sarvices et coordination des partenaires.

Les candidatures devront parvanir à M. le Président du Conseil général 31, boulevard Emile-Roux, BP 1404 - 16017 ANGOULEME Cedex **AVANT LE 15 MARS 1993** 

> Le ministère du Travail. de l'Emploi, et de la Formation professionnelle

recrute pour sa direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques

#### UN CHARGÉ D'ÉTUDES SUR LA NÉGOCIATION SALARIALE

Profil :

suivi de la négociation salariale de branche; réalisation d'études sur les sytèmes de fixation des salaires dans la CEE; conception, animation et suivi de recherches sur les mécanismes de négociation des salaires.

d'analyse comparative internationale serait appréciée. Comaissance de l'anglais et si possible de l'allemand. Esprit de synthèse et facilité de rédaction.

Recrutement: poste à pourvoir immédiatement, statut de contractuel ou détachement.

Candidature: lettre manuscrite + CV à l'adresse suivante : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professio SES, à l'attention de T. Controt, pièce 3210 B. 1, place Foutenoy 757350 Paris 07 SP



A 50/45 ans, titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 4 ou 5 (Economie, Finances, Mathématiques, Gestion, Comptabiliré Publique et Privé, DECS...), vous prendrez en la synergie de chard Comptabilité l'ublique et Privé, DECS...), vous prenarez en charge la conception d'un système d'information et de conrôle synthétique à l'usage des responsables du Conseil Général, rendant compre de l'action menée par les Services en regard des politiques engagées par celui-ci:

- élaboration de rableaux de bord pertinents et conformes à l'activité de chaque service, mise en ocuvre d'un système de

comprabiliré analycique,
développement d'une méthodologie et création d'outils de
contrôle adaptés aux différencs organismes financés ou sourenus par le Conseil Général,
- élaboration d'un système d'évalustion des politiques



NORMANDIE

DIRECTEUR

Avec 8000 habitants et près de 1000 ha, notre ville est un pôle de croissance de l'agglomération caennaise.

Par sa situation stratégique et sonenvironnement:

campus universitaire, espace théatral..., elle vit une veritable explosion industrielle et commerciale.

créativité, dynamisme et ténacité.

Nous vous proposons de valoriser dans un contexte passionnant votre diplôme, Droit, Sciences Po., Sciences Eco., et éventuellement votre première

Merci de nous présenter votre projet de carrière sous la référence JM/8020-01. **JMLP CONSULTANTS Sa** Actis Technopole 12, rue du Colonei Rémy 14000 CAEN - Téi. 31.43.67.67.

"Bras droit" du Maire, vous serez son relais opérationnel et vous mettrez en oeuvre d'importants dossiers. Dans le cadre de projets de grande ampieur, vous accorderez compétence et

> Profil de poste 35 ans minimum. Formation supérieure (bac + 4). Expérience prouvée du management, marketing, ingénierie de projet. Des compétences touristiques seraient appréciées.

> > Conditions de recrutement

Le Département de l'Ariège

recherche

un Directeur du Comité

Départemental du Tourisme

Missions

Garant de la démarche qualité, il sera chargé avec l'appui d'une équipe comprenant des responsables de production, promotion, communication, centre de ressources et une centrale de réservations :

Supervision de la production et de la promotion touristique;
 Coordination des acteurs départemantaux du tourisme et relations publiques;

Gestion de la structure et du projet de développement du Comité.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à

Monsieur Augustin BONREPAUX Président du Comité Départemental du Tourisme Hôtel du département - BP 143 09004 FOIX CEDEX - Tél.: 61-02-09-11



Une Collectivité Dynamique - (952.962 hab.) - Un Pôle Universitaire Des Industries d'Avenir - A Proximité de la Mer et de la Montagne - con-

ARGENTEUIL

Pôle de développement du Nord-Ouest de l'Ile de Prance ARGENTEUIL (95)

Un Projet de Ville (Economique, Social, Urbain) De fones potentialités (Aménagement, Urbanisme Crée le poste de

## Réf 1785 M

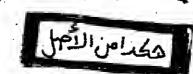
Sous la direction du Secrétaire Général Adjoint chargé du département de la Solidarité et du Développement Social, vous impulserez la politique minicipale de la Santé et de la Prévention. A partir de l'analyse des besoins de la population vous coordonnerez l'ensemble

des actions de ce secteur en développant le partenariat avec les structures Vous vous appuierez en priorité sur les conclusions de l'audit récemment effec-

tué pour réaliser la mutation des centres municipaux de santé tant sur le plan économique que suratégique. De formation supérieure, vous possédez impérativement une solide expérience de management et la gestion dans le secteur de la samé.

Force de proposition, votre ouverture d'esprit et votre sens du concret vous permeuront de réussir dans ce poste et d'atteindre les objectifs en matière de

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lenia manuscrite, cv, photo) geil LIGHT - Ph. PREVOST Braconnier ON-LA-FORET Cedex



PORTEZ ET CHUR DU T

DIRECTEU

THE RES

AL THINK

·2.11-43:

1.5

\$4.4 £1 £3} ~

EIL GENERAL

NEHAL DE LA CHARENTE

SOUR PRINTELLA COLER DE SE SPORTS

## Production - Informatique - Haute Technologie

— PORTEZ L'INFORMATIQUE — AU CŒUR DU TOURISME FRANÇAIS CETA, Consortium d'Etudes Touristiques et Automobiles, est un GIE créé en 1991 par la Fédération internationale de l'Automobile, le Groupe GMF et IBM France. Il a mis en place le programme ULYSSE, système informatisé de collecte et de diffusion d'informations touristiques en réponse aux demandes des touristes français et étrangers sur la destination France. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre du projet IMPACT de la Commission des Communautés Européennes, est disponible au travers du serveur 3615 MAGELLAN. De plus nous concevons, éditons et commercialisons des logiciels à l'usage des professionnels du tourisme : comités régionaux et départementaux du tourisme, agents de voyage, centrales de réservation et réseaux d'automobiles clubs. Nous recherchons un

### DIRECTEUR TECHNIQUE

MISSION: Diriger et coordonner nos opérations informatiques; suivre les développements applicatifs confiés à des sociétés de service; organiser les consultations et rédiger les cahiers des charges; évaluer les offres et les négocier; superviser les équipes d'exploitation; évaluer les besoins dans le cadre d'un plan informatique; coopèrer avec les services commerciaux.

PROFIL: Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur Long - Bac + 4 minimum - Grandes Ecoles d'ingénieurs, DESS, Maîtrise d'informatique...; justifier d'une expérience significative d'au moins 5 ans (réseaux, développement de logiciels, SGBD, télématique) chez une SSII, un constructeur ou un utilisateur. La connaissance de l'environnement iBM et du monde UNIX est impérative; anglais souhaité. Le poste est basé à LEVALLOIS-PERRET (92); pour y réussir il faut savoir animer une équipe, être rigoureux et méthodique, communiquer, écouter et convaincre.



Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé et photo), sous référence CDTI à: CONSENSUS 7, rue Sainte Anastase, 75003 PARIS gui transmettra. Discretion assurée.

## LA POSTE

DIRECTION DU COURRIER

Recrute

#### **FONCTIONS**

SECTEURS DE POINTE

La Direction du Courrier recberche pour son activité finale de distribution un INGÉ-NIEUR DE PRODUCTION. Vous serez chargé de définir l'ingénierie globale et la logisti-que propre à cette activité. Dans un contexte de croissance des flux à traiter, vous aurez à définir avec le concours de nos services techniques:

— les méthodes organisationnelles,

— les choix d'équipement,

— les méthodes de gestion de flux.

### QUALIFICATION

Ingénieur diplômé Ecole centrale, Arts et Métiers, INSA ou équivalent disposant d'une première expérience (3 ans minimum) acquise dans le domaine du transport, de la logistique et/ou de la distribution.

Autonomie dans la conduite des projets, sens aigu du contact et des relations humaines sont des qualités indispensables pour réussir dans ce poste.

La rémunération sera de l'ordre de 250 KF, selon le profil du candidat. Le poste est situé à BOULOGNE.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf.: 8628

LE MONDE PUBLICITÉ 15/17, rue du colonel-P.-Avia, 75902 PARIS Cedex 15

Filiale allemande d'une société américaine (San-Diego) recrute un

## INGÉNIEUR DE RECHERCHE INDUSTRIELLE

pour participer au développement de la première plate-forme de MagnétoEncéphalo-Graphie en France. Poste à pourvoir à Rennes. Déplacement Europe-USA.

- 28-35 ans. Expérience industrielle.
- Compétence traitement du signal et image médicale. Bonne connaissance neurophysiologie cérébrale.
- Anglais courant.

Envoyez CV et lettre de motivation en anglais ou français à :

Biomagnetic Technologies GmbH Grüner Weg 83 D-5100 AACHEN **ALLEMAGNE** 

## JHEF DU SERVICE MILIEUX RÉCEPTEURS

Elf Aquitaine Production, Société spécialisée dans le domaine de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, recherche son Chef de Service MILIEUX RECEPTEURS.

Basé dans le sud-ouest et placé sous l'autorité du Ches de Département Environnement, il anime un service de 7 personnes dont les domaines d'interventions couvrent l'assistance technique (analyse des eaux, réhabilitation de sites, études d'impact) et la recherche (réhabilitation de sites en particulier). A ce titre, il procède à des études et réalise des missions pour le compte des filiales d'Exploration-Production et représente le Groupe dans les instances professionnelles nationales et internationales.

Ce poste s'adresse, à un Ingénieur (chimiste, biochimiste ou sciences de la terre) justifiant de connaissances en environnement et de compétences techniques larges couvrant l'analytique, la chimie, la biologie et la micro-biologie. Il doit, en outre, avoir une expérience de la fonction Laboratoire (5 à 10 ans) et de l'animation d'équipes. Il maîtrise parsaitement l'anglais et accepte le principe de la mobilité France et Etranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions), sous référence 9364A, à notre Conseil SWITCH - 40, rue Amelot - 75011 PARIS, qui vous garantit la confidentialité 🛎



LA PASSION A TOUJOURS RAISON

## RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ÉCLAIRAGISME

NOUS SOMMES Nº! EUROPÉEN DES APPAREILS O'ÉCLARAGE AVEC UN CA EN FRANCE DE 800 MF.

NOUS RECHERCHONS LE RESPONSABLE DE NOTRE DÉPARTEMENT ECLAIRAGISME SITUÉ EN RÉGION

Nous your confierons L'Animation o'une ÉQUIPE DE 15 PERSONNES QUI RÉALISENT POUR NOTRE RÉSEAU COMMERCIAL DES PROJETS CONCRETS D'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR, INTÉRIEUR OU FLUO-RESCENT (ROUTES, INSTALLATIONS SPORTIVES, LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX, PISTES O'AÉROPORTS...).

REPRÉSENTANT DE NOTRE ENTREPRISE DANS LES MANIFESTATIONS PROFESSIONNELLES, VOLIS ASSU-REREZ ÉGALEMENT LA RESPONSABILITÉ DE LA FORMATION TECHNIQUE DE NOS ÉQUIPES COMMERCIALES. INGÉNIEUR ÉCLAIRAGISTE (OU ÉQUIVALENT), YOUS JUSTIFIEZ, À 35 ANS ENVIRON, O'UNE EXPÉRIENCE REUSSIE DE 5 ANS MINIMUM ACQUISE DANS CE DOMAINE

VOUS SAVEZ ALLIER AISANCE RELATIONNELLE ET RIGUEUR ET SOUHAITEZ VOUS INVESTIR DANS UNE MISSION O'ENVERGURE.

DE SOLIGES CONNAISSANCES EN MICRO-INFORMATIQUE ET LA MAÎTRISE DE L'ANGLAIS CONSTITUERONT UN ATOUT. ,

MERCI O'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETTRE, CV, PHOTO + PRÉTENTIONS) SOUS REF. [31, A COMMUNIQUE - 50/54, RUE OF SILLY 92513 BOULOGNE BELLANCOURT CEDEX.

THORN

Europhane

Pour passer vos annonces :



46-62-73-02 46-62-73-90

FAX: 46-62-98-74

## SECTEURS DE POINTE

## Jeunes ingénieurs











## N°1 mondial de toutes les façons

environnement... Elle commence par des professionnels, et c'est la meilleure façon d'avancer dans la vie. sûrs de leur maîtrise technique, conscients de leurs forces, de l'utilité de leur métier : là où le monde bouge, COLAS, 7 place René-Clair, 92653 Boulogne Cedex. la route avance, elle irrigue l'économie et accompagne son évolution. Mais avant tout la route vous concerne : intégrer nos équipes, c'est devenir responsable à part entière de chaque chantier, sur les plans technique, financier et humain. Votre sens des contacts, de la

On pourrait encore longtemps vous montrer de belles négociation, vos idées, feront de vous le véritable routes, nous préférons vous dire que la route est garant de l'image COLAS auprès de nos clients. internationale, recherche et développement, sécurité et En nous rejoignant, vous serez de toute façon nº 1 mondial

Ecrivez à Elisabeth Lambert, sous la réf. LM/02,



Nº 1 mondial de la route, 23 000 collaborateurs, 12,4 miliards de francs de CA dont 40 % à l'export, 35 000 chantiers par an.



e Centre

nosolialer

hiversitaire

d'AMIENS

plus de 100

eloblissements

cilents dont 40%

hais floatdie.

recherche le

№ collaborateurs

## Directeur

### du centre régional d'informatique hospitalière

Vos objectifs sont notomment

•repositionner les activités de prestation de service au plus près des attentes des différents segments de clientèle

 améliorer le rapport qualité/coût des prestations \*structurer et développer l'activité de conseil

informatique mettre en place une fonction commerciale

 mettre en place une gestion prévisionnelle du personnel du Centre préparer la création éventuelle d'une structure autonome d'informatique hospitalière.

Vous êtes un professionnel de l'informatique

CVec une expérience significative du management ·les qualités de synthèse et de communication

nécessaires aux contacts de haut niveau une très bonne ouverture technique.

Niveau de rémunération : 400 - 450 KF

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre conseil Gérard ROLLOY - 19, place Foch -78510 Triel-sur-Seine qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

. . . .

a ar said 👣 7 · Na 💆 - Lines

JE 194

12.00

22.7 %

PROPERTY OF STREET

 $\alpha_{i} = \frac{1}{2} (\alpha_{i} + \alpha_{i}) + \frac{1}{2} \alpha_{i} \overline{\sigma}_{i}$ 

 $M_{i,j}(A)/(D) = -(D)^{-\alpha_{i,j}}(A)$ 

set made a set at a

Marie San San San San

Printer 🗯

Le principal

· 3-2 4 5 4

1.00

4 . 1 / 4 . . .

A 400 - 100

200 74.4

. 1781. s 1 4 4

4 Table 198

36 2 4 737 3 7 A

ATTO DESCRIPTION

Spring to the second

Level 1 1 1 1 1 4

The state of the s

**見でしまわれる。。。。。** 

State of the letter April 1 / 1 / 1 / 1 / 1

Highway 5 to 10 to

Transfer of the

Pat estudios.

The state of the s And the state of t

3 12 1124

Parties of the second

H 3 2 2 23 1 1 4 1



Les Laboratoires UPJOHN, fitiale française d'un des principaux groupes pharmoceutiques américains reconnu pour la qualité de poursuivent leur

pour nos usines du VAL DE REUIL (27) -Tère unité chímique et 2eme unité armaceutique du groupe en Europe, 200 personnes, 100 Km Ouest de Poris, un

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. ICIM à Elisabeth LEYMARIE Responsable du Personnel Laboratoires UPJOHN - BP 606 27106 Val de Reuil Cedex.

Upjohn

# NGENIEUR

Sous l'autorité du Responsable de l'usine chimique et en liaison avec nos centres de Recherche (Etats-Unis, Angleterre, Japon), vous aurez pour mission : La fabrication de nos nouvelles molécules depuis le laboratoire fusqu'à l'atelier pilote.

 La mise au point des procédés ou technologies nouvelles de fabrication. · La rédaction des procédures opératoires liées à ces fabrications.

de production. Divlômé d'une Grande Ecole de chimie + thèse (spécialité chimie organique fine), vous possédez une première

Votre goût de l'innovation et du travail en équipe vous mêne à rechercher un poste réellement évolutif. Enfin, vous maîtrisez parfaitement

expérience confirmée en recherche

et développement.

## Autant travailler chez le numéro 1 mondial...

Leader mondiel des radiocommunications, MOTOROLA commercielise les systèmes les plus performants du marché. Pour accompegner son développement, MOTOROLA recharche:

• CHEF DE MARCHÉ Radiocommunications

 CHEF DE PRODUIT MARKETING Radiotéléphone cellulaire

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou de Commerce, vous êtes un professionnel du merketing et vous justifiez d'une expérience des réseaux de distribution. Une expérience complémentaire des réseaux de le Grande Distribution eerait un plue. Si vous disposaz en outra de conneissances du milieu de la radio ou de la high tech et qua vous maitrisez l'anglais, vous possédez tous les atouts pour réussir au sein de notre société eméricaine.

Votre mission : collecter les informations sur le marché et ses besoins Rattaché eu raeponseble Marketing, voue eerez un support Indispensable à la force de vente et vous participerez à l'álaboration et à la diffusion de la stratégie de l'antreprise an matière de distribution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (réf. MKG) à MOTOROLA S.A Direction du Personnel - 1, rue Jacques Rueff - 92182 ANTONY Cedex.





## SAGERI

filiale du Groupe GRAS-SAVOYE
bénéficie d'une forte notoriété et est reconnue pour la qualité
de ses prestations de conseil en Risk Management.
Dans le cadre du développement de son activité "Evaluation des risques de pollutions ou d'atteintes à l'environnement"

# INGENIEUR

(Mines de préférence, Centrale, Ponts, etc...) SPECIALISTE ICPE

A 27-35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 ans mínimum dans le domaine de la poliution, des déchets et des atteintes à l'environnement en milieu industriel. Vous possèdez une bonne connaissance de la législation nationale et européenne relative à ces domaines.

europeenne renaive a ces comaines.

Dans le cadre de votre mission d'ingénieur Conseil, vous serez intégré à l'équipe chargée de l'audit et de l'analyse des risques environnement. Vous participerez également au développement d'un produit RC Pollution.

Vous êtes bitirque ou trilingue

Ce poste basé en région parisienne, nécessitera de votre part une bonne mobilité géographique.

Adressez votre dossier de candidature détaillé Acressez votre cossier de candidature detaile (CV, photo, prétentions) sous réf. AA JCL à SAGERI - Direction des Ressources Humaines 2, rue Ancelle 92202 NEUILLY S/ SEINE.

Discrétion assurée.



## Ingénieurs d'affaires

THANSPAC, Opérateur de Réseaux et de la susque de Communication, leader mondial dails sur l'adomine, recharate pour se Direction Communication, à tray les Hauftmanux, des legistrieurs d'Affaires, pour développer le Chilire d'Atlaires des Sérvices ATLAS 400 sur un secteur d'activité.

Votre role : • Eire responsable de Fallanse sectorielle et de la prospection des mangines déterminer la stratégie et le montage des effes aux prospects « assurer la négociation prison d'élistguetere du contrat « coordonner le subfidés » solutions proposées.

De formation Grandes Exples d'appleblas son dis Commerce, vous avez une expérience de 3 auto-nimient dons une fonction similaire.

Utte conneissance de fernirongement Réseau.
Messagerie X400 et/ou ED est fortement sonheithe.
Adressas CV, piette et prihentines se et SC (16,29 à 17,475 PAC - DFRI - Tous Mains Monteninasse.
33 av. du Maine 75755 PMRS (Ledin 15.

France Telecom



leader des relayages et automatismes des réseaux électriques, acciété du Groupe SOULE - 490 MF, 500 pers., recherche pour accompagner sa forte es des réseaux électriques, société du

## Ingénieur d'Etudes et de Développement

Au sein d'une petite équipe (8 pers.) et reportant directement au responsable des études, vous participez et cooduisez le développement de produits électroniques à faible consommation intégrant des microprocesseurs et des logiciels de traitement du signal en langages évolués (assembleur, C, ...). Votre formation technique supérieure (Ingénieur, Maltrise, ...), associée à une expérieure de 2 à 3 ans en études de produits électroniques/électrotechniques et de développement en processement par processement de développement en processement de développement de produits électroniques/électrotechniques er de développement eo programmation etructorée, ainsi que votre containsance de la langue anglaise (l'allemand serait un plus) sont des atours qui vous permettront de réuser dans la mission qui vous sera confiée.

Ce poste est basé à CHARTRES.

## Responsable Méthodes

Au sein de la Production, vous animez une équipe de 2 personnes. En liaison étroite avec les Etudes, vous participez à l'industrialisation des produits développée par la Société. Votre mission eoglobe l'étude des poetes, l'établissement des gammes, l'élaboration des méthodes générales de fabrication. Réportant directement au Responsable de la Production, vous participez également à la politique de sous-traitance et vous organisez les flux en conséquence. Ingénieur de formation (A&M, INSA, SUDRIA, UTC, vous avez acquis une expérience de 3 ans environ dans les méthodes de production de séries de quelques miliers de pièces et possédez une forte personnaliré, conditions indispensables pour mener à bien la mission qui vous est confice. La connaissance de l'anglais est un plus.

Ce poste est basé à BOULOGNE BILLANCOURT.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, CV) sous réf. choisie à IKB - 189 rue St Jacques - 75005 PARIS ou par fax an 44.41.70.41.

## GRAS SAVOYE,

l'un des tout premiers courtiers d'assurances de dimension internationale (1100 personnes, 20 bureaux régionaux) recherche pour son Département

RISQUES INDUSTRIELS

## **INGENIEUR** GRANDE ECOLE

Cette mission d'Ingénieur Conseil en Risk Management vous amènera à prendre en charge la gestion de comptes industriels et la prospection dientèle de GRAS SAVOYE et de sa filiale SAGERI.

A 28-32 ans. vous êtes un spécialiste des Risques Hautement Protégés (H.P.R) et pouvez mettre en avant une expérience industrielle réussie de 2 ans minimum.

Bilingue ou trilingue, doté d'un bon sens relationnel, vous Estingue ou mangue, dots d'un bon sens relationnel, vous êtes disponible géographiquement et vous faites preuve d'un réel intérêt pour le conseil en matière de sécurité et sûreté industrielle.

Poste basé région parisienne. Adressez votre dossier de candidature détaillé s.réf AA JCL à



GRAS SAVOYE - Direction des Ressources Humaines 2, rue Ancelle 92202 NEUILLY S/SEINE. Discrétion assurée.

